

**M. Walesa
invite le pouvoir
à négocier
avec Solidarité**

LIRE PAGE 3 L'ARTICLE
DE BERNARD GUETTA

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,80 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,00 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,80 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 96 c. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 350 ¥ ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Royaume-Uni, 525 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 68572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

M. Mitterrand en Chine

Convergences et nuances

Les dirigeants de Pékin se sont appliqués à éclaircir d'un jour favorable la visite que M. Mitterrand entame ce mardi 3 mai dans leur pays. S'il n'est plus question pour la Chine de considérer la France comme un interlocuteur privilégié en Europe, elle a fait effort pour montrer qu'elle souhaitait développer des contacts devenus un peu rares ces dernières années. On s'y montre sensible du côté de l'Élysée, où l'on se félicite de l'atmosphère dans laquelle se présente le voyage présidentiel.

Reste à savoir de quoi l'on va parler. Sur le plan des relations bilatérales, commerciales notamment, les ambitions de la France sont nécessairement modestes. Elle n'a pas les moyens de financer, par des conditions exceptionnellement avantageuses de crédits, une augmentation importante de ses exportations vers un pays qui ne dispose pas de ressources financières suffisantes. Mais M. Mitterrand a-t-il pour autant un rapport à son prédécesseur en ce domaine ?

Dans le domaine des relations politiques, les convergences et les nuances se sont en partie effacées et se manifestent même parfois par des nuances notables. Pékin a en effet bien plus d'accepter les exigences diplomatiques qui lui ont été imposées au sujet des groupes que la France souhaite entretenir avec elle.

En-dehors des problèmes régionaux, Paris et Pékin ont, en revanche, des approches voisines sur quelques-uns des grands dossiers internationaux du moment. Ainsi en est-il, en particulier, du dialogue Nord-Sud et de la recherche d'un nouvel ordre économique mondial. Une concertation franco-chinoise prend toute sa valeur sur ce sujet à trois semaines du sommet des pays industrialisés de Williamsburg. De même, en matière de sécurité, la France et la Chine, puissances nucléaires « indépendantes », partagent-elles un langage commun, distinct de celui des superpuissances.

Le réajustement de la politique extérieure chinoise paraît même ouvrir la voie à une meilleure compréhension réciproque. À l'époque - l'automne 1980 - où M. Giscard d'Estaing se trouvait à Pékin, la préoccupation de lutter contre « l'impérialisme soviétique » y était à tel point prépondérante que l'idée même d'un monde multipolaire où l'Europe jouerait un rôle indépendant des États-Unis y suscitait d'expresses réserves. Il n'en est plus de même aujourd'hui, et M. Mitterrand rencontre sur ce thème, des interlocuteurs mieux disposés. Encore serait-il nécessaire, si l'on veut éviter les malentendus, que les uns et les autres s'éclaircissent sur leurs intentions respectives. Le dossier des relations sino-soviétiques semble inégalement connu à Paris et il n'est pas certain que toutes les initiatives françaises dans les relations Est-Ouest soient correctement interprétées à Pékin.

Les entretiens politiques porteront essentiellement sur la question du Cambodge

Venant du Népal, M. François Mitterrand est arrivé ce mardi 3 mai au fin de matinée à Pékin. Il a été accueilli à l'aéroport par le ministre des Affaires étrangères, M. Tang Ke, et M. Yao Gang, premier vice-ministre des Affaires étrangères, ancien ambassadeur en France, avant de gagner la place Tian-An-Men, où une cérémonie d'accueil avait lieu en présence du premier ministre, M. Zhao Ziyang. Un banquet était offert dans la soirée au palais de l'Assemblée du peuple en l'honneur du président de la République.

Cinq membres du gouvernement accompagnent M. Mitterrand : MM. Cheysson (relations extérieures), Fiterman (transports), Fabius (industrie et recherche), M. Cresson (commerce extérieur et tourisme) et M. Lang (culture).

Les déclarations des dirigeants chinois à la veille de l'arrivée du président français laissent prévoir que la question du Cambodge sera au centre des entretiens politiques.

De nos envoyés spéciaux

Pékin. - Les manifestations de bienvenue réservées à M. Mitterrand par le protocole chinois - drapeaux, fleurs, banderoles en travers de l'avenue Chang-An qui traverse la capitale d'est en ouest - ne traduisent pas un effort exceptionnel. Le geste, par exemple, qui avait consisté, lors de la récente visite du président égyptien M. Mubarak, à créer un comité spécial d'accueil, n'a pas été renouvelé pour le chef de l'État français.

Mais aussi, le Quotidien du peuple, conformément à l'usage, a publié, en première page, une photo de M. Mitterrand, accompagné de son épouse, se rendant à l'aéroport. Le journal a également publié une photo de M. Mitterrand, accompagné de son épouse, se rendant à l'aéroport.

Après la Suisse, le Nord et un tour au Népal, voici M. Mitterrand en Chine pour quatre jours. De nouveaux des voix s'élèvent pour trouver qu'il voyage trop.

Tandis que les Français baladeurs votent s'envoler, contrôle des changes oblige, leurs espoirs de vacances lointaines, tandis que les mille aspects de la crise quotidienne mobilisent et immobilisent - les ministres, le président même - les lointains, à la rencontre de l'immensité.

Voudrait-on l'assigner à résidence en son palais, comme les empereurs de la Chine ancienne ? Quand le chef de l'État se déplace, c'est la France qui prend l'air.

BRUNO FRAPPAT.

population de notre pays, le reste étant composé de Bretons, de Basques et de Corsais qualifiés de « minorités nationales ». Il est aussi expressément précisé que l'île de Beauté a été prise en compte dans les chiffres de la superficie du territoire français indiqués dans l'article. Honneur ambigu, la France a été citée par l'agence Chine nouvelle en tête des pays ouest-européens où se sont déroulées, le 1^{er} mai, des manifestations contre le chômage. A Paris, indique-t-elle, des dizaines de milliers de travailleurs ont défilé pour protester contre le chômage et la « politique d'austérité du gouvernement ».

Souhaitant le large indulgence de la France, l'article de l'agence Chine nouvelle capotait une attention particulière à ses performances en matière d'énergie nucléaire.

JEAN-YVES L'HOMEAU
et MANUEL LUCBERT.
(Lire la suite page 4.)

Point de vue

Suffrage universel !

On l'a dit plusieurs fois ici même : présenter ceux dont l'existence comporte le maximum d'insécurité, les travailleurs immigrés, comme constituant la source principale de l'insécurité, relève du paradoxe si ce n'est de la provocation. C'est pourtant ce thème qui s'est fait entendre avec insistance lors des récentes élections municipales, et qui aura frappé beaucoup comme une inquiétante révélation. Le problème de société que posent la présence de ces travailleurs et le développement, dont elle est la cause ou le prétexte, d'une idéologie raciste qui influence des masses de toutes conditions, est désormais sur la place publique.

Il est bon que la gauche, gouvernementale ou pas, s'interroge sur sa

Les concessions de M. Mauroy

Le premier ministre veut apaiser la colère des agriculteurs après celle des médecins

Les internes et chefs de clinique des centres hospitalo-universitaires, qui étaient en grève depuis le 22 mars, ont décidé, lundi, de suspendre leur mouvement. Cette décision a été obtenue au prix de plusieurs concessions faites par M. Pierre Mauroy, qui a désavoué, en la circonstance, le ministre de l'Éducation nationale, M. Alain Savary.

Le premier ministre s'emploie maintenant à apaiser la colère des paysans. M. Mauroy a décidé, mardi matin, au cours d'un comité interministériel

consacré aux montants compensatoires monétaires français, de demander à la Commission européenne une réduction égale à 2 % de ces M.C.M. Le gouvernement entend ainsi faire des « concessions limitées » aux organisations agricoles.

Tous les préfets de région ont été convoqués, pour le jeudi matin 5 mai, à l'hôtel Matignon, afin de rendre compte de la situation économique et sociale dans leur circonscription.

La politique tient parfois du jeu d'échecs : il faut savoir sacrifier un pion pour ne pas perdre la partie. Voué au rôle ingrat du pion par le premier ministre qui l'a désavoué pour mettre fin à un conflit qui durait depuis quarante-deux jours, le ministre de l'Éducation nationale n'oubliera pas de siffler la leçon.

Pour le gouvernement l'alternative était simple : miser sur le pourrissement de la grève des internes et chefs de clinique, qui compromettaient à s'effondrer, ou accepter une recrudescence pour atténuer la tension sociale dont ce conflit déstabilisait le ferment principal.

À moment où le souvenir de mai 68 hante tant d'esprits, M. Pierre Mauroy a préféré ne pas jouer plus longtemps avec le feu. Il a estimé que le retour à une situation normale dans le secteur hospitalo-universitaire valait bien une blessure d'amour propre infligée à M. Alain Savary. Encore qu'en la circonstance le premier ministre se soit aussi déjugé lui-même, puisque le projet défendu par le ministre de l'Éducation nationale avait auparavant obtenu son aval. Cette décision place bien entendu M. Savary, dont le crédit personnel est atteint, dans une position difficile. Elle ne paraît

pas non plus de nature à restaurer l'autorité du gouvernement auquel il a été souvent reproché, depuis mai 1981, une certaine irrésolution. Mais à quoi eût abouti une obstination intransigeante ?

Il semble, au demeurant, que dans son appréciation de la situation le gouvernement ait accordé une attention particulière aux connotations politiques du conflit et de son extension aux étudiants en médecine. Selon les analyses officielles le danger était grand de voir cette grève dégénérer en violences incontrôlables. D'une part, parce que le mouvement des internes et chefs de clinique bénéficiait, si l'on en croit ces indications, d'appuis financiers importants venus s'ajouter aux manifestations de solidarité spontanées. Des sources autorisées font état de l'existence de « caisses noires » alimentées par certains laboratoires pharmaceutiques traitant directement avec des chefs de service, à l'insu des directions générales des établissements hospitaliers. La continuation de la grève n'aurait donc pas manqué de « nerf ».

D'autre part, dans certaines villes, la police aurait établi la participation aux manifestations les plus agressives, non seulement de militants appartenant aux groupuscules d'extrême droite, mais aussi de personnes connues pour leur appartenance à l'ancien Service d'action civique (SAC), aujourd'hui dissous. Cela aurait été le cas, le 14 avril, à Montpellier, où, pour la première fois depuis le début du conflit, des affrontements avaient eu lieu avec les forces de l'ordre (le Monde du 16 avril).

En outre, le gouvernement estime que la suspension de la grève des internes et chefs de clinique devrait sinon enrayer, du moins atténuer sensiblement le mouvement contestataire chez les étudiants en médecine et dans les autres milieux universitaires qui se sont greffés sur celle-ci. Excès d'optimisme ?

Soucieux de gérer en douceur la situation sociale tandis que le président de la République séjourne en Chine, le premier ministre s'emploie, dans le même temps, à désamorcer la colère paysanne.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 8.)

Les grâces médicales de Marseille

● LIBÉRATIONS SUR ORDONNANCE
(Lire page 11 le début d'une enquête de MICHEL BOLE-RICHARD)

L'affaire des fûts de Seveso

● LA DIOXINE EST-ELLE DANGEREUSE ?
(Lire page 14 notre dossier)

● LA CHIMIE SUISSE AUX PRISES AVEC SES REJETS
(Lire page 15 le reportage de ROGER CANS)

AU JOUR LE JOUR

Voyage

Après la Suisse, le Nord et un tour au Népal, voici M. Mitterrand en Chine pour quatre jours. De nouveaux des voix s'élèvent pour trouver qu'il voyage trop.

Tandis que les Français baladeurs votent s'envoler, contrôle des changes oblige, leurs espoirs de vacances lointaines, tandis que les mille aspects de la crise quotidienne mobilisent et immobilisent - les ministres, le président même - les lointains, à la rencontre de l'immensité.

Voudrait-on l'assigner à résidence en son palais, comme les empereurs de la Chine ancienne ? Quand le chef de l'État se déplace, c'est la France qui prend l'air.

BRUNO FRAPPAT.

A "APOSTROPHES" LE 6 MAI

SUZANNE PROU

Le pré aux narcisses

roman

CALMANN-LÉVY

par ÉTIENNE BALIBAR (*)
et YVES BENOT (**)

propre vulnérabilité au syndrome raciste, et surtout il s'impose de réfléchir sans plus tarder aux conditions à créer pour en contrecarrer l'expansion.

Or tout se passe comme si, à cet égard, la gauche française restait, plus que d'autres peut-être, paralysée intellectuellement (serions-nous dire affectivement ?). C'est presque à la sauvegarde que le programme commun de 1972 prévoyait : « Les travailleurs immigrés bénéficieront des mêmes droits que les travailleurs français. La loi garantira leurs droits politiques, sociaux et syndicaux. » Le mot y était : droits politiques. Le moins qu'on puisse dire est que, par la suite, il n'a pas été discuté ni popularisé de façon bien soutenue, alors même que, au fil des années, de l'usine à l'école et au quartier, l'ampleur du problème explosait dans ses multiples dimensions. On aboutit ainsi à ce que, par exemple, lorsque M. Cheysson déclara à Alger le 9 août 1981 que le gouvernement socialiste envisageait le droit de vote pour les travailleurs immigrés aux élections municipales (1), c'est de la gauche française que virent aussitôt les protestations !

Tout dernièrement, le discours présidentiel du 23 mars 1983 désignait les travailleurs immigrés par cette périphrase : « Ceux qui vivent parmi nous et qui sont différents. » C'est dire la gêne qu'on éprouve à « les » nommer, et l'incapacité où l'on se trouve de sortir de la distinction abstraite Français-étrangers, bien qu'elle corresponde de moins en moins aux réalités sociales.

On ne semble pas s'être avisé de la contradiction, dévastatrice à

(*) Maître-assistant à Paris-I.
(**) Écrivain et africaniste.

(Lire la suite page 2.)

(1) Voir le Monde du 11 août 1981.

Le projet de loi « antisexiste »

M^{me} Yvette Roudy, ministre délégué, chargée des droits de la femme, a affirmé, le 2 mai, au cours d'une conférence de presse, qu'elle « mènerait jusqu'au bout » le projet de loi « antisexiste » présenté - par elle-même - le 9 mars au conseil des ministres. M^{me} Simone de Beauvoir expose ci-dessous les raisons qui, selon elle, doivent pousser les femmes à soutenir ce texte et réplique au tollé qu'il a suscité, notamment dans les milieux de la presse et de la publicité.

La femme la pub et la haine

par SIMONE DE BEAUVOIR

S'il n'était si constamment, le déferlement de misogynie soulevé par la loi anti-sexe de M^{me} Yvette Roudy mériterait de déclencher des foudres. Ces messieurs - et dames - qui reprochent aux féministes de manquer d'humour s'en montrent regrettablement dépourvus. Avec quelle pompe ils font appel à leur sens des responsabilités, à leur conscience professionnelle pour revendiquer le droit d'afficher sur les murs les images qui - à leur idée - remplissent la mieux leurs poches ! Ils n'hésitent pas à invoquer les plus hautes valeurs culturelles : d'après eux, la publicité nous abrutirait de beauté, et ce serait manquer de tout sens esthétique que de ne pas assis-

miler ses créations aux plus célèbres tableaux du Louvre, ses « messages », aux grandes œuvres de la littérature française.

Tant de lourde prétextation confond ! Mais, avant tout, ils sont inspirés, disent-ils, par le respect de la sacro-sainte liberté : laquelle ? La loi qui permet aux femmes de choisir librement leurs maritimes serait « une interférence dans la vie personnelle », donc une atteinte à la liberté. (Il est vrai que il y a cent ans, quand s'ouvrit à Rouen le premier lycée de filles, il se trouva des hommes pour déclarer que c'était là une atteinte à la liberté.)

(Lire la suite page 10.)

Le Monde

Immigrés

Le syndrome raciste a fait sa réapparition en France, les immigrés ayant été, de tous bords, « exploités » dans les dernières batailles électorales. Étienne Balibar et Yves Benot demandent à la gauche de sortir de sa paralysie, lui suggérant de poser au plus vite le principe de l'extension des droits politiques aux travailleurs étrangers. Mohamed Meknassi, sans être aussi direct, mais déçu par la gauche, lui réclame une politique plus positive à l'égard de la population immigrée. Pour faciliter cette tâche, M^{me} Denise van den Burg-Porte dénonce l'amalgame très grave entre travailleurs immigrés et groupes de délinquants.

(Suite de la première page.)

Définition qui devient franchement réactionnaire et répressive dans un pays comportant une population stable de plusieurs millions d'immigrés et de descendants d'immigrés, qui ne sont évidemment pas ou ne sont plus depuis longtemps des « étrangers » au même sens qu'un touriste ou un homme d'affaires de passage (2).

L'État, lui, n'a pas de ces embarras, qui pèsent sur eux les mêmes impôts et cotisations de Sécurité sociale que sur les autres. Que devient alors le vieux principe de 1789 : nul ne doit payer d'impôts à moins de l'avoir consenti, directement ou par ses représentants ? Et le principe de la réciprocité des droits et des devoirs de tous, que ne saurait effacer le « droit à la différence » ?

Deux raisons majeures devraient inciter, selon nous, la gauche française à poser au plus vite le principe de l'extension des droits politiques aux travailleurs immigrés, et à engager sur ce point un large débat contradictoire pour éclairer et infléchir l'opinion publique.

La première est de réalisme politique. Sans doute la « gauche » ne se définit pas exclusivement par son rapport à la classe ouvrière, à ses intérêts et à ses idéaux. Il n'en reste pas moins que celle-ci constitue sa base principale. Comment imaginer sérieusement que, à l'heure où le conflit s'accroît entre conservation et transformation sociales, entre stratégies capitaliste et socialiste de « sortie de crise », la gauche pourrait construire le rapport de forces, massif et durable, qui lui est nécessaire, tout en se privant « démocratiquement » (c'est-à-dire anti-démocratiquement) du tiers ou du quart de la classe ouvrière ? Comment, sur cette même division, espérer construire les forces productives et les nouveaux rapports de travail qui sont la condition de la relance industrielle ?

Car l'inégalité des droits n'est pas seulement une division de fait, soigneusement entretenue par la classe dominante, entre deux catégories de travailleurs dont l'une bénéficie par rapport à l'autre de privilèges réels ou imaginaires ; elle est aussi facteur de divisions en chaîne et de démolition parmi les travailleurs

français, comme on l'a bien vu des quartiers de Vitry au vingtième arrondissement de Paris, des ateliers de Filas à ceux de Citroën-Aulnay.

Le 21 mai 1981, François Mitterrand, définissant le sens de son élection, proclamait qu'en France « la majorité politique avait rejoint la majorité sociale ». Force est de constater que, aussi longtemps que plusieurs centaines de milliers de travailleurs, qui font organiquement partie de l'appareil productif français où ils jouent un rôle irremplaçable, et leurs familles, resteront privés de droits politiques, cette formule ne sera pas vraie. Elle le sera même de moins en moins, avec les conséquences qu'on imagine aisément.

Mais, à cette raison stratégique, s'ajoute une raison théorique tout aussi contraignante. Si le projet historique de la gauche à une consistance propre, distincte de la « gestion bonaparte » des affaires du capitalisme ou — pis encore — de l'exécution de ses basses œuvres en période de crise, c'est précisément à la condition de transformer les rapports juridiques et sociaux qui séparent et opposent entre eux travail et citoyenneté, droits « sociaux » (y compris syndicaux) et droits « politiques ».

Un certain degré d'apartheid

Il est évident que, de ce point de vue, l'extension des droits de l'État (par la nationalisation) n'est viable et acceptable que si elle s'accompagne de l'extension des droits des individus, reconnus comme sujets politiques en tant que travailleurs. Dans la France d'aujourd'hui, il se pourrait bien que le statut reconnu aux travailleurs immigrés constitue, à cet égard, une pierre de touche.

Sans doute la démocratie française n'est-elle plus la démocratie athénienne, excluant totalement de la cité les esclaves qui pour une bonne part la faisaient vivre. Et cependant elle reste, toutes proportions gardées, fondée sur un certain degré d'apartheid, sur une division bousculée du corps social, où viennent se recouper de fait des critères

professionnels, ethniques, religieux et « raciaux ».

C'est à cette situation devenue intolérable, socialement dangereuse et moralement dégradante, qu'il faut mettre formellement fin. Cette extension du droit, à pour cette époque, la même importance qu'eurent autrefois la libération du suffrage universel des restrictions censitaires, l'abolition de la distinction entre citoyens « actifs » et « passifs », plus tard la reconnaissance du droit de vote des femmes. Elle n'est ni plus ni moins que la reconnaissance de l'idée même en paraissant scandaleuse aux uns, c'est pour la raison même qu'il doit en montrer la nécessité aux autres : parce qu'elle ferait de la contribution personnelle apportée au bien-être et à la culture de la collectivité un titre de citoyenneté aussi légitime que le droit de naissance (on son succédané : la naturalisation), derrière lequel, malgré toute la laïcisation de nos mœurs, continue de rôder l'idéologie du sang, de la terre et des ancêtres. On dira que ces perspectives remettent en cause l'idée de la nation.

Certes. Mais il s'agit de savoir laquelle, et sur quel point. Gauche et droite peuvent-elles avoir la même idée de la nation, ou en faire le même usage ?

Dans la reconnaissance du droit de vote aux travailleurs immigrés — libre à eux, alors, comme à chacun de nous, de l'exercer ou non, — il ne s'agit ni de grâce octroyée ni de naturalisation forcée. Dans leur masse, ils refusent l'une et l'autre, pour des raisons évidentes de dignité personnelle, d'attachement à leur patrie d'origine (si mal qu'elle les traite souvent), de solidarité. C'est au point que, on l'a observé aux dernières élections, de nombreux jeunes de la « deuxième génération » algérienne ne font pas usage jusqu'à présent du droit de vote qu'ils pourraient exercer, afin de ne pas se distinguer de leurs parents, frères et camarades : soulignant ainsi une fois de plus à quel point la dichotomie national-étranger, tout en alimentant les antagonismes, méconnaît la continuité et la complexité du tissu social d'aujourd'hui.

Ce qu'il faut donc, c'est un acte de souveraineté française unilatérale, qui accorde aux travailleurs immigrés le bénéfice d'une double nationalité *de facto* sur notre territoire

(excluant par là même toute possibilité d'expulsion), sous des conditions précises à déterminer équitables. Ainsi commencerait à se distinguer pratiquement les concepts de *citoyenneté* et de *nationalité*, afin d'exprimer juridiquement une réalité elle-même double, produite imprévue de l'histoire (3).

A vrai dire, ce pays qui est le nôtre, « la France », n'est pas libre de figer sa souveraineté intérieure dans une définition éternellement identique à elle-même. Issu d'un long processus au cours duquel l'interaction avec l'extérieur, violente ou pacifique, a été aussi nécessaire à son existence que l'unification politique, économique et culturelle, il n'a que le choix entre plusieurs façons de se transformer.

Ceux-là mêmes qui favorisent le discours nationaliste le plus intolérant furent hier les soutiens de la colonisation. Ils sont aujourd'hui bien souvent les protagonistes d'une internationalisation des relations financières, industrielles, militaires et culturelles qui soustrait de plus en plus à la « collectivité nationale » la réalité de ses décisions. C'est à notre insu que déjà la France a échangé, qu'elle « n'est plus ce qu'elle était ». Que nous le voulions ou non, nos politiques monétaires, voire même le choix des hommes qui les mettent en œuvre, se décident à Bonn ou à Bruxelles autant qu'à l'Élysée ou dans les urnes françaises.

Si nous voulons ressaisir quelque autonomie face au capitalisme multinational et au jeu des « superpuissances », il nous faut à la fois libérer sur notre territoire de nouvelles forces de développement industriel et culturel, et relativiser cette notion d'« étranger », peu à peu codifiée depuis Napoléon, et devenue un véritable butoir de notre réflexion politique.

A l'histoire réelle de la société française, aux sources de sa vitalité, appartiennent intrinsèquement Rousseau et Tzara, comme aujourd'hui Kundera ou Cortázar, les généraux polonais de la Commune, Manouchian et les résistants bretons de la « Main-d'œuvre immigrée », mais aussi les « pertes noires » de nos équipes de football, et surtout, génération après génération, ces masses anonymes d'envahisseurs et d'envahis, de migrants

volontaires ou non, dont la nationalité ne doit rien à « nos ancêtres » les Gaulois et les Français.

Cette histoire débouche aujourd'hui sur un nouveau défi aux valeurs préjugées. A nouveau la France apparaît, pour retourner une formule trop fameuse, comme « une nation en formation, dans le mélange de vingt races », à ceci près qu'il ne peut s'agir que d'une « nation » de type nouveau, dont les valeurs et les modes de communication sociale sont à inventer à partir de notre expérience « actuelle », puisqu'elle ne peut plus se fonder ni sur l'assimilation ni sur l'exclusion, pour ne pas parler de fantasme de la *subversion* (« la France arabisée... ») qui hante certains discours racistes. Cette France pluraliste-là, voire cette France « métissée », nous ne pouvons qu'imparfaitement en imaginer les contours, mais nous ne pouvons être certains qu'elle ne serait ni moins libre ni moins capable que l'actuelle à se construire !

En demandant dès aujourd'hui à la gauche de réexaminer la possibilité d'étendre le droit de vote aux travailleurs immigrés, n'allons-nous pas à contre-courant ? Plutôt que d'intervenir ainsi à contretemps, en risquant ces hypothèses à long terme, ne vaudrait-il pas mieux faire le gros dos devant la vague nationaliste, et en rabattre sur les « utopies » du socialisme ? A moins que, précédant, ces tensions sociales et ces flambées idéologiques ne conduisent la radicalité d'alternatives incommensurables, engendrées par l'histoire réelle.

Sans doute, sur ce point comme sur d'autres, serait-il temps que la gauche française se rende compte qu'il est vain d'espérer éviter les obstacles et mobiliser le « peuple de gauche » en se laissant aller au fil du courant, et qu'il vaut mieux, y compris pour durer, viser loin, parler clair, et aller au fond des questions.

ÉTIENNE BALIBAR
et YVES BENOT.

(2) Voir l'exemple donné dans le Monde du 30 mars dernier, pp. 1 et 12, qui est typique.

(3) Voir sur ce point l'article du professeur J. Léca, « Question sur la citoyenneté », dans *Projet*, janv.-fév. 1983, p. 113 et suiv.

La dérive de la gauche

par MOHAMED MEKNASSI (*)

« **PRÉSERVE-MOI de mes amis, mes ennemis je m'en charge !** » Dans la phase actuelle que traverse l'immigration, ce proverbe est plus que jamais d'actualité.

Depuis le début de la crise, nous avons subi une répression multiforme exercée par les forces de domination qui l'ont pour l'instant que le profit et l'exploitation. Une répartition des tâches bien cyclique : l'extrême droite faisant le « sale boulot » (ratonnades, crimes racistes, appels ouverts à la haine raciale...), la droite au pouvoir à l'époque appliquant des mesures draconniennes contre les travailleurs immigrés (mesures Stoléru, loi Barre-Bonnet).

Malgré la férocité de cette politique qui a réussi à semer l'insécurité et le peur parmi la population immigrée et à flatter l'homme de la rue en désignant un bouc émissaire à ses maux, nous pouvons dire que nous ne nous attendions pas à autre chose de la part d'un pouvoir de droite. C'est le sens des luttes que les travailleurs immigrés et leurs associations autonomes ont menées à côté des forces démocratiques et de gauche pour mettre un arrêt à une politique de racisme d'État et pour revendiquer l'égalité des droits entre travailleurs français et immigrés.

Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, c'est l'espoir en présent. Des déclarations officielles (1) ont mis l'accent sur la nécessité de prendre le contre-pied de l'ancienne politique en matière d'immigration et d'appliquer les engagements de la gauche et du candidat François Mitterrand.

Les premières mesures sont allées dans ce sens (arrêt des expulsions des jeunes nés en France, droit d'association, droit au regroupement familial, opération de régularisation des sans-papiers).

Mais la période d'état de grâce étant terminée, le glissement vers une politique de surenchère sur le dos des travailleurs immigrés ouvre de sombres perspectives. La période électorale des municipales a été une occasion pour mesurer les limites de la politique migratoire du gouvernement de gauche, comme elle a montré le cynisme et le danger d'une extrême droite et d'une droite qui n'hésitent pas à exploiter les sentiments les plus bas répandus durant des années au sein de la population française pour récolter des voix. La campagne de la droite a comme par hasard coïncidé avec les luttes héroïques des travailleurs de l'automobile, en majorité marocains, qui ont ébranlé l'un des bastions les plus

rétrogrades du patronat français (Citroën-Talbot).

Le slogan « Liberté, Dignité », a résumé le sens d'une lutte après des années d'esclavage subi par ces mêmes travailleurs.

Cette lutte a été le centre de grandes manœuvres non seulement de la part de la droite, mais aussi de la part du gouvernement marocain.

La complexité du pouvoir marocain avec la direction de Citroën ainsi que les liens étroits entre C.S.L. et les Amicales marocaines, instrument d'intimidation des travailleurs marocains, ne sont plus à démontrer. L'échec des Amicales policières amène aujourd'hui les autorités marocaines à réviser et à diversifier sa politique de répression. Ici, c'est un journal, *Afrique Express*, imprimé au Maroc, diffusé à partir de Bruxelles, envoyé gratuitement aux adresses personnelles de tous les travailleurs marocains de chez Citroën, et dont la liste a été vendue par la direction. Là, ce sont des tracts distribués au nom d'une certaine association des « Marocains libres », nouvelle amicale, complice de la C.S.L. qui appelle au nom de l'islam à l'obéissance aux conditions patronales.

Quant à la gauche, par les déclarations de certains responsables gouvernementaux, elle a prouvé qu'elle n'a pas su, ou voulu, mener une politique fermement opposée à la logique de la droite en matière d'immigration. Plus, elle a choisi la solution de la facilité en voyant dans les luttes des travailleurs marocains dans l'automobile la main de Khomèney ou celle de Kadhafi ! Quelle aberration de la part d'un gouvernement de gauche !

À la lumière de la campagne anti-immigrés menée par la droite renforcée par certains responsables de la gauche, lors des élections municipales, la gauche doit être certaine que le thème de l'immigration sera exploité régulièrement. Face à cette situation elle a une alternative : ou bien faire de la surenchère avec la droite, ce qui a déjà été entamé, ou bien choisir une autre voie, celle d'une action d'information en profondeur auprès de l'opinion publique, fondée sur la nécessité d'enrayer la montée du racisme et de reconnaître une place entière à la population immigrée.

(1) Allocution de M^{me} Nicole Questiaux, ex-ministre de la solidarité nationale en septembre 1981.

(*) Membre du bureau exécutif de l'Association des travailleurs marocains en France (A.T.M.F.), 32, rue Paul-Vaillant-Couturier, 92230 Gennevilliers.

Un amalgame malhonnête

par DENISE VAN DEN BURG-PORTE (*)

J'EN ai réellement ras-le-bol d'entendre nos politiciens, nos élus et nos journalistes parler à tort et à travers de l'immigration comme ils le font quasi tous depuis quelque temps, englobant dans ce terme général des groupes humains extrêmement différents qui cohabitent sur notre sol :

— Les travailleurs immigrés (ils sont environ deux millions) dont beaucoup ont leur famille avec eux (en tout environ quatre millions de personnes), qui vivent avec les mêmes difficultés que les Français

notre période de récession, crise morale, chômage et tour de vis général ;

— Les enfants de ces travailleurs, nommés « de la deuxième génération », qui sont étrangers ou français, et dont nos gouvernements et notre haute administration ont depuis vingt ans omis de prévoir l'intégration sociale, une scolarité adaptée, la formation morale autant que professionnelle, en un mot la vie

dans notre société — ce qui les amène à fournir un pourcentage élevé à la délinquance juvénile ; ce n'est pas les excuser ou les absoudre de dire qu'ils n'ont reçu ni les armes éducatives ni les chances que les Français auraient dû leur offrir ; il y a eu là des carences et un aveuglement criminel ;

— Les bandes d'enfants organisées pour voler (de quelles nationalités ?) : s'il y avait une volonté politique de régler ce problème, ce phénomène sordide disparaîtrait. Qu'on donne à la police et à la justice le feu vert... je leur fais confiance, elles les trouveront et les expulseront, ainsi que leurs « employeurs », quels qu'ils soient ;

— Certains groupes sociaux tels actuellement les Maghrébines dans les usines de construction automobile, manifestement manipulés par la C.G.T., au mépris de leurs intérêts globaux et même de leur dignité ;

— Les terroristes de différentes nationalités, genre O.L.P., bande à Beader, Brigades rouges, qui ouvrent dans des buts connus bien précis ;

— Les « touristes » étrangers, surtout africains et maghrébines, qui sont en France clandestinement, y venant souvent pour trouver du travail, qu'il faudrait reconduire aux frontières, car notre pays, pierre d'assise, n'a ni travail ni accueil humain à leur offrir. Ils sont pris dans le cercle vicieux de l'oisiveté, du vol, de la drogue, de la prostitution, du racisme, de la misère.

Tout comme il est fait un amalgame entre criminalité, délinquance, banditisme et terrorisme, cet amalgame pervers en matière d'étrangers est très grave. Il renforce et crée un racisme formidable (l'on a des preuves tous les jours auprès de personnes et de milieux très différents), alors que nous sommes déjà rapés sur nos égoïsmes variés et peu évolués. Au niveau de l'information télévisée, la seule assez suivie pour faire réfléchir le pays, rien n'est fait pour poser explicitement ces choses et ainsi faire évoluer les idées et les comportements.

(*) Autour de la Tête de l'autre, édition Le Centaure (1978). A assisté à huit cents jugements en correctionnelle à Paris en 1982.



PORNEIA
DE LA MAÎTRISE DU CORPS À LA PRIVATION SENSORIELLE, 19-IV SIÈCLES DE L'ÈRE CHRÉTIENNE.
Par Aline Rousselle
Porneia, comment, du II^e au IV^e siècle de l'ère chrétienne, nous sommes passés de la maîtrise du corps à la privation de la sensualité. Porneia, l'histoire d'une inflexion fondamentale dans l'évolution des mœurs de notre civilisation.
Collection « Les chemins de l'Histoire »
Dirigé par Blanche Barret-Kriegel et André Béquignon 256 pages - 125 F
LES LIVRES DES PCF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75007 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
—
FRANCE
341 F 554 F 767 F 980 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
681 F 1 074 F 1 547 F 2 028 F
ÉTRANGER
(par mandat postal)
L — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 624 F 887 F 1 140 F
II — SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F
Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (avis de versement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont tenus à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هكذا ان الرجل

105-1384

EUROPE

LA CONTROVERSE SUR LES « JOURNAUX DE HITLER »

Le général SS Karl Wolff semble l'homme-clé de la révélation

Les nouveaux épisodes de la « révélation des carnets quotidiens » de Hitler s'ajoutent à présent des enquêtes que mènent les hebdomadaires concurrents du *Stern* et du *Sunday Times*. A savoir, pour l'Allemagne, le *Spiegel*, et à Londres, l'*Observer*, sans omettre le récit que fait le *Sunday Times* lui-même, qui affecte un immense recul vis-à-vis de ses propres positions et verse nettement dans une ironie autocritique à l'égard des dirigeants mêmes du groupe de presse Murdoch, auquel il appartient.

Plusieurs éléments nouveaux ressortent de ces enquêtes :

— La responsabilité du professeur Trevor-Roper est largement confirmée en ceci que, à la veille même de la conférence de presse de Hambourg, il doutait largement de l'authenticité des textes et eut avec le journaliste Heidemann, qui refusait de lui révéler ses sources, des échanges si tendus qu'il faillit tout rompre. Cela ne l'empêcha pas de participer à la conférence de presse et d'y avoir une attitude ambiguë. Il n'avait ses hésitations qu'au bout de quarante-huit heures dans un débat à la télévision allemande.

— Inversement, un autre historien anglais, David Irving, qui avait très récemment attaqué Trevor-Roper à cette conférence de presse, en proclamant que les journaux de Hitler étaient faux, vient de faire volte-face radicalement. Il a déclaré à l'agence U.P.I. sa conviction qu'ils

étaient vrais. Ses doutes ne portent que sur leur origine.

Ces renversements de position s'expliquent par la rivalité entre les deux historiens. En novembre 1982, David Irving fut appelé à examiner quelques-uns des carnets et les juges faux. Au milieu d'avril, Trevor-Roper les jugea vrais. L'un changeant d'avis, l'autre en fait systématiquement autan.

— Le *Stern* s'est jugé pressé par le temps, hanté par la crainte de fuites au bénéfice du *Spiegel* ou des journaux de la chaîne Springer. Il a, dans les dernières semaines, accéléré le rythme des négociations pour la vente des droits et réduit à peu de chose les vérifications d'experts.

— En ce qui concerne l'origine des documents, le *Spiegel* a retrouvé l'aspirant du génie des Waffen SS qui visitait la carcasse de l'avion. Il y trouva des barres d'or, des armes, mais pas de documents.

Un homme a été, selon le *Spiegel*, la clé de toute l'entreprise : le général SS Karl Wolff, qui fut négociateur de la reddition des armées allemandes en Italie en 1945, mais aussi superintendant aide de camp de Himmler. Il fut condamné en 1964 à quinze ans de travaux forcés pour complicité dans l'exécution de trois cent mille juifs polonais.

Dans son obsession de trouver des documents nazis, Heidemann se lia d'amitié avec Karl Wolff, qui, en 1978, lui transmettait une correspon-

dance Mussolini-Churchill, laquelle se montra fautive. Ce qui n'empêcha pas le journaliste du *Stern* de se laisser entraîner sur la piste des journaux de Hitler, malgré la lassitude de la rédaction en chef du *Stern*. C'est l'éditeur lui-même qui couvrit Heidemann et ses deux collaborateurs obstinés à trouver ces journaux.

Wolff le pilote, l'accompagnant en Amérique latine dans le milieu d'anciens dignitaires nazis. Un intermédiaire se révéla : August Priesack, ancien archiviste du parti nazi, en liaison avec un général de l'armée d'Allemagne de l'Est, Fischer. Ce dernier avait envoyé les vingt-sept cahiers de Hitler chez un industriel de Souabe, grand amateur de souvenirs hitlériens et capable de le payer. Irving, l'historien Jäckel, des acheteurs américains et Heidemann étaient en concurrence. Le *Stern* enleva l'affaire.

Si ces récits convergents sont à peu près exacts, la première hypothèse était la bonne : l'opération aurait été montée par d'anciens dignitaires nazis avec la participation d'Allemands de l'Est. La personnalité de Wolff suggère une explication de ses intentions : montrer que le personnage de Hitler était assez nuancé pour rallier des nationalistes allemands comme lui-même, membres des SS par nécessité, mais réprouvant aux extrêmes et sachant en finir avec la guerre.

J. N.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE FRANÇAISE

Hitler « superstar »

Vrai ou faux ? Même PARIS-MATCH, qui s'en est assuré l'exclusivité « pour la France et les pays de langue française », présente les carnets de Hitler comme un « objet de controverse pour les historiens ». Il n'empêche que pour l'hebdomadaire il s'agit d'un « événement historique d'une importance sans égale ». Et d'ajouter : « Ces « carnets » n'annoncent pas à une révision de l'histoire du nazisme qui, pour toujours, restera liée aux aberrations d'un homme, qui le conduisirent, par la terreur, au piédestal et à la chute. Faste que cet « Hitler par Hitler » peut aussi être une leçon pour l'avenir en nous aidant à comprendre comment l'humanité rend fous ceux qu'il veut perdre et comment l'humanité paie, au prix du sang et si elle n'y prend garde, les délices de cette folie.

Maurice Siegel explique pourquoi V.S.D. n'aurait pas publié le journal de l'ancien chancelier allemand : « J'aurais eu, écrit-il, le sentiment de ne plus faire de l'information, mais de participer à une campagne de désinformation, de réhabilitation machiavélique, qui est d'ailleurs orchestrée depuis plusieurs années par certains dans le but de minimiser pour les générations futures les crimes de Hitler et du nazisme. Ce nazisme-là n'est pas celui que nous avons subi. »

Dans LE NOUVEL OBSERVATEUR, Jacques Julliard note : « La bataille d'experts qui s'engage à propos de l'authenticité des carnets attribués à Adolf Hitler risque d'être longue. Mais, quelle que soit la nature de ces écrits, document du siècle, machination communiste, opération néonazie ou banale escroquerie commerciale, un premier résultat, sinistre, a déjà été acquis :

avoir suggéré au public que Hitler, voyez-vous, n'était pas tout à fait celui que vous croyez... »

Pour Jean-Louis Champenois, dans LUTTE OUVRIÈRE (trotskiste), il s'agit d'une « vulgaire opération commerciale d'un journal à sensation ». Il poursuit : « La vraie histoire de Hitler est depuis longtemps connue de tous. Elle a marqué la planète avec le sang de dizaines de millions de morts. Vrais ou faux, quel intérêt pourrions-nous avoir des carnets intimes du dictateur ? (...) Mais, en cette année du cinquantième anniversaire de l'arrivée au pouvoir des nazis, quel que journaux à sensation ont dû juger qu'il devrait bien y avoir un peu de clientèle pour ce genre de « révélations ».

Dans L'HUMANITE DIMANCHE, Martine Monod, estimant que ces carnets sont des faux, en déduit que cette opération vise à « désamorcer » partiellement Hitler « des horreurs commises en son nom ».

De son côté, Bernard Umbricht dans l'hebdomadaire communiste REVOLUTION s'étonne : « On savait le nazisme concomitant avec une révolution dans les moyens de communication de masse, mais que quelque chose à ce niveau se continue à ce jour-là, il nous était difficile de l'imaginer. »

Après avoir souligné que le magazine Stern n'en est pas à « une falsification près », Renée Versais, dans RIVAROL voit des « motivations politiques » dans cette « intoxication ». Elle indique : « Stern milite contre l'implantation des missiles Pershing-2 et soutient les pacifistes ! S'agissait-il donc de redonner vie à un courant néonazi en R.F.A. ce qui permettrait aux Soviétiques

de dénoncer, avec une ardeur accrue, les dangers d'une nouvelle vague « brune » ? En quelque sorte une manœuvre de déstabilisation de la R.F.A. »

Que ce soient une officine néonazie ou des services de l'Est qui aient fabriqué ces faux, cela importe peu, estime Jacques Duquesne, qui écrit dans LE POINT : « La question principale, c'est l'étrange attirance que Hitler continue d'exercer sur les esprits, près de quarante ans après sa disparition, et l'interrogation qu'il fait surgir sur la fascination du mal qui est dans l'homme. »

C'est avec l'exclamation : « Quel document ! », qu'Alfred Grosser commence son article dans L'EX-PRESS. Le professeur s'en prend à l'argent : « L'argent au cœur de l'affaire, plus encore que le désir éperdu de millions de gens d'apprendre des détails anecdotiques sur la vie privée de Hitler ou d'appréhender avec délice comment l'un des deux plus grands criminels du siècle avait des côtés humains, très humains. Ou, plus exactement, l'argent, allant au-devant de ce désir et faisant tout pour le stimuler, finit par le transformer en besoin. Hitler constitue ici un cas particulièrement net de la pression de l'argent sur les attitudes et les mentalités. Ecce homo double, donc : que Hitler soit une fois de plus superstar dans le pire sens et que l'argent permette de rendre plus intense la demande du public, pour qu'on lui offre de l'histoire transformée en show-business. Mais l'écroulement ne doit pas aboutir à la résignation (...) »

A ce titre-là au moins, il faudra bien qu'un jour on puisse établir la supercherie et expliquer pourquoi.

A. Ch.

Espagne

« ÇA ME PLAÎT D'ÊTRE UNE PUTAIN »

Une chanson punk soulève la colère des conservateurs

Madrid (A.F.P.) — Ça me plaît d'être une putain, chanté à la télévision un samedi matin par quatre femmes punk du groupe intitulé fort à propos Las Vulpes (putain en argot), a provoqué une levée de bouilliers en Espagne.

Il faut dire que les paroles ont de quoi choquer les puritains : « Je préfère me masturber seule dans mon lit plutôt que de coucher avec quelqu'un qui me parle d'avenir », « Ça me plaît d'être une putain ». La chanson a en outre été diffusée au cours d'une émission pour jeunes, à une heure où nombre de mères sont à l'écoute.

Mais l'affaire sera peut-être passée inaperçue du grand public si, mercredi, le quotidien conservateur ABC, « à sa plus grande honte » déclaré, n'avait publié intégralement les paroles, accompagnées d'un éditorial incendiaire. Une chanson obscène, nouveau scandale à la télévision. Texte intégral de la chanson en

pages intérieures », annonçait-il à la une. Selon les mauvaises langues, ABC a vendu 70 000 exemplaires de plus ce jour-là...

Depuis, le scandale fait la une dans plusieurs journaux et les réactions se multiplient. Le Confédération nationale catholique des parents, les députés conservateurs, plusieurs académiciens affirment que les socialistes veulent « briser la civilisation occidentale » et « corrompre la jeunesse ».

Samedi dernier, la justice s'en mêle et le ministre public décide d'engager des poursuites contre les auteurs de la chanson et les responsables de l'émission pour « scandale public ». Ceux-ci sont passibles d'une amende de 10 000 à 50 000 pesetas (550 à 2 750 F) et de un à six mois de prison pour « offense à la pudeur et aux bonnes mœurs ».

Pologne

M. Walesa invite le pouvoir à négocier avec Solidarité

Un manifestant tué le 1^{er} mai à Nowa-Huta

De notre correspondant

Varsovie. — Ce n'était que quelques lignes discrètes perdues lundi 2 mai dans la rubrique « accidents » du quotidien local de Cracovie *Echo Krakowa*, mais il ne s'agissait pas d'un fait divers. Un homme, Ryszard Smagur, a trouvé la mort au cours des affrontements du 1^{er} mai à Nowa-Huta (le Monde du 3 mai).

Pour autant qu'on le sache, il se serait agé de moins de trente ans et aurait été tué d'un éclat de grenade fulgurante prise en pleine gorge. *Echo Krakowa*, qui ne fait dans sa relation aucun rapport avec les manifestations du 1^{er} mai indique seulement que, trouvé gravement blessé dans les rues de Nowa-Huta, le jeune homme est mort avant que les services de secours arrivent sur les lieux.

La presse nationale n'avait encore fait aucune allusion lundi à ce drame, le second qui endeuille Nowa-Huta, après la mort, le 31 août dernier, d'un jeune manifestant tué, lui, par balles le jour du second anniversaire de la signature des accords de Gdansk. D'ici à ce mardi, la nouvelle aura cependant dû être connue dans tout le pays, ne serait-ce que grâce aux radios occidentales : elle risque de peser sur ce qui pourrait se passer à l'issue des fêtes organisées dans la soirée pour célébrer l'anniversaire de la Constitution de 1791, la plus démocratique que la Pologne ait connue dans son histoire. Cette date, que Solidarité a appelé à marquer par des gestes symboliques, mais sans descendre dans la rue, avait été l'occasion, l'année dernière, de manifestations qui avaient éclaté spontanément en dehors de toute consigne syndicale et qui avaient été durement réprimées.

La mort de Ryszard Smagur est également embarrassante pour les autorités dans la mesure où la vérité affirmée est qu'il ne se serait produit rien d'autre, dimanche, que des « tentatives avortées » de manifestations, prouvant, face à la serene puissance des cortèges officiels, l'isolement de Solidarité et la popularité du régime. Cette thèse a été abondamment développée lundi par la presse. Le quotidien des Jeunes communistes est même allé, dans un maladroit excès de lyrisme, jusqu'à expliquer que la population aurait ainsi « voté » en faveur de la politique des autorités. Cette idée d'élection est certainement intéressante, mais, avant d'analyser les résultats du scrutin, il aurait peut-être fallu étudier alors les conditions de son déroulement.

M. Walesa, pour sa part, s'est félicité, dans l'après-midi, de l'« ampleur » et de la « réussite » des manifestations de Solidarité. Interrogé à la sortie du chantier Lénine, où il fait comme d'habitude très entouré, le président du syndicat dit sous un sifflement que la journée de dimanche devrait « donner à réfléchir au pouvoir et à l'inciter à enlever des conversations avec Solidarité. Il est grand temps, a-t-il poursuivi, de s'asseoir à une table commune pour tenter d'arriver à une entente en faisant preuve d'esprit de compromis. J'y suis prêt à chaque instant ».

Grande-Bretagne

« Maggie » en province... ou en campagne ?

De notre envoyé spécial

s'en sont sorties avec de belles couleurs. La mort « élection » a la tonalité d'agacement. Thatcher, et ce n'est pas parce que l'on parle de plus en plus d'une consultation générale au mois de juin que tous les faits et gestes du premier ministre doivent être interprétés en fonction de cette échéance. Des visites en province, elle en fait régulièrement, et ce n'est sans doute qu'une coïncidence si leur fréquence a augmenté au cours des dernières semaines.

D'ailleurs, Mme Thatcher ne fait pas de grand discours public, ne tient pas de grande réunion. Elle préfère les contacts directs avec les hommes de l'art. Dans une usine de Derby, à la pointe de la technologie pour l'impression des chèques bancaires — où elle s'est rendue récemment — elle devait expliquer : « C'est une première pour la Grande-Bretagne, c'est pourquoi je suis particulièrement heureuse. Au Parlement, on n'entend parler que de ce qui va mal, ici, on voit ce qui va bien. » Partout où elle va, Mme Thatcher ne voit que des entreprises florissantes. A croire que la crise, la désindustrialisation, les trois millions et demi de chômeurs sont un mythe...

Bien sûr, les trois dernières années ont été particulièrement dures, le premier ministre veut bien le reconnaître. Mais, affirme Mme Thatcher, en inaugurant un nouvel atelier dans une fabrique de meubles de Nottingham, « elles ont été difficiles pour toutes les entreprises. Les meilleures

Auparavant, M. Walesa avait mis en garde les autorités contre l'illusion de la force en déclarant que cela « ne menait à rien » de « battre des vieillards et des jeunes filles », que les autorités « ne sont pas aussi fortes qu'elles le croient » et que la tentation de la violence montait dans les rangs ouvriers. Qualifiant, au passage, les nouveaux syndicats mis en place par l'appareil de « cadavres politiques », M. Walesa a conclu en réaffirmant la modération fondamentale de sa démarche : « Nous ne voulons pas, a-t-il dit, renverser le gouvernement. Nous voulons qu'il soit à notre service et qu'il nous aperçoive. »

BERNARD GUETTA.

● L'ambassade des Etats-Unis à Varsovie placée sous surveillance. — Des miliciens contrôlaient systématiquement l'identité de toute personne voulant entrer, lundi 2 mai, dans l'ambassade américaine et refoulaient les Polonais. Ce déploiement de force coïncide avec l'ouverture à la bibliothèque américaine, qui se trouve dans les locaux de l'ambassade, d'un festival de films de Tennessee Williams. Récemment, le porte-parole du gouvernement polonais, M. Jerzy Urban, avait exigé la cessation des activités extérieures de la bibliothèque, au cours d'une conférence de presse. Selon l'ambassade, aucune démarche écrite n'a été faite à ce sujet par les autorités polonaises, et, par conséquent, le fonctionnement de la bibliothèque continuera comme avant. — (A.F.P.)

« L'esprit de succès »

« Il faut exploiter les idées nouvelles en Grande-Bretagne au lieu de les laisser partir ailleurs. Il faut retrouver l'esprit et la psychologie du succès. Votre succès sera celui du pays... » J'espère aussi la mienne », explique Mme Thatcher devant un parterre d'hommes d'affaires. C'est cette psychologie du succès qu'elle essaie d'insuffler aux militants conservateurs qu'elle rencontre — en privé — au cours de ses tournées. Les contacts avec le public sont limités au personnel des entreprises visitées. Le premier ministre se montre aimable, décontracté, félicitant les uns et encourageant les autres. Elle parle plus longuement aux fermiers qui l'interrogent sur son travail : le Parlement, les dossiers, les sommets internationaux ne lui laissent pas beaucoup de loisirs, mais elle fait volontiers la cuisine « pour se détendre quand elle a le temps ».

La veille, à Sheffield, bastion travailliste, la réception avait été houleuse, et la police montée avait dû intervenir. Ici, on est plus débonnaire. Des manifestants jettent sur la voiture officielle des jonquilles, emblème de la campagne pour le désarmement nucléaire. Des jeunes travailleurs, maintenus sur le trottoir d'en face, par un cordon de policiers, crient en chœur : « Maggie, Maggie, Maggie : out, out, out ! » (Maggie dehors), puis entonnent un chant patrillement mobilisateur : « Nous voulons les nationalisations, la liberté syndicale et les tories au chômage. »

Huh pacifistes, portant chacun une lettre autour du cou, se sont alignés pour proclamer : « No cruise » (non aux missiles de croisière), mais le « R » s'est échappé pour aller récupérer son bébé dans sa poussette ; la manifestation est finie.

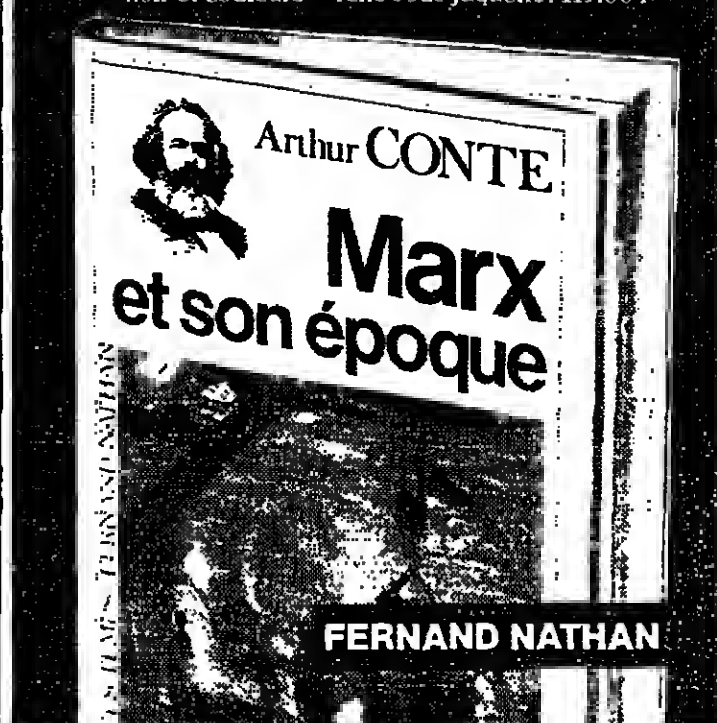
A Nottingham, où elle venait jadis faire ses courses, Mme Thatcher est presque chez elle. Mais elle ne poussera pas jusqu'à sa ville natale de Grantham, à quelques kilomètres, où l'épicerie potamella a été transformée en musée. Une plaque rappelle qu'ici est née « la première femme premier ministre de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ». A côté d'un restaurant, qui s'appelle bien sûr The Premier, une boutique présente les mêmes produits qu'il y a cinquante ans, aux prix des années 30. Un rêve pour un chef de gouvernement qui s'est promis de réaliser « l'option zéro » de l'inflation.

DANIEL VERNET.

le vrai Karl Marx...

par Arthur CONTE

Format 19 x 27 - 192 pages illustrées, photos noir et couleurs - relié sous jaquette : 119,00 F



DIPLOMATIE

A Katmandou

Le président de la République a apporté un soutien conditionnel à la proposition de déclarer le Népal « zone de paix »

De notre envoyé spécial

Katmandou. — « Tout nous permet de penser que la France ne nous décevra pas », nous avait confié avant la visite un collaborateur du roi, interrogé sur les chances de voir M. Mitterrand apporter son soutien à la proposition de déclarer le Népal « zone de paix ». « Ne nous emballons pas », eurent à tempérer au contraire les responsables français. Lundi 2 mai à l'hôtel de Ville, le président de la République justifia cette prudence en expliquant que, si la France avait « entendu avec grand intérêt l'appel du Népal », elle n'en souhaitait pas moins que s'établisse à ce sujet un « consentement régional », garantie à ses yeux du succès de la proposition.

Tous les pays de la région ayant donné leur consentement à l'exception d'un seul, la belle était renvoyée dans le camp du gouvernement indien qui (le Monde du 3 mai) n'en finit pas d'étudier la proposition népalaise, et qui avait discrètement invité la France à ne pas lui accorder une bénédiction trop appuyée.

Interrogé de nouveau sur ce point au cours de sa conférence de presse, M. Mitterrand a rappelé que la France avait toujours défendu l'idée de telles zones de paix chaque fois que la formule lui avait paru « possible ou raisonnable ». Petameli, il a estimé que la direction prise par le Népal « était la bonne ».

A l'heure du dîner offert en son honneur au palais royal, M. Mitterrand allait s'attacher à mettre un peu de baume sur l'éventuelle déception de ses hôtes. La proposition népalaise était qualifiée d'« originale », et la France s'efforçait tout à fait prête à l'accepter, à condition de s'accorder avec le Népal « sur une définition juste de cette zone et sur les dispositions des pays de la région ». Une nouveauté toutefois, la promesse de faire jouer autant que faire se peut « les bonnes relations que la France entretient avec les grands pays voisins du Népal ». Au bout du compte était ainsi exposée une position très voisine de celle de la Grande-Bretagne, mais qui ne permettait pas, cependant, au roi Birendra d'exprimer sa satisfaction de voir la France soutenir sans réserve « la plus légitime des aspirations du peuple népalais, la plus innocente des propositions ».

Des échanges limités

M. Mitterrand a brodé avec aisance sur un thème cher au roi du Népal : le développement, condition de la paix. « Il s'agit d'abord, a-t-il rappelé, en citant les propos mêmes du souverain, de pouvoir se nourrir, se vêtir et disposer d'un toit ». Suivait la réaffirmation du credo présidentiel : « L'aide des pays industriels au développement du tiers-monde est une nécessité, non seulement sur le plan de la solidarité humaine, mais encore dans l'intérêt bien compris des échanges internationaux, qui seuls pourront apporter une réponse à la crise économique dont nous souffrons ».

Au terme de son allocution, M. Mitterrand a souhaité que sa visite permette de resserrer les liens entre les deux pays, objectif louable dans la mesure où les échanges commerciaux sont, de l'aveu même de Paris, « modestes et irréguliers ». En 1983, le livraisons de trois hélicoptères et de pelles hydrauliques devaient relever substantiellement les chiffres de nos ventes. L'aide alimentaire s'élève à 1 000 tonnes de céréales par an.

PATRICK FRANCES.

Découvrir la CHINE

LIVRES ET REVUES EN FRANÇAIS ET EN CHINOIS Catalogue sur demande

Librairie LE PHENIX 72, Bd de Sébastopol 75003 Paris 272 70 31



Uno!

... Comme tu es accueillante

Habitabilité record dans 3,64 m de long. Uno 55. Moteur 1100 cc. 5 portes. Sièges à dossiers réglables avant et arrière. Appui-tête. Double circuit de climatisation. Pare-brise laminé. Essuie-lave-glace arrière. Deux laux de recul et de brouillard. 36 500 F. Prix clés en main Avril 83.

Uno!... Ma Grande. FIAT

Les entretiens politiques

(Suite de la première page.)

L'intérêt manifesté pour cette technologie française confirme des informations de bonne source selon lesquelles les négociations concernant la construction, en coopération avec la France, d'une centrale dans la province de Canton, auraient beaucoup progressé ces derniers jours. Un accord de principe serait quasiment acquis. La France n'obtiendrait malgré tout que la commande de deux réacteurs — de 900 mégawatts chacun — les turbines étant fournies par la firme britannique GEC. De même source, on tient également pour probable que la partie chinoise fasse un geste supplémentaire envers Paris et prenne un engagement pour la construction d'une seconde centrale, qui serait cette fois entièrement française. Comptes tenu de la complexité des dossiers techniques et financiers de cette négociation, il n'est pas encore absolument acquis toutefois qu'un accord en bonne et due forme puisse être annoncé pendant la visite de M. Mitterrand.

Il se confirme, d'autre part, que les deux pays signeront, à la fin de leurs entretiens, un accord pour l'en-

seignement du français à la télévision chinoise. Paris aurait accepté, afin de favoriser ce projet, de fournir une importante aide sous forme de livraison de matériel. La mise au point du programme exigera encore quelques mois de préparation.

En matière internationale, le sujet le plus sensible sera vraisemblablement le Cambodge. La Chine a accueilli avec satisfaction le voyage à Paris, à l'invitation de M. Mitterrand, du prince Sihanouk, président de la coalition antiviétnamienne, à la veille de la visite à Pékin du chef de l'Etat français. L'insistance avec laquelle M. Zhao Ziyang, dans l'interview qu'il a accordée lundi à TF 1 et à Antenne 2, s'en est pris à la politique de « souplesse » de certains pays à l'égard du Vietnam, montre que la partie chinoise présentera sa position avec fermeté sur cette question. Estimant que, selon l'expérience de la Chine, une telle politique ne permet pas d'obtenir de résultats, le chef du gouvernement chinois a déclaré : « A partir du moment où l'on refuse d'admettre le fait accompli de l'occupation vietnamienne du Kampuchéa, et

si l'on veut pousser le Vietnam à retirer ses troupes de ce pays, il n'y a pas d'autre voie que de renforcer la pression de la communauté internationale, de soutenir les mouvements de résistance du peuple du Kampuchéa et d'accroître les difficultés du Vietnam, afin de le contraindre à renoncer à sa politique de formation d'une confédération indochinoise ».

Après deux jours d'entretiens à Pékin, au cours desquels il aura eu des conversations avec M. Zhao Ziyang et rencontré M. Hu Yaobang, secrétaire général du P.C.C., ainsi que M. Deng Xiaoping, M. Mitterrand s'enlaira vendredi pour Xian et Nankin, où il prononcera samedi matin un discours à l'université. Avant de quitter la Chine dans la soirée de samedi, le président de la République fera une escale de quelques heures à Shanghai, où il rendra la croix de commandeur de la Légion d'honneur à l'érivein Be Jin, patriereha (soixante-dix-huit ans), des lettres chinoises et ami de la France, où il a passé une partie de sa jeunesse.

JEAN-YVES LHOMEAU et MANUEL LUCBERT.



Les relations avec les pays communistes ont donné lieu à de vifs débats au sein de la direction du parti chinois

De notre correspondant

Pékin. — Centrée, cette semaine, autour de la visite officielle de M. François Mitterrand, l'activité internationale de la Chine est marquée aussi par le voyage en Roumanie et en Yougoslavie qu'entreprend, à partir du 4 mai, M. Hu Yaobang, secrétaire général du P.C.C. L'intérêt que manifestent ces deux-ci les dirigeants chinois pour l'Europe centrale et orientale sera souligné, en outre, par la tournée que deux diplomates chinois de haut rang, M. Qian Qichen, vice-ministre des affaires étrangères, et M. Ma Xusheng, chef du bureau U.R.S.S. et Europe de l'Est, effectueront dans la foulée, respectivement en Hongrie, en Pologne et en R.D.A., pour le premier, en Tchécoslovaquie et en Bulgarie, pour le second (le Monde du 23 avril).

Ce retour de la Chine sur la scène communiste européenne se produit à un moment où, selon des indications convergentes, Pékin paraît bien avoir réévalué son attitude vis-à-vis des pays du pacte de Varsovie. Rompant avec l'indifférence habituellement observée, l'agence Xinhua a rendu compte, plus ou moins longuement, des manifestations qui se sont déroulées en Europe de l'Est, y compris en Albanie, à l'occasion du 1^{er} mai. Même le défilé sur la place Rouge à Moscou a eu droit à quatre lignes. Précédemment les dépêches sur les diverses cérémonies, organisées de la capitale communiste à l'occasion du centième anniversaire de la mort de Karl Marx, avaient déjà permis, implicitement, de souligner la communauté philosophique qui relie la Chine aux pays de l'Est européen.

Il s'agit là de signes visibles dont le rôle, évidemment, est de jalonner une évolution qui devrait aboutir, d'ici quelque temps, à une révision publique du jugement porté par la Chine sur un certain nombre de pays communistes. Selon des informations dignes de foi, cette question aurait fait l'objet d'une discussion approfondie de la part des dirigeants chinois lors d'une réunion du bureau politique tenue dans les tout derniers jours du mois de mars. L'ensemble de la politique étrangère chinoise aurait, à cette occasion, fait l'objet d'un débat, des affrontements assez vifs se produisant à propos des relations sino-américaines. L'un des orateurs les plus critiques envers Washington aurait été M. Hu Yaobang. Un moment de difficulté, M. Deng Xiaoping serait finalement parvenu à rétablir la situation, quitte pour lui à durcir le ton contre l'administration Reagan, comme le montrent ses propos récents contre la politique américaine devant une délégation japonaise.

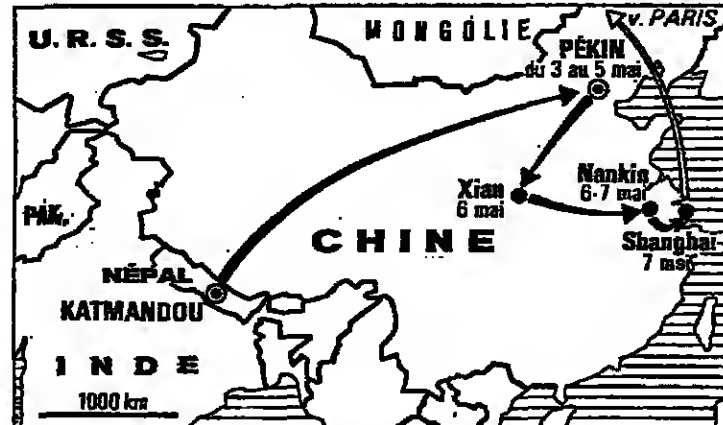
Pour ce qui est de l'analyse des régimes communistes, le bureau politique chinois serait arrivé à la conclusion que, à la notable exception de l'Union soviétique et du Vietnam, avec ses appendices cambodgien et laotien, tous ces pays, y compris Cuba, devaient désormais être considérés « socialistes ». La décision de rendre publique cette appréciation n'a pas encore été prise, mais tout se passe comme si la presse chinoise allait insensiblement habituer ses lecteurs à cette idée. Ainsi, entre autres exemples, le Quotidien de Pékin a-t-il signalé le 22 avril un banquet offert par la commune populaire de l'« amitié sino-hongroise », près de la capitale, à des « camarades hongrois ».

Le rôle de Staline

Un tel changement, s'il se confirme, serait très net par rapport à la position défendue encore en octobre dernier par M. Hu Yaobang devant des journalistes français. Le secrétaire général du parti ne déclarait-il pas, à l'époque, que le parti chinois s'abstenait de porter jugement sur ce qui se passait dans la nature du régime intérieur soviétique et celui de ses alliés ? Peu de temps après, des interlocuteurs chinois n'indiquaient-ils pas que c'était à chacun de ces pays de décider s'ils étaient socialistes ou non ?

La révision opérée par le P.C. chinois continue cependant de laisser de côté Moscou et Hanoï, toujours jugés coupables d'hégémonie. Ce maintien de la condamnation de la politique soviétique s'accompagne d'un refus de plus en plus marqué de tout « modèle » étranger de socialisme, de l'abandon quasi complet du concept, si cher aux dirigeants russes, de « lois de l'éducation du communisme » et de la lente remise en cause du rôle de Staline, non seulement en politique étrangère mais dans l'idéologie et la création du système économique. On tient de bonne source qu'un groupe de chercheurs travaillant, actuellement, sous l'égide du comité central, à la rédaction d'un ouvrage sur le mouvement communiste international.

Tâche de longue haleine, qui pourrait prendre plusieurs années. Mais il apparaît déjà que le chapitre qui sera consacré à Staline sera fort critique. Le portrait de l'ancien dictateur a été dressé cette année encore, avec ceux de Marx, Engels et Lénine, sur la place Tian-An-Men à l'occasion du 1^{er} mai. Qui sait si tel sera encore le cas dans quatre ou cinq ans ?



L'itinéraire du président de la République.



Uno!

... Comme tu es sobre

4,3 l à 90 km/h ; 5,8 l à 120 km/h ; 6,4 l en cycle urbain (consommations à vitesse stabilisée pour 100 km).

Uno 45 E.S. 900 cc (3 CV), 5 vitesses, 140 km/h. Allumage électronique Digiplex, indicateur de consommation instantanée. Para-brise laminé, glaces teintées, phares halogènes. 39 500 F. Prix clés en main Avril 83.

Uno!... Ma Grande. FIAT



Uno!

... Comme tu es chic

Uno 55 S Toit Ouvrant. Moteur 1100 cc, 5 vitesses. Equipement grand standing avec lave-glaces avant électriques, moniteur électronique de contrôle, compte-tours, montre digitale. Toit ouvrant automatique teinté et store pare-soleil coulissant. 41 900 F. Prix clés en main Avril 83.

Uno!... Ma Grande. FIAT

مكتبة القرآن

AMÉRIQUES

Le Nicaragua dénonce une « invasion de grande envergure » soutenue par des « troupes du Honduras »

Le gouvernement nicaraguayen a officiellement dénoncé dans un communiqué, le lundi 2 mai, une « invasion de grande envergure » par des « troupes honduriennes ». Cette action aurait commencé samedi. Selon Managua, les envahisseurs sont soutenus par l'armée hondurienne, qui participerait aux opérations à l'intérieur même du territoire nicaraguayen, et les troupes honduriennes utiliseraient des mortiers et de l'artillerie lourde. Les combats se dérouleraient dans la région de Jalapa, au nord.

Au Honduras, un porte-parole du ministère des affaires étrangères a affirmé que « l'armée hondurienne ne participe à aucune invasion du Nicaragua ». Il a ajouté : « Le Honduras maintient ses principes de neutralité et de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays ».

A Managua, d'autre part, une trentaine de coopérants allemands ont pacifiquement occupé pendant quelques heures, lundi, l'ambassade de la République fédérale. Ils protestaient contre la mort, annoncée la veille, d'un médecin allemand tué près de la frontière du Honduras au cours d'une embuscade. Ils ont demandé que le gouvernement de Bonn « dénonce sans

équivoque l'intervention des Etats-Unis contre les peuples du Nicaragua et du Salvador ». Ils demandent aussi l'arrêt de toute aide allemande au Honduras, tant que ce pays « acceptera d'être une base pour l'intervention des Etats-Unis en Amérique centrale ». Au Salvador, où tout l'est du pays est privé d'électricité à la suite de sabotages, les forces armées et la guérilla font également état d'actions et publient des bilans contradictoires. L'armée affirme avoir lancé une offensive au nord de la capitale, en utilisant des petites unités chargées d'actions ponctuelles (telles que les recommandent les conseillers nord-américains). La guérilla de son côté a intensifié ses opérations dans les départements de San-Miguel et de Usulután.

D'autre part, les autorités salvadoriennes ont reconnu lundi avoir arrêté la semaine dernière le docteur Angel Ibarra et un pasteur protestant, M. Medardo Gomez, deux membres influents de l'Eglise luthérienne au Salvador.

Selon les autorités, les deux hommes ont été arrêtés à 43 kilomètres à l'est de San-Salvador. Leur « disparition » et celle de M. Victoria Cortez, qui s'occupe des services sociaux de cette Eglise, avait été an-

noncée vendredi à New-York par des responsables américains de cette confession. Aucune indication n'a été donnée par les autorités salvadoriennes en ce qui concerne la situation exacte de M. Cortez.

Le pasteur Medardo Gomez pourrait être libéré, selon la police, mais en revanche le docteur Ibarra devrait rester en détention et faire l'objet d'une enquête pour « activités subversives présumées ». Selon le porte-parole de l'Eglise luthérienne au Salvador, les deux hommes, qui se consacrent à un travail social dans le pays, ont été arrêtés parce qu'ils voulaient de rassembler à l'aéroport de San-Salvador deux missionnaires luthériens de Norvège qui supervisent un programme d'assistance sociale au Salvador. (A.F.P., Reuters, A.P., UPI)

La Suisse a annoncé lundi 2 mai l'octroi au Nicaragua d'une aide de 6,9 millions de francs suisses (3,3 millions de dollars) pour améliorer le niveau de vie de ses agriculteurs. Ce don sera particulièrement affecté à un programme d'assistance aux vingt-cinq mille habitants de la région de Chinandega, dans le nord-est du pays. Le gouvernement nicaraguayen apportera lui-même une contribution de 2,7 millions de dollars, a annoncé le département politique à Berne. (Reuters.)

DANS LE « WALL STREET JOURNAL »

M. Nixon dresse un parallèle entre le Salvador et le Vietnam

Dans son article publié lundi 2 mai par le Wall Street Journal, l'ancien président Nixon dresse un parallèle entre la guerre du Vietnam et l'actuelle situation au Salvador. Les accords de paix signés à Paris en janvier 1973, rappelle M. Nixon, impliquaient que les communistes et les Sud-Vietnamiens maintenaient leur force militaire à des niveaux comparables.

Or, écrit l'ancien président, « entre 1973 et 1975, le Congrès a réduit de 76 % les sommes consacrées à l'armée sud-vietnamienne. De son côté, l'Union soviétique doublait ses livraisons d'armes au Vietnam du Nord. Il n'est pas surprenant qu'en 1975 les Nord-Vietnamiens, avec un avantage de quatre à un en matière de tanks et d'artillerie lourde, aient déferlé sur Saigon ».

M. Nixon estime que, si le Congrès « réduit les crédits (demandés par le président Reagan) au-dessous du niveau nécessaire au gouvernement salvadorien pour battre la guérilla », il sera responsable de la situation qui en résultera. Et l'ancien président d'évoquer la possibilité d'un Salvador devenu « une autre base soviétique en Amérique centrale », avec des centaines de milliers de réfugiés ébrouant à émigrer aux Etats-Unis à l'instar des « boat-people » vietnamiens.

Ceux qui avaient refusé une aide adéquate au gouvernement anticommuniste du Salvador se démentent alors frénétiquement pour trouver un coupable. Ils cherchent en vain. Ils n'auront qu'à regarder dans une glace », conclut M. Nixon.

Brésil

NOUVEAU GOUVERNEUR DE L'ÉTAT DE RIO,

M. Brizola se pose déjà en candidat à la présidence de la République

De notre envoyé spécial

Rio-de-Janeiro. — M. Lionel Brizola n'a décidément pas fini de déchanter. A peine a-t-il pris ses fonctions de gouverneur de l'Etat de Rio-de-Janeiro que le voici parti en campagne pour la présidence de la République, et les déclarations qu'il fait à cette occasion soulèvent de la poussière, comme les discours qu'il prononçait il y a vingt ans, quand il était la figure de proue du régime populiste et nationaliste de Joao Goulart, renversé par les militaires le 31 mars 1964.

Il a commencé son escalade à l'occasion du centenaire de Getulio Vargas, le « Peron brésilien », dont il se proclame l'héritier. « La révolution de 1964 est enterrée, et bien enterrée », a-t-il dit le 16 avril devant des milliers de personnes rassemblées à Sao-Borja, dans le Rio-Grande-du-Sul, face à la maison natale de celui qui fut le dictateur de l'« Estado Novo » : le mot « révolution » étant utilisé par les militaires pour désigner le régime qu'ils ont instauré.

Une telle affirmation n'avait rien de fracassant, mais elle était faite par un homme que les généraux ont longtemps considéré comme leur « bête noire » et que l'un d'eux, le général de la 1^{re} armée, a taxé d'« incendiaire » en novembre dernier. Le moment, en outre, était mal, ou trop bien choisi : c'est à Sao-Borja, en effet, que les partisans de M. Brizola ont lancé solennellement sa candidature à la présidence de la République, deux ans avant la date prévue pour la succession de l'actuel chef de l'Etat, le général Figueiredo.

Il y eut de l'« irritation » en haut lieu, dit-on. Les dirigeants du parti gouvernemental, le P.D.S. (parti démocratique et social), le firent savoir. Deux jours plus tard, le gouverneur de Rio répliqua : « Le peuple brésilien a avalé et digéré ce régime comme le peuple russe a digéré les armées de Napoléon, dit-il. Le programme élitiste lancé en 1964 n'a été détruit ni par une révolution ni

par des barricades, il a été avalé et digéré par l'immense physique et sociale du Brésil. C'est l'organisme de la nation qui a rejeté le système, comme un corps qui lui était étranger ».

Le même jour, M. Brizola apparaissait de nouveau dans une réunion publique, à Rio-de-Janeiro, où, cette fois, c'est le président de son parti, le P.D.T. (parti démocratique travailliste), qui proclamait : « Nous allons conduire Lionel Brizola à la présidence du pays ».

Le gouverneur de Rio nie avoir une telle ambition. A l'en croire, la tâche à laquelle il a promis de s'atteler — scolariser et nourrir tous les enfants de l'Etat qu'il dirige — lui suffit amplement. Mais ses déclarations ne trompent personne. Plus que le gouvernement de Brasília, elles irritent les autres chefs de file de l'opposition.

L'ouverture politique « est entrée, en effet, dans une période d'incertitude. Nul ne sait si le prochain président sera élu au suffrage universel, ou choisi, comme il l'a été jusqu'à présent, par un collège électoral restreint contrôlé par le gouvernement. La principale formation de l'opposition, le P.M.D.B. (Parti du mouvement démocratique brésilien), fait campagne pour le rétablissement de l'élection directe du chef de l'Etat et la formation d'une assemblée constituante chargée de donner au pays la charte dont il a besoin pour remplacer la législation d'exception en vigueur depuis près de vingt ans. C'est seulement de cette façon, dit-elle, que le Brésil retrouvera sa « plénitude démocratique ».

Le chemin est déjà à moitié parcouru, puisque les principales libertés politiques ont été rétablies et que, le 15 novembre dernier, les Brésiliens ont pu élire leurs gouverneurs pour la première fois depuis 1964.

Les critiques de M. Tancredo Neves

Apparemment, M. Brizola estime que le régime militaire a épuisé toutes ses possibilités et qu'il sera incapable, en 1985, d'imposer six ans de plus « d'autoritarisme et d'illégalité » (six ans étant la durée actuelle du mandat présidentiel). « Vous pouvez déjà préparer votre carte d'électeur », dit-il à ceux qui l'accablent. Le prochain chef de l'Etat sera élu au suffrage direct. »

Si c'était le cas, le gouverneur de Rio aurait bien des chances de l'emporter : à soixante ans, il n'a rien perdu de son dynamisme et de son rayonnement populaire. Lors de la campagne pour le gouvernement de Rio, il lui a suffi d'apparaître à la télévision pour inverser tous les sondages, qui le plaçaient très bas au départ.

Mais tous les dirigeants de l'opposition ne partagent pas l'optimisme — qu'ils jugent prématuré — de M. Brizola. C'est le cas de M. Tancredo Neves, gouverneur d'un Etat important, le Minas-Gerais, en raison de son poids économique et surtout du rôle d'arbitrage et d'équilibre qu'il joue traditionnellement dans la vie politique du pays. « La campagne menée par Brizola est déstabilisatrice », dit M. Tancredo Neves. Elle compromet l'ouverture politique. »

En bon « mineiro », le gouverneur de Minas-Gerais a l'habitude de mesurer ses mots. Celui qui fut le pre-

Argentine

LE « DOCUMENT FINAL » SUR LES « DISPARUS » SUSCITE UN TOLLE GÉNÉRAL

Buenos-Aires (A.F.P.). — Les explications données par la junte sur son action contre la guérilla dans un document publié la semaine dernière ont suscité l'indignation des militaires à l'approche des élections générales du 30 octobre.

Leaders politiques et syndicaux, ecclésiastiques et dirigeants d'organisations humanitaires s'accrochent pour dire que ces explications sont « tout sauf un point final », et en fait le « point de départ d'une nouvelle controverse » qui sera au centre de la campagne électorale.

Les critiques condamnent beaucoup plus « le manque de vérité et de clarté » du document que la tentative des responsables du régime d'éviter tout futur recours à la justice civile, en décrétant que « tous les actes durant les années de lutte contre la subversion ont été exécutés en service », ce qui leur fait relever de la seule justice militaire. Le désir des militaires « de se placer au-dessus de la justice », en s'en remettant, comme l'indique le texte, au jugement de Dieu et de l'histoire, a soulevé un tollé général.

Pour les leaders des deux principaux partis politiques, péronistes et radicaux, les auteurs d'excès, en dépit de la loi d'amnistie que le gouvernement doit promulguer, n'échapperont pas aux tribunaux. Certains se font fort, dès la première séance du futur Parlement issu des élections du 30 octobre, de réclamer la constitution de commissions pour enquêter sur les véritables causes et la conduite de la guerre des Malouines, sur les « disparus » et les méthodes employées dans la lutte contre la guérilla, et enfin sur la corruption administrative et les raisons de l'accroissement de la dette extérieure durant les huit années de régime militaire.

En marge de cette polémique, les leaders radicaux ont ouvertement accusé militaires et syndicalistes péronistes d'avoir conclu un pacte pour la période constitutionnelle qui doit débuter fin janvier 1984. Malgré les démentis des chefs-majors des centrales syndicales ou du parti péroniste lui-même, les radicaux insistent et dénoncent avec virulence un accord « contraire aux intérêts démocratiques » et qui permettrait aux militaires d'échapper à d'éventuelles poursuites.

mier ministre de Joao Goulart fait partie des modérés du P.M.D.B., et, de l'aveu général, il est devenu à soixante-deux ans un personnage clé dans le dialogue nécessaire entre le pouvoir et l'opposition.

Il ne reproche pas à M. Brizola d'ambitionner la présidence de la République, mais de la proclamer si vite et si fort. « Napoléon disait qu'il suffisait de froter la peau des Russes pour retrouver le cosaque. Quand on frote la peau de Brizola, on retrouve le caudillo. » Or il suffit que le caudillo apparaisse, et poisse la présidence, pour enlever aux militaires toute envie de voir le chef de l'Etat élu au suffrage direct.

M. Tancredo Neves pense — il n'est pas le seul — que la prochaine étape, la succession du général Figueiredo, devra être négociée, car la situation ne se prête plus aux solutions de force. Gouvernement et opposition se mettraient d'accord sur le choix du prochain président, qui serait élu pour une courte période, avec un mandat bien précis, celui de réformer la Constitution et d'ouvrir la voie à l'élection au suffrage universel de son successeur.

Or les déclarations de M. Brizola ne préparent pas la conciliation nécessaire, mais créent un climat d'« affrontement », affirme le gouverneur du Minas-Gerais : « Double erreur, nous dit-il, plutôt que de braver le général Figueiredo, il faut l'appuyer, pour l'inciter à mener la démocratisation jusqu'à son terme comme il l'a promis. En outre, croire que les militaires n'ont plus de pouvoir, c'est faire preuve d'immaturité. Ils ont encore tous les moyens d'imposer leur choix. » Un affrontement politique, surtout en période de convulsions sociales, ne pourrait que favoriser des ambitions militaires, y compris celles du général Figueiredo, à qui certains proposent déjà la réélection.

CHARLES VANHECKE.

ASIE

Cambodge

Le second retrait partiel de « volontaires » vietnamiens a commencé le 2 mai

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Les autorités de Hanoï ont commencé à retirer du Cambodge, lundi 2 mai, le « groupe de divisions Chu Long », soit « plus de mille volontaires », en présence de plusieurs dizaines de journalistes étrangers invités à être sur place les témoins de leur départ.

Au cours d'une conférence de presse, M. Hun Sen, chef de la diplomatie de Phnom-Pen, a présenté ce retrait comme un « geste de bonne volonté » qui doit « faciliter le dialogue » entre les membres de l'ASEAN (1) et les trois pays du « bloc indochinois ». « Il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais de dialogue avec Sihanouk ou Son Sann. Nous négocierons avec Bangkok ou Pékin et non avec leurs vassaux », a-t-il répété.

Ce retrait est, selon le Nhan Dan, quotidien du P.C.V., « une manifestation éloquent de la puissance de la révolution cambodgienne à tous égards ». La situation est bel et bien « irrévocable », bien que « le camp soviétique des expansionnistes chinois reste intact », ce qui interdit à Hanoï de retirer la totalité de son corps expéditionnaire.

Le gouvernement de coalition antivietnamien, qui s'est réuni samedi en zone « libérée » sous la présidence du prince Sihanouk, a dénoncé « cette manœuvre des dirigeants de Hanoï [qui] a seulement pour but de tromper l'opinion publique ». Il a condamné « les abominables crimes commis contre des populations civiles innocentes » par les troupes vietnamiennes lors de leur récente offensive le long de la frontière thaïlandaise. L'ancien souverain a toutefois démenti le massacre de deux cents de ses partisans.

lors de l'attaque de sa base d'O'Smaeh, dont avait fait état M. Son Sann, président du Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.) (le Monde du 19 avril). Auparavant le prince Sihanouk avait reçu les lettres de créances des ambassadeurs de Chine, de Corée du Nord, du Bangladesh, de Malaisie et de Maurice. Cette cérémonie a eu lieu en territoire cambodgien à proximité immédiate de la frontière thaïlandaise. Elle a imposé à l'ancien souverain l'obligation de se retrouver en zone khmère rouge aux côtés de M. Khieu Samphan et Ieng Sary. Ces derniers ont indiqué que M. Poi Pot, pour sa part, « est en bonne santé et passe le plus clair de son temps sur le front ».

Ce retrait partiel vietnamien et cette présentation de lettres de créances ont maintenant placé — pour combien de temps ? — l'affaire cambodgienne sur le terrain diplomatique. Il est significatif de constater que ces deux « événements » ont eu lieu à la veille du voyage officiel en Chine du président de la République française. En tout cas, les dirigeants de Hanoï ont bien entendu qu'ils n'avaient pas l'intention de continuer leur offensive, l'objectif limité qu'ils s'étaient fixé ayant été atteint, à savoir détruire une partie de l'équipement militaire — notamment le matériel anticar — dont les résistants cambodgiens avaient reçu récemment livraison.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Association des nations de l'Asie du Sud-est (Philippines, Indonésie, Malaisie, Singapour, Thaïlande).

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

• MORT DE L'AMIRAL ARTHUR DEWEY STRUBLE. — L'amiral Struble, qui était chef de la marine américaine lors du débarquement de Normandie, est mort dimanche, 1^{er} mai, à son domicile près de Washington, à l'âge de quatre-vingt-huit ans. A la retraite depuis 1956, l'amiral avait été décoré de la Légion d'honneur pour la façon dont il avait préparé et dirigé l'assaut du 6 juin 1944. Après le débarquement allié sur les plages normandes, il avait été transféré dans le Pacifique, pour diriger notamment les attaques lancées contre les forces japonaises dans les Philippines. Commandant la VII^e flotte pendant la guerre de Corée, il avait ordonné l'invasion d'Inchon. — (A.F.P.).

Italie

• LE PRÉSIDENT PERTINI CONFIE UNE MISSION DE CONSULTATION AU PRÉSIDENT DU SENAT. — Le prési-

dent de la République, M. Pertini, s'est accordé un nouveau délai de réflexion avant de prononcer la dissolution du Parlement. Il a chargé M. Tommaso Morino, président du Sénat, de prendre « un ultime avis des groupes parlementaires et des partis politiques » sur la solution de la crise (nos dernières éditions du 3 mai).

U.R.S.S.

• LA SIGNATURE DE M. TCHERNENKO FIGURE SUR LA NÉCROLOGIE. — Publiée ce mardi 3 mai par la Pravda, de M. Vitali Pribitchevitch, premier secrétaire du P.C. pour la région de Moguilev, mort dans un accident de la route. Le numéro deux du P.C. soviétique, qui n'a pas été vu en public depuis le 30 mars, était absent au défilé du 1^{er} mai, même si son portrait figurait bien parmi ceux des membres du comité central qui ornaient les rues de Moscou. — (A.F.P.).

week-ends, sorties, vacances, DÉPART TRANQUILLE

ALARME 2000 contre le vol

Des protections radar à haute technologie, mais d'utilisation simple, efficace et immédiatement opérationnelles. Pour un départ tranquille, sans angoisse de retour, remplacez et retournez le bon ci-contre à ALARME 2000 8, rue Guille, 75016 PARIS ou téléphoner au 525.44.32 à votre service sur toute la France.

Nom : _____
Prénom : _____
rue : _____
n° : _____ code postal : _____
ville : _____

هكمان الأول

PROCHE-ORIENT

LES ENTRETIENS DE M. SHULTZ

M. Begin affirme que des « problèmes de taille » subsistent sur la voie d'un accord avec le Liban

Au terme d'une journée de discussion à Jérusalem, Américains et Israéliens sont tombés d'accord, lundi 2 mai, pour estimer que, malgré des progrès, des difficultés persistent sur la voie d'un accord en vue du retrait de toutes les forces étrangères du Liban.

A l'issue d'un entretien d'une heure avec M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, M. Menahem Begin a confié aux journalistes : « J'ai déclaré à mon hôte qu'il reste des problèmes de taille qui doivent être l'objet de discussions, tant à Jérusalem qu'à Beyrouth. » M. Philip Habib et Morris Draper, qui assistent le secrétaire d'Etat américain dans sa mission au Proche-Orient, ont poursuivi tard dans la nuit leurs entretiens avec les membres de la délégation israélienne pour mettre la

dernière main à la formulation des propositions que M. Shultz soumet, ce mardi, à Beyrouth.

Aucune date limite n'a été fixée pour l'aboutissement des négociations, mais les responsables américains ont fait clairement comprendre aux négociateurs israéliens et libanais que les engagements de M. George Shultz s'appellent à Paris pour une réunion, les 9 et 10 mai, et que le secrétaire d'Etat n'a pas l'intention de laisser derrière lui une équipe de négociateurs si aucun accord n'est réalisé à cette date.

Lundi, le ministre libanais des affaires étrangères, M. Elie Salem, a quitté Damas, à l'issue d'une visite éclair en Syrie, au cours de laquelle il a eu un entretien de trois heures avec le président syrien Hafez El Assad. Au cours de cette réunion, à laquelle assistait le ministre syrien

des affaires étrangères, M. Abdel Halim Khaddam, le président Assad a affirmé que la Syrie se tenait « aux côtés du Liban » et a accusé Israël de « chercher, par les exactions formulées au cours des négociations tripartites, à imposer son hégémonie totale sur le Liban et à priver ce pays de sa souveraineté et de sa liberté ». « Le Liban, fort du soutien de la Syrie et des autres pays arabes, est capable de rester ferme et d'imposer à Israël le retrait de ses troupes du Liban, sans que soit portée atteinte à sa souveraineté », a ajouté le chef de l'Etat syrien.

M. Abdel Halim Khaddam a pour sa part confirmé que les troupes syriennes ne se retireraient pas du Liban si Israël obtient des avantages politiques ou militaires dans ce pays. « Notre position, a-t-il dit, est claire et ferme. Tout acquis israélien au Liban aura pour résultat le maintien des troupes syriennes au Liban jusqu'à ce que ces acquis cessent d'exister. Les pressions israéliennes visant à obtenir des avantages n'affectent pas seulement le Liban, elles affectent également la Syrie et l'ensemble du monde arabe. »

De retour à Beyrouth, M. Salem, dont la mission à Damas avait pour but d'informer les Syriens des quatre mois de négociations menées avec Israël et les Etats-Unis afin d'assurer un retrait des forces étrangères et de « recueillir le point de vue du président syrien sur la situation », s'est borné à affirmer que ces entretiens à Damas avaient été « utiles ».

A Washington, le secrétaire à la défense, M. Casper Weinberger, a déclaré lundi dans une interview à la chaîne de télévision N.B.C. que l'Union soviétique avait envoyé en Syrie plus de cinq mille soldats et conseillers. « Ces gens ne sont pas vraiment des conseillers », a précisé M. Weinberger, « ils sont organisés en unités et je pense qu'ils sont là pour servir un tas de choses qu'ils ont livrées, en particulier des missiles ». Il a indiqué que les Soviétiques continuaient de livrer des armes à la Syrie et qu'ils ont remplacé tous les armements perdus l'été dernier... (A.F.P.-A.P.)

FRANCIS CORNU.

En Cisjordanie

Un Palestinien tué par balles lors d'une manifestation contre les implantations

De notre correspondant

Jérusalem. - Un incident plus grave que d'autres, puisqu'il y a eu mort d'homme, mais initialement un incident presque banal comme il s'en produit fréquemment en Cisjordanie, alors que s'y multiplient et s'y développent les implantations israéliennes - le mouvement s'accroissant en ce moment avec l'annonce, à Jérusalem, de nouveaux et nombreux projets (le Monde des 12 et 13 avril).

Pour la deuxième journée consécutive, le 2 mai, un groupe d'habitants du village de Kaf-Bidya, proche de Naplouse, ont pris à partie les employés d'une entreprise israélienne de travaux publics qui préparaient le site d'une nouvelle implantation. Ces derniers ont fait appel à l'armée pour disperser les manifestants. Une brève échauffourée, puis quelques coups de feu.

Les militaires affirment qu'ils n'ont tiré que lorsqu'un manifestant a tenté de s'emparer de l'arme de l'un des membres de la patrouille. Un porte-parole de l'armée a d'abord déclaré que l'un des manifestants était mort d'une crise car-

diacque durant l'incident. Mais ensuite, citant des sources militaires, la radio israélienne a annoncé que la victime avait été tuée par balles et que d'autres villageois avaient été blessés. Au cours de l'affrontement, un soldat a été atteint de plusieurs coups de couteau. Neuf personnes du village ont été arrêtées.

Les habitants de Kaf-Bidya déclarent avoir voulu empêcher les travaux parce que, contrairement à ce que prétendent les promoteurs, les terres sur lesquelles doit être installée la nouvelle colonie n'ont pas fait l'objet d'achats. « Ces terres ont été bien été vendues, disent les promoteurs, et maintenant les propriétaires arabes le nient. »

Le mois dernier, les habitants du village ont porté plainte devant le tribunal régional de Naplouse, et celui-ci a ordonné, au moins temporairement, la cessation des travaux. Les promoteurs déclarent que cet ordre sera « respecté » mais les travaux n'ont pas moins continué jusqu'à présent.

Iran

TOUS LES MEMBRES DU TOUDEH SONT PRIÉS DE SE FAIRE INSCRIRE AUPRÈS DES GARDIENS DE LA RÉVOLUTION.

M. Mohsen Rezai, le chef des gardiens de la révolution (Pasdaran), a invité, lundi 2 mai, tous les membres du parti Toudéh (communiste) à se rendre immédiatement dans les centres de son organisation pour s'y faire enregistrer.

M. Rezai, qui s'exprimait à la sortie d'une entrevue avec l'imam Khomeiny, a assuré que tous ceux qui avaient « trahi et conspiré pour renverser le régime islamique » avaient été arrêtés, et que les gardiens de la révolution contrôlaient la situation. Il a demandé qu'il ne soit pas procédé à de nouvelles arrestations par d'autres que les Pasdaran.

En attendant, la mise en scène des « aveux télévisés » s'est poursuivie lundi par l'apparition sur le petit écran de cinq membres du comité central du Toudéh qui, d'une voix monocorde, se sont accusés des pires crimes.

L'humanité, pour sa part, a pu, ce mardi 3 mai, une déclaration du comité central du Toudéh affirmant que les « aveux » ont été extorqués par des « tortures physiques et psychologiques » par « les ennemis de l'indépendance, de la liberté et de la justice sociale », qui se vengent aujourd'hui, sous l'égide de l'« impérialisme américain », de la « principale force luttant pour l'indépendance et la liberté du pays que constitue le parti Toudéh d'Iran ».

● M. Hani El-Hassan, un des conseillers de M. Yasser Arafat, frère de M. Khaled El-Hassan, président de la commission des affaires étrangères du Conseil national palestinien, aurait été reçu à déjeuner « en privé » à Paris par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, mardi 26 avril. La conversation aurait surtout porté sur la conférence des Nations unies projetée à Paris (à l'UNESCO) du 16 au 27 août et que la France juge très inopportune. Si cette information d'Afrique-Asie paraît exacte, il est en revanche inexact que M. Cheysson ait rencontré M. Yasser Arafat, comme l'écrit l'hebdomadaire, pendant son séjour à Bucarest les 21 et 22 avril.

● Le suspect arrêté à Lisbonne le 10 avril, quelques heures après l'assassinat de M. Issam Sartout, conseiller de M. Yasser Arafat, a avoué être l'auteur unique du meurtre commis à l'hôtel Montecarlo (sud du Portugal), alors que se tenait le congrès de l'Internationale socialiste. C'est ce qu'affirme le *Diário de Lisboa* en se fondant sur des indications fournies par le parquet. L'homme, dont les autorités portugaises n'ont pas publié les motifs de l'inculpation, assure avoir agi seul, affirmation qui rencontrerait un certain scepticisme chez les enquêteurs portugais. - (A.F.P.)

● Le trente-cinquième anniversaire de la proclamation de l'Etat d'Israël, le 14 mai 1948, sera célébré à Paris, le 8 mai, par une fête organisée à partir de 20 heures sous un chapiteau dressé porte des Lilas (avenue du Docteur-Gley). L'ambassadeur d'Israël en France, M. Meir Rosenne; M. Thé Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), et le grand rabbin de France, M. René-Samuel Sirat, prendront la parole au cours de cette manifestation. La partie artistique sera animée par Enrico Macias et la chorale du kibboutz Guera.



KIT YASHICA boîtier FXD Quartz, automatique débrayable pilotage au quartz livré avec:
3 OBJECTIFS YASHICA • Standard 17/50 ML
• Grand Angle 2.8/28 • Téléobjectif 2.8/135.
UN SAC FOURRETOUT. Prix de l'ensemble:



2.850^F TTC

LA DOUBLE AFFAIRE YASHICA!



KIT YASHICA boîtier FX3, semi-automatique, livré avec:
3 OBJECTIFS YASHICA • Standard 2/50
• Grand Angle 2.8/28 • Téléobjectif 2.8/135
UN SAC FOURRETOUT. Prix de l'ensemble:



2.350^F TTC

Offre valable dans la limite des stocks disponibles.

YASHICA

EN VENTE CHEZ LES NÉGOCIANTS SPÉCIALISTES CONTAX YASHICA

Distribué par TRADING DISTRIBUTION TRADISSA

Avenue du Parana - ZA de Courtabouf 91942 LES ULIS - Tél. (6) 446.17.28

Sur simple demande vous recevrez une documentation complète.

UNE FANTASTIQUE OUVERTURE SUR LE SYSTÈME YASHICA-CONTAX CARL ZEISS

LIBRAIRIE DUCHÊNE

histoire contemporaine

spécialisées des

1^{re} et 2^e guerres

mondiales

ACHATS ET VENTES

Catalogue sur demande

581-33-18

27, rue de la Harpe-anc-Canlis

75013 PARIS

LENTILLES DE CONTACT

La qualité OSIRIS: lentilles B et L, 1^{re} fabricant mondial. Les services OSIRIS: un ensemble de services unique en France. Les prix OSIRIS: 650 F adoption comprise; 496 F sans adaptation. Avec ce bon: ETUI + NÉCESSAIRE DE DÉPART GRATUIT. Jusqu'au 26.7.83.

OSIRIS: LES SPÉCIALISTES FRANÇAIS DES LENTILLES



BORDEAUX - 4 cours Alsace-Lorraine (56) 52.96.26
LILLE - 10 rue du Palais Rihour (20) 54.42.78
LYON 6^e - 4 quai du Général Sarrail (7) 824.12.44
PARIS 1^{er} - 20 quai de la Magisserie (1) 233.00.20
PARIS 5^e - 127 bd St Michel (1) 326.27.97
PARIS 8^e - 21 avenue de Friedland (1) 563.55.99

LA TUNISIE A LES VACANCES ET LES PRIX QUE VOUS CHERCHEZ.

Pays de la variété et des contrastes, la Tunisie vous offre à 2 heures ou moins de chez vous la Méditerranée, le désert, 1 300 km de sable fin, des palmeraies immenses et 3 000 ans d'histoire... à des prix exceptionnels.

Tout cela en respectant scrupuleusement la nouvelle réglementation du contrôle des changes.

Jugez plutôt : 8 jours en pension complète

- dans un hôtel 2 étoiles à partir de **600 F.** (520 F. prélevés en devises)
- dans un hôtel 3 étoiles à partir de **790 F.** (590 F. prélevés en devises)
- dans un hôtel 4 étoiles à partir de **1100 F.** (1000 F. prélevés en devises)

Et surtout conserver suffisamment d'argent de poche pour bien profiter de vos vacances.

TUNISIE: LE CŒUR DE LA MEDITERRANEE.
TUNISIE: LA MEDITERRANEE DU CŒUR.

Pour tous renseignements : adressez-vous à votre agence de voyage ou à l'Office National du Tourisme Tunisien : 32, avenue de l'Opéra 75002 Paris - Tél. : (1) 742.72.67 - 12, rue de Séze 69000 Lyon - Tél. : (7) 852.35.86

TWA vers et à travers les USA

Washington: vol quotidien - 3810 F.*

Liaison sans escale de Paris CDG1 en gros porteur. TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des Etats-Unis.

*Tarif loisir aller/retour. Supplément à partir du 15 mai.

Vous plaire nous plaît.



L'AUSTÉRITÉ À LA BASE

Provence-Côte d'Azur : ne pas baisser les bras

Carnes. — « On ne pensait pas que ce serait aussi difficile. » A l'image de M. André Sapède, quarante-quatre ans, technicien à l'Aérospatiale de Carnes, membre du P.S. (courant C.E.S.) depuis 1972 et électeur de la C.F.D.T., les militants de gauche de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur vivent douloureusement le plan de rigueur gouvernemental. Mais, chez eux, le réalisme l'emporte souvent sur une certaine désillusion. « Ce n'est pas le moment de baisser les bras, dit M. Sapède, ni de taire nos critiques... »

Les mesures arrêtées sont, en effet, plus ou moins bien comprises et acceptées. Étaient-elles opportunes ? « Oui », tranche sans hésiter M. Jean-Pierre Dallet, cinquante-trois ans, électricien-monteur de bord à la Direction des constructions et armées navales (D.C.A.N.) de Toulon, socialiste « fervent » et adhérent « critique » de la C.G.T. « Il était impossible, estime-t-il, de relancer la machine économique sans avoir au préalable assaini notre commerce extérieur. La finalité du plan de rigueur est également approuvée par M. François Meunissanne, trente-sept ans, responsable d'un service éducatif auprès du tribunal pour enfants de Toulon, entré au P.S. après la signature du programme commun, en 1972. « L'analyse faite par le gouvernement, dit-il, est correcte. La rigueur, en l'occurrence, n'est qu'une résultante et non un moyen. » M. Sapède, lui, est plus réservé : « On avait réussi à freiner le chômage, mais le plan Dallet paraît remettre en cause un principe de la politique gouvernementale, que je considère intangible. On ne peut se satisfaire d'avoir deux millions de chômeurs. C'est non seulement insupportable sur le plan économique et social, mais c'est aussi dangereux pour la démocratie. Le chômage engendre des sentiments de xénophobie et de racisme exploités par la droite. Il incite à rechercher des boucs

émissaires parmi les plus faibles, c'est-à-dire, en premier lieu, les travailleurs immigrés. »

Si les objectifs du gouvernement ne sont pas, dans l'ensemble, trop contestés, le dispositif retenu, en revanche, provoque une véritable grogne, surtout de la part de certains militants communistes. « Lorsque le détail des mesures de rigueur a été rendu public, mon premier réflexe a été de descendre dans la rue pour protester, déclare M. Roger François, « permanent » d'une confédération de locataires à Marseille et membre du P.C. depuis 1967. « J'avais cru comprendre, en écoutant le discours du président de la République, qu'on allait vers une amélioration des conditions de vie des travailleurs, fût-ce au prix de sacrifices momentanés. Malheureusement, la solidarité à laquelle a appelé M. Mitterrand est beaucoup trop à sens unique. C'est l'austérité sur le dos des travailleurs, et ce ne sont pas les quelques améliorations qui ont été concédées par le premier ministre qui changent quoi que ce soit. Les forces réformatrices au sein du gouvernement ont eu en définitive plus d'influence que les forces de progrès. »

« Dans les gencives »

Comme M. François, M. Jean-Pierre Ardeval, trente-deux ans, membre cégétiste du comité d'entreprise de la Solmer, à Flassan-sur-Mer, estime que « l'on n'a pas tapé dans les bonnes poches ». « Les gros revenus, déclare-t-il, ne sont pas assez touchés. » Même réaction de la part de M. Nance Franceschetti, cinquante-quatre ans, secrétaire du syndicat C.G.T. des dockers du port de Nice et membre du P.C. depuis 1945 : « Il y a dans le département des Alpes-Maritimes vingt mille personnes dont la fortune est estimée à plus

d'un milliard de centimes. On aurait dû d'abord penser à relever les impôts sur les revenus de ces gens-là. »

Deux autres mesures du plan de rigueur font vivement l'unanimité. L'une, celle concernant le forfait hospitalier, dans le sens d'une condamnation sans appel : l'autre — celle portant sur la limitation des sorties de devises — est inversement admise et surtout dédramatisée. « Le forfait hospitalier, je l'ai pris dans les gencives, déclare M. François. Même la droite n'avait pas réussi à le faire passer. C'est injuste et injustifié. De deux choses l'une : ou l'on recherche les causes réelles du déficit de la Sécurité sociale, ou l'on cède à la facilité en prenant dans la poche des malades. Le gouvernement a choisi la seconde solution alors que certaines entreprises ont des arrêts de cotisations énormes... »

M. Dallet, de son côté, est formel : « C'est la mesure qui est de loin la plus impopulaire et celle qui, personnellement, me gêne le plus au quotidien. On touche au droit à la santé alors qu'il aurait été peut-être plus judicieux d'augmenter davantage les taxes sur l'alcool et les cigarettes, qui ne sont pas des choses indispensables. »

Le contrôle des changes ? « On l'a connu dans le passé et on n'a pas entendu les mêmes cris, remarque M. François. Je ne sais pas s'il s'agit économiquement d'une bonne mesure mais elle ne me paraît pas insupportable. » Pour M. Meunissanne, « on a monté avec cette affaire de devises une véritable cabale ». « Je fais partie, rémoigne-t-il, des seize pour cent de nos compatriotes qui voyagent à l'étranger. L'allocation à laquelle j'ai droit pour ma famille ne remplit pas en cause mes projets. Mais si tel avait été le cas, je ne me sentais pas brimé de prendre mes congés en France. »

Que faut-il faire ? Expliquer, explique-t-il, dit M. Meunissanne. « Populariser les positions du P.C. auprès des travailleurs, qui seront les vrais artisans du changement », répondent MM. Franceschetti et François.

La rigueur de 1983 ne fait pas oublier toutefois les acquis de 1981 et de 1982. « Il y avait des situations intolérables pour les travailleurs, auxquelles la gauche a eu le mérite de remédier dès son arrivée au pouvoir », souligne M. Sapède. « L'inflation, même ponctuelle, je n'y crois pas, dit pour sa part M. Dallet, mais ce qui a été fait est formidable. »

La reconduction de M. Mauroy dans ses fonctions de premier ministre ? « Il y a eu trois Mauroy et je ne vois pas bien les liens entre les trois », souligne M. Dallet. Pour trapper les esprits, sans doute aurait-il pu se mettre en réserve de la République... » M. Meunissanne, au contraire, salue, lui, « le courage d'homme d'État » du premier ministre, « dont personne d'autre ne pourrait tenir le rôle actuellement ».

Au-delà des nuances ou même des divergences du moment, socialistes et communistes sont au moins d'accord sur un point : il ne faut pas rompre l'attelage gouvernemental. « Le P.C. a voté la rigueur. J'en suis satisfait, déclare M. Sapède, car je craignais le contraire. Les communistes sont nécessaires à la majorité. » « La droite, et peut-être aussi certains responsables socialistes, avaient espéré que le P.C. se désolidariserait de la politique actuelle pour qu'il redevenne un parti défensif, replié sur lui-même et isolé, affirme M. François. Ils en ont été pour leurs frais. Nous voulons occuper toute notre place au gouvernement et faire en sorte que l'on aille plus loin dans les réformes... »

GUY PORTE.

Les concessions de M. Mauroy

(Suite de la première page.)

Le démantèlement partiel des montants compensatoires monétaires français a été confirmé officiellement ce mardi 3 mai. M. Mauroy s'est entretenu, lundi après-midi, avec le ministre de l'Agriculture, M. Michel Rocard, des modalités d'application de cette décision qui répond aux vœux des organisations agricoles. Toutefois, le premier ministre était appelé à arbitrer entre les positions respectives de M. Rocard et de M. Delors, ministre de l'Économie, des finances et du budget, sur le point de savoir à quel niveau fixer ce démantèlement qui se traduira par une augmentation des prix agricoles français. M. Mauroy a présidé, mardi matin, un comité interministériel consacré à ce dossier. Le premier ministre paraissait personnellement désireux de répondre positivement à M. Rocard afin d'apaiser les paysans, mais sans aller jusqu'à hypothéquer l'objectif annuel du gouvernement en matière de taux d'inflation, qui demeure fixé à 8 %.

L'effacement relatif de M. Mauroy depuis les élections municipales ne traduit donc pas, selon son entourage, une réduction de son rôle politique. Conformément à la logique de la nouvelle structure gouvernementale, le premier ministre intervient moins souvent sur le devant de la scène, mais ses arbitrages n'en sont que plus importants, en tout cas plus spectaculaires.

Cerné par les revendications catégorielles, M. Mauroy paraît au plus pressé en cherchant à éviter l'isolement du gouvernement. Il partage le point de vue de M. Jean Popere, selon lequel « la droite, parce qu'elle exprime la politique des puissances établies, peut gouverner un temps sans l'adhésion de sa propre base de masse », alors que, en revanche, « la gauche, qui a contre elle les puissances établies, ne peut gouverner longtemps sans adhésion populaire ». Les « réflexions » controversées du numéro deux du P.S., dont M. Mauroy avait reçu un exemplaire avant divulgation, n'ont d'ailleurs suscité aucune protestation à l'hôtel Matignon.

Fidèle à son penchant pour la synthèse, le maire de Lille s'est entretenu, vendredi 29 avril, avec le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, M. Christian Coudat, qui ne cache pas les réserves que lui inspire la politique économique du gouvernement.

Le légalisme de l'opposition

Dans l'immédiat, le premier ministre se propose de « prendre le pouls » de l'ensemble du pays. Tous les préfets de région ont été convoqués pour le jeudi 5 mai à 11 heures, à l'hôtel Matignon. Pour M. Mauroy il s'agit, à la fois, de mieux gérer pour essayer d'assurer le succès de la politique de rigueur et de prévenir les poussées de ferveur. En dressant cet état de la France, le premier ministre établit par la même occasion une carte des « points chauds » à surveiller.

Le gouvernement craint, en effet, l'apparition de « feux sociaux » tour-

nants dans la mesure où les batailles locales entre la gauche et ses adversaires sont beaucoup plus vives, depuis la campagne pour les municipales, qu'entre les états-majors nationaux. Il est révélateur que, au moment même où le secrétaire général du R.P.R., M. Bernard Pons, modérat ses propos, dimanche 1^{er} mai, devant le « Grand Jury R.T.L.-Le Monde » — à l'exception d'une violente attaque ad hominem contre M. François Mitterrand, à nouveau traité d'« incompetent entouré d'incompétents » (le Monde du 2 mai), — ce soit un élu local du mouvement chrétien, M. Jean-Jacques Guillet, adjoint au maire de Sèvres (Hauts-de-Seine) qui ait, au cours d'une réunion des C.A.R. (Comités d'action républicaine) appelé l'opposition à radicaliser son attitude dans les municipalités dirigées par la majorité. Ce décalage alimente évidemment le sentiment des socialistes qui dénoncent, comme l'a fait lundi le porte-parole du P.S., M. Bertrand Delanoë, le « double jeu de la droite ».

La veille, au micro de R.M.C., le secrétaire national du P.S. chargé des relations extérieures, M. Marcel Debarge, ancien secrétaire d'État, avait évoqué, pour sa part, « l'ombre du R.P.R. » derrière les manifestations étudiantes.

Certes, le mouvement de M. Chirac travaille à tirer parti des difficultés du gouvernement. C'est de bonne guerre. M. Pons va entreprendre un « tour de France » pour intensifier les activités du R.P.R. en province. Mais l'état-major du mouvement chrétien sait fort bien qu'il aurait plus à perdre qu'à gagner s'il fournissait à ses adversaires la moindre occasion d'accroître leurs accusations de « manipulation » à des fins « subversives ». La direction du R.P.R. — comme les leaders de l'U.D.F. — a tenu à marquer ses distances vis-à-vis des contestataires les plus politisés. Ainsi la fédération de Paris du R.P.R. avait-elle fait savoir qu'elle ne s'associait « en aucune façon » à l'organisation de la manifestation du S.N.P.M.I. le 1^{er} mai. De même, M. Yves Lenclos, député R.P.R. de Paris, démentit, dans la Lettre de la Nation, les rumeurs selon lesquelles il serait associé à une initiative de l'Union nationale des parachutistes qui aurait pour objectif d'« organiser le 10 mai des manifestations antigouvernementales visant à déstabiliser le régime ».

Le légalisme de l'opposition irrite d'ailleurs les extrémistes. Le conseil national du Parti des forces nouvelles estime que « l'attitude de l'opposition parlementaire est inadmissible : son refus de soutenir toutes les luttes engagées contre le régime de Mitterrand prouve qu'elle n'a pas envie d'abattre ce régime de trahison ». Finalement, la déception de ces extrémistes, dont certains dirigeants préconisent la démission collective des députés de l'opposition, ajoute à l'impression de légèreté dénotée qui prévaut aujourd'hui. Par les temps qui courent, le gouvernement n'en espérait pas plus.

ALAIN ROLLAT.

Le député et l'illusionniste (suite)

M. Robert-André Vivien, député R.P.R. du Val-de-Marne, ayant au cours d'un débat parlementaire qualifié le premier ministre d'« illusionniste » (le Monde du 8 avril), l'association française des artistes prestidigitateurs lui avait reproché d'avoir utilisé ce mot dans un sens « péjoratif et humiliant » (le Monde du 26 avril). M. Vivien vient de répondre au secrétaire général de cette association en ces termes :

« Je tiens à vous préciser que j'ai indiqué aux journalistes qui m'interrogeaient après mon discours, que dans mon esprit « illusionniste » et « manipulateur » (c'est le terme exacte que j'ai employé) n'étaient pas une injure, et que votre art suscitait, lorsqu'il était pratiqué avec talent, l'admiration du public. »

La presse écrite et audiovisuelle n'a repris que l'introduction de mon intervention, et si vous l'aviez lue en entier, vous auriez pu constater que la démonstration que je faisais permettait de dire que le premier ministre, lorsqu'il décrivait que les « équilibres étaient au vert », alors qu'ils étaient au rouge incandescent, manipulait les statistiques, et que sa phrase avant les élections municipales : « les problèmes sont derrière

nous », voulait donner l'illusion que tout allait bien alors qu'il n'en était rien, comme vous donnez l'illusion à vos spectateurs que telle carte se trouve à tel endroit alors qu'elle n'y est pas. »

La seule différence entre vous et lui, c'est que vous réussissez, tout en les séduisant, à tromper ceux qui vous regardent et vous écoutent, ce qui n'est pas le cas, me semble-t-il, pour M. Pierre Mauroy (...)

Quant à l'antériorité de vous traiter de « parlementaire » entre vous, au cours de réunions, je n'ai pas le pouvoir de vous le donner. Mais, si j'en juge par les répliques de théâtre, de chansonniers ou de romanciers, la fonction de « député » serait plus percutante (...)

NOUS EXPOSONS PAS A LA FOIRE DE PARIS, MAIS... PRIX SPÉCIAUX JUSQU'AU 14 MAI

DUCAL

EXPOSITION ET DÉMONSTRATION CHEZ **CAPELOU**

SPECIALISTE DU CONVERTIBLE

Réputés pour leurs robustesse et dimensions PEU ENCOMBRANTES, se font en 1 ou 2 places (litres : 0,55, 0,80, 1,20 et 1,40). Matériaux : aluminium, polyéthylène. Style ou moderne. Grand choix en exposition.

37 Av. de la République - PARIS 11^e - Métro : Faidherbe - Tél. 251.46.26

Copies Couleurs

sur film ou sur papier photo - qualité professionnelle

ETRAVE-38, av. Daumesnil Paris 12^e - 347.21.32

du 2 au 31 mai

Reprise de votre voiture, minimum 4000 F pour tout achat d'une

● 104 PEUGEOT ● TALBOT SOLARA ● TALBOT HORIZON ● TALBOT SAMBA



Le meilleur prix - le meilleur service

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

« M. François Léonard, secrétaire général du R.P.R., a déclaré, dimanche 1^{er} mai, à Blois : « Dire que les troubles actuels sont une manœuvre de l'opposition, c'est une blague. (...) On ne peut pas avoir été contre le désordre en 1968 et être pour en 1983 (...). Nous sommes des légalistes ; il y a des échéances électorales. Le pouvoir ne se prend pas dans la rue, même si nous comprenons la colère de certains, notamment celle des agriculteurs. »

« M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du P.S., a estimé, dimanche 1^{er} mai, au micro de R.M.C., qu'il convient d'éviter des « analogies trop rapides » entre les manifestations étudiantes et les événements de mai 1968 : « Le climat est tout à fait différent, a-t-il déclaré. Je crois que certains ont peut-être intérêt à ce que l'on fasse ce rapprochement. Il y a toujours une récupération politique. On l'a bien vu dans certaines manifestations d'étudiants. Il y avait là l'ombre du R.P.R., l'ombre de la droite qui était là et qui manipulait. Il y a peut-être un désir rétro. Mais ça ne restera qu'un désir. S'il y en a qui rêvent à ce cauchemar, nous n'en sommes pas. »

BIENVENUE A L'UNIVERSITÉ

Dans votre vie, vous avez dû travailler jeune, et vous n'avez pas pu mener d'études. Dans votre entreprise, vous voulez gravir les échelons, mais aujourd'hui vous êtes bloqués. Dans votre branche professionnelle, vous vous sentez au niveau, mais vous n'avez pas le diplôme. La formation continue est faite pour vous. En s'appuyant sur votre expérience professionnelle, elle vous donne accès au Diplôme Universitaire de Technologie, le DUT, un diplôme universitaire reconnu sur le marché du travail. L'IUT de Villetaneuse, Université de Paris-Nord, prépare à trois DUT : informatique, gestion option personnel, carrières juridiques et judiciaires. Pour ces diplômes, deux formules

sont possibles : une formation à temps complet en un an, ou une formation à temps partiel sur plusieurs années (tout en continuant à travailler). Pour le financement, si vous êtes salarié en activité, les frais de formation peuvent être pris en charge par votre entreprise et certaines exonérations sont prévues pour les demandeurs d'emploi.

Inscription et renseignements Session de novembre 1983. Veuillez nous écrire Centre de Formation Continue IUT de Villetaneuse, avenue J.-B. Clément 93430 Villetaneuse. Téléphone 821 61 70 poste 48 40 826 90 48 (ligne directe).

Chiner à Paris

C'est d'abord faire un tour dans cette véritable caverne d'Ali Baba qu'est « Le Dépôt-Vente de Paris » où sont déposés sur 2400 m² les objets les plus insolites comme les meubles anciens et d'occasion, les plans livres de poche ou rétrogradeurs.

Le Dépôt-Vente de Paris, 81, rue de Lagry, Paris 20^e 372.13.91.

O. FADEL

EXPORTER EN ALGERIE pièces détachées, véhicules et machines industrielles

— DÉCOUPEURS T.V. — MOTOCYCLETTES — TRACTEURS — FROID

Études de marchés pour licences d'import

152, rue de Tolbiac, 75013 PARIS Tél. : 526.86.44 - 598.24.63 Téléc. 649251

مكتبة النور

POLITIQUE

LE NOUVEAU MAIRE DE NEUILLY-SUR-SEINE

« L'héritage ne me fait pas peur »

M. Nicolas Sarkozy, R.P.R., a été élu maire de Neuilly, le 29 avril (le Monde du 2 mai).

Maire de Neuilly à vingt-huit ans ! L'événement a de quoi surprendre dans cette commune qui compte soixante-dix mille habitants, six cents employés municipaux et un budget de 25 milliards de centimes : une gigantesque entreprise gérée depuis trente-six ans par Achille Peretti, décédé le 14 avril dernier.

Né le 28 janvier 1955 à Paris, de mère française et de père hongrois, Nicolas Sarkozy découvre très tôt les deux « vérités » qui le guident depuis lors : sa vocation d'avocat, concrétisée en 1979, après des études de droit à la faculté de Nanterre et un passage à l'Institut d'études politiques ; et sa conviction gaulliste, née lorsque, avec son grand-père, il allait « voir passer le général », le jour du 11 novembre (« c'était une sorte de modèle de grandeur et de générosité »), qui le conduisit à s'inscrire à l'U.D.R. en 1974. En juin 1975, il prononce un discours aux côtés de l'U.D.R. de Nice, à l'occasion duquel il est remarqué par Achille Peretti qui lui propose de figurer sur sa liste aux municipales de 1977. Dernier élu de cette liste, il est, deux ans plus tard, adjoint chargé des affaires scolaires. Réélu en 1983, de nouveau adjoint, il est aussi conseiller régional Ile-de-France et secrétaire de circonscription du R.P.R.

Actif militant au R.P.R. depuis la fondation de celui-ci, responsable des jeunes du mouvement, il fait partie de la cohorte des jeunes « chiraquiens » dont le maire de Paris surveille de près la carrière. Dans les Hauts-de-Seine, il est parmi les proches de l'homme fort du département, M. Charles Pasqua, sénateur, président du groupe R.P.R. au Sénat et conseiller municipal de Neuilly depuis mars dernier. C'est d'ailleurs lui qui le premier avança le nom de N. Sarkozy pour organiser une « primaire » au sein du conseil face à M. Bary candidat de l'U.D.F. soutenu par le dissident R.P.R., M. d'Harcourt.

Toutefois rendant hommage à son prédécesseur, M. Sarkozy a affirmé : « Tout ce que je sais de la politique municipale, c'est ce que M. Peretti m'a appris. Depuis six ans, je le voyais toujours quatre ou cinq fois par semaine. J'ai organisé sa dernière campagne, fait toutes les réunions avec lui. Il me demandait mon avis sur tous les grands dossiers et on avait en ville que j'étais un peu son fils spirituel. » « La différence d'âge était

telles qu'il ne pouvait y avoir de concurrence entre nous », explique le nouveau maire.

Dès lors que M. Charles Pasqua n'était pas candidat au poste de maire, la mairie de Neuilly allait-elle échapper au « clan des Corsas », durement décapé par un autre conseiller, M. Florence d'Harcourt, député (sp. R.P.R.) de la circonscription, qui avait conduit une liste municipale contre Achille Peretti ? « Pas tout à fait, puisque mon épouse est corse », commente en riant M. Sarkozy, qui se rappelle qu'Achille Peretti lui avait dit en souriant : « Méfiez-vous, Sarkozy, on va vous annexer et on va transformer votre ville en I. »

N'est-ce pas M. Pasqua qui, en coulisses, tira les ficelles ? « Je n'ai nullement besoin de tuteur, commente M. Sarkozy, avec toute la vigueur d'une ambition qu'il ne cache d'ailleurs pas. Le plus étonnant dans le poste de maire, c'est d'avoir réellement les leviers de commande et j'ai bien l'intention d'assurer pleinement, et seul au bout du compte, toutes les responsabilités de la fonction. »

Reste le poids de la succession d'un homme comme Achille Peretti : « C'était une des décisions difficiles à prendre, admet Nicolas Sarkozy, mais l'héritage ne me fait pas peur. Il me faudra seulement être irréprochable pour me faire accepter, rassurer ceux des Neuillais que la jeunesse de leur maire pourrait inquiéter ».

FRANÇOIS ROLLIN.

A Lyon

TROIS ÉLUS SOCIALISTES SE DÉMARQUENT DE L'INITIATIVE DE M. POPEREN

(De notre correspondant régional.)

Lyon. — Trois élus socialistes (« mitterrandistes »), MM. Roland Bernard, député du Rhône et maire d'Oullins, Franck Sérusclat, sénateur du Rhône et maire de Saint-Fons, et André Vianes, conseiller municipal de Lyon, ont publié, lundi 2 mai, une déclaration dans laquelle ils prennent leurs distances avec les « réflexions » tendues publiques la semaine dernière par M. Jean Popperen, député du Rhône et « numéro deux » du P.S. « Le débat préparatoire au congrès national du P.S. a été récemment porté devant l'opinion, écrivent les trois élus socialistes, selon des modalités qui ont surpris de nombreux militants de notre parti. Comme eux, nous nous étonnons de la diffusion d'un document de réflexion hors des procédures normales. »

Sévères quant à la forme du texte de M. Popperen (le Monde du 28 avril), les trois élus socialistes le sont également quant au fond : « En voulant impliquer l'institution présidentielle dans un débat interne à un parti, fut-il le nôtre, a été oubliée la règle fondamentale de notre République qui place la plus haute autorité de l'Etat en dehors, car au-dessus, des discussions propres aux formations politiques nationales. Une telle initiative, d'ordre individuel, ne saurait engager la majorité du parti socialiste (...). Avec d'autres militants, nous déposerons nous-mêmes une contribution au débat dans le cadre des procédures normales organisées par le comité directeur. »

C. R.

Dans les cabinets ministériels

• Au cabinet de M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice, après les changements intervenus (le Monde du 13 avril), la liste complète des membres du cabinet est la suivante :

Directeur de cabinet : M. Alain Bacquet, conseiller d'Etat, chargé de mission auprès du ministre ; **M. Pierre Lyon-Caen**, chargé de la législation et des affaires civiles ; **directeur adjoint de cabinet :** M. Régis de Gouttes, chargé des affaires pénales internes et internationales ; **chef de cabinet :** M. Martine Denis-Linton.

Conseillers techniques : MM. Jean Favard, chargé de l'administration pénitentiaire (milieu fermé) ; Jean-Marc Souvay, chargé de la législation pénale, des relations avec le service de l'administration générale et de l'équipement (budget et plan) ; Jean-Pierre Poch, chargé des services judiciaires ; M. Marie-Françoise Petit, chargée de l'éducation surveillée et du milieu ouvert de l'administration pénitentiaire ; Françoise Touboul-Fischer, chargée des relations avec le Parlement.

Chargé de mission : M. Charley Chetrit, chargé de la fonction publique (statut des fonctionnaires), de la recherche et de l'informatique au ministère.

Sont, en outre, chargés de mission à titre officieux : M. Anne-Marie Colmon, chargée des relations avec les élus ; Simone Souchi, chargée de la presse et de l'information du public ; M. Veronique Brachet, chargée des relations avec la presse ; M. Antoine Lyon-Caen, chargé d'études juridiques spécifiques ; M. Brigitte Moncreau, chargée des affaires civiles en liaison avec M. Pierre Lyon-Caen.

[Nous avions indiqué dans le Monde du 13 avril que M. Pierre Lyon-Caen, directeur adjoint, conserverait ce titre concurrentement avec M. Gouttes, avec le pas sur ce dernier. Telle était l'intention initiale de M. Badinter, à laquelle s'est opposé M. Jacques Fournier, secrétaire général du gouvernement. Celui-ci craignait de devoir accorder aux autres ministres qui auraient invoqué ce précédent, deux postes de directeur adjoint. C'est la raison pour laquelle M. Lyon-Caen a finalement été nommé chargé de mission, un titre qui apparaît immédiatement après celui de directeur adjoint.]

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs
résidents à l'étranger
Exemplaires spécimen sur demande

CAPEL
libère
l'homme fort.

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 8
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

tement après celui de directeur de cabinet au Journal officiel du 13 avril.]

• Au cabinet de M. Daniel Benoit, secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées, M. Christine Patron est nommée directeur de cabinet, en remplacement de M. Alain Gillette, devenu directeur de cabinet de M. Georgina Dufloix, secrétaire d'Etat chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés.

[Née en 1934, diplômée de gérontologie, responsable d'une maison de retraite, adjoint au maire de Montargis (Loiret), M. Christine Patron avait été nommée en novembre 1981 conseillère technique au cabinet de M. Joseph Franchet au secrétariat d'Etat chargé des personnes âgées.]

• Au cabinet de M. Yvette Roudy, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé des droits de la femme, M. Michelle Coquilhat est nommée chargée de mission et M. Henri Maurer est nommé conseiller technique.

AVEC L'AMBASSADE D'ISRAËL
et le Comité de coordination des organisations juives

LA GRANDE FÊTE DES 35 ANS D'ISRAËL

avec la grande chorale Guevatron
« 35 ans de la chanson israélienne »

ENRICO MACIAS

**DIMANCHE 8 MAI 1983
à 20 heures**

au **CHAPITEAU PORTE DES LILAS**
Avenue du Docteur-Gley, métro Porte des Lilas
Vente de billets : toutes organisations juives et O.S.M.,
38, rue de Turbigo, Paris (3^e) - Tél. : 274-00-55
Prix des places : 50 F - 100 F et 200 F

PLANS/CONTRECALQUES
COPIES GRAND ET TRÈS GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT - RÉDUCTION
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS 12^e - Tél. : 347 21 332

Un prêt à 9,5% pour tous projets immobiliers? C'est possible avec nous.

Compte épargne projets immobiliers:
une innovation de la Banque de La Hénin.

Jusqu'ici les prêts à taux réduits n'étaient réservés, par le moyen de l'épargne logement, qu'à l'acquisition de la résidence principale.

Aujourd'hui, la Banque de La Hénin vous propose un système semblable, pour le financement de votre résidence secondaire ou de n'importe quel projet immobilier : une épargne qui rapporte 5% et un

prêt garanti après 18 mois au taux exceptionnel de 9,5%, avec possibilité de prêt complémentaire.

Vous pourrez ainsi réaliser votre projet en un temps record et dans des conditions particulièrement avantageuses.

Coupon à adresser à : Banque de La Hénin,
Direction Commerciale,
16, rue de la Ville-Evêque, 75384
Paris Cedex 08. Tél. (1) 265.35.15.

Nom _____

Adresse _____

Téléphone _____

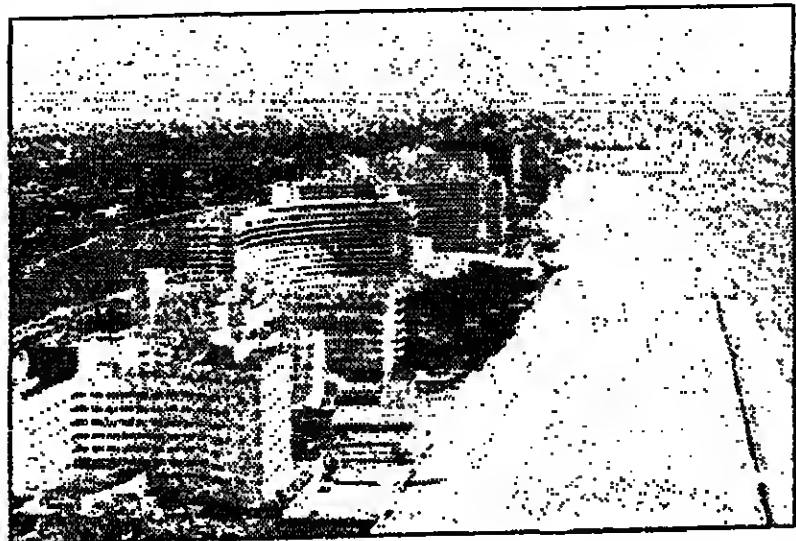
Souhaite :

- ☐ recevoir une documentation
Compte Epargne Projets
Immobiliers
☐ un entretien avec un responsable
de La Hénin

Banque de La Hénin
La Banque-orchestre de l'immobilier

Siège social : 16, rue de la Ville-Evêque, 75384 Paris Cedex 08. Tél. (1) 265.35.15

PanAm. Seul quotidien Orly-Miami.



Départ Orly 13 h 00.
Via le Worldport® Pan Am à New York.
Arrivée à Miami 20 h 31.
C'est une des 40 villes U.S. de Pan Am.
Appelez votre agence de voyages ou Pan Am au 266.45.45.

Pan Am. L'Expérience Avion.



LA LOI « ANTISEXISTE »

M^{me} Roudy défendra son projet « jusqu'au bout »

« Je ne pensais pas qu'il y avait en France une telle capacité d'hystérie machiste... L'excitation, la haine sourde, les sarcasmes qui ont suivi l'annonce du projet de loi antisexiste m'ont montré que celui-ci était beaucoup plus important qu'on pouvait le croire », s'est exclamée, lundi 2 mai, M^{me} Yvette Roudy, ministre déléguée aux droits de la femme, lors d'un point de presse organisé avec M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement.

« Excepté de la part de certains publicitaires, il n'y a pas eu beaucoup d'humour dans ces réactions. »

Le ministre, qui a à nouveau expliqué que la loi visait à rétablir « une certaine égalité dans l'expression », a affirmé son intention de « mener le projet jusqu'au bout ».

« C'est-à-dire jusqu'à ce qu'il soit voté par le Parlement. C'est un ancien secrétaire général du Syndicat de la

magistrature, M. Jean-Pierre Michel, député P.S. de Haute-Saône, qui rapportera le projet à l'Assemblée nationale.

M^{me} Roudy est revenue d'un voyage d'une douzaine de jours aux États-Unis et au Québec convaincue par les femmes politiques, les universitaires et les féministes qu'elle a rencontrées. « La France, en vingt-deux mois, a rattrapé dix ans de retard », sur les droits accordés aux femmes. « J'espère trouver des modèles, notamment sur ce que font les femmes dans le domaine des nouvelles technologies, et je me suis aperçue que c'était plutôt vers nous que les regards se tournent actuellement. C'est en effet la première fois que le féminisme est entré dans les institutions, que nous passons de la théorie à la pratique. »

La femme, la pub et la haine

(Suite de la première page.)

Liberté! Que d'imbécillités on profère en ton nom! On s'en autorise, par exemple, pour comparer Yvette Roudy à un ayatollah: je ne sache pas qu'elle ait demandé à ses compatriotes de porter le tchador, ni incité à la lapidation des femmes adultères. Et quel rapport entre la reine Victoria et la femme qui a fait voter la gratuité de l'I.V.G.? Je ne vois rien d'humoristique ni de finement spirituel dans ces gros sarcasmes haineux.

Certains préfèrent des arguments qui leur semblent plus sérieux. La Croix, dont on connaît l'effort soutenu en faveur de la libération sexuelle, accuse Yvette Roudy de vouloir interdire l'amour et le plaisir. M^{me} Giroud — entre autres — lui reproche de brimer « le droit aux fantasmes ». Les gens ne pourraient donc inventer leurs rêves qu'à partir des plates images publicitaires? Il n'est pas besoin d'être grand psychologue pour savoir que les fantasmes ont de tout autres origines.

Cependant, pour répondre à ces attaques, le « clin d'œil ironique » le « coup de coude » complice, ne suffisent pas. Car cette petite minorité de profiteurs, enragés comme des chiens à qui on menacerait de retirer leur os, risque de nuire, tant leur campagne est solidement orchestrée: ils sont soutenus par de nombreux journalistes et les journaux — sauf le Canard enchaîné qui, justement, n'a guère pris part à cette opération — vivent en grande partie de la publicité. Il faut donc dénoncer plus précisément la mauvaise foi des arguments invoqués.

D'abord, l'arnaque. La loi ne concerne ni les livres, ni les films, ni les tableaux, ni aucune création artistique; elle ne s'en prend pas non plus aux revues, aux magazines. Seul la pub est visée, car elle seule, au lieu de se proposer à des libertés, s'impose aux regards qui, bon gré, mal gré, la subissent. Personne ne s'indigne qu'on réprime la liberté des exhibitionnistes: certaines expositions publicitaires ne sont pas moins choquantes; il me paraît logique d'en protéger les passants. Cette protection est d'ailleurs fort discrète: on brandit le mot de censure; mais il ne s'agit de rien de tel: la loi accorde seulement aux femmes qui se sentent agressées un pouvoir de contestation, un contre-pouvoir de régulation démocratique. En fin de compte, ce seront les juges qui décideront du bien-fondé de leur protestation.

Pourquoi les femmes? Parce que ce sont elles qui sont en question; ce sont elles dont la pub, pour vendre ses produits, propose des images avilissantes. Jamais un homme. Sauf, autrefois, des Noirs. Mais la loi antiraciste a rendu impossibles les « Banania-y'a bon » de mon enfance. On nous dit que les lois ne peuvent rien, que le racisme est devenu aussi vivace depuis la loi antiraciste. Il y a mille raisons pour qu'il n'ait pas désarmé. Du moins, ne s'exprime-t-il plus tout à fait impunément. Certaines affiches ont disparu de nos murs. A la suite de quelques procès, les cafetiers n'osent plus refuser de servir des « bicots » ou des « nègres ». Une loi ne change pas du jour au lendemain les mentalités, d'accord. Mais elle contribue à les former. Une sotte demandait dans Le Nouvel Observateur: « Suffit-il de brûler les images pour libérer les femmes? ». Non, bien sûr, ce serait trop simple. Mais il n'est pas inutile d'agir sur les images. Les enfants aussi ont des yeux, les images s'impriment en eux. Éviter qu'elles ne leur inspirent le mépris de la femme serait déjà une victoire.

Il paraît inconcevable à ces messieurs qu'un corps de femme puisse être utilisé comme « support publicitaire » sans qu'on lui inflige une attitude dégradante. Refuser cet avilissement serait interdire toute image de femme et, par extrapolation, toute image. Un monde sans images? C'est l'austérité tyrannique des pays de l'Est! Le goulag n'est

pas loin... Ces insinuations absurdes et les ennemis du régime, car il ne faut pas oublier que cette campagne est aussi — et peut-être essentiellement — politique.

Cependant, cet aspect est plus nu moins masqué. Ce qu'un dénonciateur bruyamment, ce sont les ardeurs eugéniques, forte de la loi Roudy, vont se livrer les féministes. Les publicistes répètent à cor et à cri qu'il faut faire confiance aux femmes. Alors? Alors, les féministes ne sont pas des femmes. On reprend contre elles les arguments les plus fœlés. Elles sont « torturées, mal dans leur sexe », déclare M. J.-F. Feby, éminent inventeur de la femme ligotée, portant des jeans Buffalo. « Ce sont des intellectuelles qui n'ont pas de contact avec la réalité », diagnostique un autre. Je connais des féministes médecins, avocats, ingénieurs, mères de famille: il ne me semble pas que le directeur d'une agence publicitaire ait, a priori, de meilleurs contacts avec la réalité; à moins que « réalité » ne signifie pour lui le flic dont il a certainement une expérience plus enrichissante. Quoi qu'il en soit, il faut le répéter, ce ne sont pas les associations qui trahissent, mais des juges. Tout ce que nous espérons, c'est que la perspective d'un procès puisse avoir — comme dans le cas du racisme — un effet dissuasif.

Ce qu'il y a de consternant dans toute cette affaire, c'est la vraie raison d'une telle levée de boucliers. Contraints et forcés, les hommes renouent à se targuer ouvertement de leur supériorité dans le domaine économique: contre l'égalité des salaires, contre la non-discrimination sexuelle des emplois, ils mènent des luttes plus sournoises. Mais ils demeurent profondément convaincus que la femme est un objet à manipuler, qu'il s'agit des maîtres de cette manipulation. On ne les changera pas de si tôt. Mais toute démarche qui met obstacle à leur prétention dominatrice devrait être accueillie avec reconnaissance non seulement par les féministes mais par toutes les femmes, du moins par celles qui refusent de se laisser mener à la baguette, fût-elle ornée d'un diamant.

SIMONE DE BEAUVOIR.

Le F.L.N.C. et les plans du Palais présidentiel

L'ÉLYSÉE EN PÉRIL ?

Une découverte embarrassante, explosive, qui sait? Telle fut la première réaction des policiers après que, le 1^{er} mai, la dernière perquisition opérée à la suite des ententes parisiennes du Front de libération nationale de la Corse (ex-F.L.N.C.) a mis au jour dix-neuf feuillets photocopiés de plans du palais de l'Élysée, accompagnés de mystérieux « schémas de sécurité ». M. Joseph Franeschi, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, en fut immédiatement prévenu et la nouvelle colportée au plus haut niveau. La découverte ne pouvait-elle pas de mettre en cause les services chargés de la sécurité de la présidence de la République? Et quelques policiers mal intentionnés ne risquaient-ils pas de rappeler que cette sécurité est du ressort de la gendarmerie nationale?

Aucun commentateur, lundi soir, à l'Élysée, ni les conseillers chargés des questions de police se refusèrent à toute appréciation sur le volet, la date et le caractère, confidentiel ou non, des documents saisis dans une cache d'armes du F.L.N.C. En fait il s'agit de mauvaises photocopies de plans du sous-sol et du rez-de-chaussée, semblables à des plans d'architecture. Elles sont accompagnées du schéma d'un circuit électrique avec consignes au cas d'incident ou d'alarme. Un texte dactylographié semble décrire la position de voyants sur un panneau de contrôle. Un commentaire manuscrit d'une écriture « à la main », très appliquée, précise un enquêteur, paraît être une sorte de memento technique.

Les policiers qui ont eu en main ces documents se valent rassurés: « Ce n'est pas très élaboré, cela pourrait être des consignes à l'usage d'un concierge! Rien qui semble mettre en péril la sécurité de l'Élysée. » Quant à la date, François Gagnin, l'un des huit inculpés, aurait déclaré avoir obtenu ces documents « il y a deux, trois ans », en tout cas avant mai 1981. Des plans superficiels et anciens, désormais dépassés?

Les policiers ne se souviennent guère, pour la période récente, que des mésaventures d'un chauffagiste du palais présidentiel qui, « il y a peu près un an et demi, avait tendance à fouiller dans les bureaux... ».

E. P.

● L'enquête sur l'assassinat du coiffeur André Schock. — M. Jean-Yves Arri, trente-deux ans, instituteur à Ajaccio, a été inculpé et écroué, vendredi 29 avril, pour sa participation à une tentative d'extorsion de fonds dans l'affaire du coiffeur André Schock, découvert ébattu le 9 février. M. Arri a reconnu avoir participé à la tentative d'extorsion et connaître les autres personnes impliquées dans cette affaire.

FAITS ET JUGEMENTS

Le Conseil d'Etat juge légale la fermeture de « l'Espéridou »

En février 1976, la mort d'une jeune pensionnaire de l'« Espéridou », établissement spécialisé dans l'accueil d'enfants inadaptés à Saint-André-de-Sanguais, dans l'Hérault, entraîna l'ouverture d'une information judiciaire puis l'inculpation du directeur, le Père Fabre. Le préfet de l'Hérault prit alors la décision de fermer l'établissement dans un délai de six mois et de nommer un administrateur provisoire. Il renoua plus tard à maintenir cette fermeture: des négociations avec le conseil d'administration de l'œuvre hospitalière Christiane-Garnier, association gestionnaire de l'établissement, permirent de normaliser le fonctionnement de « l'Espéridou » et de revenir à des méthodes plus conformes à la législation sur l'enfance inadaptée.

Quelques mois plus tard, la situation devait à nouveau changer: à la faveur d'un renouvellement de son conseil d'administration, qui convoqua une assemblée générale extraordinaire, l'association gestionnaire adopta de nouveaux statuts, qui marquaient la volonté de rétablir des méthodes du passé. Signe de cette reprise en main, une disposition de ces nouveaux statuts offrait à l'ancien directeur de « l'Espéridou », le Père Fabre, les fonctions de « conseiller d'Etat » de l'association. Pour éviter le risque d'un retour à des pratiques condamnées par beaucoup et sur lesquelles une instruction pénale était en cours, le préfet de l'Hérault décida à nouveau le 19 novembre 1977 de fermer l'établissement.

Cette fermeture, vigoureusement contestée par l'association gestionnaire, vient d'être jugée légale par le Conseil d'Etat. Celui-ci confirmant, par une décision du 29 avril, le jugement rendu par le tribunal administratif de Montpellier, a estimé que le retour aux anciennes méthodes que laissait prévoir l'adoption de nouveaux statuts, constituait « une menace pour la santé, la sécurité et le bien-être moral et physique des personnes hébergées », qui justifiait donc la décision préfectorale.

Un patron en prison

Lille. — Le responsable d'une petite entreprise de Sin-le-Noble (Nord), spécialisée dans le conditionnement des produits d'entretien ménager, M. Jacques Le Roy, est incarcéré depuis le 29 avril à la maison d'arrêt de Douai. M. Le Roy avait été condamné en première instance le 27 février 1981 à six mois d'emprisonnement avec sursis, 1 000 francs de dommages et intérêts au profit de la C.F.D.T. Il était reconnu coupable d'homicide et de blessure involontaire et d'infraction à la législation du travail. Une de ses employées était morte de silicose.

Le 1^{er} février 1982, en appel, sa peine était aggravée et passait à dix-huit mois d'emprisonnement, dont douze avec sursis et 11 000 francs de dommages et intérêts, une décision que confirmait en décembre 1982 la Cour de cassation. M. Le Roy avait introduit un recours en grâce auprès du président de la République, qui a été rejeté. — (Corresp.)

Le Boeing d'Air Algérie retrouve sa liberté...

La première chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Jacques Vassogne, statuant en référé, a infirmé, lundi 2 mai, l'ordonnance du juge d'instance d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), qui avait rejeté, le 6 avril, une demande de mainlevée de la saisie du Boeing-727, les Monts de Tlemcen, d'Air Algérie, demandée présentée par la compagnie nationale algérienne (le Monde des 12, 26 et 27 avril). Le même arrêt de la cour d'appel a infirmé l'ordonnance du juge d'instance autorisant, le 28 mars, la société américaine Evergreen International Airlines à faire pratiquer la saisie par un huissier.

Ainsi, l'avion pourra, après plusieurs péripéties, reprendre l'air en toute légalité. Le 8 avril, dans des circonstances mal déterminées, l'appareil avait décollé d'Orly à destination d'Alger et, contre toute attente, était revenu le lendemain.

Pour ordonner la mainlevée de la saisie, la cour s'est appuyée sur un jugement rendu le 12 avril par le tribunal d'Alger: aux termes de celui-ci, la société américaine serait débitrice de 4 millions de dinars (environ 6 millions de francs) envers Air Algérie, par suite des retards subis, de septembre à novembre 1981, dans le transport de pèlerins se rendant à La Mecque, consécutifs à une panne de D.C.-8 affecté à cette occasion par l'Algérie. Cette somme est donc supérieure au montant de la créance alléguée par Evergreen. L'avocat de la société américaine, M^{me} Jacques Boedels, a toutefois indiqué que ce jugement est susceptible d'appel et non encore exécutoire. L'appareil devait cependant décoller à destination d'Alger ce mardi.

Le gérant de la carrière de Roumazières a été inculpé

Angoulême. — M. Jacques Rocher, gérant de la carrière de Roumazières (Charente), a comparu le 2 mai devant M^{me} Chassagne, juge d'instruction, qui l'a inculpé d'infraction à l'article 21 de la loi du 19 juillet 1976 pour « obstacle à la mission des inspecteurs des installations classées ». M. Rocher est arrivé au palais de justice d'Angoulême dans une voiture de gendarmerie, en vertu d'un mandat d'amener signé par le juge d'instruction. Il a été laissé en liberté et placé sous contrôle judiciaire dans les deux départements de la Loire et de l'Allier, où il réside habituellement.

Le 26 avril, M. Rocher avait refusé de communiquer le plan détaillé de la carrière de Roumazières aux fonctionnaires qui agissaient dans le cadre de l'enquête administrative. Ce refus avait entraîné l'ouverture d'une information judiciaire contre X, dont l'inculpation de lundi est le résultat direct.

Le procureur de la République a précisé que les cinq autres plaintes déposées par le commissaire de la République contre le gérant de la carrière en étaient encore au stade de l'enquête préliminaire. — (Corresp.)

Richard Anthony écroué pour fraude fiscale

Richard Anthony, qui fut dans les années 60 l'une des vedettes de la chanson « yé yé » en France, a été écroué à la prison de Pontoise (Val-d'Oise). Il lui est reproché une fraude fiscale qui se monterait à 1 400 000 F. Il a été arrêté à son domicile de Vetheuil (Val-d'Oise), le 2 mai, au soir, en vertu d'une procédure de contrainte par corps ordonnée, à la demande de l'administration fiscale, par un magistrat du tribunal de Nanterre (Hauts-de-Seine). Marié, père de trois enfants, âgé de quarante-trois ans, Richard Anthony avait connu la gloire à partir de 1960, son plus grand succès auprès des jeunes ayant été la chanson « J'entends siffler le train ». Il s'était retiré du « show-business » au début des années 70 mais avait, par la suite, tenté vainement, à plusieurs reprises, de retrouver la faveur du public à l'occasion de la reprise — sur disques — de ses succès de naguère, et de tournées en province.

Il menait, semble-t-il, un train de vie « en France et à l'étranger » qui ne correspondait plus à ses ressources.

Arrestation d'un Français autour du « casse » de Marbella

Un Français, Michel Heurion, soupçonné d'être l'un des auteurs du « casse » de Marbella (Espagne), a été arrêté, jeudi 28 avril, à La Fenne, un bourg belge proche de la frontière franco-belge, par une patrouille de gendarmes, lors d'un contrôle de routine.

Dès l'arrestation de Michel Heurion, les autorités espagnoles ont demandé son extradition.

M. Rozenblum est condamné avec sursis

La trente et unième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Jean Léonnet, a rendu le 29 avril un jugement retenant la culpabilité de M. Marc Rozenblum, animateur d'un groupe de cinquantecinq adolescents, et de ses quatre coprévenus, qui avaient comparu devant elle les 17 et 18 mars pour répondre du délit d'abus de biens sociaux (le Monde du 22 mars). M. Rozenblum a été condamné à trente mois d'emprisonnement avec sursis; M. William Alouch à dix-huit mois avec sursis; M^{me} Maurice Lévy et Albert Angel à quatre mois avec sursis; M. Louis Pouliquen à un mois avec sursis.

Pour apprécier le degré de culpabilité de M. Rozenblum, les juges ont notamment déclaré: « M. Rozenblum est décrit comme un homme de pouvoir et non d'argent, plus intéressé par la puissance réelle qu'il développait au nom de son groupe que par les profits immédiats. Ce fait est établi par le train de vie relativement simple de ce célibataire qui ne s'occupait que d'un véhicule Rolls Royce d'occasion. (...) Mais (...) ses agissements montrent le mépris qu'il avait pour les structures juridiques, les sociétés créées par lui n'étant destinées qu'à être des jouets d'adultes entre ses mains. »

L'assassinat du juge Michel: deux nouvelles inculpations

Deux hommes, André Cermolacce et Gérard Denis, domiciliés à Marseille, ont été inculpés, vendredi 29 avril, de « vol et recel de malfaiteurs » et écroués par M. Patrick Guérin, juge d'instruction chargé de l'enquête sur l'assassinat, le 21 octobre 1981, du juge Pierre Michel. Ces deux hommes, bien connus des services de police, auraient volé la moto utilisée par les tueurs et participé à son maquillage.

● Un officier de marine marchande soviétique, M. Sulev Vukins, trente-trois ans, qui avait quitté mardi 26 avril son bateau, le Vyra, amarré dans le port de Rouen (Seine-Maritime) a demandé l'asile politique à la France.

● Jean-Claude Fagnard, unique survivant d'une tentative d'évasion de Fleury-Mérogis où trois prisonniers avaient trouvé la mort lors d'une fusillade avec des gendarmes, en mai 1979, a été condamné le 29 avril à deux ans de prison ferme par la cour d'assises de l'Essonne. Pour complicité d'évasion Jean-Claude Legras, Jean-Pierre Tournemain et Michèle David ont été condamnés respectivement à cinq ans de réclusion criminelle, quatre ans de prison ferme et un an de prison.

SPORTS

VOILE

Le plus grand a gagné! William Saurin, le trimaran de 27 mètres d'Eugène Riguidel, a remporté le Trophée des multicoques à La Trinité-sur-Mer, devant Charente-Maritime de Jean-François Fontaine, Royale de Loïc Caradec et Jet-Services de Patrick Morvan. C'était le dernier rodage des multicoques avant les prochaines grandes courses transocéaniques.

Un immense mât posé sur deux coques se profile à l'horizon dans la lumière glauque d'un petit matin breton: « Tiers », c'est Elf-Aquitaine, précise Jean-François Fontaine, en ajoutant pour l'équipage de Charente-Maritime: « L'année dernière, nous sommes également arrivés en même temps, et les derniers! » Signe du destin pour les quatre catamarans qui ont terminé l'an passé aux deux premières places du trophée?

Devant l'Étrée du voilier, le port de La Trinité-sur-Mer, où ont eu lieu, dans le meilleur des cas, la Trophée des multicoques. A l'intérieur du port, toutes les vedettes de la course au large sont déjà là, à l'exception de trois grandes unités peu compétitives pour cette épreuve. Guérier, devenu Mécariotte, Jacques Riboulet de Kersauson et Gaudouze-4 d'Eric Loizeau. Il règne autour de ces quai l'agitation des courses en instance. Bricolage et bavardage. La

programme des jours à venir est chargé: cinq manches en quatre jours, dont quatre triangles olympiques et une course au large de 80 miles.

Judi vers 14 heures, une noria de remorqueurs commence de tirer les multicoques ultra-rapides vers la ligne de départ. Ces léviathans de la mer sont incapables de manœuvrer dans un port traditionnel. Une fois au large, les équipages de Charente commencent à s'affaïsser sur les drisses pour hisser la gigantesque grand-voile latée et le foc. Le bateau file aussitôt 10 nœuds. Tout autour c'est l'effervescence. Les multicoques recherchent la combinaison de voiles idéale. Puis, cinq minutes avant le départ, la tension monte, les étraves se rapprochent, les skippers cherchent la sortie de ce labyrinthe de voiles et de coques, les sillages se mélangent, les cris fusent.

L'équipage de Jean-François Fontaine commence à border les écoutes. Bousculade générale au moment du départ. Elf est en tête, Royale et Blothem ont collé Charente. La radio de bord grésille: « Faux départ... »

Disputé par un vent moyen, cette première manche est favorable aux catamarans. Vendredi, la course au large — très importante car son coefficient est de 2, — qui est disputée dans la baie de Quiberon, réserve quelques

Correspondance

surprises. Le « régional de l'étape », Loïc Caradec, profite des fortes vents pour prendre le tête devant une flotte bousculée par ces fotts sauvages. Ici les trimarans sont insolents de vitesse. Eugène Riguidel, avec son bateau géant passe avec l'assurance des long-courriers et remporte l'étape. Sur Charente, on se bat pour coiffer Jet sur le signe d'une épaisseur de spi.

Les deux courses suivantes, disputées samedi, amènent peu de changements. A la veille de la cinquième manche, qui se court dimanche, quatre bateaux peuvent remporter le trophée: Elf-Aquitaine, Charente-Maritime, William-Saurin et Royale. « Il nous faut du vent fort », précise Jean-François Fontaine d'un air interrogateur. Il est exact: l'anémomètre oscille entre 25 et 30 nœuds. Dès la départ, le catamaran de Mike Birch démonte. Averses en série sur William-Saurin, Charles-Heldrick-V, Jet-Services, Edouard... Les accélérations sont stupéfiantes. A trois semaines de Lorient-les-Bermudes, Jean-François Fontaine, qui doit commander Charente en compagnie de Pierre Follenfant, remarque: « Il faut être fou pour partir à deux sur cet engin! », avec un sourire qui en dit long sur le plaisir éprouvé à barer ces deux longues coques bleues réunies par une nacelle élégante.

William-Saurin est derrière, troisième de la manche, mais largement vainqueur de ce trophée. C'est une récompense pour Eugène Riguidel, qui connaît, depuis la mise à l'eau de son bateau, surnommé William-Saurin, une série de déboires impressionnantes. Le règlement, qui autorise les ennuis à ne pas comptabiliser leur plus mauvaise régates pour le classement final, a permis à son bateau de supprimer la première course, où il a terminé septième. Sans cette clause, Charente, qui a fait preuve d'une régularité exceptionnelle (3, 3, 2, 3, 2), aurait remporté l'épreuve. Mais seule la victoire est joliss...

DOMINIQUE GAUTRON (A bord de Charente-Maritime).

HOCKEY-SUR-GLACE. — L'équipe d'U.R.S.S., qui a battu les hockeyeurs canadiens 8-2 le 2 mai à Munich (R.F.A.), est devenue, pour la cinquième année consécutive, championne du monde.

ERRATA. — Contrairement à ce que nous avons écrit dans nos éditions du 3 mai à propos du Grand Prix de Saint-Martin, les Ferrari, première et troisième de la course, étaient, en 1982, « les plus faibles ». D'autre part, l'attachée de presse du ministre du temps libre, de la jeunesse et des sports citée dans l'entretien avec M^{me} Aviee, le 3 mai, s'appelle M^{me} Michèle Permentier.

مکان العمل

JUSTICE

LIBÉRATIONS SUR ORDONNANCE

L'instruction menée par M. Christian Raysegier, au tribunal de Marseille, sur la libération pour raison médicale du trafiquant de drogue Robert Kéchichian est à la veille d'un nouveau développement. Ce jeune magistrat âgé de trente-six ans, qui continue avec opiniâtreté depuis le 12 janvier une enquête difficile, va très prochainement prononcer de nouvelles incriminations dans ce dossier où la médecine pénitentiaire et légale est mise en cause à travers quatre de ses membres.

En premier lieu, le docteur Solange Troisier, ancien médecin inspecteur de l'administration pénitentiaire, inculpée depuis le 16 mars de « fabrication et usage de faux certificats ». Ensuite, le docteur Alain Colombani, médecin-chef de la prison-hôpital des Baumettes à Marseille, écroué le 10 février pour « connivence à évasion, corruption, trafic d'influence, fabrication et usage de faux certificats

et complicité ». Ce même chef d'inculpation ayant également été retenu contre le docteur Bernard Mariotti, médecin légiste, expert près de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, qui a également été écroué. Enfin, le docteur Raymond Mazaud, autre médecin expert, est inculpé depuis le 8 mars pour la même infraction reprochée au docteur Troisier.

La liste est loin d'être complète, mais la tâche du magistrat instructeur se heurte à de multiples difficultés, notamment aux contradictions des inculpés, qui tentent, même au prix du mensonge, de s'écarter de leur responsabilité. L'enquête a cependant permis de faire apparaître de nouveaux éléments qui mettent en lumière le rôle central joué dans cette affaire par un avocat du barreau de Marseille, M^{re} André Fraticelli, qui sera à nouveau entendu très prochainement par M. Raysegier.

I. - La mystification des Baumettes

M^{re} André Fraticelli déclarait le 3 avril sur Antenne 2 à propos du docteur Troisier : « Elle en sait tellement sur des tas de saloperies, y compris celles qu'elle a couvertes, que si on veut l'emmerder, elle ne se laissera pas faire. Elle ne va pas se laisser enfermer sans rien dire. Je peux vous dire qu'il va y avoir des réactions terribles, car il n'est pas question de se laisser manger cru. » M^{re} Fraticelli sait de quoi il parle, puisque le docteur Troisier est une amie très proche et que celle-ci a joué un rôle non négligeable dans la libération de son client Robert Kéchichian en écrivant le 4 juillet 1981 cette fameuse lettre dans laquelle elle affirmait que « les jours de Kéchichian étaient en danger ». Depuis le 10 juillet 1981, date de la remise en liberté de ce trafiquant de drogue, celui-ci coule des jours tranquilles à l'étranger.

Pour bien comprendre le mécanisme qui a permis à Robert Kéchichian de sortir de la prison des Baumettes, il faut reprendre les événements qui ont précédé cet élargissement pour des raisons médicales prétendues graves. La première étape de cette mystification destinée à abuser le juge Pierre Michel fut le rapport des deux experts, MM. Mariotti et Mazaud, déposé le 30 juin dans lequel ils évaluaient notamment que l'état de santé de Kéchichian « n'était pas compatible avec la détention ». On devrait plutôt dire : « la docteur Mariotti écrivait », car son confrère Mazaud s'est borné à contresigner ce rapport et n'a jamais examiné Kéchichian, qui a été hospitalisé au centre régional anticancéreux médical (C.R.A.C.M.) de l'hôpital Sainte-Marguerite du 9 au 25 juin.

Ce rapport trompeur sur la gravité de la maladie du détenu inquiéta le juge Michel d'autant qu'il a entièrement confiance en ces experts auxquels il fait régulièrement appel. Pourtant, deux jours après le retour aux Baumettes de Kéchichian, le docteur Mariotti s'est rendu à la prison hôpital, y a vu Kéchichian et a pris connaissance du dossier du malade dans lequel se trouvait la lettre du professeur Jean-Maurice Spitalier, du C.R.A.C.M., attestant que l'état de santé de Kéchichian n'était en rien alarmant. Mais il prétend ne pas l'avoir vue. Il y a même rencontré le docteur Colombani — ce que ce dernier dément — qui connaissait la teneur de cette lettre.

Service rendu

Alors pourquoi le docteur Mariotti a-t-il rédigé un rapport opposé aux observations du professeur Spitalier ? Le mobile n'est pas clairement établi, mais ce service rendu lui aurait certainement été favorable pour l'obtention de l'agrégation qu'il souhaitait décrocher et qui paraît maintenant bien compromise.

Il reste que ce rapport mystificateur et la lettre du docteur Troisier inspirent très nettement la demande en liberté déposée le 7 juillet par M^{re} Fraticelli qui écrit : « M. Kéchichian ignore la nature du mal incurable dont il est atteint. Les différents rapports médicaux en votre possession (dont à ce jour la défense ignore la teneur) doivent attester la vérité de sa pathologie... Le médecin des Baumettes indique qu'il n'est pas possible qu'il puisse être ni opéré, ni traité au P.E.L.B. Les spécialistes consultés précisent que les chances de succès de l'intervention à pratiquer sont extrêmement limitées et que la détention ne peut que les réduire davantage. »

par MICHEL BOLE-RICHARD

Certes, s'il n'est pas établi que M^{re} Fraticelli ait eu connaissance du rapport du docteur Mariotti, en revanche, l'enquête a permis de savoir que non seulement il connaissait la lettre du docteur Troisier, mais surtout qu'il avait servi d'intermédiaire entre ce médecin et le docteur Colombani.

M^{re} Fraticelli avait été « refait » en 1978 par le juge Michel à propos d'une libération médicale concernant un autre de ses clients, Louis Giralt, lui aussi trafiquant de drogue arrêté le 5 février 1978, lors de la découverte du laboratoire de La Ciotat. Le 14 novembre, un médecin cardiologue, Roger Lucioni, remet au juge Michel un rapport estimant que son état est incompatible avec la détention. Trois jours plus tard, le juge Michel fait transférer Louis Giralt à l'hôpital des prisons de Fresnes et ordonne une contre-expertise aux docteurs Jacques Bailly et André Deponge qui estiment que Louis Giralt peut être soigné à Fresnes, où il se trouve encore.

Manipulation

C'est donc probablement pour éviter que la même opération ne puisse se reproduire que M^{re} Fraticelli est allé chercher la lettre du docteur Troisier, indiquant qu'elle s'opposait au transfert de Kéchichian entre les Baumettes et Fresnes. Il fallait faire vite. M^{re} Troisier a-t-elle agi à l'instigation de son ami Fraticelli ? Elle a toujours prétendu que cette lettre avait été rédigée après un coup de téléphone du docteur Colombani. Mais ce dernier nient le contraire, affirmant que c'est elle qui l'a appelée.

Ce sera pourtant le docteur Colombani qui achèvera de « piéger » le juge Michel. Ce dernier, surpris par la lettre du docteur Troisier — qui lui a été communiquée le 7 juillet — alerte le parquet et, plus précisément, le substitut chargé du dossier Kéchichian, M^{re} Marie Viangali qui, à son tour, en réfère à sa hiérarchie, le procureur Albert Vilatte. A la chancellerie, on lui répond qu'on ne peut s'opposer à la décision du docteur Troisier. M^{re} Viangali demande des précisions au docteur Colombani qui l'informe que, depuis son retour du C.R.A.C.M., l'état de santé de Kéchichian s'est aggravé.

Le médecin-chef des Baumettes envoie alors au juge Michel un certificat médical en date du 10 juillet dans lequel il précise que de nouveaux nodules sont apparus sur l'abdomen de Kéchichian — qui souffre d'un sarcome de Dabier-Ferrand, affection de la peau de nature cancéreuse à évolution très lente — ainsi qu'une « tumeur de la taille d'une noisette ». Vaincu, le juge Michel signe le même jour la mise en liberté de Kéchichian, d'autant que M^{re} Fraticelli n'a pas manqué de lui rappeler dans sa demande « le drame d'une famille devant la mort d'un des siens, en l'état du silence et des refus que vous opposez contre l'unanimité du corps médical ».

M^{re} Fraticelli fait ici clairement allusion à la mort en prison d'un détenu, Martinez Idelfonso, pour lequel le juge Michel s'était longtemps opposé à la remise en liberté. Ce drame lui avait valu d'être accusé d'« assassinat légal » dans des tracts anonymes.

Pour Kéchichian, la manipulation a parfaitement fonctionné. Le docteur Troisier n'en a été que l'un des instruments. Involontaire ? Dans ce

cas, pourquoi s'intéresse-t-elle encore à Kéchichian après sa libération en adressant à son ami le professeur Michel Boiron, à l'hôpital Saint-Louis de Paris, une lettre manuscrite où elle recommande « chaleureusement » Kéchichian, précisant, d'autre part, que celui-ci ne « peut être opéré à Marseille ». Ce qui est pour le moins surprenant. En l'absence du professeur Boiron, elle téléphonera à l'un de ses assistants, le professeur Christian Gisselbrecht, lui indiquant qu'il faut « s'occuper d'urgence de ce jeune détenu ». Ce sera chose faite le 28 juillet 1981. Mais le professeur Gisselbrecht reste perplexe devant la maladie de peau de Kéchichian et propose de le faire examiner par un dermatologue. Kéchichian refuse, affirmant être très pressé. Il ne se présentera pas au rendez-vous du 20 août et à plusieurs autres convocations. M^{re} Troisier ne communiquera jamais à ce médecin le dossier médical du patient qu'il lui a réclamé.

L'ancien médecin-chef de l'administration pénitentiaire aura donc à s'expliquer sur cette attitude pour le moins ambiguë. Contrairement à ce qu'elle avait affirmé, lors de sa conférence de presse le 17 mars, sa lettre du 4 juillet n'est donc pas le seul document qu'elle a rédigé en faveur de Kéchichian. Reste encore à savoir comment Kéchichian connaissait l'existence de la recommandation adressée au professeur Boiron. Enfin, contrairement à ce qu'elle affirme, il est possible, assure-t-on dans les milieux médicaux, de pratiquer la chirurgie plastique dont relevait Kéchichian à l'hôpital des prisons de Fresnes.

Cela fait donc beaucoup d'incohérences pour un haut fonctionnaire de l'État qui doit encore représenter celui-ci le 13 mai au palais du Pharo à Marseille, lors d'un colloque sur la grève de la faim, et qui rappelle sans cesse, lors de ses conférences, le serment d'Athènes : les médecins des prisons doivent « baser leurs diagnostics sur les seuls besoins de patients dont l'état de santé a priorité sur toute autre considération ».

Quels mobiles ont pu pousser M^{re} Troisier à commettre de telles erreurs ? Elle a reconnu être allée dans un restaurant marseillais en compagnie de M^{re} Fraticelli et d'un truand considéré comme le « juge de paix » du milieu à Marseille, Paul Mondoloni, soixante-six ans, impliqué dans le vol des bijoux de la Béguin en août 1949, et soupçonné d'être, dans les années 60, l'un des chefs des réseaux internationaux de trafic de stupéfiants en direction de plusieurs États d'Amérique du Nord.

Le docteur Troisier voyait fréquemment M^{re} Fraticelli, que ce soit lorsque ce dernier venait à Paris ou dans la splendide propriété qu'elle possédait à Saint-Tropez. Ils participent ensemble à des colloques internationaux, se retrouvent pour une croisière en Grèce ou à bord d'un yacht pour aller en Corse. A ce duo viendra s'associer le docteur Colombani qui régit sur la prison-hôpital des Baumettes. Il est très reconnaissant à M^{re} Fraticelli d'avoir tiré d'un mauvais pas son beau-frère qui avait de sérieux ennuis avec la justice. Le médecin va alors se comporter comme un véritable « rabaneur » pour son ami Fraticelli. Dévoué et très ambitieux, il espère devenir médecin inspecteur régional de l'administration pénitentiaire, poste que le docteur Troisier a l'intention de créer pour lui.

Prochain article :

LES INTERROGATIONS DU JUGE MICHEL

IL Y A UN LIVRE A LIRE!

Guy Sorman

LA RÉVOLUTION CONSERVATRICE AMÉRICAINE



Fayard

250 pages
67F

Je ne connais pas d'ouvrage plus utile aujourd'hui à tous ceux que désolent le socialisme et une opposition évasive. Ils découvriront que changer de changement est possible et qu'il ne tient qu'à eux de commencer.

Louis Pauwels, Figaro Magazine.

Un livre clair et intelligent.

Jean Clémentin, le Canard Enchaîné.

Si vous voulez « en sortir », vous devez lire Sorman.

Michel Poniatowski.

L'excellent livre de Guy Sorman.

Franz-Olivier Giesbert, Le Nouvel Observateur.

Guy Sorman a très bien montré comment aux U.S.A. on est en train de passer de l'ère des masses à celle des individus.

Marc Ullmann, RTL.

FAYARD

DÉFENSE

La défense aérienne de la France a été calculée au plus juste

déclare le Sénat, dans un rapport d'information

La défense aérienne de la France a été calculée « au plus juste » et « une action prioritaire doit impérativement être prévue dans la loi de programmation militaire 1984-1988 », pour tout ce qui concerne la modernisation de la défense à basse altitude, le rythme des livraisons d'avions Mirage-2000 et la protection des transmissions, des radars et des systèmes d'armes contre les contre-mesures électroniques adverses et les effets électromagnétiques d'une explosion nucléaire. C'est le constat dressé par M. Albert Voilquin, sénateur républicain indépendant des Vosges, dans le rapport d'information qu'il consacre aux moyens de la défense aérienne au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat.

Se faisant l'écho de sources d'informations de l'OTAN, M. Voilquin estime que, « dans l'hypothèse d'une action offensive globale du pacte de Varsovie opérant à partir de bases existant en Europe occidentale, la France se trouverait, directement, dans une menace de quatre cents à cinq cents appareils d'attaque ou sol et de bombardement visant ses propres forces ». Le rapporteur du Sénat ajoute : « Concrètement, tout le nord et l'est de la France sont désormais, immédiatement et directement, menacés par la majorité des avions du pacte de Varsovie opérant à partir de leurs bases de stationnement habituelles en temps de paix ».

Analysant les « faiblesses » de la défense aérienne, à propos de laquelle il convient qu'elle accomplisse des progrès certains depuis plusieurs années, M. Voilquin observe que « nos moyens de détection et d'inter-

ception à basse altitude sont insuffisants ». Il apparaît indispensable, selon lui, que « la programmation militaire 1984-1988 comporte l'acquisition de moyens de détection à basse altitude, du type radar volant », comme le Boeing AWACS.

« La seconde faiblesse », écrit le rapporteur, « réside dans le vieillissement de notre parc d'intercepteurs ». Le parc du commandement air des forces de défense aérienne (CAFDA) est d'environ cent cinquante avions de combat immédiatement disponibles. M. Voilquin estime qu'un total de cent quatre-vingts à deux cents appareils immédiatement disponibles « constitue le seuil limite inférieure extrême permettant une défense aérienne minimale en cas de conflit majeur ». Il condamne l'insuffisance du rythme des livraisons de Mirage-2000, liée à des retards dans la mise au point du radar et dans le manque de crédits en 1982 et 1983. « L'effet de ralentissement et de ruptures dans le rythme des commandes », note le rapporteur, « entraîne des augmentations de coût évaluées à + 6 % par avion ».

M. Voilquin considère qu'il convient d'effectuer un nombre plus élevé de pilotes dans chaque escadre. « Avec, actuellement, dans chaque escadre, une soixantaine de pilotes pour une cinquantaine d'avions, un seuil minimum a été atteint, qui n'est viable que grâce à la remarquable disponibilité de nos pilotes », écrit le rapporteur.

Enfin, le sénateur de l'opposition souligne que l'ensemble du dispositif de la défense aérienne française — avions, moyens au sol, systèmes d'armes défensifs et terrains — soit rendu techniquement apte à fonctionner malgré l'emploi, par un adversaire potentiel, d'agressions chimiques et nucléaires qui pourraient avoir pour effet de détruire, progressivement, la capacité nationale de riposte.

LES FLICS, VEULENT SAPEAU.

séjours linguistiques
CSLC

FINLANDE

le Finlande au gré de votre fantaisie avion + voiture
le Finlande à la carte avion + voiture + hôtel
la Laponie, le Cap Nord et les lacs de Finlande avion + circuit accompagné

Découvrez cette année les merveilles de la Finlande et de la Laponie en toute liberté ou en circuits accompagnés.

Ces voyages peuvent être effectués dans le cadre de la législation des changes.

vos agents de voyages ou
ALANTS TOURS
5, rue Danielle Casanova
75001 Paris
296.59.78

— nous connaissons et nous aimons la Finlande. ALANTS TOURS

TELEX PARTAGE
ÉTRANGE SERVICE TELEX / PARIS 345.21.62

LANGUAGE STUDIES
PARIS - LONDRES - BERKELEY - NEW-YORK - MADRID

APPRENEZ LA LANGUE DANS LE PAYS D'ORIGINE
COURS INTENSIFS POUR ADULTES
COURS SPÉCIAUX POUR HOMMES D'AFFAIRES

Appelez-nous : (1) 260-53-70
ou renvoyer le coupon au 350, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS

Nom, prénom
Adresse
Profession
Téléphone
désire recevoir, sans engagement, une documentation complète sur les cours de langues.

MÉDECINE

APRÈS LES PROPOSITIONS GOUVERNEMENTALES

La majorité des internes et chefs de clinique suspendent leur grève

Les trois quarts des chefs de clinique et les deux tiers des internes des centres hospitalo-universitaires ont décidé, le 2 mai, de suspendre leur mouvement après quarante-deux jours de grève. Sur vingt-six C.H.U., six ont voté contre la suspension.

Dans leurs communiés, internes et chefs de clinique ont souligné qu'il s'agissait d'une « paix armée » et que le mouvement pouvait re-

prendre à tout moment, si les engagements du gouvernement n'étaient pas respectés.

L'agitation n'est pas pour autant entièrement apaisée dans les milieux hospitaliers. En particulier, un certain nombre de médecins des hôpitaux généraux craignent de voir leurs revendications passées sous silence. Les anesthésistes-réanimateurs des centres hospitalo-universitaires commencent un mouvement de grève tournante.

D'autre part, les étudiants en médecine continuent leur action. Ils devaient être reçus, ce 3 mai, par le conseil des médiateurs et des représentants des ministères concernés. Ils déclarent continuer à vouloir se démarquer des autres mouvements universitaires. De leur côté, les représentants des vingt-quatre facultés de pharmacie (toutes en grève), réunis pendant le week-end, ont décidé de reporter au lundi 9 mai leur manifestation nationale à Paris, initialement prévue pour le jeudi 5 mai.

Une urgence

Il était temps. Suspendre la grève, pour les chefs de clinique et les internes des centres hospitalo-universitaires, était devenu un impératif. En premier lieu parce que, malgré le succès indéniable des assises nationales du 29 avril, malgré la mobilisation sans précédent d'un corps jusqu'à présent peu politisé et peu syndiqué, un certain essoufflement commençait à apparaître, ainsi que des signes de fractures dans les rangs des grévistes.

A se prolonger, le mouvement risquait surtout de perdre ce qui, jusqu'à présent, avait été l'une de ses forces : la tolérance dont il a bénéficié de la part de l'opinion et des personnels hospitaliers. Depuis le début du conflit, en effet, les grandes centrales ouvrières avaient critiqué l'action revendicative des médecins hospitaliers, mais avec discrétion. Jusqu'au moment où, pour la première fois, une attaque très virulente du mouvement a été portée

par l'Union syndicale C.G.T. de l'Assistance publique de Paris. La C.G.T. lit-on dans le texte qu'elle vient de diffuser, « sait ce qu'est une grève en milieu hospitalier ». « Nous en avons mené de longues, de difficiles, mais, ajoute-t-elle, jamais, pas même en 1968, les personnels, avec la C.G.T., n'ont porté atteinte à la continuité du service public ».

La C.G.T. reconnaît le droit de grève à tout le monde, y compris au corps médical. C'est un droit que nous avons payé trop cher pour que nous le contestions à quiconque. Mais ce que nous voyons chaque jour, nous le constatons : les formes de cette grève, disproportionnée, ont des conséquences graves pour les malades, notamment les plus défavorisés qui ne peuvent se payer le luxe d'une clinique privée, pour y être soignés, parfois par les grévistes de l'hôpital... »

Ce texte pouvait préfigurer à une nette désolidarisation des personnels hospitaliers à l'égard du mouvement des internes et des chefs de clinique, et même à une franchise hostile qui, cette fois, risquait de faire de l'hôpital le champ clos d'un affrontement d'une tout autre ampleur.

Les concessions de M. Mauroy

Enfin, comment une telle grève eût-elle pu se prolonger davantage, compte tenu de l'importance des concessions que les internes et chefs de clinique ont obtenues de la part de M. Mauroy lui-même ? Des concessions, au moins sur deux revendications jugées essentielles : le « corps unique » et la spécificité des U.E.R. médicales. Par ces revendications, les internes et chefs de clinique veulent conserver à la médecine une situation particulière et aux praticiens un statut qui, depuis quelques années, leur échappe. Un statut économique en premier lieu, puisque leurs revenus sont désormais comparables à ceux des cadres, voire infé-

rieurs dans certains cas. Une position sociale aussi qui n'a guère progressé depuis ces trente dernières années, bien au contraire.

Maintenir à leur discipline un sort particulier, c'était enrayer, au sommet de la pyramide, une telle évolution, ou du moins, symboliquement, s'en démarquer. Le gouvernement l'a accepté. Aura-t-il pour autant sacrifié aux intérêts d'une caste ? Ou marqué son souci de préserver l'instrument d'une médecine de pointe — les C.H.U. — jusque dans ses privilèges ?

Le mouvement, qui aura lourdement perturbé la vie des C.H.U. pendant quarante-deux jours, s'achève ainsi sans que le gouvernement ait saisi une telle occasion pour redéfinir sa politique hospitalière et, plus globalement, ses conceptions en matière de santé. Sans doute, d'ailleurs, a-t-il été pris par le temps. Pierre excuse, car les problèmes qui ont provoqué cette grève n'étaient ignorés d'aucun de ceux qui approchaient les milieux de la santé et ce, dès avant 1981. Reste à espérer que le travail auquel les cinq médiateurs désignés par le gouvernement vont maintenant s'atteler constituera l'amorce de cette réflexion d'ensemble. Il y a urgence.

Un tel travail s'imposera d'autant plus que les secousses subies depuis les mois par les sphères hospitalières et, au-delà d'elles, par le monde de la santé n'ont pas fini de se faire sentir.

Les répercussions de ce mouvement seront, en effet, légion : prolongements politiques à court et à long terme, jusqu'au sein du gouvernement ; retombées sur l'université ; répercussions sur la vie des hôpitaux (universitaires ou non) entre autres.

Enfin, le succès d'un mouvement de grève tel que celui-ci, s'il se confirme — mouvement sans précédent dans les annales hospitalières françaises, — fera-t-il école dans un milieu où le précédent ministre de la Santé, M. Jack Ralite, avait suggéré de manière appuyée d'utiliser davantage les droits syndicaux, notamment le droit de grève ? La réponse viendra sans tarder.

CLAIRE BRISSET.

AÉRONAUTIQUE

AU DÉPART DU GÉNÉRAL MITTERRAND

M. Jean Martre sera nommé président-directeur général de la SNIAS

Délégué général pour l'armement, M. Jean Martre a été coopté, lundi 2 mai, comme administrateur de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS), à la place de M. Roger Martin, démissionnaire. Cette cooptation est un prélude à la désignation de M. Martre comme président-directeur général, en remplacement du général Jacques Mitterrand, frère du président de la République.

En 1974, il devient adjoint au délégué ministériel pour l'armement, qui était à l'époque M. Jean-Laurent Delpech, et, en 1977, il devient délégué général pour l'armement. A ce titre, il assure notamment la tutelle administrative des sociétés de construction aéronautique en France.

C'est en principe le 19 mai prochain, lors d'une assemblée générale de la SNIAS, que doit être entériné ce choix. Un prochain conseil des ministres devra, ensuite, approuver la désignation de M. Martre après le départ, le 21 mai, du général Mitterrand, qui présidait la SNIAS depuis décembre 1975 et qui avait été renouvelé dans ses fonctions, après mai 1981, jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans.

Fait notable : le général Mitterrand restera administrateur de la SNIAS pour un mandat qu'il détient depuis 1981 et qui doit durer, en principe, jusqu'en 1987.

Pour succéder à M. Martre au poste de délégué général pour l'armement, le nom de M. Emile Blanc, ingénieur général de l'armement et conseiller technique au cabinet du ministre de la défense depuis juin 1981, est le plus souvent avancé dans les milieux compétents.

[Né le 6 février 1928 à Bélesta (Ariège) et ancien élève de Polytechnique, M. Jean Martre est ingénieur général de première classe de l'armement. En 1966, il est sous-directeur des affaires industrielles avant d'occuper, en 1971, le poste de directeur des programmes et des affaires industrielles de

CATASTROPHES

SÉISME EN CALIFORNIE

Coalinga (Californie) (A.P., U.P.I.). — Un violent tremblement de terre s'est produit le 2 mai à 16 h 42 (heure locale), à 42 h 3 mai, heure de Paris) en Californie à quelque 250 kilomètres au sud-est de San-Francisco. La secousse principale, dont la magnitude était comprise entre 6,1, et 6,5 sur l'échelle de Richter, a détruit en partie la petite ville de Coalinga (sept mille habitants) et la bourgade d'Avenal (à 30 kilomètres au sud-est de Coalinga).

Dans les heures qui ont suivi le tremblement de terre, on a dénombré une cinquantaine de blessés à Coalinga, mais on craint que des personnes soient prises sous les débris. La terre a continué à trembler pendant des heures, au rythme d'une secousse plus ou moins faible toutes les dix minutes environ.

La secousse principale a été fortement ressentie à San Francisco, à Los Angeles (à 300 kilomètres au sud-ouest de Coalinga) et même à Reno et à Las-Vegas, pourtant situés respectivement à 400 kilomètres au nord et 500 kilomètres à l'est de Coalinga.

Sept points d'accord

Dans leur décision de suspendre leur grève les internes et chefs de clinique ont pris en considération les sept propositions gouvernementales précisées dans la lettre que M. Pierre Mauroy leur a adressée (Le Monde du 2 mai) :

- 1) Le gouvernement engagera la concertation sur la mise en place d'un « corps unique hospitalo-universitaire ». Il renonce ainsi à créer un corps de titulaires de « rang B » dans les C.H.U., dont les grévistes ne voulaient pas estimer qu'il s'agissait d'un corps de subalternes à vie.
- 2) Le gouvernement reconnaîtra la « spécificité » des U.E.R. (unités d'enseignement et de recherche) de médecine au sein de l'Université.
- 3) Le gouvernement renonce à l'« harmonisation des modes de financement » des secteurs public et privé d'hospitalisation prévue par le projet de réforme hospitalière, ce

qui apaise les craintes des grévistes sur un « étirement » des cliniques privées.

4) Le gouvernement s'engage à favoriser la recherche d'un système de « bonification » tarifaire pour les anciens internes et chefs de clinique installés en ville.

5) Il promet de créer « des postes supplémentaires hospitalo-universitaires ». Leur nombre n'est pas fixé.

6) Il s'engage, au cours de la période transitoire, à accorder la priorité aux chefs de clinique lors de nominations dans les services hospitalo-universitaires lorsque des postes s'y libéreront.

7) Un calendrier de paiement des gardes et astreintes sera établi, et le nombre des gardes gratuites effectuées par les internes est ramené à deux (au lieu de trois).

L'UNIVERSITÉ DE PARIS-I

organise un stage
INFORMATIQUE JURIDIQUE
destiné à former tous les juristes aux méthodologies et aux possibilités offertes par les systèmes de documentation automatisée.

DURÉE : 6 JOURS
DATES : 31 mai, 1^{er}, 2, 6, 7, 8 juin 1983
RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :
CENTRE D'ÉDUCATION PERMANENTE DE PARIS-I
14, rue Cujas - 75005 Paris
Tél. : 329-75-23, 329-12-13 - Poste 33-20

مركز الأمل

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

En selle

La France équestre comprend près de 330 000 cavaliers regroupés en associations ou isolés, dont la plus grande partie sont affiliés à la Fédération équestre française. Quelque 140 000 cavaliers sont licenciés auprès d'elle ainsi que des membres des poneys-club, centres équestres, randonneurs et amateurs. En effet, le nombre de clubs atteint 1 494, dont 285 pour le poney.

Comment s'habillent-ils ? Quels que soient l'âge et le type de monte pratiqué, pour se mettre en selle, il faut des culottes, des bottes et une bombe, à porter l'hiver avec un chandail à col roulé, un gilet moutonné et un blouson omnisports. La veste de tweed ne trouve guère d'adeptes, les classiques noires ou marines à col et revers de poche en velours ne sortant des placards que les jours de compétition, avec une culotte blanche et une cravate de chasse. L'été, la chemise Lacoste et ses succédanés, comme les chemises de coton à manches courtes, se complétant d'une petite laine, voire d'un K-way.

Padd, 14, rue de la Cavalerie, 75015 Paris, est un des plus importants fournisseurs, tant en sellerie qu'en tannerie, et ce de la tête aux pieds. Près de 90 % de ses clients portent des bottes en caoutchouc (de 130 à 280 F), mais il en offre aussi doublées de cuir autour de 800 F, les modèles tout cuir étant taillés aux mesures pour les épreuves, 2 200 F. Les bottes de cuir pour jockeys d'été, importées de Grande-Bretagne, se vendent 540 F, en noir et en marron.

Les culottes actuelles, extensibles dans les deux sens grâce à un apport d'élasthanne comme le

lycra, sont taillées en « demi-seur », avec une légère ampleur latérale, en symétrique épais pour l'hiver et en coton l'été. Elles existent en plusieurs tons de beige, pour les hommes et les enfants (de 250 à 550 F), mais aussi en marine, noir, gris ou bordeaux pour les femmes. Jean-Luc Robiez, responsable de Padd, importe d'outre-Manche des « chaps », ces culottes amples en peau suédée portées par les gauchos argentins, mais à la mode par la princesse Anne, qui, comme la plupart des concurrents de concours hippiques, les utilise à l'entraînement (630 F).

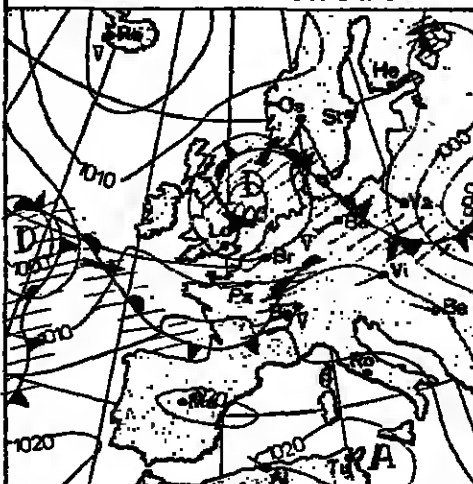
Les bombes de velours sont de deux formes : la française à calotte ronde, l'anglaise, plus emboutie, ovale (de 120 F à 150 F). Les poneys-club exigent, de plus en plus, des casques bien profonds, descendant sur les oreilles, pour les enfants. Ceux-ci se voient aussi recommander le sac de paille (180 F), contenant les étrilles, le cure-pied, le peigne, la brosse douce et le bouchon leur permettant de soigner leur ami à quatre jambes. Les gams, oscillent entre 25 et 200 F, comme les cravaches.

Chez Turner, 5, place Saint-Augustin, la culotte masculine se vend 550 F en coton, autour de 700 F en velours et 1 250 F en peau marron ou verte, importée d'Allemagne fédérale. Chez Hermès, 24, faubourg Saint-Honoré, les bandes de pansement existant dans les couleurs vives des casses de jockey (35 F), qui peuvent faire d'amusants cadeaux, tandis que les lanières de fouet sont tressées en originales ceintures (230 F).

NATHALIE MONT-SERVAN.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 03.05.83 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le samedi 3 mai à 6 heures et le mercredi 4 mai à 6 heures.

Un courant de secteur ouest à sud-ouest perturbé affecte la France avec succession rapide de perturbations n'apportant, demain, que les régions situées au sud du 45° parallèle.

Demain matin, le temps sera très ensoleillé des Pyrénées orientales au sud du Massif Central, aux Alpes et jusqu'à la Méditerranée. Sur le reste du pays, il sera très nuageux ou couvert avec de faibles pluies éparses sur la Normandie, le Bassin parisien, le Centre, la Bretagne, les Pays de la Loire et le Poitou-Charentes. En fin de journée, le temps ensoleillé gagnera toutes les régions situées au sud d'une ligne Bordeaux-Genève tandis que des éclaircies temporaires seront observées sur la Bretagne, la Vendée et la Basse-Normandie, les petites pluies se localisant alors près des frontières du nord et du nord-est. Mais, au cours de l'après-midi, le ciel se couvrira à nouveau de la Bretagne au Nord-Pas-de-Calais avec des petites pluies près des côtes et un renforcement des vents de sud-ouest. En revanche, des éclaircies apparaîtront des Charentes aux Ardennes, à l'Alsace et à la Franche-Comté en fin de journée. Au lever du jour, il fera de 6 à 8 degrés en général mais de 4 à 5 degrés dans les vallées des Alpes, et 10 degrés près des côtes atlantiques et méditerranéennes. L'après-midi, il fera de 13 à 15 degrés dans le Nord-Ouest, 22 degrés dans le Sud-Ouest, de 18 à 20 degrés dans le Sud-Est, de 15 à 17 degrés ailleurs.

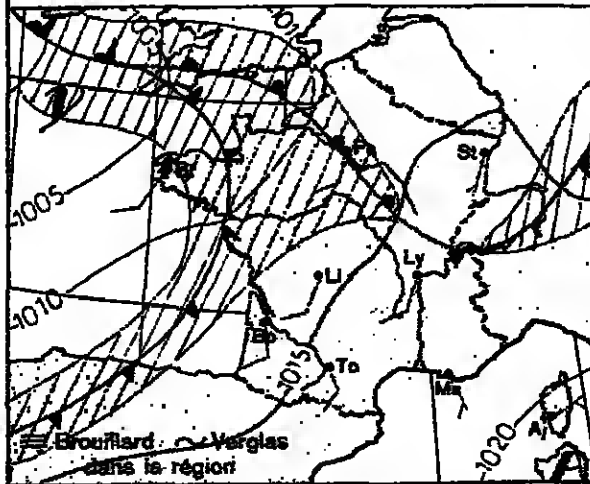
Un courant de sud chaud va s'établir en cette fin de semaine sur l'est de la France, et des perturbations orageuses, qui circulent du Portugal à la Normandie, s'étendront peu à peu sur une grande partie du pays.

Jusqu'à beau temps chaud de la Méditerranée aux régions de l'est et du Nord-Est. Vent dominant du sud. Maximum entre 21 et 25 degrés.

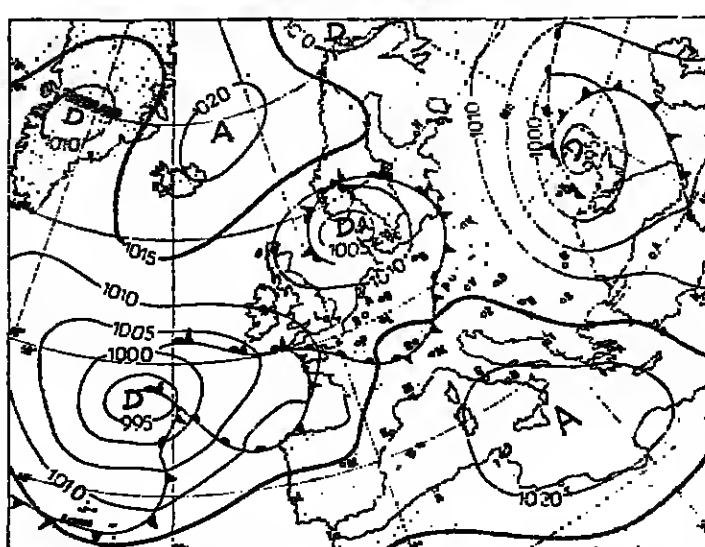
Ailleurs, passages pluvio-orageux suivis d'éclaircies temporaires. Vents de sud-ouest forts en mer.

Températures agréables entre 15 et 20 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 4.5.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 4 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)



Vendredi et samedi. Mises à part la Corse, les Alpes et l'Alsace, où le temps restera chaud mais orageux, le reste du pays sera soumis à des passages de perturbations orageuses avec baisse des températures vers les régions atlantiques, la Normandie et le Nord.

Les vents irréguliers souffleront du sud-ouest et seront assez forts en général.

La pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était à Paris, le 3 mai, à 8 heures, de 1 012 millibars, soit 759,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 2 mai ; le second le minimum de la nuit du 2 mai au 3 mai) :

Ajaccio, 19 et 7 degrés ; Biarritz, 18 et 9 ; Bordeaux, 15 et 10 ; Bourges, 13 et 5 ; Brest, 13 et 7 ; Caen, 14 et 8 ; Cherbourg, 10 et 7 ; Clermont-Ferrand, 17 et 9 ; Dijon, 15 et 5 ; Grenoble, 17

et 9 ; Lille, 12 et 7 ; Lyon, 17 et 9 ; Marseille-Marinier, 18 et 8 ; Nancy, 12 et 7 ; Nantes, 14 et 6 ; Nice-Côte d'Azur, 22 et 10 ; Paris-Le Bourget, 15 et 7 ; Pau, 19 et 7 ; Perpignan, 18 et 8 ; Rennes, 14 et 6 ; Strasbourg, 17 et 8 ; Tours, 13 et 5 ; Toulouse, 20 et 6 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 23.

Températures relevées à l'étranger :

Alger, 21 et 9 degrés ; Amsterdam, 12 et 7 ; Athènes, 29 et 17 ; Berlin, 15 et 7 ; Bonn, 15 et 6 ; Bruxelles, 12 et 8 ; Le Caire, 32 et 19 ; Les Canaries, 22 et 15 ; Copenhague, 8 et 4 ; Dakar, 25 et 19 ; Djibouti, 20 et 14 ; Genève, 17 et 8 ; Jérusalem, 27 et 12 ; Lisbonne, 18 et 12 ; Londres, 12 et 7 ; Luxembourg, 9 et 5 ; Madrid, 17 et 5 ; Moscou, 14 et 7 ; Nairobi, 25 et 15 ; New-York, 30 et 13 ; Palma-de-Majorque, 22 et 5 ; Rome, 21 et 10 ; Stockholm, 13 et 1 ; Téhéran, 26 et 16 ; Tunis, 21 et 10.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BREF

REVUES

Un numéro spécial sur les comités d'expansion. - Inter-Régions, la revue des comités d'expansion, vient de publier un numéro spécial de 170 pages qui rend compte des travaux du trentième congrès des économies régionales, les 25 et 26 à Limoges. Ce congrès avait pour thème : « Planification, décentralisation : quel rôle pour les comités d'expansion ? »

* CNERP, 219, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

SCIENCES SOCIALES

Prix ALEXANDRE-ROSA. - L'Académie des sciences, belles lettres et arts de Lyon décernera le Prix Alexandre-Rosa (10 000 francs) récompensant un ouvrage imprimé (résumé, essai, manuel, etc.) et édité après le 1^{er} janvier 1980, traitant de la délinquance juvénile en général, ou de l'un de ses aspects particuliers, y compris prévention et réhabilitation. Deux exemplaires du livre doivent être adressés, avant le 31 mai, au secrétaire des prix, Académie des sciences, belles lettres et arts de Lyon, Palais Saint-Jean, 4, avenue Adolphe-Max, 69005 Lyon.

JOURNÉE NATIONALE DU SOUVENIR

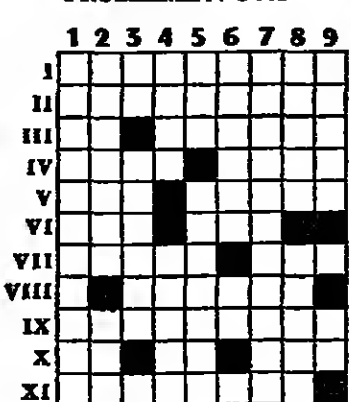
FRANÇAISES et FRANÇAIS LE 8 MAI ACHETEZ LE BLEUET de FRANCE



Ensemble des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre AU PROFIT des VEUVEUX, ORPHELINS et AGÉES PARTICIPATION MINIMUM 0,50 F

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3441



HORIZONTALEMENT

I. Mettent l'eau à la bouche. - II. Son service au temple était plus matériel que spirituel. - III. Personnel. Soigner sans remettre sur pieds. - IV. Le calcul est la matière qui le bloque. Est exemplaire au même titre que les autres. - V. Dans un certain sens, ne se présente donc pas avec clarté. N'est donc pas encore. - VI. N'est qu'un geste à faire pour balayer la cour. Grecque. - VII. Petit génie. Ne sont pas du genre à arrondir les angles. - VIII. Suit le mouvement mais peut donner la cadence. - IX. Certains aiment bien en jouer pour se donner de l'air. - X. Est donc retiré des affaires. Cour de mère. Peut sortir d'un four et faire un succès. - XI. Font donc partie des choses qui ne se disent pas.

VERTICALEMENT

I. N'hésitent pas à couper quitte à faire un minimum de points. - 2. Fait vire à coup de manche à balai. On peut le perdre et en avoir une seconde. - 3. Adverbe. Peut être reconnue innocente et être condamnée à vie. - 4. On y est aussi souvent au tapis que sur les cordes. Étendard ou carrément donner de l'éclat. - 5. Se fait pour soulager ou avec légèreté. Manifestation physique ou purement spirituelle. - 6. Attendent donc de marcher jusqu'à l'épuisement. Possessif. - 7. De quoi se plier mais pas de quoi rire. - 8. Fait

la loi chez lui. Se sont donc débarrassés de leurs boutons. - 9. Un espagnol qui fait tourner la tête aux dames. Lettres de patron.

Solution du problème n° 3440

Horizontalement

I. Sandwich. - II. PS. Rasoir. - III. Étage. Si. - IV. Ci. Moreto. - V. Fane. - VI. Abats. Cri. - VII. Loti. Tol. - VIII. B. Stores. - IX. Feur. Eu. - X. Et. Révisé. - XI. Séparés.

Verticalement

1. Spécialité. - 2. Asti. Bol. Té. - 3. Fat. - 4. Dramatisera. - 5. Wagon. - 6. Isère. Torve. - 7. Co. Cor. IS. - 8. Historiées. - 9. Rio. Suer.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES -

JEUDI 5 MAI

• Musée du Grand-Orient de France, 15 heures, 16, rue Cadet, M^{me} Bachelier (Caisse nationale des monuments historiques).

• Manet, 14 h 30, Grand Palais, hall d'entrée (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

• Ecole Boule, 14 h 30, 9, rue Pierre-Bourdan (La France et son passé).

• Hôtels de l'île Saint-Louis, 14 h 30, métro Saint-Paul (Rénovation du passé).

• Les Halles, la Cour des miracles, la tour de Jean Sans Peur, 14 h 30, 12, rue Étienne-Marcel (Vieux Paris).

CONFÉRENCES -

17 h 30, 6, rue Ferrus. R. Perle : « Les nouvelles dimensions de la sécurité européenne, euromissiles et transferts de technologies », (IFRI) (en anglais).

18 heures, 31, avenue Bosquet, P. Selinger : « L'internationalisation de la culture américaine », (American College).

20 h 30, 18, rue de Varenne, J. Meunier, X. Mallet, C. Henry : « Vivre au pays... », (Centre Varenne).

LOISIRS

« La nuit des C.E. »

« La nuit des C.E. », le jeudi 5 mai, de 18 heures à l'aube, sur la Seine, à Paris, plus précisément sur le bateau *Normadic*, ancré face à la tour Eiffel, est la première initiative du genre organisée par l'Officiel des comités d'entreprise et services sociaux. Buffet, animation, spectacles et même « une surprise », dès 18 heures, à l'apéritif, annoncent-on dans le programme. M^{me} Edwige Avica, ministre délégué du temps libre, de la jeunesse et des sports, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Roland Garraz, secrétaire d'Etat chargé du tourisme, seront présents à cette « nuit » consacrée aux nouvelles perspectives offertes aux comités d'entreprise (C.E.) par « le Temps libre ».

Dès douze cents personnes, représentant environ sept cents comités d'entreprise, se sont inscrites pour cette nuit, qui fera connaître le monde des voyages et des loisirs via les C.E. De nombreux voyages auront même offerts, annonce-t-on.

Mouloudji, Catherine Lars, Catherine Ribeiro, le groupe Horizontale, Radio-Energie, participent à l'animation. On dansera sur les ponts du *Normadic*.

Les invitations peuvent être retirées à l'Officiel des comités d'entreprise, 10, rue Bleue, 75009 Paris ; téléphone : 523-10-35. Ou encore le jour même au *Normadic*, 24, avenue de New-York, rive droite, à Paris ; téléphone : 720-85-19. L'entrée est gratuite pour tous les invités, membres de C.E.

TOURISME

Carnet de change : 30 F

Les banques et les débiteurs de tabac vendent, au prix de 30 F, le carnet de change nécessaire pour sortir 2 000 F en devises étrangères du territoire français. Il n'est vendu qu'un carnet par personne. Les allocations-dévises des enfants mineurs peuvent être portées sur le carnet de leurs parents sur présentation du livret de famille.

LÉTTRES

A L'OCCASION DE LA PUBLICATION DU ROMAN DE D.-M. THOMAS « ARARAT » (Les presses de la Renaissance), the British Council organise une table ronde, le mercredi 4 mai, au Centre culturel britannique, 9, rue de Constantin 75007 Paris.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des dimanche 1^{er}, lundi 2 et mardi 3 mai :

UNE LOI

• Relative à la mise en harmonie des obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés avec la IV^e directive adoptée par le conseil des Communautés européennes le 25 juillet 1978.

DES ORDONNANCES

• Instituant une contribution sur les revenus des personnes physiques destinée au financement des régimes de sécurité sociale ;

• Relative à la cotisation perçue sur le tabac, instituée par l'article 25 de la loi du 19 janvier 1983 portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale.

DES DÉCRETS

• Fixant les conditions d'application de la loi du 13 juillet 1979 relative aux fonds communs de placement ;

• Pris pour l'application des articles 36 à 39 de la loi du 3 janvier 1983 et relatif à la surveillance de placements en biens divers ;

• Pris pour l'application de l'article 94-11 de la loi de finances pour 1982 du 30 décembre 1981 et relatif au régime des valeurs mobilières ;

• Modifiant le décret du 7 octobre 1890 et portant diverses dispositions relatives au statut des agents de change ;

• Relative aux cotisations d'assurance maladie, maternité, invalidité, décès assises sur les revenus destinés à indemniser l'absence totale ou partielle d'emploi des salariés des régimes spéciaux de sécurité sociale mentionnés à l'article L. 3 du code de la sécurité sociale et déterminant le taux et les conditions d'exonération desdites cotisations ;

• Pris pour l'application de la loi du 3 janvier 1983 sur le développement des investissements et la protection de l'épargne.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente sur licitation au Palais de Justice de PARIS

le jeudi 9 mai 1983 à 14 heures - En deux lots

à PARIS 18^e Avenue Jussot

1^{er} LOT - APPARTEMENT

Bâtiment I, au 5^e étage face, de 3 pièces principales, entrée, cuisine, salle de bain, w.-c., cave au sous-sol

MISE A PRIX : 120 000 FRANCS

2^e LOT - CHAMBRE DE SERVICE

Bâtiment II, au rez-de-chaussée, portant le numéro 5

MISE A PRIX : 10 000 FRANCS

Pr renseignements, s'adresser à M^{me} Marcel BRAZIER, avoc., 178, bd Haussmann

PARIS (9^e) - Tél. 562-39-03 - M^{me} A. SAGETTE Syndic à PARIS, 6, rue de Savoie

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS

le jeudi 19 mai 1983, à 14 heures

UN APPARTEMENT - 6, RUE D'ALENÇON

à PARIS (15^e)

MISE A PRIX : 250 000 F

S'adresser M^{me} Guy BOURDRIOT, avocat à la Cour, 55, boulevard Malesherbes

PARIS (9^e) - Tél. 522-04-36 - Sur place pour visite le 16 MAI, à 14 heures

Vente sur publications judiciaires au Palais de Justice EVRY (91)

Rue des Mazettes, le MARDI 17 MAI 1983 à 14 heures

UN PAVILLON - Résidence PORT SUD

AVENUE JEAN-BART, N° 28

MISE A PRIX : 300.000 FRANCS

Possibilité de balise en cas de non-cachet d'un quart pais de moitié.

Consignation préalable - Pour renseignements : Étude de M^{me} AKOUN et

TRUXILLO, avocats associés demeurant à EVRY (91), 4, boulevard de l'Europe, tél. : 079-39-45 ; au greffe du Tribunal de grande instance d'Evry où le

cahier des charges est déposé.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à BOBIGNY

le MARDI 19 MAI 1983, à 13 h 30 - EN UN LOT :

UNE PROPRIÉTÉ à PANTIN (93)

10, RUE FRANKLIN

à USAGE INDUSTRIEL et COMMERCIAL

MISE A PRIX : 500.000 F

S'adresser M^{me} BETHOUT et LÉOPOLD-COUTURIER, avocats associés, 14, rue

d'Anjou, Paris (9^e), tél. : 265-92-75 ; les avocats pr. Trib. gde inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur les lieux pour visiter.

Vente sur licitation au Palais de Justice de PARIS

le LUNDI 16 MAI 1983 A 14 HEURES, EN TROIS LOTS.

1^{er} LOT. APPARTEMENT A PARIS (15^e)

comp. entrée, 2 pièces, cuis. s/rue, placard, débarras, cave

MISE A PRIX : 75.000 FRANCS

A ORMOY (ESSONNE)

Ruelle de la Procession, numéro 3

2^e LOT. UNE MAISON.

comp. r.-de-ch. av. entrée, s. à mang., ch. cellier, grenier perdu.

MISE A PRIX : 30.000 FRANCS

Mise à Prix : 5.000 FRANCS

S'ed. M^{me} J. DEVOS-CAMPY, av. 12, square Desaix à Paris, 15^e.

Tél. 579-29-49, et arts près les T.G.I. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Le Monde

culture

THÉÂTRE

« VERA BAXTER », de Marguerite Duras, au Poche

Comment pourrait-elle ne pas être fidèle ?

Hors saison, une plage : Thionville-sur-Mer. Un bar, des hommes. Ils ne font rien. Ils attendent une femme, mais l'un d'eux ne le sait pas encore. Massif sur ses tabourets, l'inconnu écoute les somnolences du téléphone. Les appels pour Vera Baxter, des phrases éparpillées qui parlent de Vera Baxter, la femme fidèle. Il entend la conversation entre un jeune journaliste bien mis amoureux de Vera Baxter et la blonde élégante qui vient d'arriver - mais elle n'est pas celle que l'on attend. Une conversation tendue et mœlleuse, entre des gens qui se connaissent et n'ont pas besoin de tout dire. La situation se précise, il y a une affaire de villa à louer, la blonde élégante est la maîtresse du mari de Vera Baxter.

Banal et mystérieux à la fois, parce qu'il y a l'inconnu qui écoute et s'empare de l'écriture de Marguerite Duras : des pensées silencieuses entrecoupées de mots.

L'inconnu (Jean-Marc Bory) va à la rencontre de Vera Baxter (Martine Pascal), dans la villa qui vient d'être louée et où elle cherche les

traces de ses amours mortes. Traces légères et instantanées comme la résonance d'une chanson triste. A vrai dire, le spectacle commence vraiment à cette rencontre. Avant, les choses ne vont pas si bien parce que Jean-Lou Wolf (le journaliste) ne parvient pas à faire entrer son personnage dans l'histoire. Ce n'est pas simple d'ailleurs : il est là surtout pour la déclencher. C'est son attente, son espoir de Vera Baxter qui se transmet et conduit l'inconnu vers la femme au front lisse, marée dans sa fidélité.

Vera Baxter se confie, pour la première fois de sa vie sans doute. C'est sa manière de répondre au désir tendre de l'inconnu à la voix grave et douce, au sourire de Jean-Marc Bory. Droite, le dos raide, les poings tendus devinés dans ses poches, Martine Pascal retient les mots d'une douleur trop terrible, trop vaine. La douleur de l'absence. Pas tant l'absence de son mari, celle de l'amour qu'elle lui a porté. L'absence de tout amour. Comment pourrait-elle ne pas être fidèle ? Vera Baxter se retient au bord du vide. Le regard de Martine Pascal se fait transparent, sa voix devient celle d'une enfant quand elle répond, au téléphone, au mari lointain. Vulnérable et inaccessible, déchirée, déchirante, irrémédiablement seule, elle se laisse couler orgueilleusement, sans fermer les yeux, au rythme des phrases inachevées.

COLETTE GODARD.
* Poche Montparnasse, 21 heures.

« ÉCARTE LA NUIT », de Charles Juliet, à Lyon

Le diable et le demandeur d'emploi

Dans cette période de licenciements économiques, chômage, mise à la retraite, la pièce de Charles Juliet, *Ecarte la nuit*, mise en scène par François Bourgeat dans son Théâtre de l'Ouest lyonnais, retient l'attention : elle analyse le désarroi d'un homme que l'on prive de son travail.

Désarroi si entier que cet homme semble balancer entre l'autodestruction et il se sait quelle revanche criminelle. C'est alors que l'œuvre s'oriente vers un dialogue philosophique entre le travailleur licencié et un personnage bizarre qui l'entraîne sur des hauteurs désertiques - peut-être un diable.

Par un jeu de brumes tournoyantes traversées par des rayons obliques, dans un décor d'outremonde d'Alain Badier, le metteur en scène François Bourgeat donne un relief très fort, très coupant, aux acteurs, Jean-Marc Avoat, Jocelyne Carissimo, Daniel Claude Peyet. Cette intense projection optique d'une spiritualité permet au public de ne pas trop décrocher d'un dialogue tout de même obscur.

MICHEL COURNOT.
* Théâtre de l'Ouest lyonnais, Lyon, 20 h 30.

CINÉMA

« 48 HEURES », de Walter Hill

La loi du colt

Une grosse brute blonde de flic (Nick Nolte) et un criminel noir qui achève de purger sa peine (Eddie Murphy) se retrouvent au coude à coude, par un énorme coup de pouce du scénario, à la poursuite d'un dangereux gangster dont chacun a des raisons personnelles de vouloir se venger. Ils apprennent à s'estimer tout en se faisant les pires crasses, la Blaine étant le plus odieux, le Noir le plus malin.

Walter Hill, le réalisateur, que certains confrères américains comparant déjà un peu hâtivement à John Ford, possède l'art de la stylisation à outrance, du clinquant le plus racoleur, battant le cinéma publicitaire à son propre jeu. Parfois cela donne des résultats impressionnants, comme avec *The Warriors* (lourdement censuré chez nous en son temps).

Aucun cinéaste au monde n'ose exploiter la violence avec l'extraordinaire franchise, sinon le délice évident, qui caractérise le travail de Walter Hill. Ses films, presque tous ses films, déploient tantôt battant une lutte à mort permanente entre des êtres ou des clans dont on n'arrive plus guère à distinguer les raisons de se battre. Les personnages disparaissent, en particulier dans *48 heures*, derrière l'éclat des pétales. Ce genre de sport à ses fanatiques, le film a obtenu le prix du réent Festival du film policier de Cognac. La forme, ici, déçoit presque totalement le contenu, rend caricaturaux deux héros au départ intéressants. L'excès de cinéma-cinéma détruit le cinéma tout court.

L. M.

* Voir les films nouveaux.

MERCREDI

LES FLICS, LES TRUANDS, LES FILLES... TOUS VEULENT SA PEAU...



MUSIQUE

« PARSIFAL A NICE »

Fidélité à Wieland Wagner

L'opéra de Nice vit depuis cette saison une ère nouvelle ; finies les représentations tous les huit jours, bâclées avec une ou deux grandes vedettes internationales, quand une grève ou un accident ne les empêchent pas d'arriver la veille de la première. Depuis la nomination de Jacques Charpentier avec ses vastes projets comme directeur de la musique, un grand effort (1) est fait pour structurer les institutions de la ville. L'opéra cher aux Nîçois est en un des principaux bénéficiaires : le nouveau directeur, Lucien Salles, et son conseiller artistique, Pierre Médecin, qui revient au théâtre de ses débuts, forment leur action sur un travail sérieux : huit opéras de novembre à mai, avec des répétitions approfondies, trois représentations par spectacle au lieu de deux, une ouverture sur un nouveau public jeune (avec cinq cents étudiants à la générale) et la rénovation de l'orchestre philharmonique confiée à Boris Klobucar, qui, après la saison lyrique, offre un programme ambitieux et original pour le Printemps musical de mai et juin.

Une très bonne production de Parsifal confirme ces promesses, avec une mise au point scénique et musicale très minutieuse qui contraste avec l'ancien système D. L'orchestre, qui a paru métamorphosé sous la direction du jeune chef anglais Jeffrey Tate, malgré un handicap physique considérable, a obtenu une qualité et une homogénéité d'ensemble indéniables. Les quelques écarts notés au début du premier et du deuxième acte ont été instantanément effacés par une reprise en main vigoureuse qui prouve l'autorité d'un grand chef d'œuvre.

La mise en scène de Pierre Médecin reste fidèle aux principes de Wieland Wagner : scène inclinée, mu-

strée de cercles concentriques comme une souche d'arbre multiséculaire entourée par le cyclorama sur lequel se peignent les projections lumineuses d'Annelis Corrodi, dont les transformations insensibles en fondus enchaînés correspondent à la mutation constante de la musique. Paraphrasant Gurnemanz, on dirait qu'ici le temps devient espace pictural.

On s'imagine plus ou moins ces atmosphères à demi abstraites : forêts de branchages passant de l'aurore au matin, irradiations symboliques, très belle transition de la clarté à Montsalvat par une sorte de profonde gorge glacée et un tunnel métallique débouchant sur une fontaine de lumière qui devient une vaste coupole stylisée à la Rousset, et, au deuxième acte, des cellules protoplasmiques nées en un monde minéral qui emprisonne des formes féminines au réalisme parfois très cru. Mais on ne saurait nier qu'elles donnent un support visuel très attentif à la musique.

Il en est de même de la régie sobre de Pierre Médecin, beaux groupes et orbes lents décrits par les personnages, telle Kundry rampant lentement autour de la scène pendant le récit de Gurnemanz, tandis qu'au dernier acte elle sera un personnage debout, rayonnant, rasché. Parmi nombre d'idées neuves, dont certaines discutables (comme Amfortas arrivant sur deux béquilles), on retiendra au début du deuxième acte l'inversion de la scène du Graal dans une messe noire que célèbre Klingsor pour ses chevaliers maudits, et le ballet des filles fleurs, qui, suggestif mais très stylisé, obéit à une logique et à une lisibilité musicale rare.

Les Parsifal sont peu nombreux aujourd'hui. Herman Winkler en a la voix à défaut de l'apparence et du mouvement profond ; au vrai, c'est à peine si on l'entend, tant le personnage est bistré. En revanche, Linda Rysanek incarne une superbe Kundry, impétueuse, véhémence, même si son timbre n'a pas encore la plénitude, pour la scène de séduction du deuxième acte. Siegmund Nimsgern (Amfortas), Herman Becht

(Klingsor) et Georges Pappas (Piturel) sont des partenaires solides, mais on retiendra surtout le Gurnemanz jeune de Victor von Halem, admirable voix à l'excès, très phrasé, qui est presque l'égal de Robert Lloyd.

JACQUES LONCHAMPT.

(*) Dernière le 3 mai.

(1) Financier d'abord : la culture représente 9% du budget municipal.

JEAN-FRANÇOIS HEISSER, PIANISTE A SUIVRE

Une maîtrise fougueuse

Il n'est pas soutenu par les soins attentifs d'une grande maison de disques, sa photo ne figure donc pas en bonne place dans les magazines, il n'a d'ailleurs fait officiellement aucune déclaration fracassante, aussi Jean-François Heisser ne peut-il compter que sur ses dix doigts, avec une formation musicale beaucoup plus solide que celle de tant de pianistes dont la

mène de l'interprétation, qui suppose, à chaque instant, une inspiration et un choix, mais, en l'écouter jouer les Variations Diabelli, on avait moins souvent l'occasion de s'émerveiller sur les trouvailles du pianiste que sur celles du compositeur dont chaque nuance de l'écriture comme de la pensée était rendue avec autant de netteté que d'imagination sonore.

La suite En plein air de Bartok, avec sa redoutable Musique nocturne, dont la mosaïque d'événements isolés exige une maîtrise absolue du toucher et des dynamiques entre le pianissimo et le mezzo-forte, n'était pas moins remarquable, tandis que les Klavierstücke opus 119, de Brahms, ou le Tâche et variations en ré mineur, placés en début de concert, montraient le large éventail des possibilités de Jean-François Heisser.

Jean-François Heisser a trente-trois ans ; il faudra sans doute une dizaine d'années avant que son nom atteigne le grand public et dix années encore pour obtenir une consécration internationale, mais on peut prévoir que, d'ici là, il n'aura pas cessé de polir et de repolir chacune des œuvres de son répertoire, et que son interprétation, loin de s'être desséchée, comme il arrive aux virtuoses radicaux, n'aura rien perdu de cette fougueuse maîtrise qui en fait le prix aujourd'hui.

GÉRARD CONDÉ.



MERCREDI
MARGIAN PATHE - GEORGE V - ST-LAZARE PASQUER
GAUMONT RICHELIEU - WEPLER PATHE - MONTPARNASSE PATHE
LES PARISIENS - HAUTEUILLE PATHE - GAUMONT HALLES
NATION - FAUVETTE GAUMONT CONVENTION - PARAMOUNT MARLOT
GAUMONT SUD - et dans les meilleures salles de la périphérie.



COKER présente
10 mai 21h
Chapiteau Parc de la Villette
Porte de Pantin

Soirée BRÉSIL autour de
BERNARD LAVILLIERS



Tarif 70 F
Loc. 3 FRAC
et sur place
MINISTÈRE DE LA CULTURE
Direction de la Musique
Rens. 261.78.80
avec
RTL Le Monde

هنا من الأصل

ROCK

Jean Armatrading, face aux gradins

Il y a un mois, à l'occasion d'une tournée mondiale, Jean Armatrading a rempli deux soirs de suite le Wembley Arena près de Londres. On savait son succès grandissant, mais de là à s'attendre à une telle popularité! Petit bout de femme perdu sur une scène immense devant quinze mille personnes, l'afrofrontement était un peu démesuré. Le gigantisme lui convient mal, elle a besoin de plus d'intimité pour s'épanouir et donner à son expression une dimension véritable.

Jean Armatrading n'est plus le personnage timide et fermé qu'on a connu, mais le contact avec son auditoire lui est encore difficile, et, on le sent bien, quand elle essaye une souriante ou qu'elle risque une plaisanterie, il lui faut faire un effort terrible sur elle-même. Pourtant, dès qu'elle chante, c'est la vie qui coule entre ses lèvres. Pénétrente, enveloppée par sa musique, elle devient autre, s'anime, se surpasse, forte et décidée, magnétique, elle étreint sa guitare et la crible d'accords rageurs, elle imprime à son chant la pureté, la persuasion de ses passions. Une voix inimitable, qui enchaîne les aigus aux graves sans repos, cristalline et tout à coup cassée, le timbre musqué et le feeling généreux.

Petite Anglaise métissée originaire des Antilles, elle conduit ses hommes : un groupe solide qui la soutient fermement, surtout dans les morceaux les plus durs, à la limite de la violence, lui confiant un son étouffé et carré. Et, quel que soit le support, marqué ou effacé, ses mélodies ont toujours un charme particulier, dévot et poignant. Mais, avant l'adieu, il y a des passages à blanc, provoqués la plupart du temps par les ballades qui se perdent dans les hauteurs des gradins, où la sensibilité, ne trouvant pas de visage humain pour la refléter, passe difficilement.

ALAIN WAIS.

* Ce mardi 3 mai à Metz (Palais des sports) ; le 4 à Pantin (sous chapiteau) ; le 5 à Lille (palais Saint-Sauveur).
Discographie chez C.B.S.

DANSE

Le « ROMÉO ET JULIETTE », de John Cranko, à l'Opéra

Un poème de vérité

Un nouveau *Roméo et Juliette* est entré au répertoire de l'Opéra. Après le ballet de Lifer (1955), après la version de Grigorovitch (1978), dans la chorégraphie de John Cranko, créée en 1962 pour les Ballets de Stuttgart, qui vient de renaitre de ses cendres sur notre première scène, celle-ci, par un juste hommage, avait tenu à dédier la « première » de samedi 30 avril à la mémoire de George Balanchine. A la différence des deux œuvres précédentes, ce *Roméo* en trois actes et trois tableaux est d'une qualité supérieure, et le public ne s'y est pas trompé qui lui a fait un succès mérité. Il fallait un artiste de souche britannique pour reconstruire avec tant de ferveur — et le traduire en pas de danse — le chef-d'œuvre de Shakespeare.

Il fallait aussi la rigueur des adeptes allemands, singulièrement M^{me} Georgette Tanguis, la maîtresse de ballet, et M. Jürgen Rose, le décorateur, pour donner corps à un découpage aussi fidèle et aussi solide. Le vaste plateau de l'Opéra, où les tableaux se succèdent à vue — honneur aux machinistes ! — le mouvement qui anime les scènes de foule, les bals, les farandolles des Montagues et des Capulets, la délicatesse poétique qui se dégage des pas de deux pour exprimer le dialogue d'amour entre Roméo et Juliette, la plus belle légende de tous les temps, enfin la parfaite harmonie avec laquelle l'orchestre, sous la direction de M. Marc Soustrot, interprète la merveilleuse partition de Serge Prokofiev, constituent un spectacle

théâtral que, seul, le Bolchoï avait su vivre lors de sa première tournée en Europe occidentale il y a un quart de siècle.

Plusieurs distributions se succéderont dans les premiers emplois jusqu'au 18 mai. Mais nous doutons qu'il puisse y avoir une meilleure interprétation que celle de M^{me} Noëlle Pontois et de M. Michel Denard dans les rôles d'étoiles. Une colombe de neige, chaste et impétueuse, d'une grâce sans empreinte, profonde et mystérieuse, recelant les palpitations secrètes du cœur féminin : jamais, croyons-nous, M^{me} Pontois ne s'était identifiée avec autant d'intensité avec son personnage. C'est peu de dire qu'elle danse divinement — on la voit. Mais avec sa jeunesse sans années, son visage ouvert comme un poème de vérité, ses petits pieds de reine battant comme des plumes, elle est l'image même de la Juliette de rêve, « une colonne neigeuse au milieu d'oiseaux gris ».

Qui pourrait oublier sa silhouette dévorée de passion, cambrée à bout de bras par son partenaire, puis privée de vie ? Même admirable interprétation que celle de M. Denard, plus beau, plus viril et bien dansant qu'il ne le fut jamais, artiste au fond de l'âme lui aussi, et toujours d'une suprême distinction dans la moindre de ses attitudes. M. Georges Piletta (Tybalt) est bien l'insupportable brava qui a appris l'escrime dans les manuels d'athlétisme et plante sans cesse son arrogance sous les pieds des Montagues. M. Patrick Dupond (Mercutio) s'en donne à cœur joie dans les débordements qui précèdent son agonie, aussi longue et « mûre » que la scène de la folie dans *Giselle*. Quant à M. Alain Marty, ô miracle ! il rend discrètement humain le frère Laurent, le plus funeste embrouilleur du répertoire. Il n'est pas jusqu'à M. Olivier Paray (Benvolio) et à M^{me} Nelly Garcia (la comtesse Capulet) pour donner de la stature à leur personnage. L'habillage des costumes est correct sans plus. Robes à traînes

sous brocarts d'or, coiffures hautes à résilles de perles : les nobles dames des deux maisons ennemies évoquent de loin les toiles vibrantes de couleur de Pisanello. Mais les scènes de duel sont saisissantes. Quins sportifs extraordinaires que ces danseurs classiques ! Ils arrivent le feu sans s'embrasser comme des bretteurs entraînés depuis l'enfance. Nous avons quand même mal digéré le soufflet préliminaire que Tybalt applique en plein bal sur la joue de Roméo, lequel met son mouchoir par dessus : un peu fort de café en ce temps-là !...

OLIVIER MERLIN.

* Opéra, 19 h 30.



ORCHESTRE DE PARIS
SALLE PLEYEL
Mercredi 18, jeudi 19 mai - 20h30
RAFAEL KUBELIK
BARBARA HENDRICKS
MIRA ZAKAI
Chœur de l'Orchestre de Paris
MAHLER (Symphonie n° 2 « Réurrection »)

SALLE PLEYEL
Mercredi 25, jeudi 26, vendredi 27 mai - 20h30
RAFAEL KUBELIK
MIRA ZAKAI
Chœur de l'Orchestre de Paris
MAHLER (Symphonie n° 3)
Cycle de Musique de Chambre
SALLE GAYEAU
Samedi 28 mai - 20h30
DANIEL BARENBOIM piano
SOUSTROT DE L'ORCHESTRE DE PARIS
BRAHMS
LOCATION SALLE PLEYEL OU BELLEVILLE

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
CE SOIR A 20 h 30
4^e concert de l'intégrale
SIX SONATES DE BEETHOVEN
BELLAS

eio
lundi 9 mai 20 h 30
ensemble intercontemporain
Michel Tabachnick dirige
Taira - Amy Schapira - Messiaen
avec J. Mc Manama cor
J. Naulais trombone
P.-L. Almard, A. Neveux piano
F. Pierre harpe
THÉÂTRE du ROND-POINT
loc. 256.70.80

Musique
THEATRE DE LA VILLE
18 h 30
une heure sans entracte 30 F
du mardi au samedi
du 3 au 7 mai
edda moser
ou piano
Janine Reiss
le 3 Ernst Rothe
mardi 3 - jeudi 5 - samedi 7
Brahms Berg Strauss
mercredi 4 - vendredi 6
Brahms Wolf Wagner
274.22.77

CONCERTS
Radio France
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Jeudi 5
Vendredi 6 mai
20 h 30
Dir. Loris MAZZEL
Ch. Altenburger, violon
BRAHMS
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
Dir. Jerzy SEMKOW
Wit Roelcher, violon
D. Geringas, violoncelle
BRAHMS - SCHUBERT

MUSIQUE DE CHAMBRE
RADIO FRANCE
Grand Auditorium
Vendredi 6 mai
20 h 30
S. Carthel, piano
H. Bodnar, violon
H. Derré, violoncelle
MOZART - CHOPIN - BRAHMS

PRESTIGE DE LA MUSIQUE
SALLE PLEYEL
Mardi 10
20 h 30
MOUSSORSKI
SOLUS
TCHAIKOVSKI
V. Trilob, violon
ORCHESTRE NATIONAL DE LA SUITE
Dir. : Evgeny SVETLANOV

NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
RADIO FRANCE
Grand Auditorium
Mercredi 11 mai 20 h 30
Dir. : Jerzy SEMKOW
S. Bishop-Kovacevich, piano
MOZART

SAISON LYRIQUE
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Samedi 14 mai
20 heures
BOITO : Mefistofele
R. Soria, M. Gieseler
A. Garayeta, S. Joubert
A. Puccini, R. Joubert
Chœur et Orchestre de Radio France
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
Dir. : Nello SANTI

loc. : RADIO FRANCE, salles et agences

RÉCITAL
JEUDI 5 MAI, à 20 h 30
Suzanne SHULMAN
Violon
Une des plus grandes Violonistes du Canada
Violoniste TRON
Œuvres de Bach, Schubert, Elgar,
Liszt, Szymanowski, Joffe
CENTRE CULTUREL CANADIEN
5, r. de Constantine (7^e), 661-35-73
Métro Invalides
ENTRÉE LIBRE

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

ÉGLISE
St-SÉVERIN
tous les mardis,
21 h.
Loc. : Lib.
Piano.
Rens. : 585-74-80
(Werner)
Séance pianolante 1983
ORCHESTRE
KUENTZ
Le 10 : B. SOUSTROT
Le 17 : J.-M. GARNIER

SORBONNE
GRAND AMPHITHÉÂTRE
Jeudi 5 mai
20 h 45
Loc. : FNAC
CROUS
Liberté (disques)
Rens. : 231-85-11
(p.a. Werner)
CARISSIMI
JEPHTE
MESSE A 9 VOIX
ENS. INSTR. ANCIENS
CHŒUR NATIONAL
Dir. : Jacques GRIMBERT

THÉÂTRE DE PARIS
Samedi 16 h
« Sous les
lustrés »
le 7 mai
Rens. : 250-08-30
(p.a. Mondol)
Musique
FONDACTION MENDIUM
Piano : ÉMILE
NAUOMOFF
SCHUBERT - RAVEL
NAUOMOFF - STRAVINSKY

AMIS MUSIQUE DE CHAMBRE
PROG. MUS. FRANCE-CULTURE
TRIO CSAPARY
SCHUBERT - WEBER
RADINSKY - BEETHOVEN
SALLE GAYEAU
Samedi 7 mai
20 h 30
(p.a. Werner)
J.-M. Fournier Productions
et A. Buschert présentent
Récital de piano
JEAN-LOUIS
CAILLARD
Beethoven, Debussy, Stravinsky

ÉGLISE DES
BILLETTES
Dimanche 8 mai
à 17 h
(p.a. Kéngard)
QUINT. DE CURVRES
PRO MUSICA
CORRELLI - GABRIELI - GREGG
DEBUSSY - RAVEL

ESPACE
P. CARDON
Lundi 5 mai
20 h 30
Rens. : 256-17-30
(p.a. Mondol)
Musique
MUSIQUE A L'ESPACE
TROIS SÈCLES
DE MUSIQUE FRANÇAISE
Piano : DANIEL
VARSANO
Clavier : JEAN-PATRICK
BROSSE
COUPERIN, RAMEAU, SATIE
RAVEL, DEBUSSY, CHABRIER

THÉÂTRE
DES
CHAMPS-ÉLYSÉES
Lundi 9 mai
à 20 h 30
Récital de piano
Ingr
SÖDERGREN
Schubert - Beethoven
Schubert

THÉÂTRE
DES
CHAMPS-ÉLYSÉES
Mardi 10 mai
à 20 h 30
(p.a. Valentin)
Musique (Glor)
ORCHESTRE COLONNE
Dir. : Pierre
DERVAUX
Sol. : Mark
ZELTSE
Piano
Jean-Michel
VINIT
Cor
FOUAD, DUKAS
RACHMANINOV

THÉÂTRE
NATIONAL
DE L'OPÉRA
Palais Garnier
Vendredi 13 mai
20 h 30
(p.a. Valentin)
CONCERT WAGNER
Orchestre national
de l'Opéra
L'OR DU RHIN
Dir. : Siegfried
KURZ
Sol. : E. RANDOVA
S. NIMSGERN
S. JERUSALEM

Musique à l'Espace
accordeons
ACCORDÉONS PHILIP MORA
QUATUOR VIOTTI
MOZART, SCHUBERT, DVORAK

ESPACE
P. CARDON
Lundi 16 mai
20 h 30
Rens. : 256-17-30
(p.a. Mondol)
Musique
SALLE
GAYEAU
Lundi 16
Mardi 17
Mercredi 18
Jeudi 19
mai, à
20 h 30
(Valentin)
SCHUBERT MELOS QUARTETT

MAISON DE LA CULTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS A BOBIGNY
du 15 avril au 7 mai
LE COSMOS
histoires de banlieue
par
Le Centre Dramatique de la Courneuve
mise en scène Christian Dente
Tous les jours à 20 h 30, dim. à 16 h 30 (relâche les lundis), Rens. et loc. 631.11.45 - 3 FNAC et COPAIN

COKER
présente
Chapiteau
Parc de la Villette
7 MAI 21 H
Porte de Pantin

Rock irlandais autour de
RORY GALLAGHER

VILLETTE EN FÊTE

Tarif 70 F
Loc. : 3 FNAC et sur place
MINISTÈRE DE LA CULTURE
Direction de la Musique
Rens. : 241.18.39
avec
RTL Le Monde

ORCHESTRE DE L'ÎLE-DE-FRANCE
DIRECTEUR JACQUES MERCIER
BERLIOZ - WAGNER
DIRECTION JACQUES MERCIER
RUTH FALCON SOPRANO
dimanche 8 mai 16 h MARNE LA VALLÉE sous chapiteau à Noisiel
mardi 10 mai 21 h SARCELLES Forum des Châtelains
mercredi 11 mai 21 h CORREIL Théâtre Pablo Neruda
concert privé organisé par le Crédit Agricole
vendredi 13 mai 21 h DRAVEL Église Saint Rémi

THEATRE DE LA COMMUNE TCA 833.16.16
Centre Dramatique National
DU 21 AVRIL AU 15 MAI
La Peau dure Raymond Guérin
Mise en scène de Christian Colin
« Il faut toujours propager de bons textes. Merci Colin, bravo les comédiens. »
Jean-Pierre THIBAUDAT (Libération).
« Trois comédiens, toutes les trois fantastiques, toutes les trois différentes. Christian Colin les a mises au meilleur d'elles-mêmes. »
Collette GODARD de Mondol.

MERCREDI
MARCELLO MASTROIANI • ELEONORA GIORGI • TOM BERENGER
MICHEL PICCOLI
DERRIERE LA PORTE
UN FILM DE
LILIANA CAVANI
loc. : RADIO FRANCE, salles et agences

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 3 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Théâtre : **Le Petit Céfé**. Comédie musicale de J. Valmy, d'après la pièce de Tristan Bernard ; mise en scène R. Vogel, avec l'orchestre du Grand Théâtre de Bordeaux dirigé par J.-P. Burtin. Réal. Abdel Isker.
Double vie d'un garçon de café enchaîné à son patron par un contrat draconien, et héritier d'une grosse fortune qu'il dilapide la nuit.
22 h 40 **Temps X : Le prisonnier**. Émission d'I. et G. Bogdanoff.
Premier épisode d'une série anglaise : un agent secret, après avoir donné sa démission, se trouve pris au piège d'une étrange situation. Un jeu à numéros, dans lequel il risque son identité et sa liberté.
23 h 35 Journal.

Philippe TIMSIT
"Guy Lux Cadence 3"
J'avais rêvé

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Les derniers de l'écran : Les coulisses du monde de 1929.
De J. Hardy (réf.).
Suite du téléfilm américain sur la grande crise économique de 1929 à travers quatre familles du Michigan.
Philippe TIMSIT
"Guy Lux Cadence 3"
J'avais rêvé

22 h **Débat : 1929-1973, d'une crise à l'autre.** Quelle réalité le mot crise recouvre-t-il ? A quel stigme

une crise est-elle identifiable ? Avec des banquiers, des professeurs, des journalistes, des économistes, etc.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 La dernière séance.
D'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui.
A 20 h 40, Actualités ; 20 h 45, Tom et Jerry ; 22 h 45, Tex Avery ; 22 h 50, Réclames de l'époque.
20 h 50 Premier film : Les Vikings.
Film américain de R. Fleischer (1958), avec K. Douglas, T. Curtis, J. Leigh, E. Borgeine (rediffusion).
Au dixième siècle, après la conquête de l'Angleterre, deux demi-frères, fils d'un chef viking, sont dressés l'un contre l'autre par une haine farouche et une rivalité amoureuse. Film d'aventures recréant une épopée médiévale et la violence des affrontements guerriers.
23 h Journal.
23 h 15 Deuxième film : La Lance brisée.
Film américain d'E. Dmytryk (1954), avec S. Tracy, R. Wagner, J. Peters, R. Widmark, K. Jando (rediffusion).
Un fermier, autoritaire et tyrannique, est mort à la suite d'un conflit avec trois de ses fils. Le quatrième, né d'une union avec une Indienne, veut le venger. Ce western fut censuré parce qu'il abordait - discrètement - le problème du racisme.
0 h 55 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.

FRANCE-CULTURE

20 h Dialogues franco-portugais : Y a-t-il une tradition de gauche au Portugal, avec A.-H. De Oliveira Marques et A. Silbert.
22 h 30, Nuits magiques : La permission de minuit.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné le 24 janvier 1983 au Grand Auditorium) : « Quatuor à cordes n° 15 », de Beethoven, « Quatuor à cordes n° 3 », de Krause, « Quatuor à cordes n° 1 », de Ma vie », de Smetana, par le Quatuor Grazyna Baranowska de Varsovie.
22 h 30, Fréquence de nuit : Mozart avec Sade, avec Ph. Solters.
23 h 35, Jazz-club (en direct du « Petit Opéra ») : le Swing Machine de G. Badini.

Mercredi 4 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

13 h 50 Mer-cro-dia-moi-tout.
15 h 45 Jouer le jeu de la santé.
15 h 50 Les pieds au mur.
18 h Jack Spot.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 45 Dix idées pour l'orientation : l'apprentissage.
Émission de PONISÉP.
18 h 50 Histoire d'enfants.
19 h 5 Météorologie.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 578 vous pleins.
19 h 53 Tirage du lotto.
20 h Journal (et à 21 h 55).
20 h 35 Le cœur du débat.
Émission de L. Barère, N. Copin et D. Grandjean.
L'état de la France avec MM. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, et Jean-Pierre Fourcade, sénateur U.D.F. des Hauts-de-Seine, président des clubs Persépolis et Red Bull.
22 h Festival de Pau 1982 : Récital Alexis Weissenberg.
Prélude, fugue et variation, de C. Franck ; Quatrième partita en ré majeur, et Jésus, que ma joie demeure, de Bach.
22 h 45 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

13 h 30 Stade 2 mixé.
15 h 50 Série : Les amours des années folles.
15 h 55 Les carnets de l'aventure.
« Sous notre ciel », de G. Baur. (Réf.).
18 h 30 Dessins animés.
18 h 5 Récit A 2.

Philippe TIMSIT
"Guy Lux Cadence 3"
J'avais rêvé

17 h 10 **Pierrot 45.**
Dave Edmunds, Phil Collins, Via Viva, David Bowie...
17 h 45 **Terre des hommes.**
La contes des cochons : des écrivains qui ont réussi : les cochons gris ; vous avez dit cochon ?
18 h 30 C'est le vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bourvill.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : Les cinq dernières minutes.
De C. Loursals, réal. J.-P. Desgats. Avec J. Dobay, M. Eyraud, G. Fontana.
Rouge merline : un restaurateur repêché dans un canal, une femme trouvée morte dans une chaise longue près d'un étang. Le commissaire Cabrol enquête, et se jette à l'eau.
22 h 10 Magazine : Cinéma-cinéma, de M. Boujut, A. Andren et Cl. Ventura.
Martin Scorsese, filmé à New-York : la lettre d'un cinéaste : auto-portrait de Luc Moulet en proie aux dif-

ficulités de la création : Bruno Ganz filmé à Berlin : interview express de Robert Altman, et une fiction : deux jeunes provinciaux débarquent au Festival de Cannes pour trouver un producteur d'ici vendre leur scénario.
23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

15 h En direct de l'Assemblée nationale.
Questions au gouvernement.
18 h 25 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Union nationale des associations autonomes de parents d'élèves.
19 h 10 Journal.
20 h 10 Les jours.
20 h 35 Variétés : Cadence 3.
Autour d'Enrico Macias.
21 h 35 Journal.
21 h 55 Téléfilm : Terre rouge.
De J.-C. Bergeret et P. Fontenay.
L'histoire de Nicolas Charbonnet, fils de paysan, né en 1878, à travers des milliers de cartes postales, gravures, vieilles photos jaunies, caricatures politiques. Une image-terre natale qui témoigne de la vie ouvrière, des premières grèves, des petits et grands événements de l'histoire des Français moyens en 1900.
22 h 45 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.
22 h 50 Prélude à la nuit.
Vivaldi, par l'ensemble La Follia.

FRANCE-CULTURE

15 h 2. Les après-midi de France-Culture : Itinéraires retrouvés, à Besançon : à 15 h 35, La nature et la science arabe ; à 16 h, Science à l'infinifini ; à 17 h, Raisons d'être.
18 h 30, Feuilleton : Portrait de femme.
19 h 25, Jazz à l'antenne.
19 h 30, La science en marche : de la connaissance à la puissance ou la triple mission du musée du parc de La Villette.
22 h 30, Nuits magiques : Futur antérieur.

FRANCE-MUSIQUE

14 h 4. Microcosmos : Marchand de chansons ; à 15 h 40, John Cage et ses disciples ; à 15 h 55, Haute infidélité.
17 h 5. L'histoire de la musique.
18 h Jazz.
18 h 30, Studio-Concert (en direct du Théâtre du Ranelagh, à Paris) : œuvres de Crussell, Hummel, par R. Fontana, clarinette, A. Moglia, violon, J. Dupuy, alto et E. Peccard, violoncelle.
20 h 30, Concert : « Cantate BWV 8 », de Bach, Itanies de « Venerabili altaris sacramento », de Mozart, « Magnificat », de C.-P.E. Bach, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les Chœurs de Radio-France, dir. M. Venzagio ; M. Lasserre de Rozel, chef des chœurs ; avec N. Tuelier, basse, H. Schaefer, contralto, F. Lott, soprano, B. Finelli, contralto, M. King, basse et K. Markus, ténor.
22 h 30, Fréquence de nuit : Mozart, avec Sade, Ph. Solters.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 3 MAI

M. Max Gallo, porte-parole de gouvernement, est invité de l'émission « Face à la rédaction » sur Europe 1, à 19 h 30.

Plusieurs projets de magazines annoncent un nouveau type d'hebdomadaire

Contrairement à la plupart des quotidiens nationaux, les « news magazines » - l'Express, le Nouvel Observateur, le Point - se portent bien. Leur prospérité commerciale n'a fait que consacrer un succès rédactionnel. Le phénomène, plus récent, du Figaro Magazine, pour dire tout aussi payant, a emprunté le chemin inverse : souhaité par les annonceurs, vendu avec le Figaro quotidien du samedi, l'hebdomadaire, dirigé par M. Louis Pauwels, est d'abord une réussite publicitaire. A cet égard, le Figaro Magazine est en passe de devenir le maître étalon d'une nouvelle race d'hebdomadaires.

Lancé en février 1981, France-Soir Magazine a été patronné par M. Robert Hersant, dans la foulée du Figaro Magazine. En septembre 1982, à la veille de repartir, après l'interruption des vacances, France-Soir Magazine était déjà assuré de six cents pages en couleurs de publicité. Dans le compte d'exploitation d'une entreprise de presse, cette garantie vaut tout autant que la courbe des ventes.

Au début de l'année 1983, il n'était question que du projet baptisé Cinq millions, chiffre symbolique de ce que pourrait être le tirage d'un magazine national hebdomadaire obtenant l'accord des grands quotidiens régionaux : le Progrès, la Voix du Nord, Sud-Ouest, le Dépêche du Midi, etc. La société Marianne S.A., qui couvrirait le projet américain de Cinq millions Incorporated, prévu pour voir le jour à l'automne prochain, a finalement renoncé il y a deux mois, les journaux de province ne s'étant pas suffisamment engagés dans l'aventure, ainsi que les annonceurs.

Le Journal du Dimanche, qui dépend du consortium Hachette-Filippacci, se prépare-t-il aujourd'hui à prendre le relais ? La mise à l'étude de la viabilité d'un supplément magazine (quatre-vingt-seize pages de quadrichromie) a été confiée, en décembre dernier, à M. Paul Giannoli, directeur de la rédaction de Elle. Une première maquette « tourne » actuellement dans les agences de publicité pour montrer le produit, dont la viabilité, estime-t-on, serait assurée avec mille cinq cents pages de publicité par an. Lancement prévu : octobre 1983.

Cinq grands quotidiens régionaux - la Voix du Nord, les Dernières Nouvelles d'Alsace, le Provençal, Sud-Ouest et le Progrès (1) - sont associés au projet, qui deviendrait leur supplément magazine hebdomadaire. Quant au contenu, il serait très « visuel » : à travers des reportages, des interviews et des enquêtes, variés mais de lecture « apolitique ». La décision définitive interviendrait pour le 15 mai. Elle pourrait être largement condition-

née aussi par l'option que prendra France-Soir Magazine. M. Robert Hersant, en effet, songe depuis plus d'un an à lancer, à partir de l'essentiel du contenu actuel, un magazine en quadrichromie de portée nationale, intitulé France Magazine, qui ressemblerait grandement au projet du Journal du Dimanche. Titre (provisoire) choisi pour ce dernier projet : Le Magazine.

Curieusement, c'est le titre également retenu par M. Alain Lefebvre pour le nouvel hebdo qu'il compte lancer à la rentrée d'octobre. Mais le dessin de M. Lefebvre - P.-D. G. du groupe Média Associés S.A., qui édite déjà les magazines Ping-pong, Bêta et Jockey - est nettement plus orienté « hebdomadaire » dont il assumera la direction - aura pour caractéristique de se situer résolument, mais avec tranquillité, dans l'opposition. L'état-major de Magazine est déjà constitué, avec M. Jean-Claude Valla (ancien rédacteur en chef du Figaro Magazine) comme directeur de la rédaction, M. François Bonnemain (ancien directeur de la rédaction à France Inter) comme rédacteur en chef politique, M. Jean Bothorel (ancien du Motin de Paris, et M. Patrice Duhamel (ancien chef du service politique de TF 1), tous deux au comité éditorial.

En ce qui concerne le projet rédactionnel du Magazine, M. Lefebvre se défend de vouloir prendre des lecteurs aux « news magazines », mais il s'adressera « à ceux, jeunes, cadres et urbains, qui

s'éloignent de cette forme de presse », cet espoir se fondant sur une étude du C.E.S.P. mettant en relief une certaine désaffection pour les supports actuels. De même ne pense-t-il pas dérober une part du gâteau publicitaire « ou détriment des convives déjà installés ». Il croit en « la stratégie du plus grand marché porteur ». Offrant une centaine de pages, vendu probablement 10 F et paraissant en fin de semaine, le Magazine sera réalisé en quadrichromie.

Il est aussi question, depuis plusieurs mois, d'un projet d'hebdomadaire conçu par l'éditeur Jean-Pierre Ramsay. M. Ramsay était présumé vouloir faire un journal plutôt favorable à la majorité de gauche. Le fait que M. Ramsay se soit porté acquéreur des Nouvelles littéraires et l'ait finalement emporté sur M. Jean-François Kahn va-t-il modifier sa stratégie initiale, ou M. Ramsay considère-t-il son autre projet comme totalement différent ?

Le Monde lui-même n'échappe pas à cette vague porteuse : il a mis à l'étude un magazine (Le Monde illustré) d'environ cent vingt pages, qui serait vendu avec son édition du vendredi, date samedi. Le projet en a été confié à André Fantaine, rédacteur en chef, assisté de Paul-Jean Franceschini et Jean Schall.

CLAUDE DURIEX.

Lu

« UNE VIE DANS SON SIÈCLE » de J.-K. Galbraith

Portrait de l'artiste

J.-K. Galbraith met beaucoup d'obstination à prendre ses distances avec tout ce qui lui importe vraiment : son travail de professeur et d'écrivain, son militantisme au parti démocrate, sa lutte pour la paix, sa gloire. Au bout des cinq cents pages de son autobiographie, on n'a pas encore fini de s'intéresser au « portrait de l'artiste » qui vous fait face, artiste en scepticisme et en humour. C'est qu'il a aussi sa vie en de l'autre, une sorte de fil d'Ariane à travers les événements, les personnalités politiques, les idées qui vous sont familières et qui, grâce au talent de l'auteur, composent une assez étonnante fresque du siècle.

Du premier décor des fermes de l'Ontario, où il naquit, jusqu'aux studios de la B.B.C., où il compose, il y a quelques années, une série d'émissions très remarquées sur l'histoire de l'économie, quel parcours ! L'unité versité y tient bien sûr une large place : Berkeley, Harvard et Cambridge (Angleterre) furent ses meilleurs souvenirs d'enseignement, bien que, dans toutes ces églises du savoir il eussent souffert d'un mal tenace : la crainte que sa supériorité ne fût pas reconnue.

Il est passionnant de suivre la manière dont sont rapportés certains faits historiques vus depuis l'observatoire de J.-K. Galbraith : l'irruption de la fusée Keynes dans le monde des économistes, le contrôle des prix qui, après Pearl Harbor, demanda une vigilance de tous les instants, les interrogatoires de hauts dignitaires nazis à Mondorff-les-Bains, auxquels notre auteur a participé, le travail de journaliste à Fortune, qui nous vaut un bon portrait d'Henry Luce.

Le plus étrange de cette période réside peut-être dans les conclusions du rapport dont Galbraith eut la charge, avec George Ball, sur l'effort de guerre allemand et les répercussions des bombardements. Contrairement à toute attente, les attaques contre les villes stimulant plutôt la production de guerre en libérant la main-d'œuvre qui ne trouvait plus d'emploi dans les boutiques, les banques, les hô-

tels, etc., touchés par les bombes.

Le retour de Galbraith à ses « chères études », à Harvard, ne l'empêcha nullement de rechercher toujours à « servir » dans les campagnes électorales du parti démocrate. Son amitié pour Adlai Stevenson ne souffrit guère du soutien qu'il apporta, dès la fin des années 50, à jusqu'au bout, à John F. Kennedy. La manière dont il nous fait participer à la lutte contre Nixon mêle le pittoresque et le sérieux, mais il ne peut s'empêcher d'écrire : « Nous étions nombreux à penser que Kennedy valait mieux que sa campagne, et nous avions raison. »

Changement de paysage : l'ambassadeur en Inde. L'écrivain a l'art de truffer d'anecdotes le récit de sa mission, de nous faire cheminer des arrière-pensées de Nehru au programme d'assistance économique qu'il juge avec sévérité, comme ancien expert agronomique, en passant par ses efforts pour assurer une paix brève entre la Chine et l'Inde.

Une autre guerre le marque beaucoup plus profondément : celle du Vietnam. « J'en vins lentement à penser que seule l'opposition politique et publique pourrait faire obstacle à une intervention de plus en plus massive », écrit-il. Il mena alors une véritable croisade.

En fermant l'ouvrage, le lecteur a une curieuse sensation : Galbraith est surtout connu de ce côté-ci de l'Atlantique comme l'auteur de l'ère de l'opulence, du Nouvel État industriel, de la Science économique et l'ère du général, etc. Ses idées ont été encaissées et critiquées, mais cet homme tout en ns, et qui frise les 2 mètres, semble regarder de sa hauteur, avec une petite moue de condescendance, cette contribution à la recherche économique. Encore une coquetterie de cet étrange et attachant personnage, qui aime nous fier entre les doigts, parce que c'est aussi une de ses façons de rendre hommage à la liberté.

PIERRE DROUIN.

* Gallimard, 514 pages, 117 F. Traduit de l'anglais par Denis Blanchard.

Les pieds sont plus heureux.



Chaussettes PHIDAR

Mercredi 4 mai à 20 heures

COURSES à VINCENNES

Pari jumelé dans toutes les courses
Pari trio à chaque réunion
Retenez votre table au « Privé » 989-67-11
Prochaines soirées : 6-10-13 MAI

Les premières signatures sont celles de MM. et MM^{mes} Alfred Ador, Jean-Christophe Averty, Jean Borie, Michel Boujut, Freddie Bua-che, François Caradee, Annie Chevalley, Violette Cuttin, Roger Gentis, Georges Goldfayn, Rodovan Ivse, Ado Kirou, André S. Labarthe, Annie Le Brun, Pierrette Lof-feld, Bernard Matignon, Maurice Nadeau, José Pierre, Dominique Rabourdin, Max Schoendorff, Jean Schuster, Louis Seguin, André Thirion.

* Correspondance : Louis Seguin, avenue François-1^{er}, 62152 Neufchâteau Hardiel.

CHEZ PHOX PAS D'INTOX

1190 F

NOUVEAU

phox

CHEZ PHOX PAS D'INTOX

LE COMPACT DE PENTAX

Compact 24 x 36 à automatisme

programmé, autofocus, motorisé.

Avec flash électronique.

300 PHOTOGRAPHES DANS TOUTE LA FRANCE

LES LILAS : PHOTO CINE RECORD - 151, rue de Paris - Tél. 362.71.31

PARIS 8^e : PHOTO CINE CHATEL - 87, passage Chateaufort - Tél. 296.87.39

PARIS 8^e : SELECTION PHOTO CINE - 24, boulevard Malet - Tél. 742.33.58

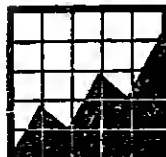
PARIS 8^e : SELECTION PHOTO CINE - 91, rue La Fayette - Tél. 878.07.81

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,87
AUTOMOBILES	52,00	61,87
AGENDA	52,00	61,87
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	19,00	22,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Responsable du personnel Etablissement de 350 personnes Proche banlieue parisienne

Notre établissement (350 collaborateurs) est situé en proche banlieue parisienne. Il fait partie d'une importante société de 12 000 personnes dont l'un des axes essentiels est la décentralisation. Notre responsable du personnel a donc un rôle important à jouer.

Collaborateur direct du Responsable de l'unité et membre de l'équipe de Direction, vous aurez pour mission :

- le contrôle de la paie informatisée,
- le suivi des réunions du C.E. et des D. du P.,
- l'élaboration et le contrôle du plan de formation professionnelle.

Vous devrez également :

- réaliser le bilan social,
- mettre en place la politique des ressources humaines et de gestion des carrières.

Nous désirons intégrer un jeune cadre de 28/30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (université ou Ecole de Commerce avec option gestion du personnel), pouvant justifier d'une expérience

réussie d'au moins 3 ans dans une PME ou une PMI de 200 à 500 personnes.

Une autorité naturelle ainsi qu'une bonne aptitude aux contacts humains font partie des exigences de ce poste opérationnel mais non hiérarchique.

La rémunération motivante sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat.

Demier point : un candidat autodidacte ayant une expérience d'au moins 5 ans peut valablement postuler.

Pour un poste à pourvoir rapidement, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et souhaits de rémunération) sous la référence LM/2520 à

Communiqué
9, Bd des Italiens, 75002 PARIS
qui transmettra.

directeur administratif et financier PROXIMITE LYON - GENEVE 250.000 F +

Une société industrielle française, diversifiée et leader en certains de ses domaines, (chiffre d'affaires annuel plus de 160 millions de francs, effectif d'environ 250 personnes) recherche un Directeur Administratif et Financier pour moderniser l'outil de gestion existant et l'adapter à l'expansion de l'entreprise, à l'occasion du prochain départ à la retraite de son directeur comptable. Il prendra en charge la direction et l'animation des services comptabilité et informatique pour l'ensemble des différents secteurs d'activité de l'entreprise et devra concevoir et mettre en place un contrôle de gestion simple et performant.

En ce sens, il s'agit d'une réelle création de fonction. Il sera rattaché directement à la Direction Générale. Ce poste de grande responsabilité et de confiance ne peut convenir qu'à un candidat dont la formation et l'expérience, acquises dans une fonction similaire, de préférence dans une affaire industrielle moyenne, correspondent aux exigences d'une entreprise en développement. Il maîtrisera parfaitement les comptabilités générale et analytique, le contrôle de gestion, tous les aspects administratifs, juridiques, fiscaux et ceux de l'informatique.



Conexhom
4 conseil en Recrutement

Adresser lettre manuscrite et C.V., sous référence LM8177 à :
François ROUSSEAU - CONEXHOM - 212, avenue Paul Doumer
92508 RUEIL-MALMAISON Cedex
qui garantira la plus totale discrétion.

DIRECTEUR DES VENTES INTERNATIONALES

RHONE-ALPES
260 000 F +

Cette filiale commerciale d'un Groupe international d'origine française diffuse des produits techniques (matériaux composites) auprès d'industriels transformateurs. Son directeur (55 ans) souhaite s'adjoindre un ESSEC ou SUP. de CO. de plus de 35 ans, au minimum bilingue anglais (+ allemand ou espagnol), familier de l'exportation et bon animateur.

Adresser votre dossier sous n° 798 M
GABRIEL MARCU
154 bd Malesherbes 75017 Paris.

SOCIETE D'INGENIERIE
CERGY PONTOISE (200 personnes)
recherche

Directeur de division agro-industrielle

Rattaché directement à la direction générale il assumera les responsabilités commerciale, technique et de gestion dans les secteurs élevage, alimentation bétail, stockage et transformation produits agricoles, lisier et biogaz. Il animera 15 ingénieurs et techniciens dont une section à Toulouse. Le candidat choisi aura la formation, l'expérience de l'ingénierie agro-alimentaire. Parlant anglais et si possible d'autres langues. Il possèdera un solide esprit d'entreprise pour développer la division

Adresser C.V., photo et prêt s/s réf. 89219 à Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cédex 01 qui transmettra

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Groupe Français de niveau
international, employant plus de
1000 personnes en France
Travaux de Second oeuvre du
bâtiment recherche

DIRECTEUR ADJOINT de son agence de Paris

(env. 250 personnes)
ECP, ENSI, ETP ou similaire

Mission: assurer progressivement la responsabilité humaine, technique et de gestion des travaux de la région parisienne.

Une expérience de 5 à 10 ans de direction de chantiers du bâtiment ou du second oeuvre est indispensable.

POSTE D'AVENIR DE NIVEAU ELEVE

BATTACHE A COURT TERME A LA R.G.

REMUNERATION MOTIVANTE.

Adr. CV dét. ss réf. 1032 à

seletec

61009
STASBOURG
CEDEX

ORGANISME SOCIAL SPÉCIALISÉ

DANS LES PROBLÈMES DE GÉRONTOLOGIE

recherche

UNE ATTACHÉE DE DIRECTION DOCUMENTALISTE

Agée d'environ 35 ans et possédant une SOLIDE FORMATION SUPÉRIEURE, la candidate devra justifier d'une expérience professionnelle de plusieurs années dans un DOMAINE SOCIAL similaire et faire preuve d'une aptitude à LA RÉDACTION et à LA TENUE D'UNE IMPORTANTE DOCUMENTATION.

Une parfaite connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

Lieu de travail : PARIS.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions sous n° 8.942 à PRAIRIAL, 47, rue des Tournelles, 75003 PARIS, qui transmettra.

MSL international

17, rue La Rochefoucauld 75009 PARIS - Tél. (1) 878.52.02.
206, rue Vendôme 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.

Directeur de filiale Région Nord

Un groupe important prestataire de services auprès des collectivités locales, leader dans le domaine de la gestion des transports de voyageurs, recherche le directeur de l'une de ses filiales du Nord. Il sera responsable d'un budget d'une trentaine de millions de francs, dirigera l'activité de plus de 100 personnes, gèrera un parc d'une soixantaine d'autobus, assurera le transport dans les meilleures conditions de rentabilité et de satisfaction de la clientèle pour une agglomération de 120.000 habitants. Il aura au moins 35 ans, une formation supérieure, de préférence technique, l'expérience de la gestion d'un centre de profit dans le domaine, si possible, de la prestation de services. La fonction implique une large autonomie, l'aptitude aux relations publiques, un sens marketing développé et beaucoup de rigueur dans la gestion. Ecrire à Yves Blanchon à Paris - Réf. M 9366.

Discrétion totale assurée.



Nous sommes une importante Société d'Ingénierie Française appartenant au groupe CGE.

Directeur des agences de province

Nous recherchons le Responsable de nos Agences Provinciales. Véritable organisme fédérateur, la Direction des Agences a pour missions :
• d'assurer les rapports des agences entre elles,
• de représenter les agences auprès de la Direction Générale,
• de mettre tout en œuvre pour assurer la réalisation des objectifs des agences.

Le poste requiert une formation d'Ingénieur Grande Ecole (X, Ponts, Centrale, Mines...) et une expérience de l'ingénierie appliquée aux Bâtiments, Travaux Publics ou Structures.

Agé de 45 ans environ, le titulaire du poste devra être de personnalité affirmée, posséder des qualités de diplomatie, de pondération tout en ayant un grand sens de l'efficacité.

Poste basé au Siège de la Société.

Veuillez adresser C.V., photo et prétentions en précisant la référence M 51 au Service du Personnel - SOGELERG
25, rue du Pont-des-Halles - CHEVILLY-LARUE
94666 RUNGIS CEDEX - FRANCE.

MSL international

17, rue La Rochefoucauld 75009 PARIS - Tél. (1) 878.52.02.
206, rue Vendôme 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.

Directeur 100 km Nord Paris

Un groupe important prestataire de services auprès des collectivités locales, leader dans le domaine de la gestion des transports de voyageurs, recherche le directeur d'exploitation d'une zone urbaine qui sera équipée d'un nouveau système de transports entièrement automatisé actuellement en construction. Dépendant du directeur général et après une courte période de formation, il sera chargé de suivre la construction, les essais et les mises au point du système en assistance au maître d'ouvrage, de recruter le personnel d'exploitation et de maintenance, de mettre en route et de diriger l'exploitation de ce système en coordination avec un réseau d'autobus dont il deviendra également responsable. Il aura au moins 30 ans, une formation d'ingénieur spécialisée en électronique et automatismes et l'expérience de la mise au point de systèmes automatisés en milieu industriel. Le poste implique, outre l'aspect technique, le sens des relations publiques, une bonne aptitude au commandement, des qualités d'organisateur et de gestionnaire. Cette fonction peut être considérée comme un tremplin vers des responsabilités plus importantes. Ecrire à Yves Blanchon à Paris - Réf. M 9365.

Discrétion totale assurée.

Une P.M.I. française basée à SAINT-MALO spécialisée dans la peinture et les revêtements de centrales nucléaires, la protection anti-corrosion d'ouvrages d'art portuaires et métalliques et le traitement de surfaces recherche

directeur de travaux

apte à seconder rapidement le Président Fondateur (45 ans).

La renommée de nos travaux provient de leur qualité. Pour allier bonne rentabilité et satisfaction de notre Clientèle, notre expansion doit être correctement contrôlée.

Il y a là une opportunité passionnante pour un Cadre jeune de participer de près au développement technique, commercial et de gestion d'une entreprise sérieuse. Anglais souhaité : nous avons quelques chantiers au Moyen-Orient.

**Cabinet
Leconte**

nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

Réf. 69236.

مکان العمل

155-156

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Mercredi 4 mai 1983 - Page 23



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

**Une importante
Entreprise de travaux publics
largement présente dans le monde
recherche le

responsable
de son service informatique**

pour un chantier en ALGERIE
Cet informaticien programmeur aura acquis la maîtrise de l'utilisation d'un matériel de type HP 1000.
Il sera chargé de la gestion des utilisations de l'ordinateur, des corrections de programmes, de la programmation.
Son activité s'exercera dans les domaines de la paye, de la gestion des approvisionnements, du contrôle budgétaire, des éditions comptables et administratives. La connaissance de l'anglais est indispensable.
Le poste est à pourvoir dès à présent.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et
prétentions sous référence 9917 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris
Cedex 02 - qui transmettra



ETABLISSEMENT PUBLIC
recherche pour l'emploi
**UN TECHNICIEN
CHIMISTE**
TITULAIRE BTS OU EQUIVALENT
1^{re} implantation en
COTE D'IVOIRE

Bonne formation polyvalente en
AQUACULTURE requise.
Sensibilisation aux problèmes
de développement et expé-
rience préalable régions tropi-
cales souhaitées.
Ecrire ORSTOM, 24, rue
Bayard, 75008 PARIS.

Nous prions ins-
talement nos annon-
ces d'avoir l'oblige-
ance de répondre
à toutes les lettres
qu'ils reçoivent et de
restituer aux inté-
ressés les docu-
ments qui leur ont
été confiés.

BIAO
AFRIBANK

la B.I.A.O. - Côte d'Ivoire
la B.I.A.O. - Cameroun
la B.I.A.O. - Centrafrique
la B.I.A.O. - Mali
la Banque Internationale pour le Gabon

recrutent par voie de concours des

AGENTS D'ENCADREMENT

Ce concours est ouvert respectivement aux ressortissants
IVOIRIENS - CAMEROUNAIS - CENTRAFRICAIS - MALIENS et GABONAIS
jouissant de leurs droits civiques et âgés de moins de trente ans

Les candidats doivent avoir une solide formation économique et comptable attestée par
la détention de l'un des diplômes suivants :

- diplôme de licence es-sciences économiques (gestion)
- diplôme d'un institut supérieur de gestion
- diplôme de gestion des entreprises et économie monétaire
- diplôme de gestion comptable et d'expertise comptable
- diplôme d'un institut d'administration des entreprises
- diplôme d'études comptables supérieures
- diplôme d'études supérieures de banque
- diplôme d'un institut supérieur de statistiques
- diplôme du centre d'études financières et bancaires...

ou d'un diplôme équivalent (école supérieure spécialisée telles écoles supérieures de
commerce, de gestion et I.U.T.).

Les étudiants qui préparent actuellement ces diplômes sont également admis à concourir.
Toutefois leur recrutement définitif sera subordonné à l'obtention des grades uni-
versitaires requis et ceci au terme de l'année 1982/1983.

Les dossiers devront être retirés aux Départements Formation des filiales concernées,
sini au Département Formation du Groupe B.I.A.O. 8, avenue de Messine
75008 PARIS

avant le 23 mai 1983

Ces dossiers, dûment complétés, devront être déposés aux mêmes services le :

30 mai 1983 dernier délai

DIRECTIONS . DIRECTIONS
Fonctions Nationales et Internationales

**Directeur
des Comptabilités**

LES BRASSERIES KRONENBOURG - 2,6 Md de F de CA, 2700 personnes,
2 usines en Alsace - sont également implantées à l'étranger au travers de filiales
en Europe, en Afrique et en Amérique.

Le Directeur des Comptabilités de cette société joue un rôle très important. Il
anime et coordonne l'activité de 45 personnes, dont la mission recouvre l'en-
semble des fonctions comptables et fiscales, la gestion de la trésorerie, les rela-
tions bancaires. Cette équipe participe activement au développement interna-
tional de l'entreprise en intervenant directement dans la gestion comptable et
financière de certaines filiales ou en réalisant des missions de conseil et d'assis-
tance.

Nous souhaitons confier cette importante fonction à un homme de dialogue et
de négociation, possédant une solide formation comptable supérieure (expe-
rience comptable) et ayant acquis au moins 4 ans d'expérience de Direction Com-
ptable.

Le poste est basé à Strasbourg.

BSN

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. F12 M en
précisant rémunération souhaitée à : BSN - Service
Recrutement Cadres - 7, rue de Tolérance - 75081 Paris
Cedex 08.

HAVAS CONTACT

SALAISSON

C.A. 42 M. - Impact National
recherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL

Profil : Homme de responsabilité, décision, innovation,
esprit d'équipe, expérience indispensable dans le bran-
che des produits frais, si possible salaison.

Poste : Petite ville du Centre de la France.

Rémunération : Fixe 120.000 F + intéressement très
motivant.

Poste à pourvoir très rapidement.

Ecrire avec C.V. et photo à M. D'ETREPILLY,
111, rue des Chevrins, 92230 GENNEVILLIERS.

**DIRECTEUR DE RESTAURANT
FAST-FOOD**

Nous sommes l'une des plus importantes chaînes
internationales de restaurants FAST-FOOD en France.
Nous recherchons :

UN JEUNE DIRECTEUR

Pour plusieurs de nos restaurants FAST-FOOD à travers
toute la France.

Le candidat possédant une expérience antérieure dans le
domaine du FAST-FOOD doit être agressif et désireux
d'apprendre.

Excellent salaire et intéressement pour le meilleur
candidat.

Adresser C.V. et photo sous réf. T 040.061 M à :
RÉGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**DIRECTEUR DE PROJET
DIRECTEUR GÉNÉRAL**

Pour l'une des plus importantes chaînes de restaurant
FAST-FOOD en France.

Aura pour responsabilité :

- Développer dans toute la France les restaurants de
FAST-FOOD.
- Diriger toute l'opération à travers la France.
- Maintenir le Haut Niveau requis par la Société
internationale de franchise pour tous les restaurants en
France.
- Développer les capacités du Personnel local.

Le candidat dégage O.M. ou finit de carrière de travail
de longue durée.
Ago environ 40 ans, excellent salaire et intéressement,
pour le meilleur candidat.

Adresser curriculum vitae et photo sous réf. T 040.019 M à :
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**GROUPE BANCAIRE INTERNATIONAL
DIRECTION DES RISQUES**

Vous avez acquis au cours des 10 à 15 années
d'une carrière bancaire réussie, un sens aigu du
risque, soit sur le terrain (en agence), soit au Siège.
Cadre de Classe VIII (ou E.C.), c'est dans la
fonction crédit, où votre compétence est reco-
nnue, que vous souhaitez continuer à évoluer.

Nous vous proposons d'assumer, dans un premier
temps la Direction des Risques et Engagements
d'une très importante filiale bancaire, poste où
vous serez la "conscience" du D.G. et le conseil
permanent des exploitants.

M. CHASSERY - 110, rue du Colonel-Fabien
92160 ANTONY
nous transmettra votre dossier de candidature.

DIRECTEUR COMMERCIAL EXPORT

IMPORTANTE SOCIÉTÉ, élément majeur d'un
Groupe français, présent sur tous les continents, inter-
vient dans domaine des études et réalisations d'opé-
rations d'aménagement et de développement agricoles,
souhaite vous confier la responsabilité du DÉVELOP-
PEMENT, de la COORDINATION et de l'ANIMA-
TION de ses activités à l'étranger.

Vous serez le DIRECTEUR chargé de la mise en ap-
plication de la politique commerciale définie avec la Di-
rection Générale, à laquelle vous serez attaché.

Rompes aux négociations de haut niveau, vous serez dis-
ponible pour de fréquents voyages de courte durée à
l'étranger.

Vous coordonnerez efficacement l'action des cadres
techniques et commerciaux en place. Garant des objec-
tifs de développement des activités export, vous gèrerez
le budget commercial et assurerez le suivi de l'exé-
cution des contrats.

Vous avez quarante ans, une formation supérieure :
Grande Ecole Technique ou Commerciale, confortée
par une expérience suffisante acquise dans un contexte
international.

Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise et si
possible l'espagnole.

Votre dynamisme à ce poste vous ouvrira des responsa-
bilités élargies au sein du Groupe. Résidence Sud de la
France.

Envoyer C.V. manuscrit et photo + rémunération sou-
haitée sous réf. 8.121 à Le Monde Publicité, service
annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

**MACQUARIE UNIVERSITY
SYDNEY AUSTRALIA**

**SCHOOL OF MODERN LANGUAGES
SENIOR TUTOR/TUTOR IN MACEDONIAN**

The Commonwealth Government is providing funding, ini-
tially for a period of three years, to foster the develop-
ment of community language studies in selected Australian uni-
versities.

Under this scheme, the School of Modern Languages at
Macquarie University has received assistance to introduce
courses in Croatian, Macedonian, Polish and Serbian.
Croatian, Polish and Serbian courses commenced at first-
year level in 1981, and Macedonian will begin in 1984.

Applications are now invited from suitably qualified per-
sons for appointment to the position of Senior Tutor or
Tutor in Macedonian from 1 January, 1984. The successful
candidate will be required to prepare and teach introduc-
tory and advanced courses (to be offered both internally
and externally) in the Macedonian standard language, and
to maintain close contact with all sections of the Macedo-
nian community in Australia. The work will be carried out
under the direction of the Head of the School of Modern
Languages and in collaboration with the Lecturer in South
Slavonic Studies.

Initial appointment will be until 31 January, 1985, with a
possibility of further annual renewal.

Salary, weekly equivalent \$A19,333 - \$A22,148 p.a. Senior
Tutor.

\$A15,943 - \$A18,770 p.a. Tutor.

Further information about the University and advice regard-
ing the method of application should be obtained from
the Secretary-General, Association of Commonwealth Uni-
versities, 36 Gordon Square, London, WCH 0PF.
England, or from the Registrar, Macquarie University,
North Ryde, New South Wales, 2113, Australia.

Applications close on 24 June, 1983.

April, 1983

A.J.T. Ford,
REGISTRAR

**le européen fiorence
bourses de recherche "Jean Monnet" 1983/84**

Des bourses de recherche d'un an sont disponibles à l'Institut
universitaire européen à partir du 1^{er} septembre 1983. Les
candidats intéressés doivent proposer un projet de recherche
qui contribue au programme général de recherche de l'Institut.
Montant de la bourse : à partir de 1.200.000 livres par mois,
selon l'âge.

Les candidats doivent avoir terminé des études de 3^e cycle
sanctionnées par un doctorat ou posséder une expérience de
recherche équivalente. Les bourses sont ouvertes aux
universitaires.

Envoyer curriculum vitae complet avec description de votre
sujet de recherche et les noms et adresses de deux personnes
pouvant fournir des références au Service académique, Bada
Fiorolana, via dei Roccantoni 50016 s., Domenico di Fiesole,
Italie, qui vous fournira sur demande des renseignements
complémentaires.

Daté limite d'envoi des candidatures : 6 juin 1983.

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 18 heures
au 296-15-01



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Moulinex

annonce parlée*

10.000 personnes en 12 usines Basse-Normandie.
Poursuivant sa politique de recherche
et de développement en matière de produits
et de procédés de fabrication souhaite s'adjoindre la compétence de

Techniciens

Formation B.T.S. - D.U.T.

• Chef d'atelier Fonderie sous pression

— Formation en fonderie sous pression pour commandement atelier 70 personnes.

Expérience en fabrication.

ALÉNÇON - réf. 1340.

— Moules pour injection T.P. et T.D. machines et outillage pour le surmoulage. CAEN - réf. 1341

• Investissements méthodes

— Nouveaux procédés de fabrication et implantation de nouvelles lignes de production.

Expérience Electromécanique, machines outils, machines spéciales. MAYENNE - réf. 1343

Toutes informations complémentaires sur l'entreprise et les postes à pourvoir peuvent être obtenues immédiatement par téléphone en appelant SVP Information Carrière 763.11.15. Préciser la référence du poste qui vous intéresse. On peut aussi écrire à

SVP RESSOURCES HUMAINES
7, rue de Logelbach 75017 Paris.

— Assemblage - Automatismes - Robotisation.
Expérience dans ces domaines.
ALÉNÇON - réf. 1342

• Projeteur chef de groupe

— Etude et lancement de nouvelles lignes de produits.
Formation dessin industriel.

Expérience électro-ménager, machines de jardinage. FALAISE - réf. 1345

— Conduite d'études de produits nouveaux comportant innovation. Formation micro-mécanique.

Expérience petite mécanique automobile, automobile commutation. CAEN - réf. 1344

Moulinex

annonce parlée*

10.000 personnes en 12 usines — Basse-Normandie recherche

Ingénieurs techniques nouvelles

Pour étudier, réaliser et piloter des systèmes avancés de production automatisée.

• Etudes et technologies nouvelles - CAEN - réf. 1335

Diplômés de préférence en spécialisation physique industrielle ayant idéalement quelques années d'expérience en recherche appliquée.

• Investissements de production - BAYEUX - réf. 1333

CAEN - réf. 1334

Diplômés d'une grande école généraliste à dominante mécanique et ayant de préférence acquis leur expérience dans le domaine des fabrications en grande série. Compétence nécessaire en automatismes.

Tous ces recrutements s'inscrivent dans une politique délibérée de recherche de compétitivité industrielle.

Toutes informations complémentaires sur l'entreprise et les postes à pourvoir peuvent être obtenues immédiatement par téléphone en appelant SVP Information Carrière 763.11.15. Préciser la référence du poste qui vous intéresse. On peut aussi écrire à

SVP RESSOURCES HUMAINES
7, rue de Logelbach 75017 Paris.

• Développement : production contrôle - FRESNAY - réf. 1339 - ST-LO - réf. 1338 - FALAISE - réf. 1336

Plusieurs postes de responsabilité sont offerts dans le cycle «production» à des ingénieurs généralistes ayant de préférence une première expérience industrielle.

• Injection plastique - ST-LO - réf. 1337

Diplômé AM, INSA, etc., il aura acquis par une spécialisation ou une première expérience des compétences en injection plastique. Il est destiné à prendre la responsabilité des techniques de fabrication de pièces «surmoulées».

Chambre de Commerce et d'Industrie d'ANGERS
recherche
pour son SERVICE INDUSTRIE

Conseillers en Gestion

Les candidats s'intégreront à une équipe pluridisciplinaire. Ils auront à réaliser des interventions de conseil en PMI et à prendre en charge des opérations concernant plusieurs industriels. Outre une formation supérieure, ils devront posséder un réel sens de l'analyse et le goût des contacts. Rémunération selon qualification et expérience.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) sous référence 722 MI à

APRODI

87-89 avenue Kléber
75784 Paris Cedex 16

SOCIÉTÉ DE CHIMIE FINE
Filiale d'un Groupe Pharmaceutique important
recherche

ADJOINT TECHNIQUE AU DIRECTEUR PRODUCTION

Missions : Chargé du suivi et de l'optimisation technique des procédés et des installations.
Responsable des aspects techniques de la sécurité.

Capable de négocier des achats de matériels et matières premières.
Profil : Ingénieur Chimiste ayant une dizaine d'années d'expérience en production ou «recherche/développement/lancement».

Poste évolutif dans un groupe en expansion, localisé sur le littoral Nord, région touristique.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous n° 8.115 à Le Monde Publicité, service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

HELIOS

un des premiers Cabinets français
d'Audit et de Conseil,
membre d'Arthur Young International
recherche pour Angers

Fiscaliste

Nous lui proposons :

- la responsabilité du département fiscal,
- le rattachement au Directeur du centre,
- des missions de Conseil et d'Audit fiscal auprès de nos clients,
- le développement de ces activités dans l'Ouest de la France.

Nous lui demandons :

- 5 ans d'expérience dans un cabinet spécialisé dans le domaine fiscal,
- un D.E.S. de Droit minimum,
- une formation complémentaire du type Ecole Nationale des Impôts serait appréciée.

Merci d'adresser votre C.V. avec photo et lettre sous réf. LM/03 à



HELIOS
Département Recrutement
7 rue de Chailot
75116 PARIS



emplois internationaux emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

CAISSE NATIONALE DE
CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour la Direction Internationale

- un Chef de zone Afrique - un Chef de zone Afrique du Nord/Moyen-Orient

possédant une solide expérience bancaire des opérations internationales, une bonne connaissance pratique des banques et milieux d'affaires des pays considérés. 3/4 ans d'expérience. Diplôme d'études supérieures, anglais courant, arabe apprécié.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. MUF3 à
CNCA Gestion des Personnes 75740 Paris Bourse

MACQUARIE UNIVERSITY
SYDNEY AUSTRALIA

SCHOOL OF MODERN LANGUAGES
LECTURERS IN SLAVONIC STUDIES
(CROATIAN, POLISH, SERBIAN)
(FIXED-TERM APPOINTMENTS)

The Commonwealth Government is providing funding, initially for a period of three years, to foster the development of community language studies in selected Australian universities.

Under this scheme, the School of Modern Languages at Macquarie University has received assistance to introduce courses in Croatian, Macedonian, Polish and Serbian. Croatian, Polish and Serbian courses commenced at first-year level in 1983, and Macedonian will begin in 1984.

To enable expansion into second-year courses in Croatian, Polish and Serbian in 1984, applications are invited from suitably qualified persons for appointments in two fixed-term lectureships in Slavonic Studies (in Polish and in Croatian or in Serbian), tenable not before 1 January, 1984, for a period of three years. The successful applicants would normally be expected to have or to be completing a higher degree in their discipline, and native competence in the appropriate language would be an advantage. It is also important that good relations with all sections of the relevant communities in Australia be established and maintained. The work will be carried out under the direction of the Head of the School of Modern Languages and in collaboration with the present staff in Slavonic Studies.

Salary range \$A22,430 - \$A29,467 p.a.

Further information about the University and advice regarding the method of application should be obtained from the Secretary-General, Association of Commonwealth Universities, 36 Gordon Square, London, WCH, England, or from the Registrar, Macquarie University, North Ryde, New South Wales, 2113, Australia.
Applications close on 24 June, 1983.

April, 1983

A.J.T. Ford,
REGISTRAR

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emploi.

Responsable de notre centre informatique à Monaco

Nous sommes un important groupe bancaire et financier. Nous recherchons le responsable de notre filiale informatique (une dizaine de personnes).

Vous avez au moins 5 ans d'expérience dans l'exploitation d'un centre de traitement à façon, une formation d'ingénieur si possible, ainsi qu'un sens affirmé des contacts.

Nous souhaitons vous confier la responsabilité du bon fonctionnement et du développement (études, analyses) de notre centre, équipé d'un système CII-HB, travaillant en temps réel.

Le poste est à pourvoir dans les meilleurs délais.

Nous vous remercions d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence 5803 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Administration du personnel Chef de service

Notre Groupe s'est constitué autant par développement interne que par acquisitions et fusions. Aujourd'hui, il compte 5000 salariés et quelque 60 établissements qui, du fait même de leur dispersion géographique, disposent d'une réelle autonomie.

L'administration du personnel se situe donc à deux niveaux :
- au siège où sont centralisés les problèmes de gestion des cadres, traitements, salaires, relations avec les caisses, etc... (4 personnes),
- dans les établissements où se traite l'administration courante et locale des salariés (une trentaine d'employés et techniciens).

L'ensemble «travaux» assez bien maïs, compte tenu des projets de croissance, il faut remettre à plat les procédures appliquées à tous les stades de l'administration, les harmoniser pour tous les établissements du Groupe et proposer des outils de gestion performants et d'avenir.

Voilà votre mission.

Elle suppose évidemment une grande expérience et les goûts de rigueur et de précision propres à ces fonctions avec, en plus l'aptitude à dialoguer avec des services décentralisés.

La rémunération annuelle prévue est de l'ordre de 170 000F.

Nous sommes installés dans l'Ouest, dans une préfecture calme, accueillante et jolie et la vie de province y est bien agréable.

Merci d'adresser votre curriculum vitae sous référence CS 433M.

SEOF

11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTec

هكذا ان العمل

157-1549

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Mercredi 4 mai 1983 - Page 25

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Première entreprise française d'ingénierie spécialisée dans le domaine des prestations techniques pour l'industrie électronucléaire, nous recherchons un Ingénieur Grande École possédant au minimum 5 ans d'expérience de l'encadrement de contrats d'ingénierie ou de chantier.

Basé à LYON, au sein d'un établissement appelé à étendre rapidement ses interventions, ses fonctions couvriront aussi bien la préparation de travaux et le suivi des délais ou des coûts que les relations (de types technico-commerciales) avec les clients.

L'anglais serait un atout pour élargir ses responsabilités au niveau international.

Un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV photo et prétentions) sous référence 80048 M à notre conseil.

MILO M.R.H. 43 bis, bd Victor-Hugo 92200 Neuilly-sur-Seine.

responsable des relations humaines

Nous sommes l'une des filiales - 500 personnes - 280 millions de F de CA - de l'un des trois grands constructeurs de maisons individuelles. Notre Directeur Régional recherche son responsable des relations humaines.

Il élaborera et mettra en œuvre la politique de gestion des ressources humaines, notamment en matière de recrutement, de relation avec les représentants du personnel et de communication sociale.

Au sein d'un groupe dynamique, nous attendons un responsable ouvert au dialogue et rigoureux, ayant déjà une expérience de la fonction d'au moins 5 ans.

La rémunération sera motivante.

Poste basé à ROUEN.

Isabelle Le Garsmeur étudiera votre dossier (C.V., photo et prétentions) adressé au siège du groupe : 21, rue des Capucins - 92190 MEUDON

Bruno-Petit
BÂTISSEUR DE MAISON

Association de Chercheurs d'adolescents recrutés
ANIMAUX/RETRAITES D'ALLIÉ
plein temps, disponible
immédiatement, responsabilité
importante, motivation.
Ecrire avec C.V. Havas n° 9475
Cannes B.P. 177.

ENSEMBLE INSTRUMENTAL
DE BASSE-NORMANDIE
recrute sur concours

UN VIOLONISTE

Le concours aura lieu le
27 JUILLET 1983 A CAEN.

Pour tous renseignements s'ad. à
Ensemble Régional
du Bassin-Normandie,
B.P. 120, 90000 Courmoulin,
Tél. : (15-33) 45-68-10.

LABORATOIRE PHYTOLOGIE
recherche
Valeurs biomécaniques toutes
régions. Poss. volt. 1^{re} année.
Frais : 90 - 110.000 F
+ frais. Stages Paris du
24/27 mai.
Adressez C.V. détaillé, photo,
N° 101, N° 2, 102 à HAVAS,
24100 BERGERAC.

Chef de Service Recherche et Développement Biotechnologie

LE GROUPE BSN N°1 de l'agro-alimentaire en France, concentre depuis plusieurs années ses efforts de recherche et développe de nouvelles technologies. Trois centres de recherche spécialisés par types de produits emploient 200 personnes.

Pour les boissons, le centre situé près de Nancy dispose de moyens techniques importants et réunit une équipe de spécialistes (fermentation, process, biochimie, biotechnologie, génétique). Il travaille en relation étroite avec les différentes sociétés de la Branche Boissons, tant en France qu'à l'étranger : définition de sujets de recherche, transfert de résultats technologiques, conseil. Nous recherchons le Chef du Service Biotechnologie de ce Centre. Il assistera le Directeur du Centre dans l'élaboration des plans de recherche, il animera et coordonnera une équipe d'une quinzaine de personnes, dont il suivra les travaux : étude de nouveaux procédés, de nouveaux produits et de nouvelles technologies ; optimisation des procédés existants ; test de nouvelles variétés de matières premières.

Cet ingénieur aura acquis de solides connaissances en génie chimique et en automatique. 4 ans d'expérience industrielle en production et/ou développement lui auront permis d'exercer des responsabilités techniques, budgétaires et humaines.

La réussite dans ce poste lui ouvrira des perspectives d'évolution soit en recherche et développement, soit vers des fonctions opérationnelles au sein du groupe.

BSN

Merci d'adresser votre candidature, sous réf.
F10 M en précisant rémunération actuelle à :
BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de
Thérèse - 75381 Paris Cedex 08.

Fonction Personnel Usine

Le Département Flaconnage (400 M de F de CA) du Groupe BSN, conçoit, fabrique et vend des flacons pour la parfumerie et la pharmacie. Son unité de production emploie 1200 personnes.

Le responsable des relations sociales de cet établissement recherche son adjoint.

Il assistera dans ses différentes activités et notamment dans ses relations avec les partenaires sociaux ; il participera à la conception et à la négociation d'une politique de rémunération et d'aménagement du temps de travail, à la mise en place d'une nouvelle forme d'organisation du travail.

Il prendra personnellement en charge la gestion du personnel ou cadre ; il assurera les recrutements, les mutations et animera tous les mouvements de personnel ; en liaison avec les responsables hiérarchiques il participera à l'appréciation et à la gestion prévisionnelle du personnel.

Ce poste conviendrait à une personne de formation supérieure souhaitant valoriser une expérience d'environ 3 ans dans la fonction personnelle. Il ouvre de larges possibilités d'évolution au sein du Groupe.

BSN

Merci d'adresser votre candidature, sous réf.
M36 M en précisant rémunération actuelle à :
BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de
Thérèse - 75381 Paris Cedex 08.

UNE P.M.E. DE 700 PERSONNES
DANS LE SECTEUR MÉCANIQUE
SITUÉ EN RHONE-ALPES

recherche son

CHEF DE SERVICE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Il aura à assurer la Direction du Service (8 personnes) dans l'ensemble de ses activités. Il supervisera la mise en place d'un nouveau plan comptable par informatique (IBM 34 mise directe sur écran). L'aspect social de l'entreprise est particulièrement développé.

Le candidat recherchera une formation D.E.C.S. ou équivalent, la connaissance pratique des comptabilités analytiques et budgétaires.

Il aura une pratique de plusieurs années dans un poste similaire.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à REGIE PRESSE, N° T 40.029 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

CONSULTANT

en
INNOVATION INDUSTRIELLE

un métier vivant
pour un homme complet.

Ingénieur grande école

(X, CENTRALE, MINES, SUPÉLEC, ETC...)

avec quelques années d'expérience industrielle.

Aider les entreprises importantes à concevoir, leurs produits, à améliorer le rapport performance/coût, par la mise en œuvre d'idées créatives : concevoir ce métier passionnant, dans le cadre d'un Cabinet solide (PARIS-LYON). Salaire intéressant.

Prenez contact par lettre sous référence 2536
adressée à AXIAL, 27, rue Taitbout 75009 Paris.
Réponse rapide. Discretion assurée.



CRÉDIT AGRICOLE DE LA SARTHE

ORGANISATEUR (H ou F)

SI VOUS DÉSIREZ REJOINDRE UNE ÉQUIPE QUI :

conçoit et améliore les procédures avec et pour les utilisateurs, élabore les documents d'Analyse Fonctionnelle et suit les réalisations informatiques, rédige les manuels de procédures et assure la formation des utilisateurs.

SI VOUS AVEZ UNE FORMATION SUPÉRIEURE ET UNE EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE QUI :

vous ont donné de grandes facilités de contact et de rédaction, vous ont confronté à des matériels de technologie récente, vous ont permis de participer à la mise en place de projets dans le bon sens.

Adressez votre CV avec rémunération souhaitée à :

C.R.C.A.M. de la Sarthe 40, rue Prémaître
72000 LE MANS

STRASBOURG 240.000 F +
IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
FINANCIÈRES ET INDUSTRIELLES

recherche son
INGÉNIEUR CONSEIL

dont le profil souhaité serait :
• Age 33 ans minimum ;
• Formation grande école (ECP, A.M., ECL...), accompagnée d'une culture économique de niveau IAE, ICG, IPA ;
• Acquis professionnel : quelques années en production (secteur industriel indifférent), suivies d'une activité d'études et de conseil, soit dans une grande entreprise, soit dans un organisme spécialisé (banque, crédit, cabinet d'organisation industrielle de notoriété nationale).

Si cette offre a retenu votre attention, veuillez adresser votre C.V. avec situation actuelle sous réf. 67.365 à CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

ENTREPRISE
MÉTALLURGIQUE
Région Orléanaise
(400 personnes)

recrute

CHEF DU PERSONNEL
sans antécédent de P.I.E.

Il a la charge de l'enseignement de la fonction du personnel :

- assistance direction générale pour les C.E.,
- assistance direction usine pour C.H.S.,
- présidence D.D.P.,
- négociation avec D.S.,
- recrutement, formation, assurances, services généraux,
- gestion adm. du personnel avec paie et déclaration sociale.

Poste à pourvoir de suite.

Ecrire à HAVAS,
B.P. 150,
28103 DREUX CEDEX
avec C.V. + photo + date de disponibilité.

FILIALE GROUPE LAFARGE COPPEE

recherche

RESPONSABLE DE VENTE ÉQUIPEMENTS INDUSTRIE LOURDE

(Appareils de traitements et de manutentions de matières minérales.) Poste assimilé cadre.

MISSION :

- Animation et appui technique d'une force de vente ;
- Promotion des ventes en France ;
- Établissement des offres de prix ;
- Participation à la négociation commerciale.

FORMATION :

- B.T.S./D.U.T. de mécanique générale/électrotechnique ;
- 5 ans d'expérience de la vente industrielle ;
- Anglais souhaitable.

Basé à MARSEILLE - GRANDE MOBILITÉ.

Adressez candidature à :
Directeur du Personnel de L.C.E.
3-5, bd Louis-Louchet, 92214 SAINT-CLOUD CEDEX.

BUREAU D'ÉTUDES DE L'EST DE LA FRANCE

recherche

SES ATTACHÉS COMMERCIAUX

Pour sa représentation sur les marchés français et étrangers dans les secteurs de la construction métallique, de la chaudronnerie, de la tuyauterie et du supportage.

NOTRE ACTIVITÉ :

- Élaboration de plans ;
- Mise en œuvre de ces derniers ;
- Surveillance et coordination de leur mise en place.

VOTRE FORMATION :

- Expérience de plusieurs années dans le secteur du bureau d'études.

VOTRE RÉMUNÉRATION :

Elle sera fonction de votre chiffre d'affaires.

Ecrire sous n° T 040.009 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

chef d'agence avec succursales

Son activité s'étend de la coordination des agences au suivi de leur compte d'exploitation, de la détermination de leurs objectifs annuels, aux moyens à mettre en œuvre et à l'analyse de leurs résultats, le tout dans un esprit d'animation dynamique et bien sûr de rentabilité.

Les candidats, âgés de 30 ans environ et disposant d'une expérience professionnelle dans ce domaine, pourront envoyer, lettre de candidature, CV, photo et prétentions s/réf. 11255 à CONTESSÉ PUBLICITÉ 74, rue Béchevelin 69353 - LYON Cedex 07 qui transmettra.

Administration recrutée pour son centre Enquêtes-Statistiques de CAEN

UN RESPONSABLE D'ÉQUIPE INFORMATIQUE

Formation universitaire ou grande école, ayant solide expérience analyses informatiques et organisation.
Adressez lettre C.V. et prétentions s/réf. 8.217 à P. LICHAL, S.A., B.P. 220, 75083 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

AGENCE DE PUBLICITÉ spécialisée dans la communication agricole et agro-alimentaire, rech. pour TOULOUSE

UN CHEF DE PUBLICITÉ

25 ans minimum d'expérience agence ou annonceur.
Ecrire avec C.V. à : AGRO-COMMUNICATION, 3, rue Paul-Lambert, 31000 TOULOUSE.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



l'innovation technique

COMPAGNIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES

Centraux téléphoniques, péritelphonie, télématique, réseau et commutation à large bande, la vocation de CGCT est de concevoir, produire et installer des matériels et réseaux dans le monde entier. Pour participer à son expansion, CGCT recrute pour son Département Audio Communication.



CADRE III B

ayant une très grande expérience en électronique analogique, des connaissances importantes en télécommunication (téléphonie, terminaux) et une bonne compétence en électronique numérique.

Le titulaire du poste aura la responsabilité d'un laboratoire comprenant des ingénieurs et techniciens.

Il sera chargé :
- selon les performances du cahier des charges de choisir les moyens et technologie à mettre en œuvre pour réalisation,
- faire développer les schémas et logiciels nécessaires,
- réaliser les maquettes fonctionnelles.

Nous vous remercions d'adresser CV et souhaits de rémunération à CGCT, Direction du Personnel, 251 rue de Vaugirard 75015 Paris.

Un jeune ingénieur électronicien, tout proche de notre responsable produits vidéo.

Bien décidés à conserver notre place, nous nous sommes toujours fixés comme objectif d'être très en avant des techniques de pointe. Nouveautés, amélioration des matériels existants... C'est là que votre concours devient efficace.

A partir d'un prototype, vous allez réaliser différents essais. Dès sa fabrication, vous contrôlerez alors s'il correspond bien à la définition que nous lui attribuons, et là vos suggestions seront bien accueillies pour améliorer ses performances. Ensuite, pré-série et si tout est conforme, vous émettez un avis favorable à sa fabrication.

Mais rien n'est encore joué car vous savez que dans le domaine de l'électronique, les techniques évoluent très vite. Il vous faudra donc assurer un suivi vigilant des matériels sortis, afin d'en améliorer l'efficacité.

Ce qu'il vous faut pour commencer :
Une formation Grande Ecole, Université ou équivalent - option électronique - ainsi que des connaissances impératives en numérique, éventuellement une première expérience en laboratoire. La volonté de réussir dans un grand groupe, de s'impliquer sur de nouveaux produits. Anglais indispensable, même si ce poste est à pourvoir à Paris 20ème. Allemand souhaité.
Ecrire avec CV, photo et prétentions sous référence 794 M à notre Conseil ALPHA CDI 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.

THOMSON-BRANDT
Branche Grand Public



CHAUDRONNERIE LOURDE ET TECHNIQUES DE POINTE

Première entreprise française d'ingénierie, nos activités couvrent la conception, la réalisation et la mise en œuvre des éléments électroniques des centrales.

Vous êtes un ingénieur grande école expérimenté dans le domaine des gros équipements chaudronnés et des échangeurs.

Chargés du lancement et du suivi de lignes de fabrication de ces appareils, la constitution et de la présentation des dossiers d'études, des négociations techniques avec notre client et les Administrations concernées, vous vous formerez à nos activités pour évoluer à terme vers la prise de responsabilités d'une équipe.

Quelques années d'expérience en Bureau d'Etudes ou en Ingénierie sont souhaitées pendant lesquelles vous aurez traité de questions portant sur les domaines de la chaudronnerie, du soudage, des essais non destructifs... L'anglais lu est indispensable.

Les postes sont basés à PARIS-LA DÉFENSE.

Adresser votre dossier de candidature sous réf. 80056 M à notre conseil.

MILO M.R.H. 43 bis, bd Victor-Hugo 92200 Neuilly-sur-Seine.

Vous avez quelques années d'expérience dans la mise en place de systèmes informatiques de gestion et vous désirez faire évoluer votre carrière. La MUTUELLE D'ASSURANCES DU CORPS SAINTAIRE FRANCAIS (2 IBM 4341/2 et plus de 200 terminaux) vous propose un poste de

Chef de Projet

Rattaché (e) au Responsable des Etudes, vous aurez la responsabilité de la conduite de projets variés et importants, développés dans le cadre du nouveau Schéma Directeur Informatique dont l'étude doit être prochainement engagée.

Vous assurerez l'encadrement d'une équipe de 4 à 5 informaticiens expérimentés et de bon niveau.

Vous utiliserez CICS/DL1 en temps réel, sous un environnement DOS/VSE. Vous avez recours à des outils d'aide au développement tels ELIAS et SDF.

Vous avez le goût d'une démarche méthodologique, le sens du commandement et du travail en équipe.

Lieu de travail : PARIS.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et prétentions) à notre Conseil qui le traitera en toute confidentialité.

SMCI 116 bis, avenue Albert 1^{er} 92500 RUEIL MALMAISON

L'U.G.A.P.

Service de l'Etat recherche pour PARIS

1 INGENIEUR COMMERCIAL

Rattaché directement au directeur des achats et de la promotion, il aura la responsabilité directe de 3 groupes de produits (audio-visuel, traitement de textes et informatique, instrumentation scientifique et machine-outil).

Sa mission consistera :
- à animer et coordonner l'action de 3 équipes regroupant au total une trentaine de personnes,
- à définir et mettre en place une politique de produits (choix de matériels, négociation de marchés, fixation des prix),
- à assurer les relations avec les instances ministérielles ainsi qu'avec les fournisseurs et syndicats professionnels.

Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé ayant une expérience professionnelle de plusieurs années, le goût du travail en équipe et une aptitude à la négociation.

Déplacements fréquents en province.

Adresser C.V. + photo + prêt. à U.G.A.P. 209, rue de Bercy - 75585 PARIS Cedex 12.



CdF Chimie

l'un des pôles de regroupement de la chimie française, activités variées et implantations internationales, offre des postes évolutifs à de jeunes ingénieurs grande école ayant un fort potentiel.

• INGÉNIEURS PROCÉDÉS

De formation ENSIC, IGC ou équivalent, ils seront intégrés dans une équipe performante et opérationnelle. Postes dans l'Oise. référence TE 542 AM

• INGÉNIEURS DE RECHERCHE

- **Ingénieur (mesures-formulation)** : ingénieur chimiste ou mécanicien ayant une formation sur le compoundage des polymères, capable d'animer une équipe. référence UF 543 AM

- **Ingénieur spécialiste rhéologie** connaissant la mise en œuvre du solide macro-moléculaire. référence VG 544 AM

Ces deux postes se situent dans le Nord de la France.

- **Ingénieur spécialiste des colles** diplômé d'une grande école de chimie, ayant de bonnes connaissances (acquises en recherche ou en exploitation) des colles aminoplastes et phénoplastes pour l'industrie du bois. Poste à Toulouse. référence WH 545 AM

Ecrire en précisant la référence.

4, rue Massenet 75016 Paris



UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE TOUT PREMIER PLAN recherche des ingénieurs de grande école ayant un fort potentiel de développement, capables d'assumer rapidement des responsabilités et de progresser.

• INGÉNIEURS AM, ECP, IDN, INSA

qui commenceront par des fonctions importantes de maintenance impliquant connaissances techniques polyvalentes, capacités de gestion et d'animation de personnel. Postes Lorraine et Nord. référence RC 540 AM

• INGÉNIEURS DE PRODUCTION

Diplômés d'une grande école de formation générale ou de chimie, disposant de bonnes connaissances en génie chimique, ils seront capables d'assumer rapidement des responsabilités concrètes de production impliquant : organisation, gestion, animation de personnel. Postes Lorraine et Nord. référence SD 541 AM

Ecrire en précisant la référence.

4, rue Massenet 75016 Paris



Nous sommes une jeune société pleine d'ambitions (nous en avons déjà satisfait quelques unes) et nous sommes arrivés au stade de la création d'un département de conseil.

C'est dans ce contexte que nous souhaitons votre collaboration, dans la mise en place d'application de gestion au moyen de FOCUS, le best seller de la 4ème génération qui fonctionne sur IBM - CMS/TSO/CICS/IMS/DC et sur micro.

Vous intervenirez auprès d'entreprises nationales et internationales. Vous serez en contact régulier avec les hommes qui ont conçu le produit aux Etats-Unis. Il est évident pour cela que vous parlez couramment anglais.

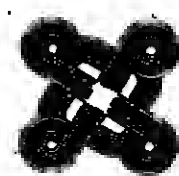
Avec une option informatique et après une formation théorique/pratique que nous vous donnerons, vous serez à même d'embrasser les techniques de gestion (commerciales, financières, productions...)

Adresser nous vite une lettre manuscrite + CV + photo et prétentions à Madame MARTIN, PROGLOG - 4, rue Oscar Roty 75015 PARIS Téléphone 554.27.57.

LES JEUNES DIPLOMES DES GRANDES ECOLES CONNAISSSENT-ILS TOUTES LEURS POSSIBILITES ?

Par exemple dans l'informatique en devenant

Ingénieur Consultant



Progilog

HOTCHKISS-BRANDT SOGEME, filiale THOMSON, leader européen de la mécanisation postale, établissement à PARIS, banlieue NORD (proximité immédiate du métro) crée dans le cadre de son expansion à l'export les deux postes suivants :

Ingénieurs électroniciens

Le premier poste s'adresse à un ingénieur confirmé apportant un savoir-faire en logique, analogique et systèmes. Il aura une mission autonome de choix techniques fondamentaux au niveau de la conception et une responsabilité d'encadrement. Le second poste s'adresse à un débutant d'une grande école s'intéressant aux problèmes des ultra-sons et souhaitant concevoir dans ce cadre en animant une équipe. La notoriété et l'importance de la Société permettent une évolution significative des carrières. Les entretiens auront lieu à PARIS et à LYON.

Ecrire au CABINET GATIER, 32 rue Barême 69006 LYON, sous réf. 246 M.

Cabinet Gatier

هكذا من الامم

05-1-139

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Mercredi 4 mai 1983 - Page 27

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

Responsable du secteur droit maritime

référence 02 538 AM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ A VOCATION INTERNATIONALE (CA consolidé de 2,5 milliards de francs) exerçant son activité dans le domaine MARITIME et PORTUAIRE recherche le Responsable du secteur Droit Maritime.

Le titulaire du poste devra être apte à prendre en charge les fonctions suivantes :

- conseil des agences, filiales et services du siège pour tous les problèmes de droit maritime,
- conception et révision des documents utilisés par la société (connaissances, lettre de garantie, etc.),
- prévention des vols et des avaries à la marchandise, rédaction d'instructions générales aux services intéressés et aux bords.

Les qualifications requises :

- une solide formation en droit maritime sanctionnée par le diplôme de 3^e cycle (DESS droit du transport international),
- une expérience de 3 à 5 ans en droit maritime dans une Compagnie de Navigation,
- une bonne connaissance de l'anglais.

Poste à Paris.

Ingénieur TP conseil et assistance technique

référence 01 538 AM

Lafarge Coppée Lafarge Coppée Recherche, et notamment son Laboratoire situé en Ardèche, participe à l'expansion du groupe, en assistant les commerciaux sur le plan technique et en développant de nouvelles applications.

Dans le Département Ciments et Bétons, le poste proposé a pour finalité le suivi de la qualité, l'expertise et le conseil.

Sa mission :

- animation d'un laboratoire d'essais,
- conseil aux technico-commerciaux sur leurs chantiers ou centrales à béton,
- amélioration des performances des produits,
- liaisons avec les laboratoires de la profession.

Cette fonction, à la fois relationnelle et technique, conviendrait à un ingénieur TP, ENSI, INSA génie civil ou équivalent, ayant environ 3 ans d'expérience de chantier ou de laboratoire d'entreprises (les candidatures de débutants sont cependant appréciées).

Une gestion dynamique des carrières permettra un développement personnel vers le technico-commercial ou d'autres fonctions suivant les potentialités.

Futur Directeur d'usine

référence LW 535 AM

FIRME FRANÇAISE RENOMMÉE ET SOLIDEMENT IMPLANTÉE, recherche le Futur Directeur d'une de ses usines de 280 personnes.

Pour lui ménager les meilleures conditions de réussite, il sera un an en position d'Adjoint, avant de succéder au Directeur actuel, à son départ en retraite.

L'accession à ce poste, qui implique une grande autonomie et qui est rattaché à la Direction Générale à Paris, nécessite une formation d'ingénieur (AM ou école équivalente), une expérience industrielle de 10 ans environ, de solides connaissances en mécanique et en direction d'ateliers, la capacité de dominer un ensemble d'activités : fabrication, méthodes, BE, entretien et investissements, gestion, social, relations extérieures.

Poste : ville Centre-Est.

Juriste d'affaires

référence NY 537 AM

UNE DES PREMIÈRES SOCIÉTÉS FRANÇAISES DANS SON DOMAINE, nombreuses filiales France et étranger (CA supérieur à 2 milliards), offre à un jeune Juriste de bon potentiel une réelle opportunité de valoriser une première expérience au sein d'une direction juridique ayant un rôle moteur dans la vie et le développement du groupe.

Juriste d'affaires, il participera à l'ensemble des activités juridiques (gestion juridique des filiales et suivi des participations, contacts commerciaux, contentieux...). Ce poste conviendrait à un jeune Docteur en droit, DESS droit des affaires ou équivalent, ayant 2 ou 3 ans d'expérience acquise dans un cabinet d'affaires ou service juridique d'une grande société.

Bonne connaissance de l'anglais nécessaire.

Poste à Paris.

POINT P

Point-Distribution constitue aujourd'hui un ensemble de 5 milliards de CA, 6000 personnes, 50 entités juridiques autonomes et est leader dans la distribution de produits pour le bâtiment. Notre politique décentralisée a favorisé le développement des sociétés filiales en fonction de leurs particularités locales et/ou historiques. La volonté de manager de notre direction générale, composée de "spécialistes" de tout premier plan, a permis d'instaurer un langage commun de communication et une image de marque nationale. Nous proposons à des jeunes cadres de venir enrichir notre direction marketing, au siège à Paris, pour y exercer les fonctions de :

CHEFS DE PRODUITS

sanitaire, chauffage, isolation, carrelage

Vous avez une formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, ingénieur TP ou similaire) et déjà 3 à 5 ans d'expériences professionnelles réussies où vos qualités de manager et votre tempérament opérationnel ont pu s'exprimer dans des fonctions de chefs de produits ou de technico-commercial. Vous êtes familiarisé avec le monde du bâtiment et une approche généraliste des produits. Vous souhaitez parfaire votre connaissance de ce milieu dans une fonction de marketing achats-vente avant d'accéder à un poste de direction commerciale. Vous prendrez au sein de notre équipe marketing, la responsabilité de gammes de produits étendues et vous assurerez dans votre domaine les liaisons entre les filiales et la direction générale, mais aussi entre les fournisseurs et les points de vente, la détermination des gammes de produits, suivi de l'évolution du marché et des produits, contacts opérationnels et aides à la vente sur le terrain, participation aux négociations. Vous bénéficierez d'un contexte très formateur mais qui nécessite des qualités relationnelles importantes pour réussir dans cette mission et déboucher sur un poste de direction en filiale, ce qui implique votre disponibilité géographique à terme.

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5700 M

Nous sommes une importante société de distribution (20 milliards de CA) implantée sur tout le territoire français. Nous souhaitons renforcer l'équipe de notre centrale d'achats en intégrant plusieurs :

CHEFS DE PRODUITS NATIONAUX

son, électroménager
micro-informatique, petit mobilier

Vous avez de préférence une formation supérieure et une expérience d'environ cinq ans des achats, du marketing ou de la vente des produits évoqués ci-dessus. Vous êtes un homme de communication, vous avez de la présence et du rayonnement, vous êtes passionné par vos produits, vous êtes très autonome. Vous avez le sens du management des hommes et celui de leur formation. Vous aurez la responsabilité, pour les achats nationaux, de faire respecter les grandes équipes et la direction générale, mais aussi entre les fournisseurs et les points de vente, la détermination des gammes de produits, suivi de l'évolution du marché et des produits, contacts opérationnels et aides à la vente sur le terrain, participation aux négociations. Vous bénéficierez, dans ce contexte, après réussite, de larges possibilités d'évolution.

Ecrire à Cécile Dargéou sous réf. 7698 M

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons, écrivez aux consultants de SERIFO en précisant la référence ; ils étudieront avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11

MEMBRE DE SYNTIC

PAIE

INFORMATIQUE

STATISTIQUES

UN POSTE A TROIS DIMENSIONS

NOTRE SOCIÉTÉ CONÇOIT ET RÉALISE DES PRODUITS INFORMATIQUES DANS UN SECTEUR DE POINTE. NOUS RECHERCHONS LE RESPONSABLE D'UNE ÉQUIPE DE 4 à 5 COLLABORATEURS OBTIENANT LA MISSION SUIVANTE :

- ASSURER LE DÉROULEMENT DE LA PAIE (2000 DES ENV.)
- GÉRER LES RÈGLES CONVENTIONNELLES ET LES STATUTS DU PERSONNEL DE NOS DIFFÉRENTS ÉTABLISSEMENTS
- ELABORER LE CAHIER DE CHARGES EN VUE DE L'AMÉLIORATION DU TRAITEMENT INFORMATISÉ DE LA PAIE ET DE LA GESTION DU PERSONNEL
- ASSURER LA MAINTIENANCE DU FICHIER
- FAIRE L'INTERFACE AVEC LE SERVICE INFORMATIQUE
- OBTENIR L'ORIGINE COMPTABLE LE CAVOIRAT A EU DES RESPONSABILITÉS SIMILAIRES POUR UN EFFECTIF SUPÉRIEUR A 1000 PERSONNES. POSTE BASÉ EN BANLIEUE SUD (20^e OU CHATELET PAR RER). ADRESSER CANDIDATURE COMPLÈTE (LÉTTRE MANUSCRITE, CV, PHOTO) A L'AGENCE OESSEIN - 69, RUE DE PROVENCE - 75009 PARIS, QUI TRANSMETTRA.

IMPORTANTE BANQUE DE DÉPÔTS

recherche pour ses unités parisiennes

CHARGÉS DE CLIENTÈLE ENTREPRISES Classe V, VI

Les candidats diplômés de l'enseignement supérieur ou bancaire, bénéficiant d'une expérience confirmée de la gestion d'un portefeuille de PME.

Intéressantes perspectives (évolution).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence 262527 M à RÉGIE PRESSE LE MONDE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

message à un chef de groupe de produits grand public

Bâtisseur de maison, nous sommes parmi les premiers de notre profession. Et pourtant, c'est bien à vous, chef de groupe, que nous nous adressons parce que peu de produits sont destinés à un public aussi varié qu'une gamme de maisons individuelles. Formé à bonne école, vous pouvez nous apporter un regard neuf sur notre métier.

Depuis au moins 5 ans, vous avez la responsabilité de créer et promouvoir une gamme de produits grand public. Aujourd'hui vous souhaitez renouveler votre expérience. Nous vous en offrons l'opportunité. Rattaché au Directeur du Marketing du groupe, vous participerez à la définition de la stratégie et à la réalisation des objectifs de la marque dont vous aurez la responsabilité.

La rémunération sera motivante.

Isabelle Le Garsmeur étudiera votre dossier (C.V. + photo + prétentions) adressé au siège du groupe - 21, rue des Capucins - 92190 MEUDON

Bruno-Petit
BATISSEUR DE MAISON

CIBA-GEIGY

recherche pour son département juridique le

CHEF DU SERVICE FISCALITE ET SOCIETES

Ce cadre de haut niveau anime une petite équipe spécialisée dans les domaines fiscalité, droit des sociétés, assurances, immobilier, et assure personnellement une activité de conseil et d'assistance, notamment sur le plan fiscal, auprès des différentes unités de la société en France.

Nous souhaitons rencontrer des candidats possédant une solide formation en droit privé et une expérience d'au moins 8 ans, pour partie en entreprise, incluant nécessairement le domaine fiscal.

Ce poste qui est évolutif permettra à son titulaire d'acquérir une bonne connaissance des différentes questions traitées par le département juridique et de se familiariser avec l'ensemble du groupe.

Les candidatures seront traitées confidentiellement par M^{me} MONTEIL
Département du Personnel - CIBA-GEIGY
2 & 4 rue Lionel Terray - 92506 RUEIL MALMAISON

THOMSON BRANDT ARMEMENTS

recherche

COMPTABLE ANALYTIQUE

Débutant ou avant 2/3 ans d'expérience.

Il sera chargé du suivi des stocks, du prix de revient, de la préparation des budgets et de documents de gestion périodique.

Le candidat sera titulaire d'un B.T.S. ou D.U.T., et dégage des obligations militaires.

Les candidatures sont à adresser au Service du Personnel, 52, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS.



THOMSON
BRANCHE ARMEMENTS



The Chase Manhattan Bank N.A.

recherche

auditeur international

Vous amenez débiter votre carrière dans l'environnement international de l'une des toutes premières banques mondiales en rejoignant une équipe d'auditeurs jeunes et dynamiques.

Vous avez une formation supérieure (université, grande école de commerce).

Vous parlez anglais couramment.

Vous êtes capable de dialoguer à tous les niveaux de la hiérarchie.

Vous avez un esprit d'analyse et de synthèse.

Nous vous offrons :

- une formation aux produits de la banque et aux techniques modernes de l'audit (appel à l'informatique).

- très rapidement des missions variées dans les différents départements de la banque à Paris et dans plusieurs pays d'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée, à Denise Thullier Service Recrutement.

41 rue Cambon, 75001 Paris

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SVP Information Carrière Grandes Ecoles

annonces parlées*
763.11.15

entreprises	postes à pourvoir	lieux	expériences	langues	formations	réf.
FLOPETROL JOHNSTON	INGENIEURS CHAMPS PETROLIERS	Monde entier	Débutants Formation assurée	Anglais	Grandes écoles d'ingénieurs	110 B7
GROUPE DROUOT	INGENIEUR RISQUES INDUSTRIELS	Paris	Débutant à 2 ans		Ingénieurs ENSI, INSA...	154 E8
GROUPE DROUOT	INGENIEUR ANALYSTE	Marly-le-Roi (78)	Débutant à 2,3 ans		Ecoles d'ingénieurs option informatique	154 E9
CI HONEYWELL BULL	INGENIEURS INFORMATIENS	Paris, région parisienne et province	Débutants ou 1 à 3 ans		Ingénieurs grandes écoles ou DEA, DESS option informatique	162 B1
CCMC INFORMATIQUE DE GESTION	INGENIEURS COMMERCIAUX	Paris, province	Débutants ou +		Ecoles de commerce, informatique, comptabilité	159 E5
PARIBAS	ATTACHES COMMERCIAUX	Paris, province	Débutants à 3 ans		Formation commerciale supérieure	164 A1
PARIBAS	GESTIONNAIRE DE CREDIT à l'exportation	Paris	Débutant 2 ou 3 ans	Anglais, Espagnol apprécié	Economique si possible, spécialisation technique à l'exportation	164 A2
GROUPE TRT	INGENIEUR PROJET	Paris	Débutant à 3 ans	Bilingue Anglais-Espagnol apprécié	Ecoles d'ingénieurs option télécommunications	156 C3
LA RADOTECHNIQUE	DEVELOPPEMENT NOUVEAUX PRODUITS	Suresnes (92)	Débutant ou +	Anglais	Formation électronique	130 D9
EDF	INGENIEURS TOUTES DIRECTIONS DISTRIBUTION EXPLOITATION Centrales classiques ou nucléaires	France entière	Débutants à 3 ans		Ecoles d'ingénieurs	151 C7

* Avant de faire acte de candidature prenez connaissance par téléphone des descriptions détaillées des offres qui vous intéressent, ils ont été conçus pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et votre rencontre avec l'entreprise s'en trouvera accélérée. Appelez 763.11.15 en rappelant la référence.

SVP Information Carrière
7, rue de Logelbach 75017 Paris.

GROUPE



Votre première expérience dans le domaine informatique vous a conforté dans votre choix. Vous souhaitez maintenant enrichir vos acquis, donner une nouvelle dimension à votre carrière.

SG2, groupe puissant de 4000 personnes poursuit sa rapide expansion dans tous les secteurs de l'informatique.

Nous vous proposons de renforcer vos compétences grâce à notre savoir-faire dans les domaines de pointe suivants : • conception et réalisation de systèmes de gestion • plan informatique • méthodologie d'analyse et de gestion de projets • architecture de systèmes • génie logiciel • conception et utilisation de réseaux • réseaux locaux • bases de données • monétique et bureautique. Nous vous offrons une formation complémentaire adaptée à la spécialisation choisie par vous. Vous assumerez rapidement des responsabilités dans des équipes opérationnelles réalisant des projets d'envergure.

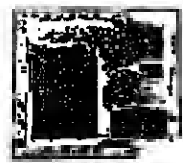
Vos candidatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser sous réf YR 06 à
SG2 : 12-14 avenue Vion-Whitcomb 75016 Paris.

SG2 : l'informatique des idées et des hommes.

Avec vous jeunes
informaticiens

Diplômés d'études
supérieures scientifiques

Elargissons les horizons
de l'informatique



Le microprocesseur
l'avenir
au bout des doigts

Représentants NATIONAL SEMICONDUCTOR l'un des grands
monde des COMPOSANTS ELECTRONIQUES

INGENIEURS TECHNICO COMMERCIAUX

Vous êtes Ingénieurs diplômés en Electronique ou vous avez l'une des positions suivantes : ATS-ATP. Une réelle expérience, ou débutants.

Vous avez des connaissances approfondies en électronique et savez utiliser les microprocesseurs et leurs applications. Vous aimez les négociations à hauts niveaux. Vous parlez l'anglais.

Vous êtes disponibles pour les voyages.

Outre une entière autonomie, nous vous proposons un salaire attractif, un intéressement et une voiture de fonction.

Si l'un de ces postes vous intéresse adressez nous votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo à

National Semiconductor

28 rue de la Redoute
92280 FONTENAY AUX ROSES

Nous sommes le
DEPARTEMENT CONSEIL
de la société

answare

THOMSON-CSF INFORMATIQUE

Vous êtes :

DIPLOME GRANDE ECOLE
(X, MINES, CENTRALE, HEC...)

et fort d'une expérience de 2 à 6 ans en Organisation et/ou Informatique.

Nous vous proposons :

d'intégrer notre équipe de

**CONSEILS EN SYSTEMES
D'INFORMATION**

- organisation générale et industrielle,
- schéma directeur,
- plans informatique et bureautique,
- études préliminaires,
- conception et mise en place de systèmes en appliquant méthodes (Merise, Racines, DPO) et techniques avancées (bases de données, réseaux, micros).

Ces missions, conduites dans des contextes de haut niveau, assurent développement personnel et perspectives de carrière.

Merci d'adresser dossier de candidature à D. ROUZAUD sous référence U2/29
135 rue de la Pompe 75116 Paris

THOMSON-CSF



Telemecanique

les solutions de progrès

C.A. 3,5 Milliards en 1981 - 11.000 personnes dont 28 % à l'étranger
Un des leaders européens des constituants pour automatismes industriels utilisant des techniques avancées dans les domaines

**ELECTROTECHNIQUE - ELECTRONIQUE
AUTOMATISME - PNEUMATIQUE**

SA DIRECTION « RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT » recrute pour son unité de NANTERRE (92)

**INGENIEUR RESPONSABLE
Etudes Matériaux plastiques
& de leur transformation**

IL ANIMERA UN GROUPE D'ETUDES A DOUBLE VOCATION :
- Information fine sur L'EVOLUTION DE TOUS MATERIAUX PLASTIQUES EXISTANTS OU ARRIVANT SUR LE MARCHE mondial.
- Etude des TECHNOLOGIES DE LEUR TRANSFORMATION AUTOMATISEE adaptee aux produits «TELEMECANIQUE» et approche par le calcul de leur pertinence économique.
Très compétent dans la recherche et le développement de procédés, il devrait OEUVRER L'EXPERT «TELEMECANIQUE» de cette spécialité.

INDISPENSABLE

- INGENIEUR diplômé GRANDE ECOLE, parlant ANGLAIS
- EXPERIENCE INDUSTRIELLE
- DU MOULAGE DES THERMOPLASTIQUES ET DES THERMOURCISSABLES
- acquise en METHODES (orientées à la fois vers la recherche des matériaux et la fabrication)
- Connaissances en AUTOMATISMES DES PROCÉDÉS.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 5063 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Notre Centre : IBM 4331 - Télétraitement
Réseau de Mins

Nous vous proposons :
Au sein d'un groupe d'études, vous participerez à la conception détaillée des applications et aurez en charge l'analyse et la réalisation de certaines parties.

De formation DUT, vous avez quelques années d'expérience sur IBM 4331 et vous maîtrisez parfaitement COBOL et GAP II. Vous avez des notions de DL1 et CICS.

La connaissance de l'anglais serait un plus.

Poste à Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae (photo exigée) sous référence 3.455 M à PUBLIPANEL - 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

L'activité de notre société (eff. 800 - 500 MF, 20 implantations en province) filiale du groupe ELF AQUITAINE, est axée sur la

Gestion de l'énergie

Pour assurer notre développement, nous nous diversifions dans tous les domaines concernant les économies d'énergie, les énergies nouvelles et de substitution. Nous recherchons pour notre Direction Développement à PARIS un

Ingénieur d'affaires

Le poste s'adresse à un ingénieur de haut niveau âgé de 30 ans environ, rompu aux études technico-économiques, ayant acquis une réelle expérience de l'étude et de la réalisation de projets importants dans l'industrie, les équipements collectifs ou l'immobilier.

Après une brève période d'initiation à nos techniques, il prendra la responsabilité de mener à bien plusieurs de nos projets (quelques dizaines de millions de francs) études, préparations des négociations commerciales, montage financier, passation des marchés, suivi de la réalisation.

Envoyer CV, lettre manuscrite et prétentions sous référence 4428 à DESSEIN - 69, rue de Provence 75009 Paris, qui transmettra.

La Direction Comptabilité d'un
GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS IMPORTANT
propose à un

COMPTABLE titulaire du DECS

un poste au sein de son service Comptabilité Générale.
Il sera exigé du candidat une expérience d'au moins 5 ans dans ce domaine.
Ce poste susceptible d'intéresser un candidat de valeur est situé à Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae (photo exigée) sous référence 3.456 M à PUBLIPANEL - 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

هكذا من العمل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE BANQUE FRANÇAISE RECHERCHE POUR RENFORCER SON SERVICE FORMATION UN ADJOINT

Il participera, sous la direction du responsable de la formation, aux actions de conception et d'animation de stages. Diplômé de l'enseignement supérieur, ce pédagogue bénéficiera d'une première expérience concrète d'actions de formation en entreprise, acquise de préférence dans le secteur bancaire.

Le poste est à pourvoir immédiatement à Paris et comporte de fréquents déplacements en Province.

Position classe V.
130 000 à 150 000 F à négocier selon expérience. Possibilités d'évoluer à terme vers l'exploitation.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous réf. 8858 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS, qui transmettra.

Paris Champs

EUREQUIP : UNE VIE PROFESSIONNELLE OUVERTE SUR LES ENTREPRISES ET LE MONDE

Nous sommes 180 consultants, de formation, d'âge et d'expérience variés, qui intervenons dans tous les domaines de l'entreprise et les grands secteurs de l'économie, en France et à l'Étranger, le plus souvent en équipes pluridisciplinaires.

Notre métier est d'aider les hommes à conduire l'évolution de leur entreprise. Pour continuer à enrichir nos équipes, nous souhaitons accueillir de nouveaux CONSULTANTS.

Votre profil :

- diplômé Grande Ecole ou de formation supérieure (Ingénieur, Gestion, Sciences Humaines,...),
- une première expérience dans l'entreprise de un à cinq ans,
- la maîtrise d'une langue étrangère.

Et, bien sûr, vous avez le goût des situations variées, de la mobilité géographique, et votre approche de l'entreprise associe le facteur humain aux facteurs technique et économique.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 8321 M aux Consultants du Département Recrutement d'EUREQUIP. Les premiers entretiens auront lieu à Paris ou en Province.



PARIS - LONDRES - HOUSTON

EUREQUIP

Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau - 75116 PARIS Tél. 553.84.73

Valeo

1^{ER} FABRICANT FRANÇAIS D'EQUIPEMENTS POUR L'AUTOMOBILE
PARTENAIRE RECONNU DES CONSTRUCTEURS MONDIAUX
28 500 PERSONNES - C.A. 8 MILLIARDS DE FRANCS

recherche pour son établissement de SAINT OZEN (93)

RESPONSABLE FORMATION

Ingénieur ou Cadre Diplômé Grande Ecole ou Université.

Vous avez acquis une première expérience en milieu industriel et êtes motivé par la fonction responsable. En liaison avec les responsables de division, nous vous proposons d'élaborer et de gérer le plan de formation de cet établissement (1000 personnes). Vous serez associé à la gestion du personnel et participerez au développement de l'expression des salariés.

A partir de cette fonction, notre gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités de carrières diversifiées dans le groupe.

Adresser lettre, CV, prétentions et photographie sous référence 50042 à VALEO Service Recrutement 1 & C. - 43, rue Bayen - 75017 PARIS en n'oubliant pas la référence du poste

Jeune assistant de gestion

IMPORTANTE FIRME FRANÇAISE, filiale d'un groupe international, recherche pour une de ses unités un Jeune Assistant de Gestion. Directement rattaché au Directeur de l'unité, ce jeune cadre assurera des responsabilités variées, impliquant entre autres :

- contrôle de gestion de production et des prix de revient,
 - assistance aux services dans le cadre d'une politique budgétaire, établissement budget et analyse des résultats,
 - gestion des stocks et approvisionnement des magasins.
- C'est un poste intéressant, très formateur et permettant de bonnes possibilités d'évolution dans la société et le groupe, qui nécessite :
- une formation supérieure ESC ou école équivalente,
 - 3 à 5 ans d'expérience acquise en milieu industriel,
 - une réelle ouverture aux évolutions modernes des techniques de gestion : mini et micro-informatique,
 - des qualités d'homme de dialogue et de rigueur,
 - de bonnes connaissances en anglais.

Poste : ville universitaire 1^{ère} heure de Paris.

Ecrire sous référence LB 449 AM

4 rue Massenet 75016 Paris

Importante société d'ingénierie nucléaire
filiale d'un puissant groupe industriel
recherche

Ingénieur d'essais dans le domaine de la dynamique des structures

Rattaché au Centre d'essais de la société, il prendra en charge des programmes expérimentaux de recherche, de développement et d'expertise dans les domaines suivants :

- vibrations et caractéristiques modales de structures,
- interactions entre les champs acoustiques et les vibrations mécaniques,
- qualification de composants au système.

Ce poste convient à un ingénieur de formation grande école ayant quelques années d'expérience en laboratoire et des connaissances en informatique et traitement du signal.

La société offre de réelles possibilités d'évolution professionnelle dans un environnement scientifique de haut niveau.

Lieu de travail : Bruyères le Châtel (91).

Merci d'adresser CV et photo, sous réf. 4269 à mentionner sur l'enveloppe, à Média System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDE ET DE CONSTRUCTION
DE MATÉRIEL DE TÉLÉCOMMUNICATION
marque

1 INGENIEUR INFORMATICIEN/ ANALYSTE

Formation universitaire option système / fichier / téléinformatique / ou école d'ingénieur, connaissances des micro-processeurs Z 80 (8048, etc.).

Une expérience dans la conception de logiciels de base ou temps réel sera appréciée.

Vous serez chargé de développer des logiciels sur micro-ordinateurs et d'assurer leur documentation ainsi que la réalisation des modes opératoires destinés aux clients.

Nous sommes une entreprise de dimensions moyennes et nous offrons de réelles possibilités d'évolution à des candidats possédant de solides compétences techniques ainsi que des qualités de méthode et de pédagogie. Rémunération : selon expérience.

Veuillez adresser C.V. et prétentions sous réf. 1745 à PIERRE LICHAU S.A.
BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02
qui transmettra.

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE
dans l'instrumentation scientifique
implantée Région
ENGHIEN-MONTMORENCY
recherche pour son Service
ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENT

Ingénieur électronicien diplômé

pour réalisation d'automate dans le domaine de l'analyse et/ou la mesure.

2 à 3 ans d'expérience d'étude de systèmes à microinformatique basés sur microprocesseurs INTEL (matériel et logiciel) sont souhaitables ainsi que de bonnes connaissances en programmation en BASIC et si possible PASCAL. Anglais indispensable.

Envoyer lettre manus., C.V., photo et prétentions sous réf. 69232 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Pour faire face à son développement
Important Cabinet Français d'Audit et de
Commissariat aux comptes recherche pour
ses bureaux parisiens :

• Chefs de mission • Réviseurs

- Ayant 3 à 5 ans d'expérience dans un Cabinet d'Audit.
 - Diplômés de l'enseignement supérieur (I.E.C., ESSEC, E.S.C., Sciences Eco, etc.).
 - Préparant le diplôme d'expertise comptable.
 - Connaissant langue(s) étrangère(s).
- Pour candidats de valeur, larges possibilités de promotion. Rémunération motivante.

Adresser C.V. avec photo et prétentions à S. Martignon 6, rue de la Bergerie
92540 BOURG LA REINE

Jeune Ingénieur Futur Chef de Projet Informatique

LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE BRASSERIES offre à un ingénieur débutant une très intéressante opportunité de formation et la possibilité d'assumer rapidement des responsabilités à la mesure des compétences acquises au sein d'une équipe informatique jeune, performante et utilisant des techniques de pointe.

Diplômé d'une école d'ingénieurs, il aura d'excellentes capacités de communication et il aura prouvé son ouverture aux problèmes de gestion par une formation complémentaire (type IAE) ou par des stages dans ce domaine.

Un début d'expérience professionnelle serait un atout supplémentaire pour ce poste.

Il participera à des projets pouvant concerner tous les domaines de l'entreprise : gestion, production, marketing.

Large perspectives de carrière dans le domaine de la gestion. Poste à PARIS.

Ecrire sous référence XI 546 A/M à ETAP.

BSN GROUPE 4 rue Massenet 75016 Paris etap

ETABLISSEMENT FINANCIER, spécialisé dans l'affacturage et leader sur son marché, recherche des

"CHARGES DE CLIENTELE"

POUR SON DEPARTEMENT EXPLOITATION

Des qualités d'ENTREPRENEUR, une JUSTE APPRECIATION des RISQUES CALCULES et une CAPACITE DE DECISION RAPIDE sont indispensables pour réussir.

Diplômés de l'enseignement supérieur : Université ou Grandes Ecoles de Commerce ou de Gestion, ils auront une expérience de 5 ans minimum dans la BANQUE, l'AUDIT, le CONTROLE DE GESTION ou la RESPONSABILITE DE LEUR PROPRE ENTREPRISE.

Animateurs d'une équipe de quelques personnes, ils auront à assurer avec eux la gestion des contrats conclus avec une clientèle de PME. Ils seront responsables à cet effet de proposer toute initiative de nature à garantir la sécurité des engagements contractuels et à assurer la bonne qualité des services rendus à la clientèle. Les candidats retenus devront allier la rigueur du gestionnaire à la qualité du contact commercial.

Le développement du Groupe peut laisser prévoir à terme une évolution de carrière.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir.

Si vous répondez à ces critères, écrivez sous référence 83.032M en envoyant CV, photo et prétentions à

Q CAPIC 18 Rue Volney, 75002 Paris



La SODERN conçoit et réalise des équipements de haute technicité dans les domaines du Nucléaire, de l'Espace, des Systèmes Automatisés et de la Visualisation.

Afin de renforcer sa capacité d'innovation, la SODERN recherche des

INGENIEURS ELECTRONICIENS

ESE, INPG, ENSEEIHT ...

Ils mèneront les études et les expérimentations relatives :
• à la conception d'équipements embarqués sur satellites,
• au développement de matériels informatiques et de logiciels, sur microprocesseurs.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature au Service du Personnel, SODERN, 1, avenue Descartes
94450 LIMEIL BREVANNE.



MEMBRE DE SYNTHE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Conseiller et développer la clientèle de particuliers et d'entreprises dans une banque réputée

Fort d'une première expérience de cette fonction, exigeante mais passionnante, vous aspirez à rejoindre une Banque où vous vous sentirez véritablement responsabilisé : tout en assurant notre croissance, nous avons su rester à taille humaine et la souplesse de notre structure implique autonomie plus large, prises de décisions plus promptes... et évolution de carrière plus rapide.

Vous êtes également sensible à la qualité de votre environnement : vous aurez à développer des contacts personnalisés avec des interlocuteurs de haut niveau, vous bénéficierez d'un cadre de travail particulièrement agréable, à Paris, ainsi que d'une rémunération fixe attractive.

Assisté d'une logistique efficace, vous serez avant tout un homme de terrain, de conseil, dont les objectifs seront qualitatifs autant que quantitatifs.

Nous avons confié cette recherche à notre Conseil, Raymond Poulain Consultants, qui traitera votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) et ne nous le fera connaître qu'avec votre accord (réf. 7/BPE/LM1).

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

CADRE MARKETING HF

F.F.F.
L'un des plus importants groupes immobiliers français, 1100 personnes, 85000 logements réalisés cherche

chargé des études de marché concernant l'implantation, la définition et le financement de nouveaux programmes en région parisienne, ainsi que du suivi et de l'analyse des résultats.

Les candidats diplômés de l'enseignement supérieur ou d'une école commerciale posséderont une première expérience de l'immobilier acquise en région parisienne.

Ecrire sous référence M 02/05 au F.F.F.

GROUPE FFF
159, rue Nationale
75640 PARIS Cedex 13.

jeunes cadres de gestion

LAUDIT, UNE ÉTAPE IMPORTANTE DE VOTRE CARRIÈRE DANS LA FONCTION GESTION FINANCES

Un des plus importants Groupes industriels privés, d'envergure internationale, cherche des jeunes cadres attirés par les techniques modernes de gestion, et la perspective d'une carrière évolutive dans la fonction Finances, Comptabilité, Contrôle de Gestion.

Diplômés d'une Ecole Supérieure de Commerce et de Gestion, telle que HEC, ESSEC, ESC, IEP ou d'un 3^e cycle universitaire en Gestion, ils ont éventuellement complété leur formation par un DECS, et une première expérience professionnelle, même courte, leur a permis de conforter leur orientation initiale. Ils connaissent bien sûr l'anglais et sont géographiquement mobiles.

Leurs missions sont effectuées en priorité dans le Service Audit Interne du Groupe et concernent le contrôle des procédures et la vérification des comptes. Elles leur permettent dans le même temps de se familiariser avec les méthodes et systèmes de gestion adaptés aux fabrications à cycle long dans des domaines techniques avancés, ainsi qu'avec l'organisation générale du Groupe.

Réussie, cette étape leur permet d'aboutir à terme à la responsabilité financière d'une unité industrielle, Division ou Filiale.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à Catherine DE LA ROCHE, sous la réf. 304 LM.

Jacques Lixier s.a.
7 rue de Logelbach, 75017 Paris

membre de synlec

Responsable Administration Gestion du Personnel. Poste à créer 100.000 F/an HF

Nous sommes, à Paris, une entreprise en progression régulière (effectif : 150 personnes) spécialisée dans la gestion locale et la construction. Nous créons le poste. Responsable Administration, Gestion du Personnel Rattaché au Chef Comptable, vous prendrez en charge le suivi de la paie informatisée, l'administration courante du personnel, les tableaux de bord. Vous disposerez d'un outil informatique performant. La réussite dans cette mission doit vous conduire en outre à assumer progressivement des responsabilités de gestion du personnel.

Ce poste de confiance intéresse un candidat de formation supérieure, avec de réelles bases juridiques et comptables. Il justifie d'une première expérience d'administration du personnel. Mais la maturité du candidat, son sens du dialogue constitueront les critères déterminants du choix.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence 10206 M à notre Conseil

EQUIPES ET ENTREPRISES
33, rue Vivienne 75002 PARIS

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL (secteur «Automobile») recherche pour sa FILIALE sise à CERGY-PONTOISE

UN CADRE COMMERCIAL «EXPORT» (III A)

Sous la responsabilité directe du Chef de Service, il sera chargé de développer l'activité «Exportation de produits thermiques à la recharge».

Il devra :

- coordonner l'équipe en place (5 personnes)
- rechercher de nouveaux marchés
- participer à la définition des objectifs.

Nous demandons :

- la connaissance de l'anglais ; et si possible de l'allemand,
- une formation commerciale affirmée dans le secteur «Exportation»,
- de la disponibilité pour voyager,
- un sens solide de la négociation et du commandement.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 69233 à CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui trans

solitaire

DECAP FOUR - PPZ MOQUETTE - WC NET - LION NOIR recherche pour son Siège à Levallois

RESPONSABLE DE LA GESTION DE PRODUCTION

Rattaché au Directeur Technique, il élabore le plan de production et assure le suivi de la réalisation des programmes de fabrication des 2 usines de la Société.

Une expérience de plusieurs années dans la gestion de production informatisée lui permet de participer à la mise en place d'un logiciel de production.

De formation supérieure : DUT, école de gestion... le candidat aura acquis une expérience de plusieurs années, si possible dans une société de produits de grande consommation.

Adresser candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions à SOLITAIRE - Direction du Personnel 3, rue Jules Guesde 92305 LEVALLOIS

Dans le cadre de son contrat de solidarité, un laboratoire pharmaceutique bénéficie sud

recherche

JEUNE CADRE COMMERCIAL EXPORT

Prospection des marchés principalement EUROPE - AFRIQUE
Voyages fréquents
Allemand et Anglais indispensables
Formation commerciale souhaitée (Sup Co) catégorie prioritaire, demandeur d'emploi.
Adresser C.V. sous référence 60116 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Label 94307 VINCENNES CEDEX - Q.T.

Responsable bureautique

PARIS

Nous sommes une importante société à technologie de pointe et nous souhaitons vous confier, au niveau de notre siège, la responsabilité des travaux neufs, essentiellement dans un premier temps dans les domaines de la bureautique, de la télématique et de l'informatique.

Vous vous occuperez donc de la définition des besoins en liaison avec les utilisateurs, des appels d'offres jusqu'à l'installation du matériel sur site.

Vous serez donc un homme d'études et de terrain.

Réussir dans ce poste suppose une solide formation technique, de préférence généraliste et environ 5 ans d'expérience des travaux neufs, que vous aurez familiarisés notamment avec la mini-informatique, la télématique...

Très ouvert aux techniques d'avant-garde, vous posséderez d'excellentes capacités de contact à tous niveaux, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise.

Ce poste devrait vous permettre d'évoluer dans de bonnes conditions.

Merci d'envoyer votre CV sous réf. 5569 à Bruno Demollet

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE IBD 28 avenue Messiaen 75008 Paris

UN JARDIN EN PLUS (dans le domaine de la décoration) renforce sa structure en créant le poste de RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

interlocuteur immédiat de la Direction Générale.

Chargé de l'étude et de la mise en place d'un certain nombre de circuits administratifs dont il veillera au bon fonctionnement, il prendra la direction des services comptables, financiers et informatiques.

Ce poste s'adresse à un homme de terrain, jeune et qui désire s'intégrer à une équipe dynamique et peu nombreuse.

Il est évolutif et peut permettre de devenir un partenaire en France ou à l'étranger.

Salaire de départ : 130.000 F +

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et photo à COLORADO RECRUTEMENT, 4, square de Bretagne, 78150 LE CHESNAY.



Produits seniors cherchent Chef de produits junior

O'CEDAR, JEX, WOOLITE, DESTOP, WIZARD, 3 EN 1 : nos produits ont fait leur preuve. Sur un marché pourtant très concurrentiel le succès qu'ils connaissent en fait sans conteste des produits exceptionnels. Il faut reconnaître que nous avons fait ce qu'il fallait pour qu'il en soit ainsi. Nous avons en effet mené de main de maître un marketing pointu, réalisé des études de marchés particulièrement affinées. Forts de nos performances, nous aimerions mettre à contribution un jeune diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, que nous allons former à nos méthodes. De bons stages peuvent remplacer une courte expérience (1 ou 2 ans) car c'est avant tout sur son potentiel que nous investissons. Nous lui demanderons dans un premier temps une assistance efficace sur l'ensemble de la gamme et, s'il sait montrer qu'il est particulièrement doué et donc fait pour la fonction, nous lui confierons la responsabilité totale de certains produits.

Anglais utiles.
Envoyer CV, photo et prétentions à Christiane Bathellier 23, Bd Poissonnière - 75002 PARIS.

هكوان الاميل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Chef de zone géographique Europe

Niveau CL. VII

VCP
BANQUE
VERNES ET
COMMERCIALE
DE PARIS

Intégré à notre Division Internationale, vous aurez pour mission le développement et le suivi des Relations Bancaires, Etude et Montage des crédits commerciaux et financiers.
Plus de 5 ans d'expérience bancaire sur la zone, une parfaite maîtrise de la langue anglaise sont nécessaires pour assurer les responsabilités inhérentes à cette fonction.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et salaire souhaité à la Direction du Personnel - 52, Av. Hoche 75382 PARIS CEDEX 08.

THOMSON-CSF

DÉPARTEMENTS CIRCUITS HYBRIDES

INGÉNIEUR
Physico Chimiste ou Céramiste
AGENTS
TECHNIQUES
DUT, BTS Electronique et Mesures Physiques

Importants pôles de l'électronique française, au sein du groupe THOMSON, notre entreprise a su concevoir une véritable machine à fabriquer des circuits, à proximité de FONTAINEBLEAU.

Nous vous proposons des fonctions variées dans un environnement dynamique et stimulant.
Adresser votre candidature, CV et prétentions à Service du Personnel THOMSON CSF DCH - BP 32 45390 PUISEUX.

THOMSON
BRANCHE COMPOSANTS

COMPAGNIE D'ASSURANCES SUR LA VIE

en expansion, recherche

élèves inspecteurs

- Niveau Bac.
- Statut cadre après formation rémunérée.
- Ayant goût contacts humains.
- L'absence des obligations militaires.

Postes à pourvoir :

- Région parisienne
- Région centre (BOURGES)

Domicile souhaité sur le secteur.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo (retournée) sous numéro 7199/NE à : AMP - 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra)

ACUTRONIC S.A.

Systèmes d'analyse électronique, traitement du signal, systèmes d'entraînement, surveillance, vitesse et position recherche

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Grandes écoles, expérience souhaitée, ayant sens autonome.
Deviendra le responsable de la conception, de l'industrialisation et de l'installation des projets mécaniques de la société.

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Grandes écoles.
Pour prendre en charge les parties techniques des systèmes d'analyse spectrale.
(Installation, études spéciales et maintenance.)

UN TECHNICIEN ÉLECTRONICIEN

Niveau B.T.S.
POUR CES TROIS POSTES : anglais nécessaire.
Envoyer lettre + C.V. et prétentions à : ACUTRONIC S.A. R.P. 59, 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS.

Organisme de Formation

Paris (9) recherche son **CONTRÔLEUR DE GESTION**
Stabilité et suivi des budgets, secrétariat général.
Ce poste intéresse un candidat possédant au moins cinq années d'expérience en entreprise.
Envoyer sous n° 8.112 à Le Monde Publicité, service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

THOMSON-CSF

CEPE

Leader européen dans son activité aéronautique recherche, pour accroître son potentiel d'élèves :

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

diplômé d'une Grande École spécialisée

Il sera responsable de la conception et du développement d'oscilloscopes à quartz très stables qui sont destinés à être utilisés dans le domaine spatial et dans tous les équipements aérospatiaux. La définition de ces matériels fait largement appel à la CAO.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Madame ROGÉ - Service du Personnel - CEPE - 44, avenue de la Glacière 95100 ARGENTEUIL.

THOMSON
BRANCHE COMPOSANTS

Société de services du secteur Parabancaire

recherche

PROGRAMMEUR

Formation DUT informatique ou équivalent avec 2 ou 3 ans d'expérience en langage COBOL pour matériel IBM 4331
Place stable, horaire normal avantages sociaux
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à J. C. BEY 52, Champs Élysées - 75008 PARIS

ORGANISME RÉGIONAL DE SÉCURITÉ SOCIALE

recherche pour Service Prévention des Accidents du Travail et des Maladies professionnelles

PLUSIEURS CONTRÔLEURS DE SÉCURITÉ

Soumis à l'agrément B.T.S. - DUT - DEUG ou équivalent.
+ 25 ans + 3 ans d'expérience dans l'industrie ou le bâtiment et les travaux publics, et possédant dans les fonctions d'Agent de Sécurité, Nationalité française. Permis conduire V.L.
Adresser C.V., détaillé avec copie des diplômes et des justificatifs professionnels à M. LE CHEF DU PERSONNEL D'ASSURANCE MALADIE D'ÎLE-DE-FRANCE 17-18, rue de Flandre, 75035 PARIS CEDEX 18

ORGANISME RÉGIONAL DE SÉCURITÉ SOCIALE

recherche pour Service Prévention des Accidents du Travail et des Maladies professionnelles

Plusieurs INGÉNIEURS CONSEILS

soumis à l'agrément ministériel, titulaire d'un diplôme reconnu par l'État.
Nationalité française.
Plus de 25 ans, plus de 5 ans d'expérience dans l'industrie ou le bâtiment et les travaux publics.
Permis conduire V.L.
Adresser C.V., détaillé avec copie des diplômes et des justificatifs professionnels à M. LE CHEF DU PERSONNEL de la CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ÎLE-DE-FRANCE 17-18, rue de Flandre, 75035 PARIS CEDEX 18.

LABO RECHERCHES UNIVERSITAIRES ORSAY

demande :

INGÉNIEUR-MÉCANICIEN

ENSAM ou équivalent

Anglais parlé et écrit indispensables. Alternance souhaitée.

Ce poste convient à un candidat disposant ou ayant quelques années d'expérience.

La fonction implique de fréquents déplacements en région.

Lieu de travail : ORSAY.

Envoyer C.V., photo et prétentions à M. DUBIN, Accréditeurs Unifrance - BAT. 200, 91406 ORSAY.

TECHNICO-COMMERCE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche pour renforcer son équipe d'inspecteurs technico-commerciaux.

Suivi des clients de la société, secteur Paris et région.

Rémunération fixe et primes d'objectifs.

Adresser C.V. n° 89.208, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

COURTIER DE BANQUE

recherche pour renforcer son équipe d'inspecteurs technico-commerciaux.

Suivi des clients de la société, secteur Paris et région.

Rémunération fixe et primes d'objectifs.

Adresser C.V. n° 89.208, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

COLLABORATEUR CONFIRMÉ

Ayant bonnes connaissances anglaises.

Adresser C.V. détaillé à M. J. C. BERTHELOT 20, av. de l'Opéra, PARIS-1^{er}.

STÉ région PARISIENNE

recherche

RESPONSABLE MÉTHODES

Ingénieur 2/3 ans d'expérience minimum méthodes, mécanique de précision et tolérances fines. Connaissance de la commande numérique appréciée.
Anglais souhaitable.
200.000 F

Envoyer sous réf. 328, à SWEET'S S.P. 289, 75424 PARIS CEDEX 08, qui transmettra.

ORGANISME DE PRÉVENTION

recherche

INGÉNIEUR

DIPLOME D'ÉTAT

connaissant les techniques d'implémentation et d'organisation, les matériels et les engins de maintenance continue et de contrôle.

Ayant au moins 10 ans d'expérience industrielle dans le matériel, et l'exploitation d'installation complexe de maintenance.

Ce poste requiert de solides connaissances professionnelles et des qualités certaines d'expressions écrites et orales.

Lieu de travail : PARIS.

Courte disponibilité.

Adresser C.V., photo et photo sous réf. 3.827 à SWEET'S, S.P. 289, 75424 PARIS CEDEX 08, qui transmettra.

ENTREPRISE DE BATIMENT

recherche

D'IMPORTANCE NATIONALE

pour son service technique

UN CADRE

DE FORMATION SUPÉRIEURE

EN DROIT

Expérience de la branche nécessaire.

Envoyer C.V., photo, réf. et photo sous réf. 3.827 à SWEET'S, S.P. 289, 75424 PARIS CEDEX 08, qui transmettra.

COLLABORATEUR (TRICE)

SUP. de CO, ESSE, ESCAL.

Tenue de plans de charge et gestion provisionnelle. Connaissances en informatique indispensables.

Lieu de trav. VERSAILLES. Adresser C.V. et photo à M. LÉON GROSSE, 20, rue de la République, 78000 VERSAILLES.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche

INGÉNIEURS-LOGICIELS

GRANDES ÉCOLES

Micro-processeurs, réseaux logiciels, programmation, langages évolués assembleur.

Vous serez intégré dans une société de 45 personnes pour assurer des missions sur des technologies de pointe.

Écrire ou téléphoner à : 78-80, avenue Gallieni, Tour Gallieni 1, 93174 BAGNOLET CEDEX. Tél. : 380-13-54/55/56.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

HARUT - SOFT pour réalisation sur micro-processeurs et mini-ordinateurs.

Spécialisation : informatique, automatique électronique.

Écrire ou téléphoner à : 78-80, avenue Gallieni, Tour Gallieni 1, 93174 BAGNOLET CEDEX. Tél. : 380-13-54/55/56.

INSTITUT DE FORMATION

recherche

PROFESSEUR DE STENO

PROFESSEUR DE DACTYLO

Adresser C.V. n° 89.325, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

ÉCOLE SECONDAIRE MIXTE

privée, hors contrat région parisienne, recherche

RESPONSABLE INTERNAT.

aspir. confirmée.

Envoyer C.V. et photo sous réf. n° 1040 110 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ministère de la Défense

Centre d'essai en vol recherche

INGÉNIEUR

Diplôme Grandes Écoles

orientation aéronautique et micro-informatique pour développement matériel, de mesures.

TECHNICIENS

Titulaires DUT ou BTS

électronique et informatique, Adr. C.V. au Chef du Personnel, Centre d'essai en vol, base d'essai de Brétigny, 91220 BRÉTIGNY-SUR-ORGE.

Administration PARIS rech.

JURISTE

spécialisé en problèmes économiques et financiers.

2 diplômes universitaires souhaités, dont une maîtrise en droit public indispensable et quelques années d'expérience en matière de gestion des contrats publics appréciée.

Envoyer lettre, C.V. et prétentions sous réf. 1.748, à F. LICHAU S.A., S.P. 220, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Compagnie d'Assurances

recherche pour son service technique

UN JNE LICENCIÉ(E) EN DROIT

Env. C.V., photo et photo sous réf. 3.827 à SWEET'S, S.P. 289, 75424 PARIS CEDEX 08, qui transmettra.

Entreprise nationale

recherche pour son service technique

UN TECHNICIEN CIAL

Envoyer C.V., photo sous réf. 3.827 à SWEET'S, S.P. 289, 75424 PARIS CEDEX 08, qui transmettra.

VILLE DE SEVRES (92)

22.000 F.

Recrutement immédiat

1 REDACTEUR

38 ans maximum, pour le service du secrétariat général, niveau licence ou maîtrise droit public.

Envoyer candidature et C.V. détaillé, ainsi qu'une photo à Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, 92310 SEVRES.

S.S.C.I. Paris

ingénieur informatique recherche

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

- SOLAR.

- MITRA.

- POP 11.

- VAX.

- MICRO 85 000 - 2.80. etc.

Langues : Assemblée - Pascal - Fortran - APL.

Pour participation grand projet industriel.

Rémunération très intéressante et flexibilité.

Adresser C.V. détaillé à M. 3.034, Publications Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS qui transmettra.

Organisme professionnel recherche pour renforcer le Chef de son service juridique un (a) adjoint (a) niveau licence ou maîtrise en droit privé spécialisé (a) en droit des contrats - poste à pourvoir immédiatement - lieu Paris.

Env. C.V. et photo à M. LÉON GROSSE, 20, rue de la République, 78000 VERSAILLES.

Revue professionnelle gestion des exploitations agricoles cherche son rédacteur en chef. Pédagogie, bonne connaissance des agriculteurs et de développement agricole souhaitée.

Env. s/r n° 8.118 Le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

LABORATOIRE CENTRAL

banque Paris-Nord

groupe Agro-Alimentaire international recherche

CADRE CHIMISTE

BTS minimum

Expérience

HPLC/CPG

CAPILLAIRES, indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., s/réf. 8.775 à ICA, 5, rue d'Haussmann, 75010 PARIS qui transmettra.

BULGARI JOAILLIERS

cherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

A partir du 1^{er} juillet :

- Dyn. et expérimentée.

- Références de 1^{er} ordre.

- Bonne présentation.

- Scénariste fr.-angl.

- 45 ans.

- Bonne écriture.

- Travail intéressant.

- Très bon salaire 3.478 M.

Env. C.V. + let. man. et photo sous réf. à M. J. C. BERTHELOT 20, av. Opéra, 75040 PARIS.

E.T.A.P.

4, rue Massonnet, 75016 Paris.

Adjoint du Directeur-Financier

POUR DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE ET CONTRÔLE DE GESTION

Laboratoire ASTRA-FRANCE, groupe pharmaceutique ASTRA-SUÈDE recherche pour développement informatique et contrôle de gestion Adjoint du Directeur Financier : Formation souhaitée : grandes écoles de gestion

Lieu de travail : NANTERRE-Hôtel de ville
Envoyer C.V. et prétentions à M. THOUYRE, 64, rue du 8 Mai 1945 - 92025 NANTERRE CEDEX



Laboratoires Astra France
Groupe Pharmaceutique Astra Suède

ENGINEERING INTERNATIONAL

Filiale d'un Grand Groupe Industriel Français

recherche pour son Siège Social

situé en toute proche banlieue Ouest

INGÉNIEUR DE PROJET

- diplômé grandes écoles,
- ayant 4 à 5 ans d'expérience acquise, de préférence dans le secteur de la CIMENTERIE,
- anglais courant indispensable,
- disponible (déplacements à prévoir).

Merci d'adresser C.V., photo et prét. sous réf. 69130 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris CEDEX 01, qui transmettra.

G.R.A.

SOCIÉTÉ D'AUDIT EN DÉVELOPPEMENT

recherche

AUDITEURS CONFIRMÉS

2 à 3 ans d'expérience en cabinet français ou international.

Prise adresse C.V., photo et lettre de candidature manuscrite à : G.R.A. 109, avenue de Paris, 94160 SAINT-MANDÉ.

ANATOR S.A.

recherche

DESSINATEUR CONFIRMÉ

Plusieurs années d'expérience en conception mécanique de matériel électronique. Bonne connaissance en « Design industriel » utilisant différentes matières : plastique et tôle.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à : ANATOR S.A. 18, rue de Suresville, 95240 Commeny-en-Parisis.

QUARTIER ST-LAZARE

IMPORT ORGANISME DE PRÉ-VOYANCE complémentaire à la Sécurité sociale, recherche

L'ADJOINT (E)

de responsable d'une de nos unités de traitement sur un matériel de données de remboursement médical (10 personnes)

- Agé de 35 ans environ, ayant eu une 1^{re} expérience dans le secteur et le sens de commandement et des relations humaines, à (elle) aura pour objectif de former son équipe ; formation assurée ;

- être rapidement :

Le Monde

économie

SOCIAL

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS A LA SÉCURITÉ SOCIALE

La constitution d'une partie du fichier informatisé des électeurs est confiée à I.B.M.-France

La constitution d'un fichier informatisé des électeurs, confiée à I.B.M.-France, est réalisée sans qu'aucune disposition particulière de la loi de 1978, relative à la protection des libertés n'ait été formellement prévue.

Les élections dans les organismes de sécurité sociale, prévues pour la mi-octobre - sans doute le 19 - dans toute la France, se révèlent très difficiles et très délicates à organiser. Certes, il aurait été simple d'appeler les assurés à s'inscrire sur un rôle électoral. Mais c'eût été encourager des risques, estimés-t-on en haut lieu. D'une part, celui d'une faible mobilisation, qui, de plus, aurait dépendu de l'audience de tel ou tel syndicat, influant donc le scrutin.

Des fraudes, d'autre part, n'auraient pas été à exclure, dans la mesure où nombre d'assurés sont soustraits à la surveillance des caisses de sécurité sociale, ou bien, au contraire, sont soumis à la surveillance de plusieurs caisses ou régimes différents en raison de leurs déplacements de domicile ou de profession, sans dispersion des fichiers pour autant.

L'établissement d'une liste des électeurs a donc été jugé nécessaire. Mais comment la constituer ? Le « scrutin social » n'est semblable à aucun autre. Les électeurs politiques, même s'ils sont « ayants droit », n'appartiennent pas tous, beaucoup s'en font, au collège des assurés-cotisants. Inversement, certaines catégories de la population, comme les jeunes de seize à dix-huit ans, les prisonniers ou les travailleurs immigrés, sont appelés à participer alors qu'ils ne prennent pas habituellement le chemin de l'isoloir.

Les élections de l'automne ne pourront donc plus se calquer sur les consultations « prud'homales ». Les assurés doivent, en effet, voter dans la municipalité de leur domicile et non dans celle de leur lieu de travail. Autrement dit, l'unique moyen de constituer un fichier des votants était de faire appel aux données nominatives propres aux organismes d'assurance sociale. Mais là aussi des problèmes importants surgissent.

L'organisation de la couverture sociale en France a pour conséquence une grande dissémination des fichiers entre les centaines de caisses existantes, des différents régimes et des multiples cotisations. Chacune jouit d'une certaine autonomie de gestion. Rares sont donc les fichiers structurés de la même façon. Ils ne sont d'ailleurs pas à jour le plus souvent et, maintes fois, font double emploi. Enfin, tous les fichiers ne sont pas informatisés.

C'est le cas, pour le régime général, de ceux des caisses de

Cette opération, d'une ampleur sans précédent en France, est réalisée sans qu'aucune disposition particulière de la loi de 1978, relative à la protection des libertés n'ait été formellement prévue.

Villefranche-sur-Saône et... de Paris. Quoi qu'il en soit, en raison de son état de désorganisation (le Monde Dimanche du 24 avril 1983), il n'était pas question de demander à l'informatique de la Sécurité sociale, de faire l'épuration de ces fichiers et de les faire fusionner en un seul.

Une procédure en deux temps a donc été retenue. On allait se servir du fichier national de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés (C.N.A.V.T.S.) comme base pour établir une liste de référence valide des électeurs affiliés au régime général. Mais comme il ne comporte pas les adresses, on ne pouvait pas les utiliser. Il fallait donc l'enrichir par un traitement d'interconnexion avec les fichiers des caisses locales qui désignent les centres informatiques régionaux. Cette opération est assurée entièrement, semble-t-il, par la C.N.A.V.T.S. ou la Caisse nationale d'assurance-maladie (C.N.A.M.).

Reste encore à éliminer du cet ensemble les doublons et à former un tout harmonisé d'informations (nom, prénom, numéro de Sécurité sociale, adresse) classé dans un même ordre. Informatiquement parlant, une tâche considérable, estimée à six mois mille cinq cents heures de traitement au total sur un très gros ordinateur, soit l'équivalent de plus de deux mois, vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Une tâche que le ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale n'a décidé de sous-traiter.

Comme, du reste, la saisie des fichiers de Villefranche-sur-Saône et de Paris (1). Cap Gemini Sogefi fut chargé de ce dernier travail. Le reste fut confié à I.B.M.-France. L'ensemble de ces opérations, qui ont commencé début avril, est évalué, en débours nets, à 15 millions de francs. Le marché échu à I.B.M. représente près des deux tiers de ce coût.

Avis défavorable

Le contrat passé avec la filiale de la multinationale américaine a été envisagé comme une solution de dernier recours, explique-t-on auprès des pouvoirs publics. Un premier appel d'offres auprès des sociétés de services telles que Cap Gemini Sogefi, la CISI (filiale du Commissariat à l'énergie atomique), ou Natel, a été réalisé sans succès au mois de février. C.I.I.-Honeywell Bull a, pour sa part, déclaré forfait lors d'une seconde consultation res-

treinte à des constructeurs. Les listes électorales devant être légalement rendues publiques à la mi-mai, les délais impartis furent généralement jugés trop courts. Restait I.B.M., prête à faire un effort.

A preuve du contraire, ce fichier de vingt-huit millions et demi de Français, dont la vocation est d'être écopé dans les communes, sera le premier grand fichier de population, informatisé, à jour et cohérent à l'échelle nationale. Ses informations sont plus complètes que le fameux fichier Saffari de l'INSEE, dont l'usage est restreint par la loi sur « l'informatique, les fichiers et les libertés ». Dans une première version, la loi de décembre 1982 faisait expressément référence aux traitements informatiques nécessaires pour l'organisation des élections dans les organismes sociaux. Mou-ture qui avait essuyé un avis défavorable - fait rarissime - de la part de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) il fut donc décidé, lors d'un arbitrage à l'Abdel Matignon, que les modalités des traitements seraient extraites de la loi et feraient l'objet d'un décret ultérieur. Mais cette disposition, incluse à l'origine dans la version finalement adoptée, a été amendée par la majorité lors du débat parlementaire. En échange, M. Pierre Bérégovoy promit, le 9 novembre au Sénat, que la CNIL serait consultée.

Le traitement informatique a commencé depuis un mois. Des centaines de bandes magnétiques circulent entre les caisses, les entreprises du secteur public, les administrations et le ministère des affaires sociales, ou le centre d'I.B.M. à Marne-la-Vallée.

Certaines administrations sont réticentes à livrer leurs noms, tant qu'un dispositif complet de sécurité ne sera pas clairement défini et mis en place, ce qui n'est pas le cas. Consistent de certaines précautions, les pouvoirs publics préparent une réglementation du contrat avec I.B.M. Quant à la CNIL, au demeurant responsable devant les citoyens de la garantie des libertés et de l'exercice du droit d'accès, elle n'a toujours pas été consultée.

ERIC RHODE.

(1) Pour ces assurés, la validation est réalisée à l'aide des déclarations annuelles de salaires 1982. Quant aux fichiers des autres régimes, ils sont réputés fiables.

AFFAIRES

EN DÉPIT DE LA PERCÉE JAPONAISE DANS L'ÉLECTRONIQUE

Les Américains restent maîtres de leur marché

San-Francisco. - Une mission du C.N.P.F., dirigée par M. Guy Brana et composée d'une quinzaine de chefs d'entreprise venus étudier les possibilités d'une implantation aux États-Unis, a eu la primeur, à San-Francisco, des résultats des premiers mois de travail du Conseil français en télécommunications et électronique pour les Amériques.

M. Abel Farnoux, ancien de Thomson, nommé à la tête de ce conseil par M. Chevènement pour promouvoir les exportations françaises, a en effet présenté une étude comparative sur l'industrie électronique en France et aux U.S.A. en 1982.

De notre envoyé spécial

mission de ce genre outre-Atlantique organisée par le C.N.P.F. depuis 1972 - que le marché américain, en croissance réelle de 4 % à 6 % par an, devait être un objectif majeur. 1 % de ce marché ne représente-t-il pas 10 % de la production française de l'industrie électronique ? Soucieux de s'implanter sur ce grand marché, ces chefs d'entreprise - P.M.E. - qui en majeure partie ont une activité de haute technologie, paraissent d'accord sur cette conclusion. Mais pas forcément sur les moyens que voudrait mettre en place M. Farnoux pour aider les P.M.E. à exporter, une sorte de so-

Force est de constater que sur un marché mondial qui a représenté 330 milliards de dollars en 1982 les États-Unis, malgré la montée du Japon, restent prédominants, avec 48 % de la production mondiale, voire 55 % si l'on tient compte de la production contrôlée par les firmes américaines à l'étranger. Les États-Unis représentent aussi 47 % du marché mondial avec une position particulièrement forte dans les secteurs nouveaux de l'industrie électronique qui ont un fort taux de croissance et nécessitent une importante capacité d'innovation (électronique médicale, micro-ordinateurs, conception assistée par ordinateur). Voilà qui explique que ce pays reste maître chez lui puisqu'il contrôle 85 % de son marché.

Seul point noir pour les Américains : l'électronique « grand public », où les firmes japonaises (Sony, Matsushita, Toshiba et Sanyo) ont réussi à s'imposer. Alors que la part des États-Unis sur ce marché n'est que de 38 %, celle du Japon atteint 39 % et celle des pays du Sud-Est asiatique 15 %. Avec les filiales américaines de Philips, c'est 60 % de ce marché qui échappent aux Américains.

Il ne faut pourtant guère de doute pour M. Farnoux que la reconquête du marché intérieur est engagée sur les nouveaux produits « grand public ». La quasi-totalité des jeux vidéo vendus aux États-Unis sont américains, et il en est de même pour les ordinateurs personnels à moins de 1 000 dollars, qui représentent déjà un marché de 570 millions de dollars.

Et, outre, souligne M. Farnoux, les Américains sont désormais réticents à coopérer avec les Japonais sur ces produits nouveaux. « Ils se sont fait avoir une fois dans la télévision couleur, mais n'ont rien fait pour l'avenir », dit-il. « Ils ne se sont pas fait avoir une fois dans la télévision couleur, mais n'ont rien fait pour l'avenir », dit-il. « Ils ne se sont pas fait avoir une fois dans la télévision couleur, mais n'ont rien fait pour l'avenir », dit-il.

A l'autre bout de la filière, dans les composants électroniques, si les Américains demeurent prédominants, on note dans les composants actifs - notamment dans les circuits intégrés - une certaine percée des Japonais (qui prennent près de 15 % du marché américain des circuits MO). Quant à la position française, elle est à la fois faible et forte. Les États-Unis, la France pèsent d'un bien faible poids : les 72 % de la production nationale contrôlée par des firmes françaises, soit 13 milliards de dollars (le reste étant réalisé en majeure partie par des filiales de firmes américaines (19 %) et de Philips), ne représentent que 4 % du marché mondial.

Le marché français - 18 milliards de dollars - n'est contrôlé qu'à 48 % par des firmes nationales, les États-Unis en détenant 22 %, et le Japon et l'Allemagne fédérale 7 %. Seuls l'équipement professionnel et le téléphone disposent d'un solide potentiel, tandis que le déficit de l'électronique grand public atteint 1,16 milliard de dollars. Enfin, l'industrie électronique française ne détient que 0,3 % du marché américain, et même seulement 0,2 % si l'on soustrait les achats effectués par des firmes américaines auprès de leurs filiales françaises.

Voilà pourquoi M. Farnoux a pu rappeler à ces industriels français présents aux États-Unis - première

THOMSON-C.S.F. : UN DÉFICIT PLUS LOURD QUE PRÉVU

Pire que prévu. Pour 1982, les analystes attendaient pour le groupe Thomson-C.S.F. une perte consolidée d'un ou d'un milliard et demi de francs. Les chiffres qui viennent d'être publiés indiquent 2,150 milliards. En 1981, Thomson-C.S.F., pour la première fois de son histoire, dans le rouge, avait terminé l'année avec une perte de 80 millions de francs. La dégradation est donc considérable. Le conseil d'administration ne distribuera, évidemment, aucun dividende.

Pour la société Thomson-C.S.F. seule, les pertes atteignent 1,933 milliard de francs, dont 793 millions pour des causes « exceptionnelles » (provisions pour pertes, indemnités pour contrats de solidarité notamment), contre une perte de 63,2 millions de francs en 1981. Le résultat courant de l'exercice, le poste comptable qui reflète le mieux la marche de l'entreprise, se solde par une perte de 1 290 milliard au titre des filiales et par un résultat positif de 150 millions de francs pour la maison mère.

(Publié)

MINISTÈRE DES TRANSPORTS DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE DIRECTION DE L'ÉQUIPEMENT

AVIS d'ouverture d'enquête publique

COMMUNE D'ANTONY

Autoroute A-86, section comprise entre l'échangeur des Marguerites et la limite du département des Hauts-de-Seine

Le public est informé que, par arrêté préfectoral en date du 1^{er} avril 1983, il a été prescrite une enquête publique concernant le projet susvisé sur le territoire de la commune d'ANTONY.

Les pièces du dossier concernant cette enquête seront déposées pendant SOIXANTE jours consécutifs du 2 mai 1983 au 30 juin 1983 inclus à la mairie d'ANTONY, direction des services techniques, où le public pourra les consulter du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 15 à 17 h 15.

Les personnes désirant émettre un avis sur ce projet pourront consigner leurs observations sur le registre ouvert à cet effet aux jours, heures et lieux ci-dessus. Elles pourront, de même, les adresser à M. Pierre MELIN, Inspecteur Divisionnaire hors classe à la S.N.C.F., 1, rue Pissarro, 75017 PARIS, nommé Commissaire-Enquêteur.

Celui-ci recevra le public en mairie d'ANTONY, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, les mardi 28, mercredi 29 et jeudi 30 juin 1983.

A l'issue de cette enquête, les copies des conclusions du Commissaire-Enquêteur seront tenues à la disposition du public, en mairie d'ANTONY, à la sous-préfecture d'ANTONY, à la préfecture des HAUTS-DE-SEINE - direction Départementale de l'Équipement - accueil du public - niveau + 1 aux heures normales d'ouverture.

Cette publication est effectuée en application de l'article R 11.4 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

(Publié)

AVIS

LE PRÉFET DU LOIRET COMMUNIQUE :

Le projet de construction du poste 400 KV de BOISMORAND (et installations annexes) présenté par ÉLECTRICITÉ DE FRANCE fera l'objet des enquêtes conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcelaire, qui se dérouleront dans les communes de BOISMORAND et SAINT-GENEVIEVE-DES-BOIS, du lundi 9 mai 1983 au mercredi 22 juin 1983, de 10 heures à 12 heures.

Le dossier du projet, qui comprend : notice explicative, plan de situation, plan parcellaire, plan d'ensemble des travaux, schéma unifilaire, estimations sommaires des dépenses et étude d'impact, sera déposé :

- à la mairie de BOISMORAND, le lundi et le vendredi de 17 heures à 19 heures, le mercredi, de 10 heures à 12 heures, excepté les jours fériés.

- à la mairie de SAINT-GENEVIEVE-DES-BOIS, le lundi, mardi, jeudi, vendredi, de 17 heures 30 à 19 heures, le mercredi, de 9 heures à 12 heures, excepté les jours fériés, où quiconque pourra en prendre connaissance.

Le public pourra consigner ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet dans chacune de ces mairies ou les adresser par écrit au maire ou à M. Jacques DERUELLE, qui assurera les fonctions de commissaire-enquêteur.

Le commissaire-enquêteur recevra en personne à la mairie de BOISMORAND les observations verbales du public les vendredi 17 juin et lundi 20 juin 1983, de 17 heures à 19 heures, ainsi que le mercredi 22 juin 1983, de 10 heures à 12 heures.

Outre les mairies des deux communes sus-indiquées, l'étude d'impact pourra également être consultée dans les lieux ci-après.

- à la PRÉFECTURE D'ORLÉANS - Service de la coordination et de l'action économique - S.C.A.E. 3 - (1^{er} étage), du lundi au jeudi inclus, de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, le vendredi, de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 16 heures, le samedi 4 juin 1983, de 13 heures à 17 heures, excepté les jours fériés.

- à la SOUS-PRÉFECTURE DE MONTARGIS, du lundi au jeudi inclus, de 8 h 15 à 16 h 45, le vendredi, de 8 h 15 à 15 h 45, le samedi 28 mai 1983, de 9 heures à 13 heures, excepté les jours fériés.

- à la Direction Interdépartementale de l'Industrie région Centre 16, rue Adèle-Lanson-Chenu, à SAINT-JEAN-LE-BLANC (Loiret) (division énergie - 4^e étage) tous les jours ouvrables, du lundi au vendredi inclus, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

A partir du 22 juillet 1983, il pourra être pris connaissance du rapport du commissaire-enquêteur sur l'utilité publique de l'opération soit à la PRÉFECTURE D'ORLÉANS, soit à la SOUS-PRÉFECTURE DE MONTARGIS, soit à la mairie des communes de BOISMORAND et de SAINT-GENEVIEVE-DES-BOIS.

Fait à Orléans, le 15 avril 1983.
Le préfet,
commissaire de la République,
Jean ROCHET.

De « nouveaux espaces » pour une meilleure sécurité au travail

Renforcer la sécurité et diminuer le nombre d'accidents du travail, augmenter la productivité, réduire les tensions dans l'entreprise : une trilogie de rêve pour tout entrepreneur. Et si ce rêve n'avait pas de « nouveaux espaces de travail » ? Des espaces conçus avec la participation des travailleurs, depuis le choix de l'implantation de l'entreprise jusqu'à la fin des travaux. Pour clore la campagne nationale sur la sécurité et les conditions de travail, organisée depuis le 31 mars par le mi-

nistère des affaires sociales et de la solidarité nationale, trois réalisations particulièrement novatrices ont été présentées à la presse le 28 avril. Novatrices dans leur conception architecturale et parce qu'elles s'inscrivent dans les conditions de travail, l'environnement dans lequel devrait s'intégrer les bâtiments et associer régulièrement le personnel à l'élaboration des projets étudiés par les architectes.

Quant à la Banque populaire de Quenoy et de l'Agence, à Cahors (trois cent quatre-vingt-cinq salariés), elle devrait transférer son siège social dans des locaux mieux adaptés à son expansion. « Tout a été discuté, même la nécessité de construire un siège social. Nous voulions une architecture qui favorisait la communication », a dit M. Descargues, chef de projet à la B.P.Q.A.

En plus de l'inventaire classique des problèmes et des suggestions, le personnel est intervenu pour des choix déterminants : chauffage solaire ou non, bureaux-paysages ou non. Il a censuré des projets successifs de conception de l'ensemble des bâtiments, optant en définitive pour une architecture en « escargot » autour d'un axe central. Finalement, ce siège social, composé de bâtiments en briques rythmés sur plusieurs niveaux, inspirés des bastides locales, évoque plus un village de vacances dans un flot de verdure qu'un organisme de gestion financière.

Ces innovations ont valu un surcoût de financement à leurs promoteurs. Pour la Fonderie Bélier, il a été de l'ordre de 15 %, compensé par 13 % de subventions versées par le FACT (Fonds pour l'amélioration des conditions de travail). A l'U.L.P.A.C. (Fonds pour l'amélioration des conditions de travail), le surcoût s'est élevé à 6 %, dû principalement aux nouvelles technologies pour la fabrication du lait à longue durée de conservation.

Mais cet investissement supplémentaire semble largement neutralisé par l'augmentation de la produc-

tivité, constatée partout, et la diminution des accidents de travail. Par exemple, pour la fonderie, le taux des accidents est tombé de 8 % à 4 % sur l'ensemble des trois unités de travail. A l'U.L.P.A.C. le taux d'absentéisme est passé de 6 % à 2 %.

Enfin, un bénéfice secondaire qui ne se mesure pas mais s'apprécie : l'amélioration du climat social. Les industriels le reconnaissent, le dialogue établi avec le personnel ne peut pas s'arrêter brusquement du seul fait que les objectifs architecturaux ont été atteints. Il se crée des habitudes de communication favorables à un consensus.

En soulignant la « démarche participative » de ces réalisations, qui ont anticipé sur le droit d'expression des salariés, M. Chazal, directeur des relations du travail au ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, a affirmé la nécessité de concertation et souhaité une modification des « comportements et conceptions traditionnelles pour faire que l'architecture intègre pleinement, et dès le départ, la sécurité et les conditions de travail ».

CHRISTIANE GROULIER.

• E.D.F.-G.D.F. : journée d'action C.G.T. - La fédération de l'énergie C.G.T. organise, ce mardi 3 mai, une journée d'action qui sera marquée par des manifestations et des débrayages, pour « réclamer le respect des engagements de la direction en matière de classification et de pouvoir d'achat ».

AFFAIRES

Un Américain à la tête de Poclain

M. David F. Bigelow, vice-président du groupe américain Tenneco, vient d'être nommé président du directoire de Poclain, l'un des premiers fabricants mondiaux de pelles hydrauliques pour le bâtiment et les travaux publics.

C'est donc un Américain qui devient le véritable patron de l'entreprise française, conséquence logique des mauvais résultats de la société et de l'augmentation de capital réalisée pour y faire face.

Avec l'effondrement du marché,

Poclain a, en effet, perdu 252,8 millions de francs en 1982, les pertes consolidées atteignant même 282,8 millions de francs pour le groupe (contre respectivement 18,4 et 40,1 millions de francs de bénéfices en 1981).

Les difficultés ont amené Poclain à mettre en place un plan de restructuration prévoyant, notamment, la fermeture de l'usine de Tournai en Belgique et d'une unité de production en Espagne, ainsi que la réduction des effectifs qui seront passés de sept mille au 1^{er} janvier 1983 à cinq mille six cents à la fin de 1983.

Dans le même temps, Poclain procédait à une augmentation de 252 millions de francs de son capital social, parallèlement à la mise en place de prêts participatifs et de prêts à moyen et à long terme. La firme américaine Tenneco, déjà actionnaire depuis 1976 de la firme française, maintenait sa participation à 40 %, et l'énic saoudien Zeid Sudairi souscrivait à cette augmentation pour 25 millions de francs, les 50 % restants étant souscrits par le public et par un groupe d'investisseurs français.

Aux côtés de M. Bigelow - qui avait déjà été directeur général de l'entreprise entre 1979 et 1981 - le directoire de quatre membres comprendra trois Français : MM. Jean Debry, Jacques Roy et Michel Troussier, déjà dirigeants de Poclain.

La principale « victime » de cette restructuration est donc le fils du fondateur de Poclain, M. Pierre Bataille, écarté de la direction active des affaires, et qui devient président du conseil de surveillance.

Agriculteur au Plessis-Belleville, à mi-chemin de Meaux et de Senlis, M. Georges Bataille, passionné de mécanique, avait construit avec l'aide d'un marchand-ferrier, au lieu-dit Poclain, des engins qui marquaient les débuts de la mécanisation agricole et devaient donner naissance, en 1927, au Atelier de Poclain. Une *success story* à l'américaine, qui devait mener Poclain parmi les premiers mondiaux de la pelle hydraulique. M. Pierre Bataille, qui avait succédé à son père en 1967, a donc été contraint de passer la main de l'entreprise familiale.

B. D.

LES ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES CRÉENT UNE SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT POUR LES COOPÉRATIVES

(De notre correspondant.)

Limoges. - Les AMA (Assurances mutuelles agricoles) viennent d'annoncer, lors de leurs journées nationales d'études qui se sont déroulées fin avril à Limoges, la création d'une société civile d'investissement, la SCIMA-Coop (Société civile d'investissements des mutuelles agricoles-Coopération). Objectif : mener des actions de financement privilégiées des entreprises coopératives agricoles : « Considérant aussi bien l'origine exclusivement agricole des fonds qui leur sont confiés que les besoins de financement considérables du secteur agricole », les AMA « entendent se consacrer prioritairement aux besoins de financement de l'économie agricole ».

Les AMA constituent le volet économique du mutualisme agricole (dont le volet social, la M.S.A., Mutualité sociale agricole, est, en quelque sorte, la Sécurité sociale des agriculteurs). Elles sont la deuxième assureur dommage en France ; leur encaissement en 1981 a dépassé les 6 milliards de francs. Elles disposent d'une structure qui, à l'image de celle du Crédit agricole, leur permet d'être présentes à tous les niveaux : une caisse centrale, soixante-huit caisses régionales et vingt-huit mille caisses locales qui quadrillent littéralement les zones rurales.

Pour « accroître la capacité des services de l'institution » et lui permettre d'appuyer le développement du secteur coopératif (20 % environ du chiffre d'affaires national des industries agro-alimentaires), les AMA veulent en outre « accentuer la décentralisation (...), renforcer l'autonomie de gestion des échelons régionaux ; ce qui doit permettre d'accroître leur capacité d'initiative et leur rapidité d'intervention ». - G. C.

• Un colloque sur le thème « Économie et pouvoir aux États-Unis » se tiendra à l'université de Paris-Dauphine, les jeudi 19 et vendredi 20 mai 1983. Entrée libre.

BOURSE DU COMMERCE

Les non-résidents pourront convertir leurs francs en dollars sur le marché parisien du sucre blanc

Le marché international des sucres blancs de Paris s'apprête à relever le défi du marché de Londres (Le Monde des 24 et 25 avril). Le ministre de l'Économie et des Finances a donné son accord de principe pour permettre aux non-résidents de convertir leurs francs en dollars lors de leurs transactions, sous la forme d'un contrat de compensation (B.C.C.). Les non-résidents réalisent environ 60 % des transactions sur le marché du sucre blanc à Paris. Ils pourraient ainsi arbitrer en dollars, possibilité qui vient de leur être offerte par la réouverture d'un marché du sucre blanc, libellé en dollars, sur la place de Londres, qui ne se commercialise jusqu'alors qu'en monnaie de la City. La date d'entrée en vigueur de cette mesure sur le marché de Paris n'a pas été précisée, car les négociations se poursuivent, notamment sur les moyens d'adapter les règlements de ce futur marché au contrôle des changes. Selon les professionnels, le début des cotations serait effectif dans moins de trois mois, « afin de ne pas se laisser distancer par

Londres », qui doit ouvrir son marché du sucre blanc le 1^{er} juillet.

D'autre part, la F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation) constate à la mi-avril une légère reprise sur les cours du sucre, insuffisante cependant pour espérer un redressement des cours mondiaux, déprimés depuis le début de l'année. Cette petite reprise est due à des achats soviétiques sur le marché libre et à une prévision de campagne 1983-1984 en vive baisse chez les principaux producteurs de l'hémisphère Sud. Pour la campagne 1982-1983, la production (98 millions de tonnes) devrait excéder la consommation de 5 millions de tonnes. La F.A.O. s'attend à une hausse des stocks mondiaux qui atteindraient en fin de campagne 38 millions de tonnes. A Genève se sont ouvertes, lundi 2 mai, des négociations pour la conclusion d'un nouvel accord international sur le sucre, auquel la C.E.E., deuxième exportateur mondial derrière Cuba, pourrait adhérer.

DES NÉGOCIATIONS SONT EN COURS AVEC LE GROUPE ALLEMAND LINDE POUR LE SAUVETAGE DE FENWICK

L'épineux dossier Fenwick va-t-il enfin trouver son règlement ? Ecoulement de la demande, erreurs diverses de stratégie et déficit financier ont contraint le numéro un français du chariot de manutention à chercher un partenaire. En neuf mois, les pouvoirs publics et la direction de l'entreprise ont mené des négociations successivement avec le britannique Lancer-Boss, l'américain Otis et sa filiale française Matral-Saxby, également constructeur de chariots, le bulgare Balkancar et, aujourd'hui, avec l'allemand Linde. Rien n'est encore conclu avec ce groupe de dix-neuf mille personnes, spécialiste du conditionnement de gaz mais également leader du secteur des chariots en R.F.A. par diverses filiales. Linde prônerait une participation minoritaire, au moins dans un premier temps, dans Fenwick. Les cadres de Matral-Saxby, toujours candidat, contestent cette solution allemande comme ils avaient contesté l'accord entrevu avec Balkancar. Mais le ministère de l'Industrie a toujours refusé le rattachement de Fenwick à Saxby, car le groupe Otis ne présentait pas, à ses yeux, de garanties suffisantes pour la survie de l'entreprise.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	ROX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
SE-IL	7,3900 7,3950	+ 215 + 250	+ 420 + 475	+ 1215 + 1335
S. can.	6,0100 6,0240	+ 140 + 185	+ 300 + 355	+ 885 + 1005
Yen (100)	3,1070 3,1105	+ 160 + 180	+ 315 + 350	+ 925 + 1005
DM	3,0030 3,0065	+ 190 + 215	+ 365 + 400	+ 1080 + 1150
Flarin	2,6730 2,6765	+ 150 + 170	+ 295 + 325	+ 890 + 940
F.R. (100)	15,0070 15,0135	+ 220 + 260	+ 470 + 520	+ 1290 + 1370
F.S.	3,5680 3,5720	+ 240 + 270	+ 470 + 520	+ 1405 + 1490
L. (1 000)	5,8455 5,8510	+ 100 + 100	+ 300 + 320	+ 1100 + 930
E.	11,6320 11,6400	+ 200 + 230	+ 380 + 510	+ 1350 + 2630

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8/11/16	9/1/16	8/11/16	9/1/16	8/11/16	9/1/16
SE-IL	4 5/8	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
DM	4 3/4	4 3/4	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
Flarin	4 3/4	4 3/4	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
F.R. (100)	10	10	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4
F.S.	2 7/8	3 5/8	4 1/16	4 1/16	4 1/16	4 1/16
L. (1 000)	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2
E.	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
F. franc	12 1/8	13	12 1/4	13 1/4	14 3/8	15 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Dans la C.E.E.

LES PRIX ONT EN MOYENNE AUGMENTÉ DE 0,6 % EN MARS

	UN MOIS	UN AN
Danemark	- 0,2	+ 7,5
R.F.A.	- 0,1	+ 3,5
Irlande	+ 0,2	+ 2,8
Royaume-Uni	+ 0,2	+ 4,6
Belgique	+ 0,4	+ 9
France	+ 0,9	+ 9
Italie	+ 0,9	+ 16,1
Grèce	+ 0,1	+ 3,6
Japon	+ 0,5	+ 2,1
(C.E.E.)	+ 0,6	+ 9

(Source Eurostat.)

L'ACIER DE DEMAIN, C'EST DU MARKETING



Dans 10, 20, 50 ans, nous aurons toujours besoin d'acier, et d'acier de qualité. Les difficultés actuelles ne doivent pas nous empêcher de préparer l'avenir. USINOR s'y emploie.

Il y a des plates-formes de forage USINOR dans toutes les mers du monde. Dans la construction du gazoduc Transsibérien qui devra résister à - 60° sur des milliers de kilomètres, il y aura de l'acier USINOR, cet acier que l'on retrouve dans nos voitures, le TGV, le mobilier de nos bureaux ou l'ossature de nos immeubles.

Recherche fondamentale ou appliquée d'une part, marketing dynamique de l'autre, USINOR recherche les hommes qui vont l'aider à préparer l'acier de demain, face à un marché mondial en perpétuelle évolution.

Si vous sortez d'une grande école ou de l'Université, venez discuter avec nous de votre carrière à USINOR. Il y a là, pour vous, une opportunité à saisir. Un pari à gagner.

USINOR

Une nouvelle sidérurgie est en train de naître

هنا من الأصل

AFFAIRES

Elus, fonctionnaires et banquiers se mobilisent pour créer une usine textile à Tarbes

De notre correspondant

Tarbes. - Le ministère de l'Industrie et de la Recherche, le conseil régional de Midi-Pyrénées, la société de développement régional Tofino, l'Institut régional de développement industriel, le centre régional de promotion de Midi-Pyrénées et la chambre de commerce de Tarbes et des Hautes-Pyrénées ont décidé d'unir leurs efforts pour promouvoir une usine qui produira une moquette sous le label « moquette des Pyrénées ».

Cette usine sera créée dans la commune de Bazet, à quelques kilomètres de Tarbes, où se trouvent une usine de la Ceraver (fermée en 1982) et un second établissement de ce même groupe spécialisé dans la céramique qui va ramener à partir de début mai, ses effectifs à deux cent quatre-vingt personnes, après un licenciement de deux cent cinquante employés.

La municipalité de Bazet a offert, pour la nouvelle usine, un terrain de 30 000 mètres carrés.

La moquette qui sera fabriquée ici occupera un créneau bas de gamme. Production prévue : 7 millions de mètres carrés par an. L'entreprise devrait commencer à fonctionner avec cinquante personnes pour atteindre, plus tard, cent cinquante salariés.

Pour l'embauche, priorité sera donnée à quelques dizaines d'employés de la Ceraver, à condition qu'ils acceptent une formation de reconversion de quatre à six mois. L'usine devrait pouvoir sortir ses premières moquettes dans un an. Les licenciés de la Ceraver pourront en devenir les actionnaires s'ils désirent faire apport de la totalité, ou d'une partie, des indemnités de départ qui leur auront été offertes par la Ceraver (70 000 F minimum). Une société de portefeuille, formule originale, sera mise sur pied avec un capital de démarrage de 2 millions de francs.

Ces apports - sous forme de participation d'un minimum de 1 000 F - ont été demandés à des investisseurs privés, des banquiers locaux, des membres des professions libérales, des chefs d'entreprise. Le ver-

sement de dividendes est prévu, mais seulement à partir de la quatrième année de fonctionnement.

Tofino et l'Institut régional de développement industriel ont promis chacun une participation de 2 millions de francs. La société de portefeuille veut être le témoignage d'un état d'esprit régional qui ne considère pas la crise économique comme une fatalité, alors qu'il existe de nouvelles formes industrielles.

L'inventeur de la société est un diplômé d'I.E.C., M. Pierre Noraz, qui fut conseil de plusieurs entreprises françaises et étrangères et qui est un spécialiste des affaires textiles. De grandes surfaces comme Carrefour, Auchan et Conforama sont intéressées par cette fabrication. Dernier avantage de la « moquette des Pyrénées » : elle peut être posée directement par les acheteurs.

GILBERT DUPONT.

MONNAIES

HAUSSE DU MARK

L'éclatement de la journée du mardi 3 mai a été la vive reprise du mark, qui a atteint par rapport au dollar et aux autres monnaies, notamment le franc, à Paris, la monnaie allemande, pour la première fois depuis la dévaluation du franc le 21 mars 1983, a dépassé le cours de 3 F, au-dessous duquel elle se maintenait (3,61 F contre 2,999 F lundi).

Ce redressement du mark est attribué au relèvement du taux d'escompte de la Banque centrale des Pays-Bas, passé de 3,5 % à 4,5 %, qui renforcera le dollar, et par contre-coup la devise de son puissant voisin. En conséquence, le dollar a faibli à Francfort, à 2,4550 DM contre 2,4680 DM, et un peu moins à Paris, à 7,3850 F contre 7,40 F, lundi 2 mai.

La livre sterling a été montrée très ferme, sur des rumeurs d'élections législatives anticipées et sur des sondages favorables aux conservateurs : à Londres, la monnaie britannique s'est élevée à 1,58 dollar contre 1,57 dollar, atteignant 11,63 F à Paris contre 11,61 F.

Aux Etats-Unis

LA REPRISSE SE POURSUIT ET LE DÉFICIT COMMERCIAL AUGMENTE LÉGÈREMENT

L'indice américain des principaux indicateurs économiques a augmenté de 1,5 % en mars, ce qui représente sa septième hausse mensuelle. La progression avait été de 1,4 % en février et de 3,2 % en janvier. Cet indice, qui permet de prévoir l'évolution de l'activité économique dans les prochains mois, confirme donc que la reprise va se poursuivre aux Etats-Unis. Il s'est inscrit à 149,8 (base 100 en 1967).

Pour leur part, les commandes de biens manufacturés ont augmenté de 3,2 % au mois de mars, atteignant le montant total le plus élevé depuis l'été 1981, soit 161 milliards de dollars. Ce gain, qui porte surtout sur les biens d'équipement non militaires, est le troisième depuis quatre mois. Les livraisons ont, elles aussi, augmenté, tandis que les stocks ont continué de diminuer, ce qui signifie que les futurs accroissements de la demande devront entraîner des augmentations de la production.

Cependant, le déficit de la balance commerciale a légèrement augmenté en mars, atteignant 3,63 milliards (3,58 milliards en février), malgré la baisse des prix du pétrole et le bas niveau des importations de brut. Les exportations américaines ont représenté 16,75 milliards de dollars, en augmentation de 2,6 % par rapport à février, tandis que les importations progressaient de 2,4 % pour se situer à 20,38 milliards de dollars.

Le déficit commercial américain s'inscrit à 10,78 milliards de dollars pour le premier trimestre 1983. A ce rythme, le déficit annuel ne devrait être que légèrement supérieur à celui de 1982, qui avait atteint 42,7 milliards de dollars. Toutefois, le secrétaire au commerce, M. Malcolm Baldrige, a souligné que le déficit pour 1983 serait vraisemblablement proche de 60 milliards de dollars, du fait d'une progression des importations, notamment des produits pétroliers, alors qu'« un dollar fort et la croissance économique relativement faible à l'étranger vont continuer à limiter les exportations ». - (A.F.P., A.P.)

ÉTRANGER

GRACE A UNE MODÉRATION DES SALAIRES

Le gouvernement belge espère stabiliser le niveau du chômage

De notre correspondant

Bruxelles. - Le premier ministre belge, M. Martens, n'a jamais recouru à un style flamboyant. Aussi est-il remarquable qu'en dressant le bilan de la lutte qu'il mène contre le chômage, il ait présenté l'action de son gouvernement comme une « œuvre de pionnier ».

Dans une intervention devant le congrès scientifique des économistes flamands, qui vient de se tenir à Gand, M. Martens a constaté que « le lien qui existait antérieurement entre la croissance économique et l'emploi s'est rompu ou, en tout cas, fortement relâché ». Le moment serait donc venu de se demander s'il faut prévoir un modèle de société future tolérant « un chômage important de manière permanente tout en organisant une meilleure répartition de celui-ci sur l'ensemble de la population active ».

L'action menée depuis un an et demi par le gouvernement Martens consiste donc à lutter contre cette menace « d'enlèvement dans le chômage ». Pour cela, il s'agit de faire accepter par les travailleurs une modération salariale, tandis que les entreprises se voient recommander une réduction du temps de travail et une embauche supplémentaire. C'est sur les résultats provisoires de cette politique que M. Martens vient de se prononcer.

Après les efforts déjà accomplis en 1982, la modération salariale supplémentaire imposée par le gouvernement représente 2,5 % de la masse salariale, dont 1,2 % environ sera prélevé en 1983 et le reste en 1984. Les négociations, qui se sont poursuivies pendant plusieurs mois, ont amené tout d'abord les petites et moyennes entreprises à accepter une augmentation collective de leurs effectifs de 2,5 %.

Pour le reste du secteur privé, où aucune obligation légale d'embauche n'est prévue (à l'exception du secteur de la construction), de nombreux accords ont été négociés à l'instigation du gouvernement. Celui-ci, en effet, a prévu divers avantages fiscaux en vue de favoriser des investissements qui stimulent l'embauche. De toute manière, si le gouvernement refuse de recourir à des méthodes autoritaires, les entreprises récalcitrantes ne peuvent pas bénéficier elles-mêmes de la modération salariale. En l'absence d'un accord sur le partage du travail, le produit intégral de cette modération doit être versé à un « fonds pour l'emploi ».

Au total, les accords déjà conclus couvrent plus d'un million de travailleurs. Ils prévoient en moyenne une réduction de la durée du travail de 2,5 %, soit une heure par semaine ou son équivalent en termes de congé, et une augmentation des effectifs de 2,6 %. En ce qui concerne l'impact direct de toutes ces mesures, les petites et moyennes entreprises s'engagent.

R.F.A.

La balance des paiements courants ouest-allemande a enregistré un excédent de 3,5 milliards de marks pour le premier trimestre 1983, alors qu'elle était encore déficitaire de 800 millions durant la même période de 1982.

ÉNERGIE

La baisse du prix du pétrole

118 MILLIARDS DE DOLLARS DE MANQUE À GAGNER POUR LES PAYS ARABES

Le manque à gagner des pays arabes du fait du tassement des prix du pétrole s'élève à 118 milliards de dollars pour les années 1982 et 1983. C'est du moins ce qu'a calculé l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPEP) en se fondant sur les revenus de 1981 pour faire cette estimation.

L'Organisation appelle les pays arabes à assainir l'économie de leur pays. L'appel est surtout adressé aux pays du Golfe, les principaux producteurs des onze membres de l'OPEP, dont les revenus ont commencé à décroître après une décennie de croissance.

JEAN WETZ.



LA GRANDE ÉCOLE OUVERTE AUX DIPLÔMÉS DE L'UNIVERSITÉ

En deux ans obtenez le diplôme d'H.E.C. qui vous assurera des débouchés dans toutes les fonctions de responsabilités des entreprises.

Epreuves d'admission début septembre : options prenant largement en compte vos études antérieures (Sciences, Economie, Droit, Lettres).

Date limite d'inscription : 9 Juillet 1983.
Renseignements :
Mme Bruneau (3) 956.80.00 (poste 330).

H.E.C. 1, rue de la Libération 78350 Jouy-en-Josas

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

_____ Tél. _____

Université - Ecole _____

désire recevoir la brochure d'admission en 2^e année à H.E.C.

Centre d'Enseignement Supérieur des Affaires
Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

L'école des cadres

du commerce et des affaires économiques

30 ans d'expérience au service des entreprises et de la réussite professionnelle

L'école de l'entreprise

Des diplômés entrepreneurs :
les élèves de l'E.D.C. ont une connaissance théorique et technique de haut niveau, la capacité de réagir à toutes les situations. Des qualités reconnues depuis trente ans, irremplaçables dans une économie en crise, et qui ont fait de l'E.D.C., l'école de l'entreprise.

Pas de temps perdu à l'Ecole des Cadres :
les étudiants sont formés en trois ans à partir du niveau du baccalauréat, au lieu de quatre ou cinq ans ailleurs. Et ils sont opérationnels dès l'obtention de leur diplôme grâce aux spécialisations de troisième année : Gestion Financière et Budgétaire - Marketing - Informatique - Gestion des Ressources Humaines - Gestion des Petites et Moyennes Entreprises - Préparation au Diplôme d'Etudes Comptables Supérieures.

Une ouverture internationale :
les étudiants peuvent également suivre, en même temps, une option bilingue leur permettant de préparer des examens anglais ou américains (TOEFL - GMAT), d'effectuer six mois d'études en Grande-Bretagne entre la deuxième et la troisième année ou de partir à Dallas pour faire un MBA, en un an seulement, à la suite d'un accord d'équivalence.

CANDIDATURE	ADMISSIBILITÉ
NON BACHELIERS	• Titres d'aptitude et de motivation
• Niveau des classes terminales	• Jury d'admission
• Obligation de se présenter aux épreuves écrites du concours	• FINANCEMENT DES ETUDES
BACHELIERS	• Prix jusqu'à 20.000 F par an, remboursable sur 7 ans, cautionné par une bourse.
• Brevet du dossier scolaire ou universitaire	
• Dispense de se présenter aux épreuves écrites du concours	

Concours d'Entrée : 1,2 Juin - 19,20 Juillet

ECOLE DES CADRES

92, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY-SUR-SEINE. TEL. 747.06.40 + 70, Galerie des Dammiers - La Défense N° 1 - 92400 COURBEVOIE - TEL. 773.63.41 +

Etablissement privé d'enseignement supérieur mixte reconnu par l'Etat.

Le Monde
dossiers et documents

NUMÉRO DE MAI

Le commerce extérieur de la France

Étendue, raisons et remèdes d'un déficit « insupportable »

Maîtriser la vie

Choisir la vie - Choisir la mort
Une nouvelle éthique
De nouveaux comportements

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 5,30 F

Multiplicité

Les véhicules industriels Unic-Iveco, les automobiles Fiat, Lancia, Autobianchi, Ferrari, les matériels agricoles Fiat et Hesston, les engins de travaux publics Fiatallis, les composants électriques Magneti Marelli, les carburateurs Weber... illustrent la diversité des produits du groupe en France.

GRUPE **FIAT** EN FRANCE

Le Monde

régions

CIRCULER AUTREMENT

LES ACCIDENTS AU CARREFOUR

La priorité à gauche : une idée qui fait son chemin

Vingt-cinq pour cent des accidents de circulation et 45 % des accidents corporels surviennent à des carrefours, si l'on en croit les assureurs. Est-ce seulement la faute des conducteurs ou bien le code de la route se trouve-t-il mis en échec ?

Il y a quinze ans - déjà - le Conseil économique et social apportait sa réponse dans un rapport expliquant que « sur le plan de la sécurité routière la priorité à droite constitue automatiquement une cause d'accident, tandis qu'en accordant le passage à la voiture qui vient de gauche les chances d'accident sont limitées au maximum ». Le C.E.S. rejoignait ainsi, dans ses conclusions, les grandes associations françaises de tourisme qui, près d'un quart de siècle auparavant, s'étaient déjà prononcées en faveur de la priorité à gauche.

Pour ses partisans - au premier rang desquels les compagnies d'assurances qui tentent actuellement de relancer l'offensive - l'inversion de la priorité aux intersections permettrait de remédier aux dangers et aux inconvénients de l'obligation actuelle d'attendre, dite de « priorité de la voie droite », et qui, contrairement à ce qu'on imagine trop souvent, ne donne pas un droit de priorité à celui qui arrive par la droite, mais un devoir à celui qui arrive par la gauche de céder le passage (article R 25 du code de la route).

D'une part, la priorité à droite donne au conducteur la possibilité d'avancer jusqu'à la ligne médiane de la voie qu'il croise, c'est-à-dire de mettre son véhicule en position d'être heurté par celui qui vient de gauche lorsque ce dernier n'a pas observé la règle de priorité ; il y a donc un risque d'accident d'autant plus grave que le conducteur de la voiture prioritaire est lui-même directement exposé.

D'autre part, la priorité à droite est source constante d'embouteillages : la possibilité, pour un véhicule venant de droite, de s'engager dans le carrefour montre que, si quatre véhicules se présentent simultanément à ce carrefour, chacun peut avancer jusqu'à la ligne médiane, bloquant ainsi toute la circulation sur ce carrefour ; de plus, la sortie du carrefour est rendue difficile pour un véhicule qui doit laisser la priorité à tous ceux qui y entrent, et la manœuvre tourne au cauchemar pour peu que de nombreuses voies convergent sur le carrefour. Qui n'a jamais eu à traverser la place de l'Etoile à une heure de pointe n'en a qu'une faible idée !

La priorité à gauche offrirait, selon ses partisans, une meilleure sécurité et une plus grande fluidité. En effet, pour l'automobiliste, le danger se présenterait du côté où il

jouit de la meilleure visibilité du fait de la conduite à gauche : l'obligation de s'arrêter à l'entrée du croisement l'empêcherait de s'aventurer inconsidérément jusqu'au milieu de la chaussée transversale ; enfin, il décalerait le carrefour sans difficulté possible, arrivé en son centre, il deviendrait à son tour prioritaire.

L'idée paraît donc bien séduisante au point que l'on peut s'étonner de ne pas la voir appliquée. Il est vrai que les Français paraissent partagés à son égard : 46 % d'entre eux y sont favorables et 44 % opposés, selon un sondage réalisé en avril 1982. Les responsables de la circulation ont longtemps fait valoir en faveur du *statu quo* un argument d'ordre psychotechnique : un changement d'habitude d'une telle importance imposé aux automobilistes pourrait entraîner des catastrophes pendant la période - plus ou moins longue - selon les individus - nécessaire

à l'oubli de vieux réflexes. D'autant qu'une telle disposition ne pourrait valablement s'appliquer qu'aux seuls carrefours à géométrie giratoire, et en aucun cas aux croisements classiques, ce qui en limiterait singulièrement la portée. La route serait donc semée de carrefours à priorité à gauche et d'autres à priorité à droite. De quoi faire tourner plus d'une tête...

Les services du ministre des transports n'en élaborent pas moins un projet de décret généralisant la priorité à gauche sur les carrefours giratoires. Celui-ci viendrait compléter les dispositions du Code de la route qui, depuis 1974, autorisent les maires à adopter de semblables mesures dans les agglomérations. Quimper expérimente la formule depuis huit ans : elle en tire un bilan assez largement positif. (Lire ci-contre.)

JAMES SARAZIN.

A QUIMPER

Trois cent mille heures gagnées dans les « ronds-points » anglais

De notre envoyée spéciale

Quimper. - Il était une fois un carrefour dangereux qui donnait bien des soucis à l'ingénieur en chef des services de voirie. C'était à Quimper (60 000 habitants en 1975). Le cas-tête se résolvait en quelques chiffres : 13 blessés par an, 25 000 véhicules par jour, des courants de circulation si compliqués qu'il était « impensable » d'y mettre des feux tricolores. Le temps d'attente aurait été trop long.

Le Service d'études techniques des routes et autoroutes (SETRA), consulté, confirma le diagnostic : impossible de contrôler par les feux tricolores un tel carrefour. Mais les ingénieurs parisiens venaient juste de recevoir une étude expérimentale faite par les Britanniques sur le système dit « de l'anneau prioritaire », bientôt baptisé « rond-point anglais ».

Et si Quimper l'essayait ? Le principe, après tout, en était simple, mais seuls ses voisins d'outre-

Manche pouvaient y penser : la priorité est à gauche. Les véhicules circulant dans le rond-point sont donc prioritaires par rapport à ceux qui y entrent. Cette méthode permet de supprimer une cause quasi automatique d'embouteillage puisque, dans le système traditionnel, les véhicules déjà engagés dans le carrefour sont bloqués par ceux qui y entrent. C'est aussi vieux que la place de l'Etoile...

Quimper a donc décidé d'installer la priorité à gauche, profitant de la possibilité offerte aux maires depuis 1972 (articles R 26 et R 26-1 du code de la route) d'accorder, dans les agglomérations, la priorité aux conducteurs « circulant sur la chaussée circulaire d'un giratoire ». Certaines communes avaient déjà tenté l'expérience dans l'Oise. Quimper décida à son tour de faire le pari.

Dès l'année suivante, le carrefour incriminé rendait les armes : « Le nombre de blessés est passé de 13 à 1 », affirme M. Jean Le Coz, ingénieur en chef de la ville. Le débit de la voie est passé à 33 000 véhicules/jour. « Le rond-point anglais », ayant fait ses preuves, il fallait une décision (politique), et les moyens financiers pour le généraliser. Le conseil municipal décida de jouer le jeu, le département du Finistère et l'Etat en firent autant pour les carrefours qui dépendaient d'eux (dix à la périphérie de la ville) : l'agglomération devait en effet mettre au point un plan de circulation et s'équiper d'une rocade qui détournerait la circulation de transit du vieux centre-ville.

Pas la panacée

Aujourd'hui, Quimper compte vingt-trois « ronds-points anglais ». Eux et techniciens ne tarissent pas d'éloges. Les bilans s'accumulent. « Le « giratoire à anneau prioritaire », ainsi qu'on le nomme dans le jargon technique en vigueur, a de multiples avantages », explique M. Le Coz : « Gain de temps pour la traversée d'un carrefour - les véhicules ne sont pas bloqués aux feux tricolores - ; accroissement de la sécurité : en 1980, il y a eu cinq accidents corporels dans les « ronds-points anglais ». Dans le même temps, on comptait vingt blessés dans les vingt-quatre carrefours traditionnels de la ville. Sans doute les Quimpérois font-ils moins attention lorsqu'il y a des feux tricolores : ils passent lorsque le feu est au rouge, sans regarder. »

Economie d'équipement, aussi : la plupart des villes ont besoin de détourner la circulation de transit, or le « carrefour anglais » permet d'améliorer les débits des voies au lieu de les élargir (le carrefour lui-même nécessite néanmoins plus de terrain qu'un équipement classique).

M. Marc Bécam, maire (R.P.R.) de Quimper, ne regrette pas aujourd'hui le choix de la municipalité. « Chaque rond-point nous a coûté 1 million de francs en moyenne, affirme-t-il. Nous bénéficions, pour les rocade, d'aides de l'Etat (20 %) ; le département et la commune en paient la moitié. Le reste a été emprunté. Les automobilistes quimpérois économisent aujourd'hui 300 000 heures par an, soit 14 millions de francs d'essence. Les livraisons gagnent du temps... »

Le rond-point anglais est-il la panacée ? Non, répond-on à Quimper. Certains carrefours sont trop complexes, il y a trop de piétons comparé au nombre de véhicules, ou bien, à l'inverse, trop de voitures. La sécurité est en effet garantie si les véhicules ralentissent avant de pénétrer dans le carrefour. Or réaliser de trop grands ronds-points afin de répondre à une forte demande entraîne une augmentation de la vitesse, donc des risques.

Si les accidents corporels ont diminué dans les ronds-points, on enregistre toujours des « accrochages ». Enfin, les carrefours ne doivent pas se trouver dans des secteurs où les feux tricolores sont « régulés », en centre-ville par exemple, car ils en perturbent le fonctionnement.

Pour les responsables de la sécurité routière, l'équipement quimpérois est un indéniable succès. Mais tant que le système restera expérimental, il nécessitera une présignalisation et une signalisation pointillueuses : les Français ne sont pas habitués à laisser la priorité à gauche.

Aujourd'hui, la municipalité de Quimper résume son succès en une boutade : « On ne dit plus aujourd'hui « les ronds-points anglais » mais « les ronds-points quimpérois ». Il reste seulement à convaincre le jardinier de la ville de ne pas mettre trop de fleurs au centre des ronds-points : les parterres cachent les deux roues.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Des coupes sévères dans le programme autoroutier

On n'ira pas de Saint-Denis de la Réunion ni de Limoges à Vierzon par l'autoroute. Ces deux liaisons font partie des 1 680 kilomètres de voies autoroutières qu'on avait prévues jadis, et auxquelles le Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT), réuni il y a quelques jours, a proposé de renoncer. Parmi les autres figures des tronçons d'importance diverse, tels que Grenoble-Sisteron, Tarbes-Toulouse, Nantes-La Rochelle, Rouen-Le Havre (A-15), Amiens-Dunkerque (A-16), dont beaucoup n'étaient que de lointains projets nés dans l'enthousiasme des années 60 et 70.

Le « schéma directeur des autoroutes, de leurs prolongements et des grandes liaisons d'aménagement du territoire », qui sera prochainement soumis à l'avis des régions, propose, plus modestement, de ne retenir, pour compléter le maillage actuel, que les 560 kilomètres de voies déjà en travaux ou ayant fait l'objet de décisions de lancement, ainsi que tout ou partie d'un programme d'autoroutes nouvelles pouvant atteindre 1 380 kilomètres, mais qui pourrait lui-même être réduit. 1 600 kilomètres de routes de « prolongements », pour l'essentiel à deux fois deux voies, complèteraient ce réseau en permettant la desserte du littoral et le raccordement aux frontières.

La rigueur aidant, le réalisme a prévalu dans cette révision. Les pouvoirs publics ont d'abord estimé que le retard considérable accumulé sur nos voisins européens pendant les quinze premières années de l'après-guerre peut être considéré, à quelques nuances près, comme rattrapé.

L'heure est aussi à la cohérence entre modes de transport afin d'éliminer, dans toute la mesure du possible, une concurrence entre divers types de liaisons sur les axes « lourds », concurrence ruineuse et souvent pénalisante pour le tissu économique et démographique du pays. L'autoroute n'est plus considérée, chez nous, comme une panacée aux besoins de transport et de déplacements. Les 800 000 kilomètres de voies du réseau classique, mais aussi le chemin de fer, le bateau et l'avion doivent y prendre leur part, et les travaux sur le schéma directeur des autoroutes ont été menés parallèlement à l'élaboration d'un schéma directeur des voies navigables et à des réflexions sur les électrifications ferroviaires.

Le rapport qualité-prix devra désormais présider au choix. Des autoroutes capables d'absorber trente-cinq mille véhicules par jour et par kilomètre seraient totalement disproportionnées à certaines liaisons pour lesquelles des formules bien moins coûteuses existent : routes à deux fois deux voies (vingt mille véhicules par jour et par kilomètre), à quatre voies (seize mille véhicules), à trois voies (treize mille véhicules) ou même à deux voies (dix mille cinq cents véhicules). Or, les axes restant à aménager supporteraient pour la plupart des circulations inférieures à huit mille véhicules par jour et par kilomètre. Paris-Beauvais

sur Roissy-CDG), elle ne dépasse pas 5 000 sur d'autres. Or, 5 000 véhicules par jour, c'est le trafic minimum pour couvrir les seuls coûts d'exploitation et d'entretien de l'autoroute ; et si l'on veut, en plus, rembourser ses emprunts, pour une autoroute ayant coûté 15 millions de francs au kilomètre (le capital total restant dû par les dix sociétés exploitantes est de l'ordre de 30 milliards de francs), il faut pouvoir accueillir 15 000 véhicules supplémentaires.

Autrement dit, il manque déjà en moyenne 4 000 véhicules par jour et par kilomètre aux sociétés concessionnaires pour être financièrement saines. Ce qui représente, d'ici à

la fin de la décennie, pas 85 kilomètres. L'autoroute sert donc moins à relier des métropoles éloignées qu'à desservir les villes placées sur son parcours ou à proximité.

Si ces villes sont actives, elles engendrent un trafic rentable : c'est le cas pour l'autoroute A-1 avec Senlis, Compiègne, Amiens, Saint-Quentin, Arras ; ou pour l'A-6 avec Nemours, Auxerre, Avallon, Dijon, Beaune, Chalon-sur-Saône, etc. Si les villes riveraines végètent, le trafic s'en ressent : sur l'A-4 (Paris-Metz), Reims est le seul foyer économique notable, Châteaufort-Thierry, Châlons-sur-Marne, Sainte-Menouhoul et Verdun n'ayant qu'un impact infime sur la fréquentation de l'autoroute - et c'est bien une des causes de la déconfiture de son concessionnaire. La situation n'est pas plus brillante pour l'exploitant de la liaison Le Mans-Honfleur. De même, relier Limoges à Vierzon par une voie moderne apparaît comme une nécessité, mais le faire sans forme d'autoroute est parfaitement irréalisable.

La réduction du programme d'investissement devrait aussi permettre de hâter la réalisation d'un grand dessin du gouvernement : la suppression du péage. Contrairement à ce qu'on a pu penser, ce n'était pas une promesse sans lendemain, mais elle ne pourra se réaliser que lorsque la majeure partie des investissements auront été remboursés. A cet égard, les échéances les plus lourdes ont commencé à tomber en 1981-1982, et elles vont courir encore sur une dizaine d'années.

Si le programme d'équipement demeurerait à l'état, la suppression du péage pourrait donc être envisagée vers 1993 ou 1994, la dette demeurant à rembourser n'étant plus alors que de 5,8 milliards de francs. Mais les quelque 600 kilomètres d'autoroutes nouvelles décidés ou engagés vont alourdir la facture de 13 à 14 milliards de francs au cours des cinq ou six prochaines années, et risquent de renvoyer la gratuité au troisième millénaire.

S'il fallait y ajouter les 3 000 kilomètres supplémentaires retenus par les anciens schémas routiers, la perspective ne ferait que s'éloigner. A moins de modifier les circuits de financement de tels investissements pour les mettre à la charge de l'Etat, ce que, sauf exceptions, ne souhaite pas le gouvernement.

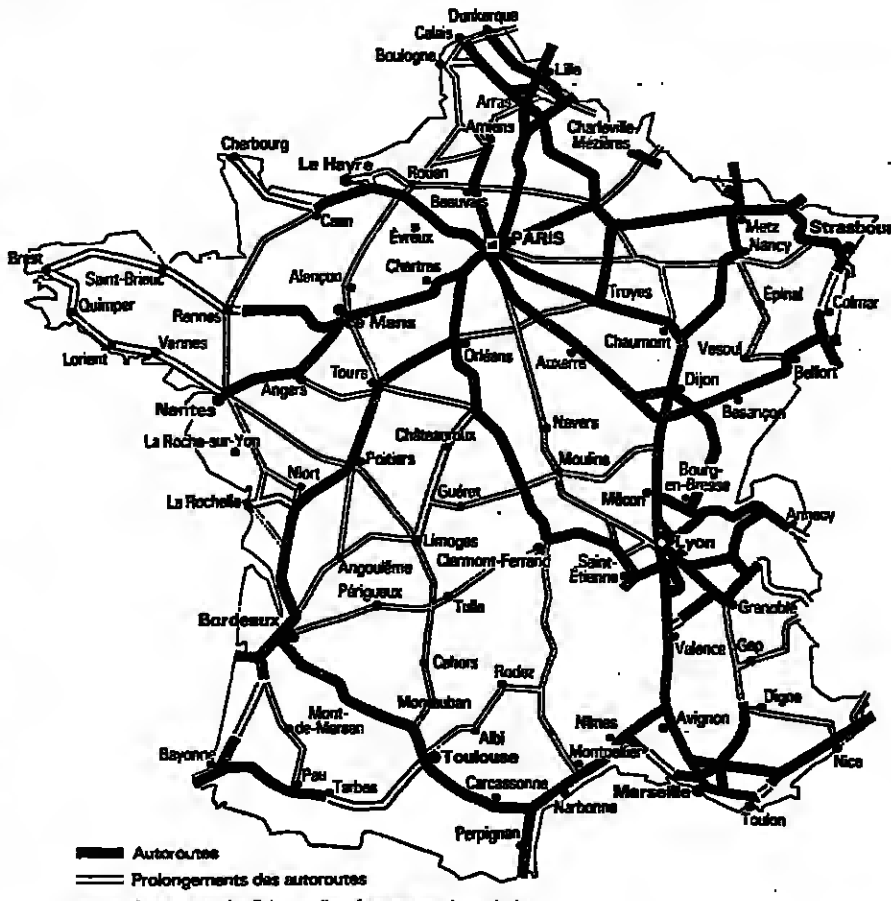
J. S.

Plus de péages en 1995 ?

La crise pétrolière et économique n'est pas seule à avoir déjoué les prévisions optimistes des concessionnaires. Il semble qu'ils se soient aussi, comme les pouvoirs publics, fourvoyés quant aux besoins et aux habitudes des automobilistes. Ceux-ci n'utilisent pas l'autoroute comme moyen de déplacement à longue distance : le trajet moyen sur autoroute

représente l'exception, avec trente-trois mille véhicules prévus en 1990.

Tous ces chiffres posent les limites du système de concession à des sociétés d'économie mixte ou privées en vigueur sur 4 200 des 4 550 kilomètres d'autoroutes actuellement en service. Système qui a déjà commencé à montrer ses faiblesses, puisque trois des quatre concessionnaires privés sont en difficultés financières. Présentement, la fréquentation de l'ensemble de ces voies rapides est en moyenne de 16 000 véhicules par jour et par kilomètre, mais si elle atteint 30 000 sur certains tronçons (et même 45 000



L'ANGLAIS à OXFORD et à NEW-YORK

- matin : 15 heures de cours par semaine par groupes de 8 élèves maximum.
- après-midi : tennis, équitation, golf, natation, voile, planche à voile.
- coté encadrement franco-britannique.
- sélection rigoureuse et contrôle constant des familles.

OXFORD
INTENSIVE SCHOOL
OF ENGLISH

Appuyés par le **MINISTRE DE L'ÉDUCATION**
 Association loi 1901 - Membres de l'ELCO
 21 rue Théophraste Renaudot
 75015 Paris - Tél. : (1) 533.13.02

LA FINLANDE pour les jeunes

transport aller-retour sur Helsinki de F. 1.170 à F. 2.005
 renseignements et réservations
ALANT'S TOURS
 5, rue Danielle Casanova
 75001 Paris - Tél. 296.59.78

JUSQU'AU 11 MAI dans tous les rayons

PRIX EXCEPTIONNELS

AUX TROIS QUARTIERS

17 BOULEVARD DE LA MADELINE, PARIS RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

Provence-Alpes-Côte d'Azur

A Bandol

L'ancien maire socialiste se défend d'avoir laissé « les caisses vides » à son successeur U.D.F.

La gestion de la commune de Bandol (Var) est au centre d'une polémique qui oppose le nouveau maire, M. Arthur Paecht (P.R.), ancien député U.D.F., à son prédécesseur, M. Christian Goux (P.S.), président de la commission des finances à l'Assemblée nationale. M. Paecht accuse l'ancienne municipalité d'avoir laissé une situation financière « catastrophique ». M. Goux estime de son côté que les attaques dont il est l'objet ont pour but de l'atteler dans ses fonctions de parlementaire et de « discréditer ses prises de position dans le domaine économique ».

De notre correspondant régional

Bandol. — Point de départ de la querelle : une lettre adressée le 29 mars à M. Paecht par laquelle le receveur municipal l'informe que « les fonds disponibles de la commune étant insuffisants », il se voit « contraint de suspendre les paiements ». M. Paecht charge alors l'un des élus de la nouvelle majorité municipale, M. Pierre Pouillot, délégué aux finances et conseiller maître honoraire à la Cour des comptes, d'un rapport sur la situation financière exacte de la commune. Les conclusions de cette étude sont présentées le 17 avril devant le conseil municipal réuni en séance extraordinaire. Elles confirment l'impasse de trésorerie théoriquement estimée à environ 4 millions de francs.

M. Pouillot critique, d'autre part, plusieurs aspects de la situation budgétaire, notamment le report sur 1983 — et sans les inscrire — de dépenses engagées en 1982 et la minoration, d'environ 3,7 millions de francs, de certaines autres. Il relève également une « véritable fringale de dépenses pré-électorales ».

Estimant la commune « en état de cessation de paiements », M. Paecht obtient de son conseil municipal

l'autorisation de solliciter une avance des trois douzièmes des impôts locaux auprès du préfet et du trésorier payeur général du département (T.P.G.).

Pour M. Goux, les « prétendues difficultés financières invoquées par l'actuelle majorité traduisent en réalité son incapacité à mettre en œuvre le budget primitif de 1983 voté en parfait équilibre ». « Toutes les dépenses engagées, affirme-t-il, sont couvertes par des recettes correspondantes. Quant à la trésorerie, un rapport établi par le T.P.G. atteste la régularité de la situation de la commune pendant toute la période de mon mandat de maire ».

« Gagner de vitesse l'inflation »

Les caisses de la mairie de Bandol sont-elles réellement exsangues ? Comme toujours en la matière, le langage des chiffres est ambivalent. L'insuffisance momentanée de la trésorerie de la commune ne saurait guère être contestée. Les dépenses engagées par l'ancienne municipalité l'ont été, en effet, par anticipation sur un emprunt globalisé de 4,3 millions de francs, dont le versement s'interviendra que d'ici plusieurs semaines.

M. Goux qualifie cette situation d'« ordinaire ». De la même manière, l'ancien maire de Bandol avait investi massivement dès le premier trimestre de l'année, comme il le faisait depuis le début de son mandat, pour « gagner de vitesse l'inflation », en tablant sur les excédents de recettes de l'exercice précédent. En l'occurrence, le budget principal et le budget annexe de 1982 ont appaître un solide positif d'environ 8 millions de francs qui pourra être inscrit, après l'adoption du compte administratif, au budget supplémentaire de 1983. La situation financière actuelle, malgré une gêne passagère, ne compromet donc pas l'avenir de la commune.

M. Paecht juge sévèrement la gestion de son prédécesseur « puisque, dit-il, on ne saurait tenir comme orthodoxe le principe consistant à retarder les paiements de créanciers de la commune ».

Sollicité par M. Goux pour faire le point de la situation, le T.P.G. du Var s'est borné, de son côté, à dégrader certains ratios budgétaires qui situent Bandol dans une honnête moyenne départementale. Il estime notamment que la trésorerie immédiate de la commune a été « correcte » tout au long de l'année 1982. Il relève une progression de 88 % des taxes indirectes entre 1978 et 1981, supérieure à celle des communes du Var au cours de la même période (55 %), mais il note cependant que le montant des impôts locaux, par habitant, demeure inférieur en valeur absolue aux moyennes départementale et régionale.

GUY PORTE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Cette insertion est réalisée à titre d'information.

SOCIÉTÉ LYONNAISE DE BANQUE

Pour intensifier son action dans le Sud-Est

EMPRUNT Mai 1983
F 200.000.000

Obligation de F 5.000
émise à F 4.989

Intérêt : **15%** soit F 750 par titre

Durée : 8 ans

Jouissance : 24 mai 1983

Taux de rendement actuariel brut : **15,05%** au règlement.

Amortissement : en totalité à la fin de la 8^e année.

Cotation : Bourse de Lyon.

Une note d'information est en cours de diffusion sous le n° 83-100 en date du 12 avril 1983 est tenue à la disposition du public dans les agences de la Société Lyonnaise de Banque.

SOCIÉTÉ LYONNAISE DE BANQUE
Groupe C.I.C.

Le Carnet des Entreprises

Schlumberger

M. RENÉ MITIEUX

a été nommé Directeur général adjoint de SCHLUMBERGER LIMITED, responsable du groupe Mesure et Régulation, qui réunit en Europe, aux États-Unis et en Amérique latine les filiales spécialisées dans le comptage et la distribution de l'électricité, l'instrumentation électronique, le comptage des fluides, le contrôle industriel, les vannes pétrolières et nucléaires. M. René Mitieux était auparavant Président d'ENERTEC.

D'autres nominations ont eu lieu dans le groupe Mesure et Régulation. On relève les noms de Messieurs :

RAYMOND MAILLARD

à la présidence d'ENERTEC.

JEAN-PAUL BIZE

à la présidence de SEREG.

JEAN-CLAUDE PICARD

qui devient Directeur général d'INSTRUMENTS FRANCE.

JOHN INGRAM

à la direction des Études et Recherches.

Les activités de transfert électronique (cartes de paiement, équipement de stations d'essence, publicitaires, parcmètres...) sont regroupées en une nouvelle unité nommée « Paymatique ».

M. MICHEL SOUBLIN

prend la tête de cette unité. Il était précédemment trésorier de SCHLUMBERGER LIMITED.

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner au 770-85-33.



La Trésorerie de l'Européenne de Banque



LAFFITTE EXPANSION

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 29 avril 1983 sous la présidence de M. Jean Marty, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1982.

Elle a décidé la distribution d'un dividende net de 22,30 F, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 2,57 F, soit un revenu global de 24,87 F (contre un revenu global de 15,78 F au titre de l'exercice 1981).

Le paiement de ce dividende sera effectué à partir du 2 mai 1983 sur présentation du coupon n° 1.

Il est rappelé que les actionnaires pourront, jusqu'au 2 juin 1983, réinvestir le montant de leurs dividendes en actions de la société en exonération totale du droit d'entrée.



LAFFITTE RENDEMENT

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 29 avril 1983 sous la présidence de M. Jean-Claude Massip, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1982.

Elle a décidé la distribution d'un dividende net de 14,20 F, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 0,87 F, soit un revenu global de 15,07 F (contre un revenu global de 10,92 F au titre de l'exercice 1981).

Le paiement de ce dividende sera effectué à partir du 2 mai 1983 sur présentation du coupon n° 1.

Il est rappelé que les actionnaires pourront, jusqu'au 2 juin 1983, réinvestir le montant de leurs dividendes en actions de la société en exonération totale du droit d'entrée.



LAFFITTE TOKYO

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 29 avril 1983 sous la présidence de M. Jean-Jacques Wilmar, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1982.

Elle a décidé la distribution d'un dividende net de 28,58 F, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 1,71 F, soit un revenu global de 30,29 F (contre un revenu global de 16,19 F au titre de l'exercice 1981).

Le paiement de ce dividende sera effectué à partir du 2 mai 1983 sur présentation du coupon n° 1.

Il est rappelé que les actionnaires pourront, jusqu'au 2 juin 1983, réinvestir le montant de leurs dividendes en actions de la société en exonération totale du droit d'entrée.



LAFFITTE FRANCE

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 29 avril 1983 sous la présidence de M. Jean Ducroux, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1982.

Elle a décidé la distribution d'un dividende net de 8,62 F, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 1,10 F, soit un revenu global de 9,72 F (contre un revenu global de 7,46 F au titre de l'exercice 1981).

Le paiement de ce dividende sera effectué à partir du 2 mai 1983 sur présentation du coupon n° 1.

Il est rappelé que les actionnaires pourront, jusqu'au 2 juin 1983, réinvestir le montant de leurs dividendes en actions de la société en exonération totale du droit d'entrée.

Le conseil d'administration qui s'est tenu après l'assemblée générale a enregistré la démission de M. Jean Ducroux et nommé M. Claude Maurice, président du conseil d'administration.



LAFFITTE OBLIGATIONS

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 29 avril 1983 sous la présidence de M. Igor Yatzimirsky, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1982.

Elle a décidé la distribution d'un dividende net de 14,71 F, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 1,11 F, soit un revenu global de 15,82 F (contre un revenu global de 12,47 F au titre de l'exercice 1981).

Le paiement de ce dividende sera effectué à partir du 2 mai 1983 sur présentation du coupon n° 3.

Il est rappelé que les actionnaires pourront, jusqu'au 2 juin 1983, réinvestir le montant de leurs dividendes en actions de la société en exonération totale du droit d'entrée.

Depuis 39 ans, le journal spécialisé

« Les Annonces » est le n° 1 pour la vente des fonds de commerce

En vente partout 3 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS - Tél. (1) 805-30-30

Hommes d'affaires, vous avez besoin de nous !

LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION DES CHANGES CONCERNANT LES VOYAGES D'AFFAIRES À L'ÉTRANGER. A PLUS QUE JAMAIS, RENDU INDISPENSABLE DE S'APPUYER SUR UNE ORGANISATION DE VOYAGES EFFICACE, STRUCTURÉE ET INTERNATIONALE. Les agences de voyages du groupe Wagons-lits Tourisme, organisent vos voyages d'affaires en prenant en compte

l'ensemble des prestations nécessaires à leur réussite :

- transport par avion ou rail ;
- hôtels (tarifs spéciaux sociétés) avec ou sans restauration ;
- location de voitures, avec ou sans chauffeur ;
- assistance ;
- assurance.

Conformément à la nouvelle réglementation, tous ces

services sont réglables en une seule fois et en francs, une carte de crédit devenant alors un appoint sur place.

Le réseau international des agences de voyages Wagons-lits Tourisme est présent dans 160 pays avec plus de 1000 agences.

Consultez-nous !

Wagons-lits Tourisme

126, rue de Provence - 75382 PARIS CEDEX 08

Tél. : 268.26.02 - Télex : 643 241 - XXVX - 31.



Wagons-lits Tourisme
Premier Réseau Mondial du Voyage

WAGONS-LITS TOURISME / MID-LIBRE VOYAGES / VOYAGES-DEPECHE / CTV / TRANSPORTS ET VOYAGES

EMPRUNT DE 900 MILLIONS DE F

Obligations de 5000 F

Prix d'émission: le pair, soit 5000 F par titre.
Date de règlement des souscripteurs:
24 mai 1983.
Intérêt annuel: 15 %
Taux de rendement actuariel brut
(au 24.05.83): 15 %.
Jouissance: 24 mai 1983. Durée: 8 ans.
Amortissement: au pair, en totalité le 24 mai 1991,
sauf rachats en Bourse.
Cotation: Bourse de Paris.

Une note d'information portant le n° COB n° 83-90 en date
du 29/3/1983 est tenue à la disposition du public.
Date: 2 mai 1983.

Souscriptions: 3, rue d'Antin 75002 Paris
et dans toutes les succursales et agences Paribas

Locafrance

A la suite de l'Assemblée générale extraordinaire du 30 mars 1983 autorisant le conseil d'administration à augmenter le capital de la société dans la limite d'un montant nominal maximum de 250 millions de francs, le conseil d'administration de Locafrance s'est réuni le 27 avril 1983 sous la présidence de M. Gérard Billand.

Constantant la progression des contrats signés par la société au cours du premier trimestre 1983, conformément aux objectifs, le conseil a décidé d'augmenter

le capital social de 52 351 700 F, pour le porter à 104 703 500 F à 157 055 200 F, par l'émission de 223 517 actions de 100 F nominal chacune.

Ces actions nouvelles seront émises à 190 F, soit avec une prime de 90 F par action.

Le droit de souscription représenté par le coupon n° 23 des actions anciennes s'exercera à titre irréductible à raison d'une action nouvelle pour deux

anciennes, la souscription étant admise à titre réductible. Les actions nouvelles seront créées le 1^{er} janvier 1983, coupon n° 25 attaché.

Les souscriptions seront reçues du 9 mai au 9 juin 1983 inclus, sans frais aux guichets des sièges, succursales et agences d'un groupe d'établissements bancaires dont la banque Indosuez est chef de file.

Une note d'information (voir COB 83-113) est à la disposition du public.

EMPRUNT GROUPE LANGUEDOC-ROUSSILLON

2 Mai 1983 - 316 millions de F.

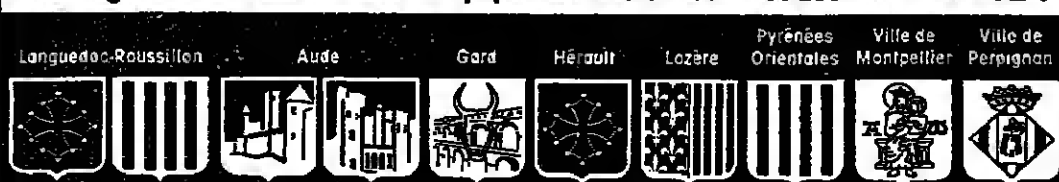
15,20 %

Emission de 63.200 obligations de 5.000 F.
Prix d'émission: le pair.
Jouissance: 16 Mai 1983.
Durée de l'emprunt: 12 ans.
Amortissement: 12 annuités constantes (demi-tirage, demi-rachat).

Taux de rendement actuariel brut: 15,20 %

Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5.000 F par an.
Une note d'information (voir COB n° 83-122 du 26.04.83) peut être obtenue sans frais auprès de la CAECL 56, rue de Lille - 75356 PARIS et des établissements chargés du placement.

Sous l'égide de la Caisse d'Aide à l'Équipement des Collectivités Locales. CAECL



BEGHIN-SAY

Le conseil d'administration de Beghin-Say, réuni le 29 avril 1983 sous la présidence de M. Jean-Marc Vernes, a arrêté les comptes de l'exercice 1982 qui seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires convoqués à Paris le 20 juin 1983.

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice d'un montant de 9 805,9 millions marque une hausse de 23,4 % sur celui de l'exercice précédent.

La marge d'autofinancement (résultat net, amortissements hors réévaluation et provision nette pour hausse des prix) s'élève à 543,8 millions contre 442 millions en 1981.

Le bénéfice net de l'exercice après impôt s'élève à 103,5 millions contre 66,5 millions en 1981. Ce montant est obtenu après affectation d'une annuité d'amortissement de 384,7 millions contre 296,8 millions en 1981 dont 24,3 millions de dotation complémentaire de réévaluation contre 26,3 millions en 1981, et constitution d'une provision pour hausse des prix de 80 millions contre une provision nette de 105 millions en 1981.

En application de la loi de juillet 1982 relative au placement des distributions de bénéfices, le conseil d'administration proposera à l'Assemblée d'attribuer au titre de l'exercice 1982 un dividende net de 10,90 F par action au lieu de 11,50 F pour l'exercice 1981 assorti d'un crédit d'impôt de 5,45 F en lieu de 5,75 F pour l'exercice 1981.

Ces nouveaux établissements permettront au Banco Central de développer ses relations commerciales et financières sur ces marchés financiers en forte expansion.

Nous rappelons que le Banco Central est régulièrement coté à la Bourse de Paris depuis janvier 1983.

VALREAL

Société d'investissement à capital variable

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 27 avril 1983, a entendu le rapport du conseil d'administration sur l'exercice 1982 et a approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Elle a décidé la distribution d'un dividende net de 8 056,74 F.

Le paiement de ce dividende sera effectué à partir du 18 mai sur présentation du coupon n° 1 payable à raison de 8 056,74 F.

Les actionnaires pourront le réinvestir en actions de la société en franchise du droit habité de 0,1 % dans les six mois suivant la date de mise en paiement.

GROUPE SCREG

Nous rappelons: pour l'exercice 1982, le carnet de commandes s'élève, pour le groupe, à environ 11,5 milliards de francs et non 11,5 millions de francs comme indiqué dans notre édition du 30 avril 1983.

DÉNONCIATION DE CAUTION

L'Ascobatt, 26, rue Vernot, 75008 Paris, fait savoir que la garantie confiée depuis le 1^{er} juillet 1982 par la compagnie les Assurances du Crédit à Compagnie pour le compte de la société APEL, 33 bis, avenue Reille, 75014 Paris, dans le cadre de l'article L. 124-8 du Code du travail, prendra fin dans un délai de deux jours suivant la présente publication.

NON RENOUVELLEMENT DE CAUTION

L'Ascobatt, 26, rue Vernot, 75008 Paris, fait savoir que la garantie confiée depuis le 1^{er} mai 1982 par la compagnie les Assurances du Crédit à Compagnie pour le compte de la société Bergès-Delort, Méridionale, 47500 Fumel, dans le cadre de l'article L. 124-8 du Code du travail, a pris fin le 30 avril 1983.

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »
accueille en groupe
les amateurs de 3 à 83 ans
5, RUE LACÉPÈDE, PARIS 5^e
Téléphone (le soir): 707.95.64

SOVABAIL

Les actionnaires de Sovabail, réuni en Assemblée générale ordinaire annuelle le 28 avril 1983, ont approuvé les comptes de l'exercice 1982.

Le montant du bénéfice net comptable s'élève à 45 854 161,66 F contre 40 321 407,38 F au titre de l'exercice 1981.

L'Assemblée a décidé la distribution, à compter du 16 mai 1983, d'une somme de 38 700 000 F; le dividende unitaire correspondant s'élève à 43 F à l'encaissement, soit 43,369 F crédit d'impôt compris, contre 37 F à l'encaissement, soit 37,6593 F crédit d'impôt compris au titre de l'exercice 1981.

SOVABAIL - MUTUABAIL

Réunis le 28 avril 1983 à l'issue de l'Assemblée générale annuelle des actionnaires, les conseils d'administration de Sovabail et de Mutuabail ont adopté le principe d'un regroupement des deux sociétés, et décidé d'engager le processus devant y conduire.

Les conseils se réuniront ultérieurement pour examiner les résultats des études en cours et arrêter les modalités définitives de cette fusion qu'ils soumettront à la ratification des Assemblées des actionnaires au cours du quatrième trimestre 1983, sous réserve des divers agréments nécessaires.

Le conseil d'administration de Sovabail a, d'autre part, pris acte de la démission de la Société de participations immobilières Soperimmo, administrateur; il a coopté M. Robert Morice au poste d'administrateur devenu vacant.

société nationale elf aquitaine

Le conseil d'administration de la S.N.E.A., lors de sa réunion du 27 avril, a arrêté pour l'exercice 1982 les comptes consolidés du groupe ELF Aquitaine et les comptes sociaux de la maison mère.

COMPTES CONSOLIDÉS ELF AQUITAINE

Principales données comptables de l'exercice (en millions de francs)

	1982	1981
Chiffre d'affaires	114.808 (1)	104.424
Marge brute d'autofinancement (après exploration)	11.311	10.932
Résultat net du groupe		
- Part S.N.E.A.	3.527	3.587
- Part des tiers	803	806
Résultat net par action	39 F	41 F
Investissements	15.051	13.858 (2)

(1) Chiffre porté à 118.366 millions de francs en incluant les participations de groupe dans les sociétés ATO, CHLOE et S.L.N.
(2) Hors acquisition de Texas Gulf.

Chiffre d'affaires et résultats

Le ralentissement de la croissance du chiffre d'affaires de cette année s'explique, en particulier, par les éléments suivants:
- Pour suite de la réduction des consommations d'hydrocarbures en 1982, tandis qu'apparaissent des décalages considérables entre les prix officiels des pays producteurs et ceux, en baisse sensible, réellement pratiqués sur les marchés internationaux. Cette situation a conduit le groupe à réduire le volume de ses opérations de négoce et à alléger le poids de ses engagements commerciaux à long terme.
- Mise en application tardive et partielle d'une nouvelle formule de fixation des prix des produits pétroliers en France, permettant de répercuter la hausse des coûts d'approvisionnement. Les conséquences en ont été aggravées par l'appréciation du dollar. Ainsi, en raison de stocks constants et sur la base des coûts de remplacement, les pertes subies dans ce secteur sont supérieures à celles constatées en 1981. La situation s'est toutefois améliorée au cours des derniers mois de l'exercice.
- Nouvelle détérioration de la conjoncture dans le secteur de la chimie lourde et des engrais, tandis que le marché du nickel s'effondre.

Cependant, en dépit de ces éléments très défavorables, les résultats du groupe se sont maintenus à un niveau proche de celui de 1981, grâce à l'apurement définitif de la situation d'ELF Aquitaine en Iran qui a permis la réaffectation d'environ 1,6 milliard de francs de provision antérieurement constituée dans les comptes de la société.

Investissements

Les investissements, en 1982, se sont élevés à 15,1 milliards de francs (sans prendre en compte les dépenses d'exploration passées en charge qui atteignent 5,7 milliards de francs). Pour financer ces investissements, la marge brute d'autofinancement de l'année ne s'élevant qu'à 11,3 milliards de francs, le groupe a dû accepter l'augmentation de sa dette à long et à moyen terme (se traduisant par un léger accroissement du ratio d'endettement qui passe de 33,5 % à 34 %).

Principaux éléments du bilan consolidé (avant répartition des résultats)

	1982	1981		1982	1981
- Immobilisations nettes	62.111	56.072	- Situation nette	31.516	28.785
- Fonds de roulement	20.563	19.146	- Autres fonds propres	11.921	11.038
			- Résultat net (y compris minoritaires)	4.330	4.493
			Fonds propres	47.767	44.336
			- Dettes à long et moyen terme	22.183	20.192
			- Autres passifs à long terme	12.724	10.690
			Total des capitaux permanents	82.674	75.218

COMPTES S.N.E.A. (société mère)

Le bénéfice net de S.N.E.A., en 1982, tel qu'il sera présenté à l'Assemblée générale ordinaire, a été arrêté à 2.241 millions de francs contre 2.095 millions de francs en 1981. Ce bénéfice provient:

a) d'un résultat exceptionnel de 1.590 millions de francs consécutif au règlement des créances que la société détenait vis-à-vis de la National Iranian Oil Company du fait de contrats datant de 1966 et 1969 et des explorations et mises en production qui en ont résulté.
b) de résultat des opérations courantes de l'exercice, c'est-à-dire des remises (dividendes et intérêts sur prêts) en provenance des filiales, nettes des coûts de fonctionnement de la société et des diverses dépréciations d'actifs qu'elle doit constater. Le niveau de ce résultat se trouve affecté par l'augmentation des frais financiers, les conséquences préjudiciables de la hausse du dollar sur l'endettement extérieur et par les provisions que justifie l'effort d'exploration exceptionnellement important au cours de l'exercice.

Bilan

L'évolution du bilan, avant affectation du résultat, est sommairement résumée dans le tableau ci-dessous (en millions de francs):

	1982	1981		1982	1981
- Immobilisations nettes	35.589	33.910	- Situation nette	17.347	16.063
- Fonds de roulement	8.269	6.842	- Provisions pour pertes et charges	13.344	11.847
			- Dettes à long et moyen terme	10.926	10.748
			- Résultat avant affectation	2.241	2.094
				43.858	40.752

Le conseil proposera à l'Assemblée générale ordinaire du 15 juin prochain de fixer, comme pour l'exercice précédent, le dividende net à 10,5 F par titre de 10 F de nominal, soit, avec l'avoir fiscal, une rémunération globale de 15,75 F par titre. Le part du bénéfice consolidé ainsi distribué s'élèverait à 27 % contre 26 % en 1981.

مكتبة الامم المتحدة

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

3 mai

Repli

La Bourse de Paris n'a pas réévalué ses gains. Sans encore vraiment se renverser, la tendance, mardi, a été davantage à l'irregularité avec un nombre de baisses légèrement supérieur à celui des hausses, si bien qu'à la clôture l'indice a légèrement rétrogradé à 0,6 % environ en-dessous de son niveau de la veille.

Techniquement, cet alourdissement était inévitable. Du moins était-ce la conséquence de nombreux professionnels, indubitablement, mais force est de reconnaître que la chute brutale de Wall Street n'a pas été étrangère au phénomène.

Mais plusieurs spécialistes en minimisent l'effet, refusant surtout de considérer la baisse du marché américain comme l'annonce d'un mouvement de repli plus durable. S'agissant de la Bourse de Paris proprement dite, quelques-uns affirment même qu'elle n'avait pas fini de surprendre, qu'il convenait bien sûr d'être vigilant mais que la phase de hausse était parvenue à son terme et qu'en conséquence une phase de consolidation marquée par une sélectivité très accrue retenons l'augure. Pour l'instant, le fermeté du dollar commence sérieusement à inquiéter et d'aucuns pronostiquent une sortie du système monétaire européen si la détente ne s'installe pas sur le front monétaire.

La devise-titre a encore vu ses cours s'échapper à 9,27 F et 9,30 F. La veille, la fourchette était plus large : 9,12 F - 9,34 F.

L'or s'est timidement redressé à 431 dollars, son cours a été fixé à 431 dollars contre 429,25 dollars vendredi soir. Rappelons que les marchés financiers britanniques avaient chuté lundi pour le « Bank Holiday ». A Paris, le lingot s'est hissé à 103 000 F (+ 300 F) et le napoléon a reproduit son cours précédent de 680 F. Le volume des transactions, déjà mince, s'est contracté : 8,45 millions de F contre 11,30 millions.

NEW-YORK

3 mai

Forte baisse

Wall Street, qui volait ces derniers temps de victoire en victoire, a brusquement changé de tendance. Le marché a enregistré, lundi, sa plus forte baisse depuis deux mois. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de repli allait se poursuivre durant presque toute la séance.

Cependant, l'indice des industrielles, un moment revenu en dessous de la barre des 1 200, réussissait de justesse à la repasser en clôture pour s'établir à 1 204,33. Le bilan de la journée n'est pas moins négatif : le Dow Jones a perdu 21,86 points et avec un bilan très négatif : sur 1 993 valeurs traitées, 1 088 ont baissé, 554 seulement ont monté et 351 sont restées stables.

Surtout, ce n'est pas la fin de la fête ? Pour tout dire, ce sont les prévisions pessimistes de la Morgan Stanley and Co qui ont provoqué les ventes bénéficiaires massives. Précisément, la firme d'analyse financière a pronostiqué que le marché allait baisser de 10 % à 15 % dans les mois à venir, avait en conséquence réduit de moitié la liste des actions recommandées à ses clients, enfin que les niveaux actuels ne seraient pas dépassés, ou peu, durant le reste de l'année.

Il n'y a pas fallu davantage pour faire réajuster le spectre de 1929, bien que les conditions soient fondamentalement différentes.

L'activité a porté sur 88,17 millions de titres contre 105 millions vendredi.

VALEURS	Cours de 29 avril	Cours de 30 avril
Alcoa	217 1/2	217 1/2
Amstar	217 1/2	217 1/2
Boise	217 1/2	217 1/2
Chrysler	217 1/2	217 1/2
Deere	217 1/2	217 1/2
Du Pont de Nemours	217 1/2	217 1/2
Eastman Kodak	217 1/2	217 1/2
Exxon	217 1/2	217 1/2
General Motors	217 1/2	217 1/2
IBM	217 1/2	217 1/2
Johnson & Johnson	217 1/2	217 1/2
McDonald's	217 1/2	217 1/2
Merck	217 1/2	217 1/2
Microsoft	217 1/2	217 1/2
Motorola	217 1/2	217 1/2
Procter & Gamble	217 1/2	217 1/2
Rockwell	217 1/2	217 1/2
Schlumberger	217 1/2	217 1/2
Union Carbide	217 1/2	217 1/2
U.S. Steel	217 1/2	217 1/2
Xerox	217 1/2	217 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CIT ALCATEL. - Le bénéfice net pour 1982 s'élève à 113,7 millions de francs contre 95,17 millions, après 13,56 millions de francs de plus-values et 8,24 millions. Le dividende global est fixé à 9,95 F contre 9,90 F et pourra être en outre en option en actions.

ELM-LEBLANC. - En dépit d'une situation marquée par le marché européen des appareils de chauffage, la société a réalisé, en 1982, un chiffre d'affaires (I.T.F.) global de 366,5 millions de francs contre 325,5 millions l'année précédente. Le bénéfice net (après impôts et participations) ressortait à 15,4 millions de francs contre 6,7 millions précédemment.

INDICES QUOTIDIENS	29 avril	30 avril
Indice français	121,5	122,6
Indice étranger	129,2	130,6
Cote des AGENTS DE CHANGE	(base 100 à 31 déc. 1982)	
Indice général	128,6	121,6

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	29 avril	30 avril
Effets privés à 3 mois	12,5/8	12,5/8
COURS DU DOLLAR A TOKYO	1 dollar (en yen)	238

BOURSE DE PARIS Comptant

3 MAI

VALEURS	% du stock	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	2/5	Encaiss. Frais int.	Recher. par
3 %	27	1 787	De Dietrich	324	320	Naval Wares	109	108 80	B.N. Messier	7 25				
5 %	36 80	1 280	Degussa	124		Navig. (Ind. de)	55		B.N. Internat.	38 000	38 200			
5 % amort. 45-54	71	2 288	Dellmelle S.A.	134	136	Nicoles	324	318 50	Barlow Rand	102				
5 % amort. 55-64	102	2 798	Dellmelle S.A.	552	550	Nord-Gotha	65 50	67	Bell Canada	188	200 10			
5 % amort. 65-74	115 45	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	143 50				
5 % amort. 75-84	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	24 80	25 50			
5 % amort. 85-94	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	56 80	60 60			
5 % amort. 95-04	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	88 20				
5 % amort. 05-14	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	305 50	360			
5 % amort. 15-24	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	18 50				
5 % amort. 25-34	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	382				
5 % amort. 35-44	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	610				
5 % amort. 45-54	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	732	717			
5 % amort. 55-64	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	78				
5 % amort. 65-74	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	200				
5 % amort. 75-84	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	0 40				
5 % amort. 85-94	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	214				
5 % amort. 95-04	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	383	383			
5 % amort. 05-14	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	120	125			
5 % amort. 15-24	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	315	300			
5 % amort. 25-34	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	403				
5 % amort. 35-44	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	51	52 50			
5 % amort. 45-54	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	118	117			
5 % amort. 55-64	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	750				
5 % amort. 65-74	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	845	880			
5 % amort. 75-84	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	83 20				
5 % amort. 85-94	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	388	390			
5 % amort. 95-04	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	345				
5 % amort. 05-14	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	1216				
5 % amort. 15-24	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	239	238 50			
5 % amort. 25-34	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	630				
5 % amort. 35-44	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	52	50			
5 % amort. 45-54	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	108	108			
5 % amort. 55-64	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	467	480			
5 % amort. 65-74	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	158	158			
5 % amort. 75-84	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	18	18			
5 % amort. 85-94	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	182				
5 % amort. 95-04	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	950				
5 % amort. 05-14	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	730				
5 % amort. 15-24	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	25 30				
5 % amort. 25-34	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	10 60	10 50			
5 % amort. 35-44	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	582	570			
5 % amort. 45-54	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	31 20	31 80			
5 % amort. 55-64	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	978	985			
5 % amort. 65-74	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	69 50	70 80			
5 % amort. 75-84	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	180	187			
5 % amort. 85-94	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	348	348 50			
5 % amort. 95-04	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	258				
5 % amort. 05-14	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	70				
5 % amort. 15-24	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	296	300			
5 % amort. 25-34	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	15	15 50			
5 % amort. 35-44	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	580	570			
5 % amort. 45-54	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	0 70				
5 % amort. 55-64	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	88	90			
5 % amort. 65-74	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	228	240			
5 % amort. 75-84	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	232				
5 % amort. 85-94	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	441				
5 % amort. 95-04	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	18 17 80				
5 % amort. 05-14	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	48 40				
5 % amort. 15-24	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	30 70	31			
5 % amort. 25-34	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	310	324			
5 % amort. 35-44	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	200				
5 % amort. 45-54	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	115	115			
5 % amort. 55-64	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 65-74	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	178				
5 % amort. 75-84	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 85-94	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 95-04	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 05-14	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 15-24	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 25-34	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 35-44	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 45-54	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 55-64	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 65-74	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 75-84	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 85-94	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 95-04	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 05-14	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 15-24	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 25-34	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 35-44	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 45-54	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 55-64	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 65-74	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 75-84	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 85-94	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 95-04	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 05-14	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 15-24	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 25-34	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 35-44	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 45-54	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 55-64	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80	96	Bayer	177				
5 % amort. 65-74	122 80	5 540	Dellmelle S.A.	115 10	115 10	Orpa Paribas	95 80							

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. IMMIGRÉS : « Suffrage universel » par Étienne Balibar et Yves Benot ; « La dérive de la gauche », par Mohamed Meknassi ; « Un amalgame malhonnête », par Denise van den Burg-Porte.

ÉTRANGER

3. EUROPE
- La controverse sur les « journaux de Hitler ».
4-5. DIPLOMATIE
6. ASIE
- CAMBODGE : le retrait partiel des « volontaires » vietnamiens a commencé le 2 mai.
6. AMÉRIQUES
- Le Nicaragua dénonce une « invasion de grande envergure » par les troupes du Honduras.
7. PROCHE-ORIENT
- Les entretiens de M. Shultz.

POLITIQUE

8. L'autorité à la base : Provence-Côte d'Azur : ne pas baisser les bras.
9. L'élection du nouveau maire de Neuilly.

SOCIÉTÉ

10. Le F.L.N.C. et les plans du palais présidentiel : l'Élysée en péril ?
10-11. JUSTICE
12. MÉDECINE : la majorité des internes et des chefs de clinique suspendent leur grève.
16. ÉDUCATION : les chefs d'établissements scolaires souhaitent une définition plus précise de leur rôle.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

13. Les thérapies génétiques.

CULTURE

18. THÉÂTRE : Vera Baxter, de Marguerite Duras.
19. DANSE : le Rondo et Juliette de John Cranko à l'Opéra.
21. COMMUNICATION : LU : Une vie dans son siècle, de J.-K. Galbraith.
- Le point sur les projets de magazines.

ÉCONOMIE

37. SOCIAL : la préparation des élections à la Sécurité sociale.
37 à 39. AFFAIRES : les Américains restent maîtres de leur marché électronique.

RÉGIONS

- 40-41. CIRCULER AUTREMENT : la priorité à gauche, une idée qui fait son chemin ; des coupes sévères dans le programme des autoroutes.

RADIO-TELEVISION (21)
INFORMATIONS
« SERVICES » (17) :
Mode ; Mots croisés ;
Journal officiel ; Météorologie.
Amorces classées (22 à 36) ;
Carnet (16) ; Programme des spectacles (20) ; Marchés financiers (43).

Le numéro du « Monde »
daté 3 mai 1983
a été tiré à 547 262 exemplaires

DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
PANTALONS
A partir de 500 F
ET COSTUMES
MESURE
A partir de 1.450 F
3.000 tissus
Luxeuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
Boutique Femme
TAILLEURS ET JUPES
sur mesure
Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 742-70-61.
Du lundi au samedi,
de 10 heures à 18 heures

A B C D E F G

POUR LA PREMIÈRE FOIS

Une grossesse a été obtenue après implantation d'un embryon conservé par congélation

La première implantation expérimentale réussie d'un embryon humain conservé durant quatre mois par congélation a été réalisée en Australie. Cette information a été rendue publique, le 2 mai à Melbourne, par le docteur Alan Trounson, directeur scientifique de l'équipe de recherche sur la stérilité à l'université Monash de Melbourne. La femme concernée, qui a désiré conserver l'anonymat, souffre de stérilité tubaire. Elle est, aujourd'hui, enceinte de quatorze semaines. En France, une équipe de médecins et de biologistes a déjà procédé à de telles implantations, mais sans succès.

La congélation des embryons n'est, en définitive, qu'une étape supplémentaire de la fécondation *in vitro*. Celle-ci consiste à réaliser la fécondation entre une ovule et un spermatozoïde à l'extérieur des voies génitales féminines. L'œuf ainsi obtenu est ensuite réimplanté dans l'utérus maternel. Les taux relative-

ment bas de succès conduisent les équipes médicales à expérimenter divers procédés pour augmenter les chances de gestation. C'est ainsi par exemple qu'ils peuvent être amenés à implanter, lors de la même tentative, plusieurs œufs fécondés.

Ces mêmes œufs (ou embryons) peuvent aussi être conservés dans l'azote liquide (à -196°C) et utilisés lors de tentatives ultérieures. Une telle congélation permet aussi de ne pas procéder chez la femme à de nouvelles interventions chirurgicales pour prélèvements d'ovules. L'embryon est ensuite décongelé et réimplanté. Pour la première fois, l'équipe de Melbourne annonce une grossesse avec un embryon conservé durant quatre mois par congélation. S'il n'est pas dû, en l'état actuel des connaissances, à un progrès technique majeur, en revanche, ce résultat vient, une nouvelle fois, illustrer le fossé qui se creuse entre les pratiques médicales et le cadre juridique.

Un avant-projet de loi sur les fécondations *in vitro*

En France, treize œufs humains ont été congelés par l'équipe de l'hôpital Antoine-Bécélère, que dirige le professeur René Frydman (1) avant que le comité d'éthique de l'INSERM fasse connaître sa position. Vous avez le droit de congeler, leur répondit-on en substance, mais pas de réimplanter. Sept réimplantations furent néanmoins réalisées, « compte tenu des engagements pris vis-à-vis des patientes », avec des embryons congelés entre deux et six mois. Aucune grossesse n'a à cette occasion été obtenue. « Les six autres, explique-t-on aujourd'hui, sont en attente ». Depuis, le comité d'éthique de l'INSERM a été élargi et transformé en comité consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (le Monde du 3 février).

Aucun nouvel avis n'a été donné. En revanche, un avant-projet de loi « relatif à la manipulation d'ovocytes humains aux fins de fécondation *in vitro* » vient d'être rédigé au ministère de la santé. Il indique notamment :

(1) Unité 187 de l'INSERM (hôpital Antoine-Bécélère, Clamart) dirigée par le professeur Emile Papetnik. Cette équipe s'est notamment illustrée en réussissant la première naissance française après fécondation *in vitro*.

(2) L'avant-projet fait aussi état d'« ovocytes congelés et contrôlés par le ministère de la santé », seuls habilités à réaliser les fécondations *in vitro*.

JEAN-YVES NAU.

Un bon conseil Pour acheter votre CANON



venez
nous voir
avec cette
annonce

Nous vous ferons le prix "grande surface" Exemple : CANON AE1 PROGRAM avec obj. 1.8/50 mm. 2272F

Nous vous montrerons comment personnaliser votre équipement avec les 98 accessoires et les 43 objectifs CANON.

Un de nos spécialistes vous fera essayer et prendra tout son temps pour vous faire une démonstration complète.

Vous serez sûr de choisir en sachant "bien" vous servir de votre appareil.

4 bonnes raisons
qui
justifient la devise
images

Photo, ciné labo, vidéo
aux meilleurs prix
plus les services toujours gratuits.
31 et 24, rue Saint Augustin
75002 Paris
(métro : 4-Septembre ou Opéra)
Tél. 742-42-42

Reprises - Occasions - Carte bleue
Crédits sur mesure - Leasing

LE GOUVERNEMENT A DÉPOSÉ UN AMENDEMENT SUR LES CONTRÔLES D'IDENTITÉ

Le gouvernement a déposé au Sénat, mardi 3 mai, un amendement à l'article relatif aux contrôles d'identité dans le projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi « sécurité et liberté ».

La commission sénatoriale des lois n'avait pas jugé bon de modifier le texte voté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale et qui prévoyait notamment que les officiers de police judiciaire seraient autorisés à effectuer, lors des opérations de vérification d'identité, des prises d'empreintes digitales ou des photographies pour « toute personne à l'égard de laquelle existe un indice faisant présumer qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction ; ou qu'elle a fait l'objet de recherches ordonnées par les autorités judiciaires ».

Dans l'exposé des motifs de l'amendement, le garde des sceaux explique qu'il tend « à assurer une meilleure protection des libertés ». Cet amendement qui devait être examiné par le Sénat mardi après-midi, prévoit : « Les opérations de vérification d'identité ne peuvent donner lieu à la prise d'empreintes digitales ou de photographies ni faire l'objet d'une mise en mémoire manuelle ou automatisée. Il ne peut en être autrement que si les conditions suivantes sont réunies : la prise d'empreintes ou de photographies doit être impérativement nécessaire à l'établissement de l'identité de la personne interpellée ; elle ne peut être pratiquée que dans le cadre d'une enquête sur crime ou délit flagrant, ou d'une enquête préliminaire, ou d'une commission rogatoire, ou de l'exécution d'un ordre de recherche délivré par une autorité judiciaire ; elle doit être autorisée par le procureur de la République si la personne a été appelée en application de l'article 62 du code de procédure pénale ou dans le cas d'une enquête préliminaire.

« Elle doit être autorisée par le juge d'instruction en cas de déviance d'une commission rogatoire », ajoute l'amendement.

Le gouvernement demande une réduction des montants compensatoires agricoles français de 2 %

M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, a renoncé à accompagner M. Mitterrand lors de son voyage officiel en Chine. Ce déplacement n'a pas paru souhaitable alors que l'attention du ministre était requise par les manifestations agricoles, au demeurant classiques en période de fixation de prix, surtout lorsque cette fixation est elle-même retardée, ce qui est, au fil de l'histoire de la politique agricole commune, monnaie courante. Du terrain communautaire, où les Dix n'ont pu se mettre d'accord sur les mesures agronomiques pour la campagne 83-84, le débat s'est momentanément reporté sur la France. Mardi matin, un comité interministériel était consacré notamment à l'affaire des montants compensatoires.

Au terme de cette réunion, M. Michel Rocard a saisi la Commission européenne, qui se réunit ce mercredi 3 mai, et lui a fait part du désir du gouvernement de voir les M.C.M. négatifs français diminués de 2 %.

Puisqu'il n'y a pas de hausses de prix garantis, les agriculteurs français demandent au gouvernement de se servir de sa réserve de montants compensatoires monétaires négatifs. Les démanteler revient à dévaluer le franc vert et à l'aligner sur le franc communautaire. Cela revient du même coup à augmenter en francs le prix des produits. Et enfin, avantage non négligeable, cela supprime une partie des taxes qui frappent l'agriculture française, puisque les M.C.M. négatifs jouent comme des taxes à l'exportation. Ces M.C.M. négatifs s'élevaient aujourd'hui à 5,2 % ce qui

correspond, s'ils étaient supprimés totalement, à une augmentation presque équivalente des prix, 4,7 %, la différence s'expliquant par des raisons de calculs purement techniques.

L'objectif est bien tentant, mais il a un triple inconvénient : le premier, que ne manque pas de souligner M. Delors, c'est la répercussion sur l'indice du coût de la vie de la hausse des prix agricoles ; le second, c'est qu'il fait perdre à la France un atout dans la négociation communautaire, M. Rocard lui-même ayant estimé qu'il n'était pas de bonne tactique d'augmenter les prix en France avant que le compromis soit bouclé avec nos partenaires. La troisième raison enfin est plus théorique : en démantelant les M.C.M. d'une manière sélective selon les produits, ce qui est fortement envisageable, puisque M. Rocard souhaite le maximum pour le porc, on fait de ces correctifs monétaires un instrument de prix et de gestion des marchés, ce qui revient à les détourner de leur sens. Mais, avec leurs effets pervers et les distorsions de concurrence qu'ils entraînent, n'en sommes-nous pas détournés depuis leur création même en 1969 ?

En attendant, les manifestations demeurent. Dans la journée de lundi, elles se sont déroulées de façon sporadique et sans incidents notables, dans l'Ouest. Elles consistent essentiellement à « contrôler » des camions dans le but de s'opposer aux importations. Dans la région Rhône-Alpes aussi, les producteurs sont passés à l'action et ont détourné sur Saint-Etienne un camion de viande de porc, emballée en Belgique, mais qui pourrait être d'origine tchécoslovaque nous signale notre correspondant dans la Loire. Le chargement était destiné aux Etablissements Orléans de Saint-Symphorien-sur-Loire (Rhône). A Paris, la Fédération nationale des commerçants en bœufs de France indique que la cotation hebdomadaire du porc abattu en région parisienne a été suspendue pour une durée indéterminée, à la suite de pressions exercées par des éleveurs de l'Ouest.

LA C.F.D.T. ANNONCE UNE JOURNÉE NATIONALE D'ACTION SUR L'EMPLOI POUR LE 26 MAI

Dans une résolution adoptée par 1 340 voix pour (95,10 %) et 43 voix contre (3,05 %), avec 26 abstentions, le conseil national de la C.F.D.T., réuni du 28 au 30 avril, a décidé pour le 26 mai « une journée nationale d'action centrée sur la réduction du temps de travail pour la création d'emplois ». Avant la manifestation européenne du 4 juin à Stuttgart, cette journée sera marquée par des rassemblements, des débats et des arrêts de travail dans les entreprises.

M. Jean Kaspar, secrétaire national, a présenté le 3 mai à la presse les quatre orientations de la C.F.D.T. pour les mois à venir : la réduction du temps de travail pour aboutir aux trente-cinq heures en 1985 (avec une étape de réduction « d'au moins deux heures » dans chaque entreprise et administration en 1984) ; l'action organisée par la Confédération européenne des syndicats pour l'emploi en Europe ; l'insertion professionnelle des jeunes et la création de « fonds de solidarité pour l'emploi par le partage du travail et le développement industriel ». Sur ce dernier point, la C.F.D.T. a engagé un débat collectif et va saisir le patronat et les autres syndicats « pour faire avancer cet objectif ».

BRUXELLES AUTORISE PARIS A LIMITER MOMENTANÉMENT LES IMPORTATIONS DE PLUSIEURS PRODUITS TEXTILES

La Commission européenne a autorisé la France à limiter ses importations de certains produits textiles provenant de pays tiers et ayant transmis par un autre pays membre de la C.E.E. « à son apaisement, mardi 3 mai, à Bruxelles.

La décision, prévue par l'article 115 du traité de Rome, vise à éviter des détournements de trafic et à ne pas accroître ainsi, indirectement, la part d'importation de ces produits que la France s'est engagée à accepter.

Les mesures de sauvegarde concernent notamment les articles suivants : chemises, chemisettes, tissus de coton (Béni et Turquie), tee-shirts (Turquie), fils de fibres de textiles artificiels, etc. Elles sont limitées dans le temps (quelques mois) et ne visent que certains pays et pour des quantités limitées. (A.F.P.)

PRÉPARATIONS PHARMACIE MEDECINE CEPES

57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly. 722.94.94/745.08.19
enseignement supérieur privé

van Saack
dans les boutiques :
aramis 36 Faidherbe St-Honoré - HOMMES
Gallo 2 bis de la Madeleine - FEMMES & HOMMES
28, rue St-Honoré - FEMMES & HOMMES
chemises - cravates
chemisiers - jupes - ensembles

LE LITRE DE SUPER AUGMENTERA DE 24 CENTIMES A LA MI-MAI

La dévalorisation du franc par rapport au dollar va entraîner une hausse des prix de reprise à la sortie des raffineries de 2,93 centimes au litre pour le super, de 2,12 centimes pour l'essence et de 1,27 centime pour le fuel et le gazole. Le dollar moyen du mois d'avril a en effet été de 7,32 francs contre 7,01 francs en mars. Cette hausse fait plus que compenser la baisse du coût des approvisionnements qui est passé de 29,36 dollars par baril en moyenne en mars à 28,57 dollars en avril.

Le Bulletin de l'industrie pétrolière (BIP), qui donne ces précisions, souligne toutefois que ce mouvement n'aura pas de conséquences pour le consommateur le 11 mai. Le gouvernement a en effet décidé de stabiliser les prix des produits « hors mouvement fiscal » à leur niveau de mars et baissera donc la taxe parafiscale créée le mois dernier d'un montant correspondant à la hausse des prix de reprise.

Il est vrai que le relèvement prévu par la loi de finances de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) va déjà coûter assez cher aux automobilistes à la mi-mai : 24 centimes par litre sur le super, 22 centimes sur l'essence, 13 centimes sur le gazole et 2 centimes sur le fuel domestique. A Paris, le prix du litre de super remontera donc à 4,82 francs et celui de l'essence ordinaire à 4,51 francs. Le litre de gazole coûtera 1,70 francs et celui de fuel 2,59 francs.

PLUSIEURS CENTAINES D'EMPLOIS MENACÉS CHEZ P.C.U.K.

Plusieurs centaines d'emplois sont menacés chez P.C.U.K., filiale chimique de PUK, dont l'usine de Rhénus-Poulenc, C.D.F.-Chimie et E.M.C. vont se partager les actifs. La formule de la préretraite à cinquante-cinq ans et trois mois serait appliquée à une partie du personnel concerné. Pour l'autre, la direction de l'entreprise s'efforce de trouver des solutions de reclassement.

Les détails de cette opération seront annoncés en premier au comité d'entreprise de P.C.U.K. qui se réunira jeudi 5 mai, en début d'après-midi. Plusieurs ateliers seront fermés, notamment, dit-on, dans l'usine de Brignod (fabrication de P.V.C.) et à Jarré (Chlorure de vinyle), mais aussi dans les Bouches-du-Rhône à l'Estaque (acide sulfurique, acide chlorhydrique, chlorométhane) et dans le Nord à Wattrelos (acide phosphorique, phosphates de soude et de chaux).

Plus de trois cents artistes participent aux manifestations de soutien aux artistes « victimes de répression » organisées, jusqu'au 8 mai, à Rotterdam (Hollande), à l'appel de l'ADA (Association internationale de défense des artistes). A côté des expositions de photographes ou de peintres originaires d'Amérique latine ou d'Europe de l'Est, sont prévues des soirées musicales : le 4 mai, création d'une œuvre de Juan Garcia Balañá, compositeur uruguayen emigré à Montevideo depuis 1971 ; le 5 mai, concert donné par le pianiste Miguel Angel Estrella et le Cuarteto Cedron à la suite d'un ballet-tango signé par Hans van Manen sur une musique d'Asor Rosa ; les 5, 6 et 8 mai du jazz et du rock en solidarité notamment avec le groupe Plastic People interdit en Tchécoslovaquie ; Centre culturel français à Rotterdam (31-10-36-04-21 ou 31-10-77-59-02) ; AIDA-Paris, tél. : 542-16-13.

LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS A DROITE EN REMONTANT LES CHAMPS ÉLYSÉES

TISSUS
"COUTURE"
une
prodigieuse
originalité
TISSUS
"DECORATION"
RODIN
38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS